

# Michel BERGÈS

Professeur des universités, Agrégé de science politique  
Retraité de l'Université de Bordeaux IV Montesquieu (2024)

Janvier 2024

Louis Rivet, « Le Guetteur »,  
*Chef du Service de Renseignement français  
de l'Armée de Terre.*  
*Quelques écrits*



Collection  
“Civilisations et politique”

**LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES**  
CHICOUTIMI, QUÉBEC  
<http://classiques.uqac.ca/>



<http://classiques.uqac.ca/>

*Les Classiques des sciences sociales* est une bibliothèque numérique en libre accès développée en partenariat avec l'Université du Québec à Chicoutimi (UQÀC) depuis 2000.

**UQAC**

<http://bibliotheque.uqac.ca/>

En 2018, Les Classiques des sciences sociales fêteront leur 25<sup>e</sup> anniversaire de fondation. Une belle initiative citoyenne.

## Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

**L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.**

Jean-Marie Tremblay, sociologue  
Fondateur et Président-directeur général,  
**LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.**

Cette édition électronique a été réalisée par *Michel Bergès*, bénévole, historien des idées politiques, professeur retraité de l'Université de Bordeaux - Montesquieu, directeur de la collection "Civilisations et politique",  
[Page web dans Les Classiques des sciences sociales.](#)

à partir de :

Michel BERGÈS

**Louis Rivet, « Le guetteur », chef du Service de Renseignement français de l'Armée de Terre. Quelques écrits.**

Chicoutimi, Qc. : Les Classiques des sciences sociales, janvier 2024, 239 pp.

[Autorisation formelle accordée par l'auteur le 9 janvier 2024 de diffuser ce livre dans Les Classiques des sciences sociales.]



Courriel : Michel Bergès : [m.berges.bach@free.fr](mailto:m.berges.bach@free.fr)

Police de caractères utilisés :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5'' x 11''.

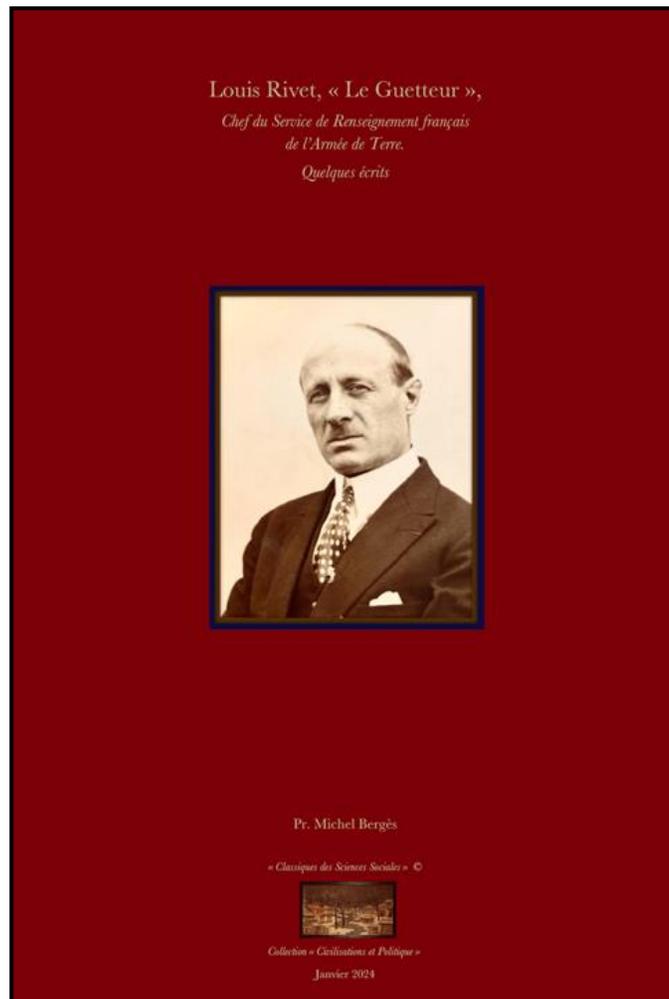
Édition numérique réalisée le 29 janvier 2024 à Chicoutimi, Québec.



## Michel BERGÈS

Professeur des universités, Agrégé de science politique  
Retraité de l'Université de Bordeaux IV Montesquieu  
(2024)

### **Louis Rivet, « Le guetteur », chef du Service de Renseignement français de l'Armée de Terre. Quelques écrits.**



Chicoutimi, Qc. : Les Classiques des sciences sociales, janvier 2024,  
239 pp.

Toute notre reconnaissance à **Michel Bergès**, historien des idées politiques, professeur retraité de l'Université de Bordeaux-Montesquieu et directeur de la collection "Civilisation et politique" pour l'immense travail accompli et toutes les démarches entreprises afin que nous puissions diffuser en libre accès à tous ces ouvrages qui nous permettent non seulement de comprendre mais de nous rappeler.

### **Michel Bergès**



Travail bénévole :

[http://classiques.uqac.ca/inter/benevoles\\_equipe/liste\\_berges\\_michel.html](http://classiques.uqac.ca/inter/benevoles_equipe/liste_berges_michel.html)

Publications de Michel Bergès :

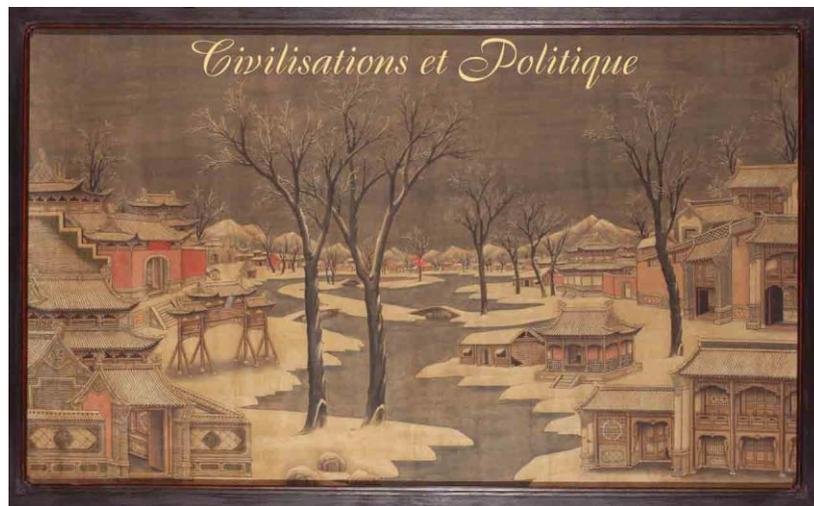
[http://classiques.uqac.ca/contemporains/berges\\_michel/berges\\_michel.html](http://classiques.uqac.ca/contemporains/berges_michel/berges_michel.html)

Collection "*Civilisations et politiques*" dirigée par Michel Bergès :

[http://classiques.uqac.ca/contemporains/civilisations\\_et\\_politique/index.html](http://classiques.uqac.ca/contemporains/civilisations_et_politique/index.html)

Un ouvrage de  
la collection “Civilisation et politique”

Fondée et dirigée  
par  
Michel Bergès  
Historien, professeur retraité  
de l’Université de Bordeaux — Montesquieu



**Note pour la version numérique :** La numérotation entre crochets [] correspond à la pagination, en début de page, de l'édition d'origine numérisée. JMT.

Par exemple, [1] correspond au début de la page 1 de l'édition papier numérisée.

**Louis Rivet, « Le guetteur », chef du Service  
de Renseignement français de l'Armée de Terre.  
Quelques écrits.**

## Table des matières

[PRÉSENTATION](#), par Michel Bergès, *Université de Bordeaux* [12]

- I. [L'homme et sa carrière](#) [13]
- II. [Les écrits choisis de Louis Rivet](#) [50]

### PREMIÈRE PARTIE

Général Louis Rivet

*Le « SR » de 1940 à 1944* [60]

[Introduction](#) : Au-delà d'une Armistice. Le SR continue [62]

Chapitre 1. [Les nouvelles conditions de la bataille](#) [68]

*Le climat* [68] – *Les positions se dégagent* [71] ;  
*Le SR contre le pouvoir* [82] – *À travers les fissures du régime* [87] ;  
*Au bord du gouffre, le salut* [95]

Chapitre 2. [Les voies du Renseignement maintenues](#) [103]

*Les clairières* [103] – 1° *Les glacis* [104] – 2° *Le champ des recherches*  
[105]  
3° *Les moyens du SR français sur le théâtre de la guerre* [106]  
*Résumons le débat* [109]

Chapitre 3. [Le SR sur les traces du fléchissement allemand. La surprise russe](#)  
[111]

Chapitre 4. [Dernier drame avant l'aube](#) [128]

*Arrivée du général de Gaulle à Alger* [137]

[Épilogue](#) [150]

[Conclusion](#) [152]

## SECONDE PARTIE

### *Quelques écrits de Louis Rivet d'après-guerre* [155]

Chapitre I. « [Demain](#) » [Mars 1945] [156]

Chapitre II. « [L'énigme du Service de Renseignement allemand sous le régime hitlérien](#) » [1947] [162]

- *L'opinion – Le régime – L'opposition* [165]
- *La Ligue secrète des militaires. Le SR allemand centre du complot* [168]
- *Deux figures du Grand État-Major* [171]
- *Le damier des moyens* [174]
- *Le sabotage de la victoire allemande* [181]
- *Le cas Weygand* [186]
- *Le cas Giraud* [187]
- *Sur tous les fronts* [189]
- *L'usure d'une trop longue attente, l'année critique et l'échec* [195]
- *Et demain ?* [200]

Chapitre III. « Le [camp allemand dans la fièvre des alertes \(1939-1940\)](#) » [1949] [203]

- *Préludes* [205]
- *Une volonté improvisée un instrument de bataille* [207]
- *Les obstacles surgissent. On attaquera quand même* [209]
- *Les résistances au sommet et leurs raisons* [210]
- *Pendant que le ciel dit non. La Weserübung* [214]
- *L'Heure décisive* [216]

Chapitre IV. « [Étions-nous renseignés en mai 1940 ?](#) » [1950] [220]

I. [Ce qui se passait dans le camp allemand](#) [221]

- *Résolution d'attaque d'Hitler et oppositions des chefs* [222]
- *État de l'armée et disposition de la troupe* [227]

- II. [Ce que nous savions](#) [229]
  - *Prélude aux agressions* [233]
  - *Les agressions* [235]
  - *L'armée allemande sur le front occidental* [238]
  - *L'attaque imminente. Quand ? Où ?* [244]
  - *Conclusion* [247]

Chapitre V. « [ABWEHR et GESTAPO en France pendant la Guerre](#) » [1950] [250]

- I. [L'ABWEHR](#) [252]
  - *Caractères généraux* [252]
  - *Aspects de l'ABWEHR au début de 1940* [253]
  - *L'ABWEHR en France. Structure et modification* [256]
- II. [L'Appareil policier allemand](#) [260]
  - *Historique sommaire de l'organisation générale* [260]
    - A. Avant 1933 [260]
    - B. À partir de 1933 [261]
    - C. Le *RSHA* en 1940-1944 [264]
  - *Pluralité persistante dans l'unité* [266]
- III. [L'implantation en France](#) [268]
  - *Les missions* [270]
  - *L'ultime effort dans la tourmente* [272]
  - *Efficacité de la fonction* [274]

[Appendice](#) : *La propagande allemande et les services spéciaux* [279]

Chapitre VI. « [Défense du SR français. Une réplique](#) » [Paris, décembre 1951]

(à Jacques Soustelle dans *Envers et contre tout*, volume 2, *D'Alger à Paris*) [282]

Chapitre VII. « [Fiction et réalité](#) ». [Bulletin n° 33 de l'AASSDN] [304]

**Louis Rivet, « Le guetteur », chef du Service  
de Renseignement français de l'Armée de Terre.  
Quelques écrits.**

## PRÉSENTATION

[Retour à la table des matières](#)

Le présent ouvrage a pour origine un enseignement de Science politique aux Universités de Bordeaux et Toulouse sur l'histoire de l'administration et de la police en France, entre 1852 et 1944 <sup>1</sup>. Par devoir pédagogique, la publication ci-après sauvegarde quelques écrits de Louis Rivet (1883-1958), chef du Service de Renseignements de l'Armée de Terre (« SRT ») de juin 1936 à avril 1944.

Rappelons les étapes de sa carrière (I.), avant une présentation de ces textes (II.). Ils concernent les rapports du 2<sup>ème</sup> Bureau (« 2B ») et du SRT avec « la politique » haute et basse de factions parvenues au sommet d'un État-fantôme de Vichy immobilisé puis broyé par les glaces, après avoir garrotté le pays avant leur fuite honteuse vers Sigmaringen. À l'opposé des agents, des sous-officiers et officiers du SRT dont certains « *finiront la tête haute sous les balles des pelotons d'exécution, ou dans ces camps atroces d'où l'on ne revenait plus* »,

---

<sup>1</sup> Cf. Michel Bergès :

– *Le Syndicalisme policier en France*, Paris, L'Harmattan, col. « Sécurité et Société », 1995. Consultable sur le site des Classiques des Sciences sociales :

[http://classiques.uqac.ca/contemporains/berges\\_michel/syndicalisme\\_police\\_r\\_france/syndicalisme\\_policier\\_france.html](http://classiques.uqac.ca/contemporains/berges_michel/syndicalisme_police_r_france/syndicalisme_policier_france.html)

– *La Vérité n'intéressait personne. Entretien avec Maurice Papon sur un procès contre la Mémoire*, Paris, Éditions François-Xavier de Guibert, Paris, 1999.

[http://classiques.uqac.ca/contemporains/papon\\_maurice/verite\\_ninteressait\\_personne/verite\\_ninteressait\\_personne.html](http://classiques.uqac.ca/contemporains/papon_maurice/verite_ninteressait_personne/verite_ninteressait_personne.html)

qui, entre « *obéissance aux ordres* » et « *devoir* », – question « webérienne » s’il en était <sup>2</sup> – « *saisirent la bouée libre de l’honneur* » (*sic*), respectant ce principe exigé par Rivet de ses hommes :

« Le SR n’accepte pas la défaite. [...] L’activité du SR étant par essence continuellement offensive, le terme de “Résistance” est impropre à la désigner <sup>3</sup>. »

En considérant ici humblement comme notre seul dû son apostrophe *ex ante* :

« Au fond de sa province, dans la sérénité d’une paix revenue, quelque historien nonchalant cédera peut-être à l’appel des perfides sirènes et s’en ira butiner sur les sentiers du RENSEIGNEMENT. Nous souhaitons que le merle moqueur, dans le voisinage perché, ne lui fasse point tenir pour vain ce divertissement. » [*Louis Rivet, Le SR de 1940-1944, infra, p. 127.*]

## Présentation

### I. – L’homme et sa carrière

[Retour à la table des matières](#)

Louis Rivet naquit à 9 heures du soir le mercredi 3 janvier 1883 à Montalieu-Vercieu, canton de Morestel, dans le département de l’Isère. Son père, Louis, âgé de 30 ans, menuisier, au nom aussi de sa mère, Marie Anthelme Berthet, 26 ans, ménagère de profession, le déclara à l’état civil du lieu. En présence de deux témoins : l’un tailleur de pierre, l’autre d’habits, tous deux amis et habitants de cette commune de 2100 habitants à son époque.

Pensons à une enfance heureuse aux bords du Rhône, juste en face du département de l’Ain, à une cinquantaine de kilomètres au nord de

---

<sup>2</sup> Référence là à l’historien, économiste et sociologue allemand Max Weber (1864-1920), théoricien du mode de domination « (néo)patrimonial », auquel appartient le « fascisme » (au sens générique), ainsi que du « factionnalisme » (lutte entre les élites au pouvoir).

<sup>3</sup> Cf. *infra*, p. 65, note 45.

Grenoble et à l'ouest des derniers contreforts du Jura, proche à vol d'oiseau d'Aix-les-Bains, d'Annecy, et finalement de la mythique Genève. Là s'égrenèrent les premières séquences de vie, en leurs pratiques catholiques ancrées dans de plus anciennes, liées aux mœurs traditionnelles d'un « *Dauphiné* » dont le grand ethnologue Arnold Van Gennep a décrit rites et mythes des femmes et des hommes de tous âges, « *du berceau à la tombe* », dans cent quatre-vingt-une communes de cette province, témoins de bien des choses antérieures même aux conquêtes de la Gaule par les Romains <sup>4</sup>.

Espace où s'épanouirent à « la communale » les avancées républicaines culturelles et pédagogiques d'alors, partagées notamment avec un frère qui deviendra plus tard instituteur. Aux valeurs alternées par les cueillettes des noix ou des champignons, par les jeux avec les copains de l'École dans la pénombre de bois entrecoupés de clairs pâturages d'élevages, de plaines ou de pentes dans les herbes d'été ou les vieilles carrières proches de la cité.

Après trois années d'apprentissage dans l'atelier paternel de menuiserie, sachant « *lire et écrire* » au regard de son premier livret militaire <sup>5</sup>, inscrit sur la liste de recrutement de la subdivision départementale de Bourgoin-Jallieu sous le n° 54 du tirage de son canton pour la « classe 1903 », le jeune volontaire « de l'an III » du XX<sup>e</sup> siècle s'engagea à 20 ans, le vendredi 14 novembre 1902 à Grenoble, au « *140<sup>e</sup> Régiment d'Infanterie* ». Théoriquement pour quatre années ...

---

<sup>4</sup> Cf. Arnold Van Gennep, *Le Folklore du Dauphiné (Isère). Étude descriptive et comparée de psychologie populaire*, Paris, Librairie Orientale et Américaine, 2 volumes, Paris, G.P Maisonneuve, 1932-1933.

<sup>5</sup> A été compulsé ici, grâce à l'obligeance de Gérard Arboit, le dossier de Louis Rivet déposé au Service historique de l'Armée de Terre – SHAT de Vincennes – aujourd'hui SHD, Service historique de la Défense nationale (cote « 13 Yd 1345 Rivet »). Il comprend notamment ses « *fiches de position* », son « *carnet de sous-officier* », son « *feuilleton individuel de campagne* », son « *relevé de notes* », son « *livret matricule d'officier* », son « *bordereau du personnel des officiers généraux* ».

Le tableau ci-dessous distingue cinq étapes d'un parcours alternant périodes de formation et de campagnes, aux aléas d'une vie militaire et personnelle qui firent émerger les qualités d'un homme sorti du rang, au profil exemplaire à tous les postes occupés au gré des décisions ministérielles, prêt à répondre aux besoins de l'armée d'alors.

En les pénuries, les compétences, les logiques parcimonieuses de promotion, de permissions, et de détachements « pour ordre » de celle-ci, d'un régiment, d'un bataillon, d'une scène d'action à l'autre. D'évidence, ces données ramassées n'indiquent que les principaux repères professionnels, sans épuiser le contenu des fonctions de celui qui, après un long parcours, allait devenir le chef du SR français de l'Armée de Terre.

<i>Périodes</i>	<i>Fonctions</i>	<i>Campagnes</i>	<i>Grade et décorations</i>
– 1903-1914	<p>Soldat engagé volontaire dans des régiments d'infanterie</p> <p>– Admis à l'École des de Saint-Maixent (Deux-Sèvres) : élève officier du 16/10/1908 au 01/01/1909</p> <p>Classé 56<sup>ème</sup> sur 163, avec cette appréciation :</p> <p><i>« A de la vigueur, de l'activité, une belle attitude. Beaucoup de conscience et de dévouement à ses</i></p>	<p>Formation et campagne à Grenoble, Annecy ...</p>	<p>– <u>soldat de 2<sup>ème</sup> classe</u>, le 14/11/1902</p> <p>– <u>caporal</u>, le 16/05/1903</p> <p>– <u>sergent fourrier</u>, le 19/07/1904</p> <p>– nommé <u>sergent</u> le 02/02/1909</p> <p>– nommé <u>sous-lieutenant</u> le 01/10/1909</p>

<i>Périodes</i>	<i>Fonctions</i>	<i>Campagnes</i>	<i>Grade et décorations</i>
	<p><i>devoirs. Caractère sérieux et ferme. Esprit ouvert et très travailleur. Instruction militaire très satisfaisante. Aura du calme et de l'autorité dans le commandement. Noté comme un officier de compagnie hors de pair.</i></p> <p>»</p>	<p>– 30<sup>e</sup> Régiment d'Infanterie en Algérie (01/10/1909-au 27/03/1913</p> <p>– 2<sup>ème</sup> Régiment des Tirailleurs algériens (par décision ministérielle du 28/03/1913).</p>	<p>– promu <u>lieutenant</u> le 01/10/1911</p>
– 1914-1918	<p>– Brève guerre de 14 : attaque du Pont de Rammes, à l'est de Charleroi), combat d'Oret (Belgique) ; Combat de repli au nord de Florennes (en Wallonie, Belgique)</p> <p>– blessé gravement le 24/08/1914, d'un shrapnell à la poitrine et d'une</p>		

<i>Périodes</i>	<i>Fonctions</i>	<i>Campagnes</i>	<i>Grade et décorations</i>
	<p>balle au bras droit</p> <p>– fait prisonnier en Allemagne du 24/08/1914 au 25/09/1918</p> <p>Interné successivement dans deux régions allemandes : Göttingen (Basse-Saxe), Münden (Basse-Saxe), Mayence, Wiesa près d'Annaberg (Saxe), Heidelberg (Bade-Wurtemberg)</p> <p>Interné en Suisse du 25/09/1918 au 19/11/1918</p>		<p>– promu au grade de <u>capitaine</u> (blessé) à titre définitif le 26/12/1915</p> <p>* Croix de Guerre avec Palme</p>
– 1919-1936	<p>– Rapatrié de Suisse et affecté à la 101<sup>e</sup> Compagnie le 12/02/1919</p> <p>– à l'Hôpital temporaire d'Arzea du 29/07/1919 au 05/08/1919, passe de la 101<sup>e</sup> Cie à la 109<sup>e</sup> Cie le 01/10/1919</p> <p>– Saint-Leu, Azera Mostaganem</p> <p>– Le 29/12/1919, détaché au SR de l'État-Major de</p>	<p>– 1919-1920</p> <p>Mission d'instruction et de campagne au 2<sup>ème</sup> Régiment de Tirailleurs algériens du 24/10/1919 au 06/01/1920</p>	<p>– Promu <u>Chef de Bataillon</u></p>

<i>Périodes</i>	<i>Fonctions</i>	<i>Campagnes</i>	<i>Grade et décorations</i>
	<p>l'Armée (EMA) à Paris</p> <p>– Passe au 103<sup>e</sup> Régiment d'Infanterie détaché au SR par décision ministérielle du 05/01/1920</p> <p>– Spécialiste du renseignement de terrain (Pologne, Allemagne, France, Luxembourg, Belgique, Frontières nord et nord-est...)</p>	<p>1920-1936 :</p> <p>– En poste de renseignement à l'EM de la mission française Varsovie (armée Weygand – comme De Gaulle), du 20/12/1920 au 21/06/1922</p> <p>– Poste de renseignement à Berlin – du 23/06/1924 au 12/08/1926)</p> <p>– Poste à Paris ; Mayence ; Aix-La-Chapelle ; Belfort (de 19-05-1928 au 01/03/1933) ; « Bureau d'Études » du Nord-Est (du 02/03/1933 au 27/03/1935)</p> <p>– Détaché à l'EM de l'Infanterie du 28/02/ au 10/11/1935, puis au 2<sup>e</sup> Bureau de</p>	<p>* Chevalier de la Légion d'honneur « <i>pour faits de guerre</i> » (décret du 16/06/1920)</p> <p>* Témoignage de satisfaction du Ministre de la Guerre du 25/11/1930</p> <p>– Promu au grade de <u>Lieutenant-</u></p>

<i>Périodes</i>	<i>Fonctions</i>	<i>Campagnes</i>	<i>Grade et décorations</i>
		<p>l'EM de l'Armée du 11/11/1935 au 09/05/1936</p> <p>– Nommé chef du SR par le chef d'État-Major de l'armée, le général Colson, par décret ministériel à partir du 10/06/1936, sur proposition de son prédécesseur, le colonel Henri Roux</p> <p>– Mis en retraite par limite d'âge par décret du 02/08/1940, décision rapportée le 20/08/1940</p>	<p><u>Colonel</u> par décret du 25/12/1935</p>
– 1936- 1942	<p>Nommé par ses chefs responsables du SR de l'Armée de Terre à Paris (juin 1936), puis à Vichy (septembre 1940-08/11/1942).</p> <p>Le maintien du Service est décidé par le Grl. Maxime Weygand (note secrète du 4 septembre 1940), maintenu un temps et le ministre de la Guerre, Louis Colson, confirmé par son successeur</p>	– Chef du SR de l'Armée de Terre	<p>* Officier de la Légion d'honneur (par décret du 10/12/1936)</p>

<i>Périodes</i>	<i>Fonctions</i>	<i>Campagnes</i>	<i>Grade et décorations</i>
	<p>06/09/1940 : Charles Huntziger († le 24/11/1941).</p> <p>Se heurte à la volonté de dissolution de son service de la part de Darlan d'abord, puis de Laval, qui parvient à ses fins à l'été 1942. Joue habilement Darlan contre Laval, appuyé par ses supérieurs de l'armée de Terre (les généraux Picquendar et Revers).</p> <p>Les menaces s'accroissent sous le successeur d'Huntziger, Bridoux homme de Laval, revenu lui au pouvoir le 28/04/1942 après des manœuvres déployées dès fin décembre 1940 grâce au puissant appui de l'ambassadeur du Reich à Paris, Otto Abetz.</p>		– Nommé <u>colonel</u> par décret du 26/12/1939
– 1942-1944	– Départ pour Alger dès le 08/11/1942 Chef d'un nouveau service, le SR-		Replacé en activité pour la durée de la guerre en tant que chef du SR par décision du 09/11/1942, con-

<i>Périodes</i>	<i>Fonctions</i>	<i>Campagnes</i>	<i>Grade et décorations</i>
	<p>SSM, sous la coupe du général Giraud</p> <p>En conflit avec l'organisation gaulliste des services, démissionne le 23/12/1943</p> <p>Cessation d'activité le 15/04/1944</p>		<p>firmé le 17/11/1942 par l'Amiral de la Flotte Darlan, Haut Commandant de l'Afrique du Nord</p> <p>– nommé <u>général de Brigade</u> par décret du 13/03/1944</p> <p>* Commandeur :</p> <p>– de la <i>Legion of Merite</i> (décernée par le Président Roosevelt)</p> <p>– de la Légion d'honneur (décret du 03/02/1955)</p> <p>Décès à Paris le 12/12/1958</p>

En compulsant le dossier militaire de Louis Rivet, redondantes apparaissent les appréciations positives de ses différents chefs hiérarchiques, au long des séquences de sa vie professionnelle<sup>6</sup>. Mais le déroulement de sa spécialisation hors du commun dans le renseignement ne s'exerça pas sans quelques *hiatus*.

Les obstacles ne manquèrent pas, ni non plus les retards promotionnels de cet officier « par la voie lente », forgé sur le terrain. Il ne profita point des ascenseurs « politiques » et sociaux ouvrant par la fréquentation de salons mondains des accès rapides aux strates « du dessus ». Seules jouèrent vraiment ses qualités personnelles, lui qui n'était pas sorti des grandes Écoles de la filière de fabrication de la hiérarchie militaire (Polytechnique, Saint-Cyr, l'École supérieure de Guerre), à l'instar de nombre de ses subordonnés ultérieurs. Olivier Forcade note à ce propos :

---

<sup>6</sup> Sur Louis Rivet, on peut se référer dans une approche de longue durée aux deux ouvrages suivants de Gérald Arboit, issus de ses travaux de Thèse et d'Habilitation à diriger des Recherches (« HDR ») sous la direction du professeur Laurent Césari à l'Université d'Artois, commencés dans les années 1970 :

– *Des services secrets pour la France. Du “Dépôt de la Guerre” à la “DGSE”, 1856-2013, Préface du général Michel Masson*, Paris, CNRS Éditions, 2014. L'auteur élargit l'analyse de la période 1920-1940 p. 173-227.

– *Au cœur des services secrets. Idées reçues sur le renseignement*, Strasbourg, Cavalier bleu, 2013.

Cf. aussi à ce propos, Olivier Forcade, « Louis Rivet (1883-1958). Une carrière d'officier dans le demi-siècle », in Louis Rivet, *Carnets du Chef des Services secrets (1936-1944)*, Paris, Nouveau Monde Éditions, 2010, p. 7-20 – ouvrage piloté par cet historien du Renseignement, assisté du Pr. Sébastien Laurent, qui nous a succédé au poste universitaire de Bordeaux. Forcade apporte toutes les précisions utiles sur le dossier militaire de Louis Rivet (cote précitée) au SHDN.

Il a cependant introduit une erreur quant au lieu de détention de Louis Rivet en Allemagne de 1914 à 1918, qu'il situe faussement et uniquement à Mondorf, près de Bonn, en Rhénanie-Nord-Westphalie.

« À 40 ans, l’atypisme de son parcours militaire se donne à voir ici, car le commandement d’une compagnie vient en règle générale au moins dix ans plus tôt chez un officier des armes, en dépit du retard de carrière des officiers qui ont pu être faits prisonniers en temps de guerre. Il faut y voir la particularité de la filière du renseignement qui lui fit faire l’impasse sur la préparation du concours de l’École supérieure de guerre, à un âge où les officiers aspirent à prendre le commandement d’un régiment. Certes, la carrière était encore longue sous la III<sup>e</sup> République, et l’accès aux grades supérieurs très lent, reposant toujours sur la loi du 19 mai 1834 sur l’état des officiers. Il a aussi été défavorisé dans son avancement par sa longue captivité en Allemagne pendant la guerre de 1914-1918 <sup>7</sup> »

Les lenteurs en question apparaissent paradoxales au regard des qualités morales de cet officier, de son courage, de son sacrifice dans l’exercice des devoirs et l’exécution des tâches assignées, notés par ses supérieurs. En plus d’une discrétion alliée à un art inné du commandement, ceux-ci retinrent un esprit de corps et une intelligence enrichie par des lectures historiques. Par la pratique de plusieurs langues aussi : couramment, l’allemande – prisonnier pendant cinq ans *in situ* ! –, l’anglaise, complétées par le polonais de base, et – précieux dans son cheminement –, par l’arabe populaire appris dans les bataillons d’Algérie. Tout cela au bénéfice de missions très diversifiées.

Là, un exemple résume l’homme en poste.

Le 19 juillet 1926, l’Ambassadeur de France à Berlin, Pierre de Margerie, transmet cette lettre de recommandation dûment argumentée au président du Conseil et ministre des Affaires étrangères, Édouard Herriot :

« Au moment où rentre en France le personnel de la Mission de Recherches des Disparus, constituée en vertu de l’article 226 du Traité de Versailles, je tiens à attirer l’attention du Département sur les services rendus par son chef M. le Capitaine RIVET.

---

<sup>7</sup> Olivier Forcade, *ibidem*, p. 16. Du même auteur, cf. également, pour la période jusqu’à 1940, tiré de sa Thèse en Sorbonne, son ouvrage de référence *La République secrète. Histoire des Services spéciaux de 1918 à 1939*, Paris, Nouveau Monde Éditions, col. « Le Grand Jeu », 2008.

Cette mission a eu à assurer en l'espace de six ans environ 400 000 exhumations. Malgré des conditions souvent difficiles, le chef de la Mission et ses collaborateurs se sont acquittés de cette tâche de la manière la plus satisfaisante et sans jamais donner lieu au moindre incident. M. le Capitaine RIVET était en outre chargé d'assurer la liaison entre la Commission militaire interalliée de Contrôle et l'ambassade ; l'une et l'autre n'ont eu qu'à se louer de ses offices.

Votre Excellence n'ignore pas qu'aux occupations définies par le Traité de Paix, la Mission de Recherche des Disparus ajoutait d'autres soins plus délicats encore. En l'absence d'un Attaché militaire, M. le Capitaine RIVET a eu à recueillir pour le compte du 2<sup>ème</sup> Bureau du Ministère de la Guerre, des informations confidentielles, et à diriger sur les territoires occupés des agents destinés à entrer en rapport avec nos services. Autant qu'il m'a été possible d'en juger, M. RIVET a fait preuve, dans cette mission, de beaucoup de prudence et de la discrétion que commandait le caractère officiel dont il était revêtu par ailleurs aux yeux des autorités allemandes.

M. RIVET a été nommé Capitaine le 26 Décembre 1925, et Chevalier de la Légion d'Honneur pour faits de guerre le 16 juin 1920. Les services de cet officier justifieraient une promotion au grade supérieur.

J'attacherais du prix à ce que Votre Excellence voulût bien communiquer la présente lettre à M. Le Ministre de la Guerre <sup>8</sup>. »

Ajoutons que Louis Rivet fut choisi directeur du SR en juin 1936 par décision de son prédécesseur, le colonel Henri Roux (de 1934 à 1936), en dehors de toute influence politique, même si cela se réalisa sous le gouvernement Léon Blum, dans l'atmosphère enthousiasmante pour les classes les plus humbles du pays, attachées à « *la belle illusion* » du « *Front populaire* ».

Rivet avait jusque-là assumé en parallèle une vie de famille inaugurée par son mariage le 12 octobre 1921 dans le 7<sup>ème</sup> arrondissement de Lyon avec Marie-Hélène Guichardet. Celle-ci avait passé toute sa jeunesse dans la capitale des Gaules, étant née en 1893 à Thônes, dans la Haute-Savoie proche, fille de Gustave François Guichardet et de feu Rose-Blanche Marinet. Cérémonie rendue possible grâce à une permission accordée depuis Varsovie où Louis Rivet se trouvait en poste, par le général Niessen, responsable de la Mission précitée d'accompagnement des armées blanches de la Russie vaincue. Trois

---

<sup>8</sup> Source : Archives du SHD, côte « 13 Yd 1345 Rivet ».

enfants naquirent : deux fils, Jacques (engagé dans la Résistance à Londres en 1942) et Pierre, puis, plus tardivement, une fille, Monique, née le 10 avril 1931, future agrégée de lettres, enseignante désignée d'office à Sidi-Bel-Abès en Algérie coloniale de 1956 à 1960, puis en France et aux États-Unis, romancière célèbre par la suite – décédée en 2021.

Dans un témoignage rédigé, cette dernière raconte qu'elle conservait encore en mémoire de son enfance des noms et des visages des collègues de travail de son père dans « *le renseignement d'avant 1940* » : ceux du second de Rivet, le lieutenant-colonel Jacques Mairaison, de Maurice-Henri Gauché, du 2<sup>ème</sup> Bureau, du lieutenant-colonel Georges Ronin – dénommé « l'aviateur », ce qu'il était. Mais encore ceux de plus jeunes sous-officiers invités volontiers dans l'appartement familial de Paris – « *bourgeoisement meublé et confortable* » : tels Guy Schlessler (aviateur d'origine alsacienne aux beaux yeux bleus), Henri Navarre ou Paul Paillole, qui continueront ensemble l'aventure « sous Vichy » à des fonctions importantes, avec plus ou moins de bonheur autour de leur chef <sup>9</sup>.

– À ce propos, remarquons au passage comment un journaliste ultérieur, brillant et curieux, Arthur Conte, a décrit l'ambiance vécue par ladite équipe dans son « lieu de travail » (n'aurait-il pas recueilli les témoignages de certains de ses membres ?).

Nous voici soudain – reportage dérobé – au cœur de leur « caserne secrète », stylo et appareil photo en mains, en pleine « *drôle de guerre* » de 1939-1940. C'est-à-dire à un moment où le moral des Français comme celui des dirigeants abracadabrantesques d'alors n'allait pas très fort, à Paris comme dans le pays :

« Il n'y a plus à peu près que “le 2 bis” qui garde quelque sens des réalités et des dangers.

“Le 2 bis”, c'est le 2 bis de l'avenue de Tourville.

---

<sup>9</sup> Monique Rivet, « Témoignages », in Louis Rivet, *Carnets du chef des Services secrets (1936-1944)*, op. cit., p. 907-926.

Notre Service de Renseignements — qui tient tout le rôle du mythique “deuxième bureau” cher aux films de cinéma — y est logé.

Supervisé de La Ferté-sous-Jouarre jusqu’ici par le colonel Gauché et son adjoint, le commandant Baril, il est dirigé et animé par des officiers d’élite qui ont réussi à lui donner le sens le plus élevé de sa mission. Du coup, parmi le sommeil de toute la nation et de l’armée, il tranche par son allant et son efficacité. On croit retrouver un autre univers.

C’est le colonel Rivet qui dirige l’ensemble, assisté par le lieutenant-colonel de Malraison. Ancien blessé de Charleroi, ancien prisonnier de la Grande Guerre, rude baroudeur de quelque cinquante-six ans, avare de ses mots, incorrigible fumeur de ninas, totalement voué à son travail, impressionnant avec son regard perçant, son visage buriné et sa mâchoire énergique, il est debout dès 6 heures en son appartement du square de Latour-Maubourg, et dès 7 heures surgit à son bureau du 2 bis. Non seulement il est depuis six ans le véritable “architecte” de la maison, mais il est aujourd’hui le Français à mieux connaître les forces de la vie mondiale et les acteurs qui la déterminent. Ainsi d’ailleurs a-t-il pu prévenir le haut commandement des grandes alertes du 20 novembre et du 11 décembre, et peut-il maintenant lui révéler que, sauf incident imprévisible, Hitler pourrait attaquer dès le 5 janvier sur la Belgique et la Hollande.

Une trentaine d’officiers et une soixantaine seulement de sous-officiers et d’employés civils secondent le “patron”, le S.R. proprement dit (Service de Renseignements) occupant l’ensemble du rez-de-chaussée de l’immeuble, sous le commandement du commandant Perruche, esprit distingué entre tous, excellent musicien, éminent archéologue, né pour un tel travail. Le commandant de cavalerie breveté d’état-major Henri Navarre, avec pour adjoint l’ancien aide de camp de Weygand, le capitaine Gasser, a la responsabilité de la “section allemande”. Ancien saint-cyrien et officier du 11<sup>e</sup> Cuirassiers, futur réorganisateur du Service de Renseignements et de contre-espionnage en France occupée, et futur commandant en chef en Indochine, il anime depuis quelques années un réseau actif d’un millier d’agents avec pour principales antennes “Alex” à Lindau, “Max” sur Cologne, “Jung”, agent radio du poste de Munster, et un ancien professeur de Vienne, “Martin”, qui, embauché comme cheminot à Budapest, entretient une liaison directe avec un ami officier supérieur antinazi du haut commandement allemand.

Le commandant Jossé, notre ancien attaché militaire en Turquie, avec pour adjoint un civil, Delimarski, est à la tête de la “section soviétique”, qui a redoublé d’importance depuis la conclusion du pacte germano-russe et l’offensive de l’Armée Rouge en Finlande.

Le capitaine Le Troller détient toute la responsabilité sur la “section italienne”, laquelle contrôle aussi toute l’activité du S.R. vis-à-vis de l’Espagne.

Une importante section technique, le M.G. Avia, installé dans l'immeuble tout voisin du "2 ter" et dirigée par le commandant Brochu, ancien polytechnicien, solide sapeur au savoureux accent méridional, qu'assiste le commandant aviateur Ferrand, a la charge d'inventorier les usines étrangères, le rythme de leur production et les caractéristiques des matériels nouveaux.

Le capitaine Cazin d'Honincthun dirige le service des "interruptions spécialisées", dit "Service Nemo".

Le commandant Bertrand est au gouvernail du service chargé de décrypter les messages et, soutenu par de remarquables officiers tels que le commandant du Crest de Villeneuve ou le capitaine Laffont, un des meilleurs "officiers traitants" de la boutique, assure la liaison avec nos principales antennes de l'intérieur ou des pays neutres voisins, Mangès à Metz, Truttat à La Haye, un officier camouflé en marchand de vins et liqueurs au Luxembourg, le capitaine Bernier à Liège, pour contrôler la frontière germano-hollandaise avec les intrépides lieutenants Scheider et Perrin, le commandant Lombard à Belfort, d'où, avec les capitaines Schmidt, Maures et Sérot, il essaie de "pénétrer" les services allemands en Suisse, le lieutenant-colonel Robert Dumas à Lille avec charge de faire "pénétrer" par les lieutenants Bertrand et Rigaud les services allemands de Bruxelles, et le capitaine Guiraud à Marseille, en concurrence permanente avec le S.I.M. et l'O.V.R.A italiens, mais aussi avec des antennes importantes en Allemagne, Vienne, Budapest, Alger, Rabat, Tien-tsin et Djibouti.

En liaison avec le ministère de l'Intérieur et avec la section P.R., "Propagandistes révolutionnaires", qui travaille à l'échelon même de Daladier et que dirigent le commandant Serre et le capitaine Jacquot, lequel est devenu dès lors l'un des conseillers les plus écoutés du président du Conseil, un puissant service de contre-espionnage, le CE., est superbement conduit par le chef d'escadron Guy Schlessler, "le beau Guy", quarante-quatre ans, saint-cyrien, officier héroïque de la Grande Guerre, fantassin à Verdun, aviateur plus tard, enfin spécialisé dans le renseignement, qui, organisateur de génie, se révèle rapidement d'une exceptionnelle efficacité.

Un civil, Castaing, à la tête de la section de la surveillance du territoire, a le difficile devoir d'éviter que la France soit, comme durant les années 35, 36 et 37, "le paradis de l'espionnage".

L'ensemble obtient d'importants résultats.

On ne se contente pas de compter des trains.

On ne se satisfait pas non plus de regrouper les premiers renseignements financiers et économiques qui parviennent d'un réseau intelligemment installé d'"honorables correspondants" dont le service est bénévole.

On est rapidement arrivé à exactement à situer le dispositif ennemi, avec toutes les précisions requises : vingt divisions d'infanterie sur la

Sarre et le Palatinat ; douze dans le Bade ; dix-huit face au Luxembourg et à la Belgique, douze sur le front hollandais ; cinq à six dans la réserve générale avec les “*Panzerdivisionen*” et les divisions cuirassées cantonnées dans la région de la Lahn.

On a acquis une valeur identique à celle de l’*Intelligence Service*, du service de sécurité du parti nazi dirigé par le général S.S. Heydrich, ou même de l’*Abwehr* que conduit l’amiral Canaris depuis son bureau berlinois du 74-76 Tirpitzufer.

On a réussi à fortement “contrer” l’espionnage allemand qui s’exerce le plus directement à partir de Wiesbaden, Lindau, Stuttgart et Luxembourg. Il y a quelques semaines, on a ainsi démasqué le capitaine de réserve de l’armée de l’air Masson, passé à l’ennemi, en poste à Stuttgart, repéré par le lieutenant Doudot, identifié par le commandant Sérot, piégé à Tunis, traduit en conseil de guerre et condamné à mort. On a aussi “désamorcé” Besson, un inspecteur de police affecté au commissariat spécial de Longwy, débauché par les services de l’*Abwehr*, “piégé” en Lorraine et condamné à vingt ans de travaux forcés. On a déjà mis hors de combat quelque 400 agents de l’*Abwehr*, dont “de beaux poissons”, tels un journaliste danois d’origine russe, le baron de Stackelberg, ou un journaliste trop imprudent du journal *Le Temps*. On sait parfaitement à quoi s’en tenir sur l’activité déployée par Canaris sur les bases anglaises, avec les plus redoutables “agents doubles” ou de belles espionnes, dressées dans la tradition de Mata Hari, telles que Vera de Witte, dite “la Comtesse”, fille d’un aristocrate balte qui fut officier du tsar, familière des bars de Montparnasse, d’abord plus ou moins “manipulée” par la *Guépéou*, depuis peu entre les mains de l’un des meilleurs collaborateurs de Canaris à Hambourg, Nikolaus Ritter, la ravissante May Crikson, en nom de code “Lady May”, ravissante divorcée de quarante ans, brune aux yeux pétillants, installée à Stockholm, gouvernante chez un capitaine britannique de l’aéronavale, ou la duchesse Montabelli di Codo, joyeuse veuve écossaise, dite en code “duchesse de Château-Thierry”. On a même commencé à suivre à la trace, avec les meilleurs agents de l’*Intelligence Service*, un certain Karl Alfred Reuper, “citoyen américain de Hambourg”, arrivé à temps pour fêter Noël à New York, rapidement embauché dans la société *Air Associates* de Bendix dans le New Jersey, dont tout indique qu’il est chargé d’organiser l’espionnage allemand sur l’ensemble des États-Unis <sup>10</sup>. »

---

<sup>10</sup> Arthur Conte, *Le Premier Janvier 1940*, Paris, Plon, 1977, p. 144-147. On peut consulter également l’ouvrage du même auteur, *La Drôle de guerre. Août 1939-10 mai 1940*, Paris, Plon, 1999. Au chapitre 38, l’auteur décrit, à sa façon et selon son information, « *Les affolements du 2<sup>e</sup> Bureau* » (p. 283-287).

En complément, voici comment, de façon plus froide, un des adjoints de Rivet précité, Henri Navarre, décrit son chef au sein de son service d'avant-guerre, dans ses mémoires :

« Entré au SR, en juin 1936, comme adjoint du commandant Perruche, chef de la section allemande, je le remplaçai quelques mois plus tard à la tête de cette section, quand il partit faire son temps de troupe.

Trois personnalités émergeaient alors parmi le haut personnel du service.

D'abord son chef, le colonel Rivet. Il avait fait dans le renseignement, depuis 1918, à peu près toute sa carrière, et avait acquis un métier et un flair tout à fait exceptionnels qui, joints à de très grandes qualités de bon sens, d'équilibre et de caractère, en faisaient un remarquable chef du SR. C'était de plus un homme d'une grande élévation morale et d'une scrupuleuse honnêteté intellectuelle.

Une autre personnalité de premier plan était le chef d'escadrons Schlessler. Celui-ci avait appartenu au SR une première fois comme chef de la section allemande. Il l'avait quitté pour, faire son temps de commandement au 11<sup>e</sup> Cuirassiers où j'avais été sous ses ordres. Il était ensuite revenu au SR en 1935 pour prendre la direction du contre-espionnage. C'était un chef d'un très grand dynamisme qui fit faire à nos services de CE des progrès extraordinaires et obtint, au cours des quatre ans pendant lesquels il les dirigea, à la veille de la guerre, des résultats aussi bons qu'il était possible dans l'ambiance de l'époque.

Mon chef direct, le commandant Perruche, était un homme d'une grande culture, artiste, curieux de tout, un peu sceptique, mais ayant au plus haut point le sens du renseignement.

Autour de ces trois "cracks", il y avait à la centrale du SR une équipe d'officiers de valeur inégale, mais tous connaissant à fond leur métier.

Au total, la Centrale du SR Guerre comprenait une trentaine d'officiers et une cinquantaine de sous-officiers et fonctionnaires civils. C'était infime, en comparaison des effectifs des SR italien et surtout allemand.

Le SR Air, qui travaillait dans l'orbite du SR Guerre, avait à sa tête le colonel Ronin. Le SR Marine, qui formait une section du 2<sup>e</sup> Bureau Marine, était tout à fait indépendant, ainsi que le SR Intercolonial.

Les grands postes SR en territoire national fonctionnaient : sur l'Allemagne à Lille, Metz et Belfort ; sur l'Italie à Marseille, Tunis et Alger : sur l'Espagne (1) [Note 1. Les postes SR travaillant sur l'Espagne avaient comme mission principale la recherche du renseignement sur les formations allemandes et italiennes engagées dans le camp franquiste.], à

Toulouse et Rabat. Tous avaient à leur tête des officiers supérieurs de grandes qualités, vieux routiers du renseignement. Des officiers des SR Air et Marine étaient intégrés dans certains d'entre eux.

Les principaux postes SR à l'étranger se situaient à La Haye, Luxembourg, Berne, Belgrade, Berlin, Prague, Budapest, Bucarest et Varsovie.

Dans son ensemble, le SR français était une organisation très solide, composée d'équipes compétentes, passionnément attachées à leur tâche et, à tous points de vue, d'une grande honnêteté. L'honnêteté intellectuelle et l'honnêteté tout court étaient d'ailleurs, aux yeux du colonel Rivet, des qualités primordiales. Il est en effet évident que des officiers et fonctionnaires qui manient des agents et emploient des fonds sans contrôle sérieux possible doivent être moralement dignes de la plus absolue confiance. C'est la même idée que Churchill exprimait sous forme humoristique en disant : "L'*Intelligence Service* est un métier tellement sale qu'il ne faut le confier qu'à des gentlemen."

Ce qui empêchait le SR d'atteindre sa pleine efficacité était d'abord le fait qu'il était trop strictement spécialisé dans le domaine militaire. C'était aussi l'étroitesse de ses moyens matériels : son budget (une quinzaine de millions) était ridiculement faible. Mais c'était surtout l'absence de toute impulsion de la part du Haut Commandement. Celui-ci, paralysé par les consignes de prudence du Gouvernement et par la hantise du moindre incident diplomatique, ne savait guère que freiner l'action des services secrets <sup>11</sup>. » [Souligné par nous.]

Nous sommes là à la veille de la défaite de mai-juin 40 ... Respect envers ce SRT, optimisme de bon aloi, résultats effectifs d'un côté, mais, de l'autre, perception de limites, notamment de moyens, et, plus grave, d'une distance voire d'une hypohiérarchisation ou d'un mépris par rapport aux fonctions comme à la carrière, impliqués quand on entrait dans ce parent pauvre de l'armée ... Navarre ajoute au début d'un chapitre de ses souvenirs personnels :

« Le SR était en effet regardé dans les hautes sphères militaires, comme un organisme de deuxième zone, presque indigne d'un officier breveté d'état-major <sup>12</sup>. »

<sup>11</sup> Henri Navarre, *Le Temps des Vérités*, Paris, Plon, 1979, p. 49-51.

<sup>12</sup> *Ibidem*, p. 41.

– Louis Rivet – pour en revenir à lui – avait connu jusque-là une vie de déplacements obligés, dure pour sa famille, avec trois enfants ballottés d’une garnison à l’autre, dans des habitations sans cesse changeantes, jusqu’à une installation plus stable à Paris, au tournant des années trente.

Des traces de soucis occasionnés, liés aux responsabilités assumées, sont par exemple perceptibles dans cette lettre du 20 septembre 1926 adressée au lieutenant-colonel Lainey, chef du SR et du SCR auprès de l’État-Major de l’Armée au ministère de la Guerre :

« Désireux de parfaire mon temps de commandement, j’ai l’honneur de vous prier de bien vouloir transmettre la demande ci-après, tendant à me faire affecter à l’un des corps ci-dessous, par ordre de préférence :

- 28<sup>e</sup> bataillon de chasseurs à Thionville ;
- 1 régiment d’Infanterie de la garnison de Paris ;
- 1 régiment d’Infanterie de la garnison de Lyon.

Mes préférences pour le 26<sup>e</sup> Bat<sup>o</sup> de chasseurs sont motivées pour les raisons ci-après :

Proximité des pays allemands et possibilité pour l’E.M.A. d’utiliser éventuellement mes services au profit du 2<sup>e</sup> Bureau comme au cours de mes missions antérieures.

Possibilité d’installer ma famille dans des conditions moins onéreuses que dans une garnison plus importante.

Possibilité de me déplacer à moindres frais à la fin de mon temps de commandement, en vue de mon rattachement éventuel à un poste-frontière dépendant de l’E.M.A.

Ma permission expire le 14 octobre 1926.

L. Rivet ». [Souligné par nous.]

La réalité allait bien sûr se durcir pendant l’Occupation. Elle occasionna pour le Chef du SRT des conditions plus pénibles que les précédentes par rapport à son univers familial. À sa lourde tâche professionnelle, conduite dans des conditions nouvelles après le repli vers Agen (sa fameuse halte avec son équipe regroupée à Bon-Encontre) d’après le 22 juin 1940, allait s’ajouter une séparation forcée pour son épouse et ses enfants, contraints de leur côté de suivre « la voie de

l'exode » depuis Paris. Ce n'est que début juillet 1940 que par un ami, l'Abbé Vorage – dont nous reparlerons *infra* – Rivet apprit qu'ils avaient donné de leurs nouvelles, du lieu où ils s'étaient réfugiés dans l'Indre, à Martizet <sup>13</sup>.

La famille allait se trouver de fait séparée du père, dont elle ne sut que peu de ses responsabilités. Hélène Rivet pensa au début que son époux pourrait bientôt les rejoindre. En vain, malgré l'espoir que lui apporta un bref instant la décision temporaire de l'amiral Darlan de dissoudre le Service (« *faux poisson d'avril* » de 1942 <sup>14</sup>), les mêmes mesures ayant été escomptées ensuite par Laval.

Mais après coup, la fille du couple, Monique, a estimé que si son père était resté après le 8 novembre 1942, date du débarquement américain en Afrique du Nord, les Allemands, « *qui souillaient la France* », l'auraient vraisemblablement arrêté. La *Gestapo* ne fit-elle pas une incursion inopinée dans leur immeuble à Lyon le jour de sa Communion, en plein repas de famille, le 13 mai 1942 – pour simple « contrôle d'identité » dans l'immeuble où ils résidaient <sup>15</sup> ?

Et surtout, pendant de long mois, à part de très rares et discrètes visites de leur père, les enfants se retrouvèrent seuls avec leur mère, sans téléphone, sans courrier régulier évidemment, « secret » oblige. Comme pour l'ensemble des Français, à la privation de présence et d'affection, s'ajouta celle de la liberté ordinaire de la vie dans cette capitale de la Résistance du Sud, sous la botte. Avec en plus, les coupures de gaz l'après-midi et la nuit pendant l'hiver, la rareté du bois et du charbon, les difficultés de ravitaillement avec pénuries d'aliments régulières et obsédantes. Sans oublier le manque de tissu qui obligera la mère à tailler pour les deux garçons des vêtements dans la belle cape militaire de satin noir de leur père – mais sans toucher au pantalon d'apparat, trop étroit <sup>16</sup>....

Accaparé jour et nuit par « le Service », conscient de ces difficultés, Louis Rivet culpabilisa et ressentit fortement qu'il partageait mal

---

<sup>13</sup> Cf. à ce propos le témoignage de Monique Rivet précité, in *Louis Rivet, Carnets du chef des Services secrets (1936-1944)*, p. 907-926.

<sup>14</sup> *Ibidem*, p. 912.

<sup>15</sup> *Ibidem*, p. 916.

<sup>16</sup> *Ibidem*, p. 913-914.

les soucis ressentis par son épouse qui l’attendait sans cesse, guettant sa venue, et le vécut mal <sup>17</sup>.

Grâce aux extraits des lettres de ses parents délivrées par Monique Rivet, et malgré une prudence qui exigeait retenue et autocensure, on découvre ce que pensa au jour le jour le chef du SR de « la situation » du pays. C’est-à-dire de la vie des autres et du Monde autour de lui, qui n’arrêtaient pas de tourner, sans parler de ses soucis professionnels ...

On devine ses impressions personnelles, réalistes sur la politique, mais aussi pleines d’incertitudes quant à l’avenir. Cela, dans un *respect relatif* du « système » de commandement placé au-dessus de lui, comme du Maréchal Pétain – qu’il ne rencontra pour la première fois que le 27 juin 1939, présenté à lui par le ministre de la Guerre, le général Colson, et qui d’ailleurs ne l’interrogea que sur des questions de renseignements concernant le contrôle par ses services de l’Espagne, avant de le contacter rarement, aidé par les fiches de synthèse du « 2B », pour lui rendre compte de la situation de la géopolitique et de l’avancée du conflit mondial <sup>18</sup>.

Des autorités admises en militaire de métier au départ du moins, mais qui le rendirent au fil des semaines et des premiers mois, sceptique, puis critique, encouragé en cela notamment par le chef du « 2B », son ami Louis Baril, antivichyssois avéré. Avant tout, on le sent attentif aux événements pesant sur le pays, avant de prendre personnellement la voie du doute, de *la rupture* irréfragable. Qu’on apprécie ces évolutions en pensée ici :

« \* 10 janvier 1941 – Les Français doivent s’attendre à perdre ce qu’il leur reste d’indépendance. Si aucune concession sensationnelle n’est faite à nos adversaires dans le domaine de notre politique franco-allemande, et singulièrement dans le choix des personnes, je ne vois pas ce qui pourrait les faire reculer.

\* 13 février – Ce récent remaniement opéré par le maréchal est en général bien accueilli et considéré comme une préface rassurante aux pro-

---

<sup>17</sup> *Ibidem*, p. 915.

<sup>18</sup> *Ibidem*..., à la date du 27 juin 1939, p. 329.

chains événements. Mais c'est, dit-on, une transition. Vers quoi ? *Motus*. On ne le voit pas très bien.

\* 24 avril 1941 – Nous vivons une époque exceptionnelle et une très lourde épreuve. Être vaincu c'est un long drame qui pèse sur chacun des actes de nos chefs, qui entrave toutes nos velléités d'action personnelle, et qui prétend ligoter jusqu'à notre pensée. Ce n'est pas d'être vaincu qui est effroyable, c'est de l'avoir été d'une certaine manière et surtout d'en subir les humiliants effets. Nous sommes loin de la fin, je veux dire loin du commencement de notre indépendance. Les Allemands qui cependant commettent une erreur fatale en prenant pour décisives des victoires qui ne sont que des étapes vers leurs pertes, iront en accentuant leurs exigences sur notre pays.

\* 11 mai 1941 – J'ai peur que, la souffrance et les privations aidant, nous n'arrivions à accepter tout ce que repoussent la dignité et l'honneur. Ce jour-là la guerre serait vraiment perdue.

\* 26 juin 1941 – Le radeau allemand s'enfonce de plus en plus. Bainville n'a-t-il pas dit de Napoléon, à propos de ses guerres, qu'il n'arrivait jamais à jeter l'ancre et qu'ainsi sa barque devait un jour sombrer ?

\* 26 janvier 1942 : J'ai trouvé à Vichy une neige qui se dissolvait dans la boue et des gens qui maugréaient contre la carence de la voirie, d'autres qui s'inquiétaient de l'avance bolchevique et du chancellement imprévu des dieux wagnériens. Tant il est vrai qu'il faut consommer un poids incalculable de navets et de rutabagas avant de comprendre le premier article de notre intérêt.

\* 23 mars 1942 : Après quarante ans d'une carrière qu'on s'accorde à reconnaître droite, et six ans d'un commandement qui s'inscrira dans le décor sombre de notre défaite, parmi les rares flambeaux qui essayèrent de guider les décisions de nos chefs et d'alerter l'âme de la France, j'estime avec l'amiral que j'ai le droit, et qu'il est l'heure, de rentrer dans l'ombre <sup>19</sup>.

\* 7 novembre 1942 : [Le débarquement anglo-américain en Afrique du Nord est imminent] : nous sommes un certain nombre à prendre des dispositions pour passer la mer et aller nous ranger sous une autorité suprême qui parlera et agira à ce moment au nom de l'unanimité du pays.

\* 9 novembre 1942 – Nous voici coupés de notre Afrique du Nord. Le Boche, pour se cramponner en Méditerranée, ne trouve rien de mieux que de s'installer sur nos terrains de Tunisie (avec notre autorisation, bien entendu) <sup>20</sup>. »

---

<sup>19</sup> *Ibidem*, p. 506, note 961.

<sup>20</sup> *Ibidem*, p. 915-916.

La famille apprit le 14 novembre 1942, par un télégramme anodin, que leur père était arrivé sans encombre en avion à Biskra à 400 km au sud-est d'Alger. Dès lors, un courrier encore plus espacé, transmis indirectement chez des amis par un canal très discret, distilla quelques nouvelles en appliquant un code convenu (Louis Rivet se faisait passer pour un « industriel » – ce qu'il tentera de devenir après avoir quitté l'armée en 1944). Puis son fils Jacques, grâce à une antenne du SRT-CE de Marseille, partit à son tour clandestinement de la côte varoise près de Ramatuelle entre le cap Camarat et le cap Taillat à bord du sous-marin « *L'Aréthuse* » en août 1943. En quatre jours et cinq nuits, il fut déposé enfin à Alger. De là, Jacques gagnera Londres pour se battre à son tour, à l'image de son père <sup>21</sup>. Au service du pays, le noyau familial s'était ainsi rétréci, « attendant » dans les incertitudes de l'absence, dans l'espoir, « *l'après-la-guerre* ».

Deux extraits d'un courrier familial raréfié par nécessité, miraculeusement conservés, éclairent en filigrane les valeurs personnelles de Louis Rivet.

Le premier est celui d'une lettre du 6 août 1914. Se trouvaient à bord du bateau (*Le Duc d'Aumale*) le tout jeune lieutenant et ses tirailleurs algériens voguant vers la Métropole, embarqués pour aller se battre contre l'Allemand, « *la baïonnette haute* ». Enfin « *le vrai combat* » au corps à corps avec cet ennemi de toujours, qui avait *volé l'Alsace et la Lorraine*. Fièvre et sentiment de fierté patriotique envahirent cet officier rassuré par la présence proche d'une escadre de cuirassés et de croiseurs encadrant le convoi. On devine qu'il avait conservé la foi chrétienne de son enfance, même si, en cette veille de guerre pouvait surgir en filigrane l'angoisse d'une mort possible, auprès de ses camarades soldats. Il écrit :

« Avec moi, j'ai une cantine très garnie avec un chapelet de Lourdes (souvenir de tante Fanny) et deux portefeuilles dont l'un, don de Louise, contient un Saint George porte-bonheur. Avec cela, on peut aller au bout du monde. [...] Les cœurs bondissent d'espérances et brûlent de légitimes revanches. À côté de nous, zouaves et tirailleurs chantent nos vieilles

<sup>21</sup> Témoignage de Jacques Rivet, in *Carnets de Louis Rivet*, op. cit., p. 927-932.

chansons patriotiques, les musiques jouent et répètent La Marseillaise et le Chant du départ <sup>22</sup>. »

Départ « d'un bon pas », mais dans le souvenir et avec les fétiches des proches et des ancêtres, vers le feu et « les Croix de bois » du néant accompagnant cette « Grande Guerre », les proches familiaux revenant en pensée à bord du lourd vaisseau.

On sait (cf. tableau précité) que ce soldat croyant et fougueux sera blessé gravement quelques jours plus tard par un *shrapnell* allemand ayant perforé son poumon gauche et une balle traversé son bras droit. On peut lire dans sa citation à l'Ordre de l'Armée parue dans le *Journal officiel* du 16 octobre 1919, concernant celui qui a toujours considéré que le mot le plus important était celui de « *Patrie* » (*dixit* sa fille) :

« Officier d'un allant remarquable et d'un moral à toute épreuve. Le 24 août 1914, au cours d'un combat acharné de repli dans le Bois de Florennes, a conduit sa Compagnie avec une superbe énergie, et un magnifique mépris du danger, jusqu'à ce qu'il soit tombé, frappé par deux blessures <sup>23</sup>... »

Le second extrait est celui du même témoignage écrit de Monique, concernant la mort du frère de son père, ancien instituteur et sympathisant communiste :

« En février 1944 nous enterrons un frère de mon père, mon oncle Gustave, instituteur [*mort de maladie*]. Sans n'avoir jamais, que je sache, adhéré formellement au parti communiste, il avait eu toute sa vie pour le communisme et l'URSS une sympathie qu'il argumentait volontiers à l'intention de ses proches. Mon père apprend cette mort, qui le bouleverse, plus de cinq semaines après l'événement.

“Mon pauvre cher frère ! écrit-il à Jacques, qui se trouve à Londres. Lui qui était si grand par le cœur, par toutes les qualités de son âme ... Pauvre cher Gustave ! J'ai eu tort parfois de combattre sévèrement ses constructions d'avenir. Bien sûr, certaines réalités lui échappaient ... Mais

<sup>22</sup> Monique Rivet, *ibidem*, p. 907-908.

<sup>23</sup> Extrait du dossier d'officier précité au SHD de Vincennes.

son isolement et son éloignement de la brutalité des faits servaient peut-être davantage son jugement que leur contact quotidien n'éclairait parfaitement le nôtre. Il voyait tout à travers le prisme d'une âme très belle. Et c'est là que malgré tout il avait raison sur les autres, dont la conception des rapports sociaux s'inspire trop souvent des imperfections qui sont en nous."

Et il ajoute :

"Je ressens cette mort ... comme un meurtre ajouté à tant d'autres commis par l'Allemand sur les nôtres. La souffrance quotidienne de cette immense prison qu'est la France occupée détruit l'homme, achève les malades, creuse d'innombrables tombes"<sup>24</sup>. »

Concernant ces sentiments chrétiens discrètement et diversement exprimés dans de tels passages, on les retrouve dans l'amitié durable et ancienne avec l'abbé Hubert Vorage (1894-1959), cité maintes fois dans les *Carnets* professionnels du chef du SRT.

Quelques mots sur ce dernier s'imposent ici, brièvement – trop, peut-être –, car il s'agit d'un homme d'Église exceptionnel d'humanité. Il reste proche précisément, de par son histoire, du « monde du renseignement ». Et ne deviendra-t-il pas notamment après la guerre de 39-45, l'aumônier de l'Association des anciens des services spéciaux de la Défense nationale (AASSDN), fondée par le colonel Paul Paillole qui lui a rendu hommage dans le *Bulletin* de cette dernière ?

– L'abbé Pierre Hubert Vorage naquit de parents allemands au village de Meusehof, dans leur métairie près de Uedem, district de Clèves en Rhénanie-Nord-Westphalie. Il gagna ensuite à l'âge de deux ans le village de Cadier en Keer dans le Limbourg près de Maastricht, au sud de la Hollande, puis fréquenta l'école primaire des franciscains français qui y tenaient monastère. Il acheva ses études sacerdotales à Bastogne, parlant le néerlandais, l'allemand (avec de nombreux dialectes de Rhénanie, dont ceux d'Aix-la-Chapelle, de Cologne, de la Ruhr, du Palatinat), ainsi que le français. Pourquoi ?

---

<sup>24</sup> Monique Rivet, « Témoignage », *ibidem*, p. 919.

D'origine familiale française (de forgerons émigrés anciennement), il considéra la France, « transmise » par les frères franciscains français de sa formation, comme sa vraie patrie. Aussi, début août 1914 décida-t-il à 20 ans de s'engager soldat auprès du consulat de France à Rotterdam. Interrogé sur ses motivations, l'employé qui le reçut remarqua son intelligence et son sens de l'observation. Il le recommanda aussitôt à un officier du SR présent, qui lui proposa un autre type « d'engagement » que celui de troupier. Avec l'accord de son supérieur religieux contacté, après avoir fait ses preuves « sur le terrain », il devint l'agent « 37 bis » du SRT. Et obtint dans ses déplacements programmés, toujours risqués en Allemagne où il évoluait comme un poisson dans l'eau, des renseignements de première main, souvent sensationnels pour la centrale française. Dont le repérage des unités allemandes et de leurs déplacements, des industries militaires (par exemple la découverte d'une usine de production de pièces détachées pour sous-marin, des précisions en janvier 1915 sur l'industrialisation et l'usage de gaz de combat) ; ou encore des observations sur la densité de population, les *bunkers* et leur armement, l'épaisseur de leur béton sur toute la « *ligne Hindenburg* » de 160 kilomètres, infranchissables pour les non-Allemands. Sans oublier des données régulières sur l'évaluation du moral des troupes, leur âge, la durée de leur formation ... Vorage frôla la condamnation à mort après une arrestation dans le *Reich*, dont, par persuasion de ses geôliers, il réussit à se sortir ...

Après l'Armistice de novembre 1918, il poursuivit ses études chez les franciscains de Kergrade qui l'envoyèrent bientôt au grand séminaire de Versailles auprès de l'archevêque M<sup>gr</sup> Gibier. Soutien de plusieurs paroisses, sous-diacre le 21 décembre 1921, diacre le 11 mars 1922, on l'ordonna prêtre le 29 juin 1922 à Châlons-sur-Marne. Il célébra sa première messe en l'église Saint-Lambert de Kerkrade le 2 juillet 1922 en présence de sa famille – dont son frère aîné, devenu lazariste.

Tout en assurant le pastorat dans des paroisses sans prêtres de la vallée de Chevreuse, on lui confia des cours au collège épiscopal du diocèse, ce qui lui permit de recruter des jeunes prêtres hollandais pour le grand et le petit Séminaire. L'archevêque de Versailles le nomma bientôt curé des Molières le 4 juillet 1928, un hameau de 450 habitants au sud de Paris, dans une commune où ses prédécesseurs ne

s'étaient pas attardés, car elle comptait plus de communistes que de catholiques. Le 18 juin 1931, avec le maire, il reçut en visite la reine Wihelmine de Hollande. Sous le patronage de Sainte-Marie Madeleine, l'Église se trouvait démunie et en piteux état : toiture ouverte, murs délabrés, absence et pauvreté de tout ... La commune et Vorage s'accordèrent en 1935 sur sa restauration (murs, toit, chauffage, électricité, mobilier, tribune, façade percée d'un vitrail représentant la Trinité ...). Là, il obtint le respect affectueux des croyants et de toute la population.

Sans avoir pu les publier avant sa mort en 1959, Hubert Vorage a retracé dans deux manuscrits les étapes de son existence mouvementée d'agent français de 1914 à 1918 : un véritable « *Don Camillo* », fort d'1 m 85 de carrure, polyglotte, toujours prêt à rendre service et à bondir pour un engagement patriotique total – rare par rapport à de nombreux ecclésiastiques et serviteurs français de l'Église dans la période.

Ses décorations, si elles pouvaient parler, plaident pour lui d'ailleurs : *Croix de Guerre 14-18* (pour missions dangereuses accomplies avec modestie désintéressée et bravoure) et *Croix de Guerre 39-45*. Grade de chevalier de la Légion d'honneur le 28 mars 1930, dans le contingent du ministère des Affaires étrangères, *Médaille de la Résistance* attribuée par le général de Gaulle, *Médaille des évadés* ...

Continua-t-il à être « agent » ou simple « HC » (« honorable correspondant ») du SRT des années 1936 à 1943 ? Les deux « à la fois » ? La consultation des précieux *Carnets* de Louis Rivet indique les rencontres suivantes avec lui – hors réunions collectives éventuelles :

\* En 1936 : 2 visites, les 7 et 28 décembre.

\* En 1937 : 6 visites, les 3 février, 16 mars, 13 mai, 19 juillet, 22 août, 22 novembre.

Juste pour des questions de « naturalisation » d'un informateur, pour un déjeuner avec Maurice Dejean du Quai d'Orsay, la libération du frère de ce dernier fêtée par un repas en présence du chef du Bureau d'Études du Nord-Est, le lieutenant Pierre Mangès (qui avait géré l'agent 37 *bis*).

\* En 1938 : 5 rencontres, les 18 mai, 21 août, 8 septembre, 18 octobre, 24 octobre.

En dehors de questions personnelles liées à des ennuis et à une arrestation provisoire à la frontière hollandaise à cause d'affaires en cours concernant l'Allemagne, ces problèmes entraînent une rencontre de Rivet avec son vis-à-vis hollandais, le Major Brantsen, le 24 octobre.

\* En 1939 : 7 contacts les 14 janvier, 23 mars, 30 mars, 20 juin, 4 juillet, 8 juillet, 7 août.

Le plus souvent, en dehors d'une discussion personnelle, il s'agissait de questions de nationalité (dont celle même de l'Abbé).

\* En 1940 : 3 retrouvailles en plein exode ... 2 juillet, 4 au 6 juillet, 8 octobre.

Et une surprise – noté *supra* – : le 2 juillet, Vorage parvint à faire savoir à Rivet qu'il avait pu entrer en contact avec sa famille qu'il connaissait aussi, fait confirmé le 6 par un passage de Rivet à Sainte-Anthème dans le Puy-de-Dôme. Les siens, pris dans les flots de l'exode depuis Paris, se trouvaient effectivement réfugiés près de la région de la Brenne, dans l'Indre, à Martizet.

Le 8 octobre, le chef du SRT, confirmé dans ses fonctions, rencontra son ami Vorage qui lui révéla son nouveau pseudonyme d'« Abbé Desgouttes » et échangea avec lui, notamment sur sa situation : le *SD* ou l'*ABWEHR* avaient mis sa tête à prix (récompense de 10 000 marks), car on l'avait condamné à mort pour espionnage par contumace en tant qu'agent « historique » du SRT contre l'Allemagne. Dès juin 1940 à cause de cette donnée, il fut envoyé par son diocèse ... dans le hameau de Medeyrolles du Puy-de-Dôme, en zone très montagnaise, présenté à des habitants sans prêtre depuis quelque temps sous le prétexte qu'il était surmené et avait besoin « d'air pur ».

Là, Rivet lui fixa deux tâches : aider clandestinement, dans la mesure du possible, au ravitaillement difficile et même interdit des officiers et de leurs familles conservés dans les services recomposés du 2<sup>e</sup> Bureau (transformé en 5<sup>e</sup> Bureau en législation de guerre) et du SRT du triangle Royat-Vichy-Lyon. Il fallait aider notamment à l'abattage de cochons, à la livraison de tonnes de pommes de terre, de beurre, de fromages. Ce, grâce à la complicité locale des dirigeants des chemins

de fer du triage de Saint-Flour qui se chargèrent de détourner maintes denrées destinées au départ ... pour l'armée allemande. Autre mission : dissimuler des documents précieux pour le SRT.

Ainsi, courant décembre 1940, arriva à la tombée de la nuit au presbytère de Medeyrolles un camion militaire chargé de cartons de « pièces » issues des ministères de la Guerre et des Affaires étrangères, avec une lettre d'accompagnement donnant ordre de destruction en cas de danger imminent. L'Abbé les rangea dans quatorze cercueils entreposés dans une pièce attenante dont il possédait toujours la clé sur lui. Ceux-ci furent ensuite cachés dans un refuge de montagne ... introuvable jusqu'à la Libération.

Notons – fait significatif – qu'à Pâques, du 13 au 17 avril 1941, Louis Rivet amena toute sa famille à Medeyrolles partager un moment de retrouvailles et de joie montagnarde discrète, promenades comprises, auprès d'Hubert Vorage, ce compagnon ami très proche du « Colonel ». Peut-être aussi parfois un confident, voire un directeur de conscience, mais l'échange fonctionna à coup sûr dans les deux sens en un encouragement patriotique réciproque.

Précaution sage concernant les documents à dissimuler, car le dimanche 4 juillet 1943 – et alors que Rivet était parti depuis novembre 1942 en Algérie – avant la messe dont il avait comme par prémonition décalé l'horaire à 9 heures, une voiture de la police allemande se présenta, avec quatre agents, dont une femme. Repéré, après maints efforts de recherche par l'ennemi (le *SD* étant actif à cette date autour de Lyon et de Vichy), on venait l'arrêter. Mais, au bruit de l'arrivée intempestive d'une auto aux portes qui claquent, il eut le réflexe de s'enfuir par les derrières du presbytère. Puis, prenant un chemin creux, il se cacha dans une grotte au-dessus, où on ne le rechercha pas, son entourage secoué par les intrus, s'étant empressé d'avouer son absence. Ceux-ci, agités et dépités à la fois, ramassèrent tout ce qu'ils trouvèrent à emporter (faux et vrais papiers, couverts, argents, linge ...). Ils firent prisonnier l'assistant fidèle du prêtre, Henri Mortier, qui l'avait suivi à Medeyrolles depuis une paroisse de la vallée de Chevreuse, lui qui à côté de sa mère et de la sœur de l'abbé, Julia Maria, l'aidait dans les tâches de la vie quotidienne et lui servait aussi de chauffeur. Arrêté immédiatement puis déporté, il revint d'Allemagne, et témoigna. Après l'arrestation, l'ami de Rivet se réfugia pendant trois mois grâce à son large réseau de relations dans le maquis de

Saint-Flour. Il y accompagnera et suscitera aussi divers sabotages (lignes téléphoniques souterraines « désactivées », explosion de dépôts de tonnes d'essence, détournement de coffres-forts allemands ...).

Les SR (Terre et/ou Air, semble-t-il) depuis Alger et par les relais de leurs agents en métropole, obtinrent des Anglais l'exfiltration du dangereux ecclésiastique de plus en plus recherché par le *SD*. L'opération eut lieu par *Piper-Cubs* dans la nuit du 17 octobre 1943. Arrivée à bon port, le 18, Rivet en fut informé aussitôt <sup>25</sup>. Vorage se rendit ensuite quelque temps de Londres à Alger, où il fut informé des difficultés de la réorganisation des services de Renseignements, opposant Rivet à un Jacques Soustelle chargé par De Gaulle de siphonner les anciens services en fonction de la nouvelle donne. Puis, le 26 décembre 1943, Vorage repartit pour l'Angleterre. <sup>26</sup> Là, on lui proposa un poste d'aumônier des équipages français de la *RAF*, mais un mois après, il décida de se relancer dans l'action humaine et de terrain, qui lui manquait. Un avion le largua au-dessus de la Normandie. Caché dans une maison assurée par le réseau franciscain des lieux, il regagna ensuite la région proche de Vichy. Avec les maquis recontactés, il participa à la Libération de ladite cité – se vantant même, après guerre, d'avoir participé à la neutralisation armée de la *GESTAPO* de Vichy et même de s'être emparé d'un trophée : un buste de Goering ... détourné des locaux d'un aérodrome nazi du coin.

Bref, une amitié réelle, aux valeurs partagées ensemble, spirituelle et activiste, contre l'ennemi d'alors, avec le chef du SRT parti « au loin » – heureusement pour lui <sup>27</sup>...

---

<sup>25</sup> Louis Rivet, *Carnets* ..., p. 649.

<sup>26</sup> *Ibidem*, p. 668, 673.

<sup>27</sup> En dehors des *Carnets*, cf. quelques extraits éventuellement toujours disponibles dans le Bulletin de l'Association des Anciens des Services spéciaux de la Défense nationale de Prêtre et soldat (1 et 2), de l'ouvrage de l'Abbé Hubert Vorage.

Cf. également l'article en hollandais du mercredi, 24 juin 2020 de la Newsletter de Heerlen par Martin van der Weerden, sur l'Abbé Vorage, consultable ainsi : [https://www.limburger.nl/cnt/dmf20200617\\_00164542](https://www.limburger.nl/cnt/dmf20200617_00164542)

– Une autre trace de ce « rappel » du catholicisme de son enfance pour Louis Rivet peut être trouvée dans un extrait de ses *Carnets* sur la séquence algérienne. Au moment de discussions très âpres au sujet de la réorganisation du nouveau SR en Afrique du nord, le fondateur du mouvement résistant *Combat*, Henri Frenay, avec quelques amis – dont l’épouse du colonel Louis Baril –, encouragea Rivet à prendre langue à ce propos avec des gaullistes, ce qu’il refusait jusque-là. On peut lire à la date du 14 août 1944 ce *flash* :

« M<sup>me</sup> Baril insiste pour que j’accepte, au nom des sentiments chrétiens ... que nous avons tous <sup>28</sup>... »

Quant à Henri Frenay, justement, on ne peut oublier un passage des mémoires d’un des premiers chefs de la résistance française, issu lui-même de l’armée et qu’il avait quittée pour s’engager dans une action patriotique hors du commun : celui où il décrit sa première rencontre avec « le colonel », à Lyon à la mi-juin 1941. À un moment important, en pleine guerre anglo-gaulliste contre Vichy en Syrie, bien avant leur travail en commun et leur amitié quand ils se retrouvèrent plus tard à Alger, on découvre cette description qui permet de juger les hommes, au-delà « du reste » :

« [...] En rentrant à Lyon, j’apprends que le colonel Rivet, chef du S.R. français, souhaite me voir rapidement. Arrivé à Vichy, je me rends immédiatement à son bureau. Il m’attend sous le nom de Jean Molin [*sic*]. À peine suis-je annoncé qu’il me reçoit.

J’évoque toujours la mémoire du “père” Rivet avec une certaine tendresse ; il était un homme connaissant son métier et l’aimant passionnément. Peut-être, sans doute même, n’avait-il pas exactement mesuré le ca-

---

Important est l’article paru aussi en hollandais de Harry H.M. Beckers et Jo Purnot : « *Agent secret “37 bis”, alias “Norbert”* », sur le site *Internet* suivant :

– <https://historischekringcadierenkeer.nl/historie/121-laatste-nieuws/laatste-nieuws/2321-hubert-vorage-een-franse-verzetsstrijder-geboren-op-de-meusenhof.html>

<sup>28</sup> Louis Rivet, *Carnets secrets ...*, *op. cit.*, p. 723.

ractère nouveau de la guerre qu'Hitler faisait au monde. C'est quinze ans plus tard seulement que les militaires ont eu conscience de ce qu'était la "guerre révolutionnaire", qu'ils en ont découvert le terme et démonté le mécanisme. Peut-être donc le chef du S.R. n'avait-il pas adapté ses méthodes de travail à cette réalité nouvelle, mais il était un patriote intransigeant, un grand honnête homme, un fidèle serviteur de l'État.

À Alger, trente mois plus tard, je le dirai, mais les Services Spéciaux de De Gaulle ne m'en sauront aucun gré.

Nous sommes seuls dans son bureau, c'est pour cela qu'il m'appelle par mon nom :

— Frenay, je sais ce que vous faites. Ça se voit un peu partout et je vous en félicite. En plusieurs endroits de zone libre et de zone occupée, mes hommes entendent parler de vous et de votre mouvement. Vous semblez faire du bon travail et ... vous allez vite !

— Je vous remercie, mon colonel, de votre jugement, mais moi, je ne suis pas satisfait. Bien sûr, de mois en mois nous faisons des progrès, mais ils ne sont rien, rien, rien par rapport à ce que je voudrais. Avec plus d'hommes et d'argent, ce serait autre chose ! Entendez-moi bien, je suis venu ici parce que vous m'avez appelé et non pour vous taper ...

— Voilà un certain temps en effet que je voulais vous rencontrer, vous voulez savoir pourquoi ... ? Eh bien, c'est simple ! Je trouve dommage que vous et nous, travaillions en ordre dispersé. Il saute aux yeux que vos moyens et les nôtres sont complémentaires et que, par conséquent, une action réellement coordonnée serait beaucoup plus efficace. Ce que vous ne pouvez faire, parfois nous le pourrions et réciproquement. Des moyens, nous pouvons vous en fournir et des hommes aussi. Et puis, n'êtes-vous pas l'un des nôtres ? Il y a quelques mois vous étiez au 2<sup>e</sup> Bureau ... Alors pourquoi ne seriez-vous pas en quelque sorte une antenne très avancée, spécialisée, très secrète de notre Service ?"

Si je n'avais bien connu l'armée, si je n'avais pas été ici même, à Vichy, pendant plus de deux mois, si ensuite je n'avais mesuré les abandons du gouvernement, l'offre serait tentante. En tout cas, elle est sincère. Je suis embarrassé. Une chose est sûre, je ne peux accepter. Seulement je sais que mes raisons vont peiner ce vieux soldat que j'estime. Tant pis, il ne doit subsister aucune équivoque entre nous :

— Mon colonel, je connais le bon travail accompli par certains de vos services et, d'ailleurs, vous le savez, mes relations avec la section allemande du 2<sup>e</sup> Bureau sont étroites et amicales. Je connais aussi les efforts d'une partie de l'État-Major de l'armée pour en appeler de la défaite. Cependant, je ne peux accepter votre proposition. Cela équivaldrait à me replacer, au moins moralement, dans l'état militaire. Or, si je l'ai quitté, c'est parce que je ne veux pas avoir, un jour, en moi, un conflit entre le

devoir d'obéissance et les devoirs que me commandera probablement l'action que j'ai entreprise. Je suis prêt, si nécessaire, à la rébellion contre le pouvoir et je me sens, en conscience, libre de le faire, le cas échéant. Et, vous le savez bien, je suis un rebelle puisque les policiers de mon pays sont déjà à mes trousses et que je vis dans la clandestinité.

– Vous, mon colonel, comme tous les officiers, vous obéirez, parce que, sous l'uniforme, vous ne devez et ne pouvez faire autrement. Alors, sera perdu tout ce que l'armée aura fait, tenté ou simplement espéré. Comprenez-moi, mon colonel ... et ne m'en veuillez pas."

Il ne m'en veut pas, c'est évident, son œil me le dit, mais il ne comprend pas :

— Voyons, Frenay, comment pouvez-vous penser que le Maréchal, le général Huntziger tolérerait et, peut-être même, provoqueraient un divorce entre le devoir d'obéissance et le devoir patriotique ?

Hélas ! je le pense, car la fatalité de cette guerre qui dure et s'amplifie conduit tout droit à ce drame mon interlocuteur et avec lui l'armée.

En rentrant de Berchtesgaden où il avait subi une furieuse pression d'Hitler, Darlan s'est adressé au pays par radio et nous n'avons pas oublié ses accents :

"C'était pour la France la vie ou la mort, j'ai choisi la vie."

D'autres pressions auront lieu et d'autres capitulations !

Je quitte le colonel Rivet. Il me prend la main dans les siennes, me regarde et, peut-être un peu ému :

— Je pense, et surtout j'espère que vous vous trompez. L'avenir nous départagera ... Je vous aime bien quand même. Bonne chance !

Par le train je rentre à Lyon. Ai-je bien fait de refuser cette offre ? Tout aurait été plus facile pour moi et moralement plus confortable. Non ! je ne pouvais accepter. N'y pensons plus.

Je chasse le doute de mon esprit, car c'est faiblesse que de regretter une décision irrévocable <sup>29</sup>. » [Souligné par nous.]

Sans insister ici sur la question, on sait que le chemin professionnel de Louis Rivet n'était point achevé. Il allait le poursuivre en Algérie, miraculeusement inamovible en son poste, *contre les politiciens vichyssois de la Métropole* (le Ganelon Laval en tête) qui, faute de ne pas avoir essayé n'arrivèrent pas à le déboulonner. Dans un contexte

<sup>29</sup> Henri Frenay, *La Nuit finira*, Paris, Robert Laffont, 1973, p. 97-99.

certes explosif, de novembre 1942 à avril 1944, bien repéré par l'historien des idées politiques, Sébastien Laurent après Gérard Arboit <sup>30</sup>.

La rencontre attendue avec De Gaulle, sans cesse « arrangée », soufflée par le Résistant Henri Frenay replié un temps à Alger, désolé de ces « guéguerres » picrocholines entre SR et BCRA, qui prônait un nécessaire rapprochement pour la transmission des relais et l'union de la Nation en guerre, eut lieu en la vieille de Noël 1943. « Le colonel », ce « *brave homme* » (*dixit* Édouard Daladier lors du procès de Riom, proche de l'avis de Frenay), décrit ainsi le face-à-face :

« Convoqué par le général De Gaulle qui me prie de lui exposer la situation du SR et ses difficultés. Conversation d'une heure. Ton calme de De Gaulle, qui m'écoute en m'interrompant parfois pour demander une précision ou lancer une pointe méfiante. Exploration complète de l'activité de ma maison. Nombreuses questions du général concernant nos actes antérieurs et nos actes présents. Il évoque des faits à l'actif de la SM [*Sécurité militaire*] qui lui ont été rapportés inexactement et comme dirigés contre les services De Gaulle. Je rectifie. Un mot ou une attitude du général semble indiquer qu'il n'est pas convaincu. Le souvenir de notre longue présence à Vichy ne le rassure pas. Il estime qu'on s'y est corrompu. Je proteste véhémentement contre cette suspicion de principe qu'un entourage mal intentionné a propagé. Je fais observer qu'il était plus difficile de lutter à Vichy qu'à Londres et qu'un service comme le nôtre a dû ruser et mentir bien souvent à ses chefs du moment pour se maintenir et pour empêcher les meilleurs Français de dérailler derrière un gouvernement de trahison. Ce qui surprend chez De Gaulle, c'est l'importance qu'il attache aux ragots, aux petits faits qui lui ont été inexactement ou tendancieusement présentés. Ils font loi dans son esprit. Il juge d'après eux. À Alger même, on l'a instruit de certaines missions confiées par Giraud à des personnalités "louches". Il a en tête que le SR a organisé et conduit ces missions (Goulin, Leguyon, etc.). J'ai beau lui dire que nous n'y sommes pour

<sup>30</sup> Cf. les deux références suivantes :

– Gérard Arboit, *Des services secrets pour la France. Du Dépôt de la Guerre à la DGSE, 1856-2013*, *op. cit.*, note 5, cf. le chapitre 8, « Des crises à la guerre : la part du renseignement en France », notamment les p. 232-259.

– Louis Rivet, *Carnets ...*, *op. cit.*, contribution de Sébastien Laurent, « Les guerres des services spéciaux en Afrique du Nord (novembre-1942-novembre 1944) », p. 543-567.

rien, il n'est pas convaincu. Voilà dans quelle situation nous place le "SR Giraud". En résumé, j'ai énoncé mes difficultés à De Gaulle. La plus actuelle et la plus importante, c'est l'intervention du comité d'action et du BCRA sur notre route, c'est le décret du 20 novembre que je qualifie d'absurde au point de vue SR. De Gaulle en paraît très ennuyé et me dit à plusieurs reprises : "Il faut conclure." – Oui, dis-je. C'est à vous de conclure et de donner des instructions pour revenir à l'ordre sain des choses." J'ai proposé deux formules : *statu quo* provisoire avec entraide ou intégration de la fraction militaire du BCRA dans le SR. De Gaulle me dit que c'est difficile parce qu'il a, dans la personne de ses agents, une tâche politique et une mission militaire à accomplir, ces agents assurant les deux simultanément. Je maintiens que nous n'en sortons pas autrement et qu'il faut faire confiance au vieux et toujours ferme SR. Je quitte le général. Je ne puis dire que les choses soient plus claires et plus avancées. Mais j'ai noté l'embarras où des décisions irréflectées et partisans l'ont placé <sup>31</sup>. »

Tâches militaires et politiques confrontées ainsi, dans une nouvelle « combinaison » incompatible mêlant pour le pire aux yeux de Rivet Renseignement et Politique ... En l'instant, mais aussi pour longtemps. Quant à l'historien de référence du Renseignement, Gérard Arbois, il n'hésite pas à juger négativement Rivet et à approuver la position de Soustelle et de De Gaulle (à tort ou à raison, vue la mondialisation géopolitique alors en cours ?) <sup>32</sup>.

<sup>31</sup> Louis Rivet, *Les Carnets secrets ...*, op. cit., p. 672-673.

<sup>32</sup> Gérard Arbois, *Des Services secrets pour la France*, op. cit. L'auteur écrit p. 239 :

« *L'aveuglement de Rivet et de ses hommes face à une mutation culturelle fondamentale du renseignement se poursuivait au-delà des réalités. Le 20 novembre 1944, comprenant que l'évolution lui donnait tort, le chef d'escadron de gendarmerie mobile Paillole démissionnait, bien décidé à poursuivre l'espérance de son chef par d'autres moyens. En 1953, il contacta les généraux Rivet, Navarre et Schlessier pour constituer une amicale des anciens des Services de sécurité militaire et des réseaux TR, vouée à entretenir et transmettre la "sacrée vérité", ainsi que le soulignait une rubrique du Bulletin publié à partir de mars 1954. Ronin préféra rester à l'écart de cette entreprise hagiographique dont les points forts furent le contesté ouvrage de Paillole, Services spéciaux. 1939-1945, et l'essai de rectification de Navarre, à partir de témoignages d'anciens des services spéciaux, Le Service de renseignements, 1871-1944. Les deux étaient bâtis sur la même idée que le gaullisme avait politisé, et donc détruit, les services.* »

– Enfin, comme pour répondre à Frenay par témoignage interposé, on peut citer de sa fille une réflexion plus large. Elle concerne cette fois le sens du combat professionnel de Rivet *contre un Hitler auquel son SRT porta des coups terribles*. Cela, en ses propres valeurs chrétiennes, manichéennes, mais réalistes quant à son appréciation des enjeux civilisationnels engagés « *au cœur de la bataille* » menée en son for intérieur depuis longtemps. Face à un ennemi qui révélait ce qu’était sur le fond une large partie de l’Allemagne wihelmienne, déjà antisémite, « hyper-militariste » et « prussianiste » — si l’on reprend les termes à la fois de Georges Bulit dans sa thèse remarquable sur le sujet, soutenue en Sorbonne, mais aussi, déjà explorée par Edmond Vermeil dans son ouvrage de référence, « *Les Doctrinaires de la Révolution allemande* », paru en 1938, qu’avait lu un Louis Rivet qui avait fait de ce germaniste de la Sorbonne lui aussi, un honorable correspondant de son SRT<sup>33</sup>. Une politique germano-nazie qui venait donc de loin, en effet, que perçut à sa façon Monique Rivet concernant la conception de l’Allemagne que se faisait son père – et que l’on retrouve dans plusieurs passages des écrits de celui-ci présentés ci-après :

« Je crois que pour mon père Hitler n’était pas, ou pas seulement, le produit de circonstances historiques, mais au moins autant l’émanation de ce quelque chose de sombre et de sauvage qui lui semblait caractériser, pour une part, le génie allemand : “le sombre somnambule [qui] est maître du *Reich* et de ses destins” dit-il dans l’une de ses lettres. Et s’il n’a jamais, même aux pires moments de la défaite, accepté la victoire de l’Allemagne, c’est qu’il ne pouvait admettre cette sorte de victoire suprême des ténèbres qu’elle aurait été à ses yeux<sup>34</sup>. »

---

<sup>33</sup> Cf. de Georges Bulit, *Prussianisme et nazisme, avec le regard des intellectuels français sur l’identité nazie de 1933 à 1940*, Édilivre à Paris, 2010. Et d’Edmond Vermeil, *Doctrinaires de la révolution allemande de 1918 à 1938. W. Rathenau, Keyserling, Th. Mann, O. Spengler, Moeller van den Bruck, le groupe de la « Tat », Hitler, A. Rosenberg, Gunther, Darré, G. Feder, R. Ley, Goebbels*, Paris, Éditions Sorlot, 1938.

<sup>34</sup> Monique Rivet, *Carnets...*, *ibidem*, p. 912.

*Ecce homo*. Des ténèbres, effectivement, réalité bien perçue par Edmond Vermeil dans son ouvrage sur *Hitler et le christianisme*, précité, publié en 1939 chez Gallimard à la NRF ...

Concernant cette nouvelle Guerre de 40 (« la Petite » ?) qui sera suivie à partir de juillet suivant de celle intérieure rappelant à certains l'ancienne rupture « *entre Armagnacs et Bourguignons* », cette « révélation » nous invite à ne pas oublier les valeurs exprimées par un fonctionnaire resté en poste dans la tourmente de la Seconde Guerre mondiale, ballotté entre des chefs et des politiciens qu'il ne fut pas facile de supporter – ceci est visible à la lecture de l'historique dressé par Rivet.

Quant aux conditions de surgissement de son essai et de ses écrits, quelques éléments d'informations permettront de reculer l'oubli qui, comme dans le cas de nombreux témoignages, a pu les recouvrir jusqu'ici.

## Présentation

## II. Les écrits choisis de Louis Rivet

[Retour à la table des matières](#)

Alors que le nom et les fonctions du chef du Service de Renseignements de l'Armée de Terre de juin 1936 à avril 1944 sont connus et commentés – lui dont les *Carnets* professionnels ont fait l'objet d'une édition particulièrement heuristique en 2010, combat contre l'entropie <sup>35</sup> –, un double paradoxe apparaît.

D'abord ses écrits personnels sur la période controversée de l'Occupation du pays (de juin 1940 à août 1945) n'ont pas souvent, voire jamais, été compulsés par la théorie d'essayistes et d'historiens intéressés par le sujet.

Ensuite les textes en question se trouvent accessibles et sont numérisés en libre consultation. Cette opportunité – *rarissime en France* – fut rendue possible grâce à leur recueil dans les années 1948-1951 par l'ancien *Comité d'Histoire de la Seconde Guerre mondiale*, rattaché à la Présidence du Conseil, impulsé par l'historien Henri Michel, accompagné de collègues motivés pour rassembler témoignages et documents d'acteurs majeurs de la Résistance française. On dispose là d'études précises sur les conditions d'émergence et de fonctionnement dudit Comité – auquel participa en tant qu'historienne enquêtrice notamment Marie Granet, épouse du spécialiste de l'ancienne Chine au sein de l'École durkheimienne de *L'Année sociologique*, l'ethnologue Marcel Granet – mort à cause de Vichy, le 25 novembre 1940 <sup>36</sup>.

---

<sup>35</sup> Sur les conditions de publication desdits carnets précités supra – Louis Rivet, *Carnets du Chef des Services secrets (1936-1944)* –, cf. l'article de Sébastien Laurent qui a mené ce combat : « Le général Louis Rivet, chef des services spéciaux (1936-1944), diariste de la guerre, diariste de lui-même », p. 201-207, in Bertrand Fonck, Amable Sablon du Corail (dir.), 1940. *L'empreinte de la défaite. Témoignages et archives*, Rennes, Presses universitaires de Rennes et Service historique de la Défense, col. « Histoire », 2014. Consultables sur le site : <https://books.openedition.org/pur/48636>

<sup>36</sup> Cf. à ce propos, dans l'ouvrage cité à la note précédente, la contribution de Patricia Gillet, « Documenter la défaite. L'œuvre du Comité d'Histoire de la Seconde Guerre mondiale », p. 237-242, consultable sur le site préindiqué :

Il apparaît donc utile de rassembler en premier lieu le récit dressé par Louis Rivet recueilli dans le cadre dudit Comité confié à Henri Michel (lui-même résistant socialiste et historien), complétés par les écrits de ce chef militaire.

L'ensemble retenu ci-après comprend deux parties.

– Dans un premier temps est présenté l'essai rédigé par le Général Rivet, confié au Comité précité et dont la publication fut initialement interdite, nous y reviendrons. Les commentaires et souvenirs exposés y couvrent la période de juin 1940 à avril 1944. L'auteur s'est appuyé aussi sur les notes de ses *Carnets* professionnels (publiés dans une édition commentée en 2010, précitée) : il en résume certains passages et en reprend l'agenda dans la partie consacrée à ses activités à Alger à partir de novembre 1943 (cf. *infra*). Mais par rapport au journal, l'essai dénote un travail de réflexion et d'écriture très abouti. Un doute subsiste quant à la date, tant de sa rédaction (non indiquée dans le tapuscrit en question), que de son dépôt « aux archives ». De plus, en exergue apparaît dans son en-tête le titre : « *Deuxième partie* », ce qui laisserait supposer qu'il y en avait une première, non recueillie ou non encore rédigée ...

Un indice apparaît pourtant : à la lecture des mémoires d'action d'un des subordonnés de travail de Louis Rivet, Gustave Bertrand, chef de la « Section D » du SRT (concernant notamment les écoutes et les déchiffrements des codes ennemis de la machine de chiffage prétendue inviolable « *Enigma* », réfugié avec son équipe de 32 personnes dans la base « Cadix » dans le Gard), nous disposons d'une information quant à la date et au lieu de rédaction de l'essai en question : « *février 1944 à Alger* ». L'on peut lire, à la page 103 de cet ouvrage prosopographique, aujourd'hui peu accessible, voire « oublié », mais le meilleur, sans doute, de la littérature du genre :

---

<https://books.openedition.org/pur/48636>

Patricia Gillet cite en complément les précieuses contributions du colloque de Rennes, sous la direction du Pr. Laurent Douzou, *Faire de l'histoire de la Résistance. Actes du Colloque international (18-19 mars 2008)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, notamment les contributions de Guillaume Piketty, de Jacqueline Sainclivier, Dominique Veillon et Laurent Douzou à propos de l'Histoire du Comité considéré.

« SIMPLE REMARQUE – Dans son “Historique du S.R. de l’armée”, document secret établi par son Chef lui-même (le colonel Rivet, à Alger), en février 1944 – l’auteur précisera :

“Sans donner la parole aux Archives, aussi parfaitement éloquentes que muettes, qu’il suffise de dire : [...]

“– 3°) que, pendant la période de septembre 1939 à juin 1940, l’Ordre de Bataille allemand fut, sans interruption, tenu à jour et qu’une réussite exceptionnelle permit de décrypter les ordres du Haut-Commandement allemand et d’annoncer ainsi nombre d’opérations qu’il exécuta contre les forces françaises” <sup>37</sup>. »

Et Bertrand – critique parfois envers « son Chef » et indépendant d’esprit – de commenter – car une telle reconnaissance concernait son propre service technique de décryptage des messages ennemis :

« Cela fait toujours plaisir ! ».

– La seconde partie du présent ouvrage est composée de sept publications de Louis Rivet, réalisées après la Guerre, sous forme d’articles divers qui complètent parfaitement son essai principal, et surtout, qui livrent sa conception très « militaire » de ses hautes fonctions, même si sa propre représentation de « l’ennemi » allemand reconnut bien les déterminants idéologiques des chefs nazis dans leur façon de concevoir « une guerre totale ».

Mais ce que Frenay ne pouvait savoir, et ce que le témoignage de Monique Rivet cité plus haut appuie comme idée d’une certaine façon, sans en avoir été informée elle non plus, c’est que Louis Rivet avait, on l’a vu, pour « honorable correspondant » le professeur en Sorbonne Edmond Vermeil, qui réalisa d’ailleurs dans les débuts maintes missions d’« exploration » dans le *Reich*. Or, Rivet et Peruche – membre alors de la Section allemande du SRT – avaient rencontré ce dernier et lui avaient même permis de suivre « une période »

---

<sup>37</sup> Cf. Gustave Bertrand, *Enigma, ou la plus grande énigme de la guerre 1939-1945*, Paris, Plon, 1973, p. 103.

de formation adaptée dans le Service le 1<sup>er</sup> octobre 1937. Tous deux et Malraison déjeunèrent avec lui le 7 octobre suivant <sup>38</sup>.

Les ouvrages célèbres d'avant 1940 de Vermeil avaient abordé les problèmes concernant ce que Frenay reprocha à Rivet en juin 1941 : de ne pas avoir perçu les méthodes révolutionnaires du nazisme, le considérant seulement comme dépassé par les événements, nous l'avons noté *supra* (« *Peut-être, sans doute même, n'avait-il pas exactement mesuré le caractère nouveau de la guerre qu'Hitler faisait au monde. C'est quinze ans plus tard seulement que les militaires ont eu conscience de ce qu'était la "guerre révolutionnaire", qu'ils en ont découvert le terme et démonté le mécanisme. Peut-être donc le chef du S.R. n'avait-il pas adapté ses méthodes de travail à cette réalité nouvelle* » ...).

Ceci était bien à tort, car Vermeil, dans des brochures grand public de surcroît, avait présenté les moyens inédits introduits par le nazisme concernant les multiples ressorts de « *la guerre par la propagande* » par exemple. Il est plus que vraisemblable que le germaniste protestant qu'était Vermeil devint un des vis-à-vis intellectuels de Louis Rivet, comme du commandant Perruche (mais sans données plus précises, il est difficile de parler d'amitié entre eux) <sup>39</sup>.

Remarquons encore au passage que certains articles d'après-guerre de Rivet ont été influencés par les apports du procès de Nuremberg suivis par lui de très près, éclairés notamment par l'ouvrage de Raymond Cartier <sup>40</sup> qui avait dépouillé, en plus des débats et des docu-

<sup>38</sup> Cf. Louis Rivet, *Carnets ...*, *op. cit.*, p. 162-164.

<sup>39</sup> Certains des écrits d'Edmond Vermeil d'avant 1940 se trouvent déjà en libre accès dans les Classiques des Sciences sociales dans la collection « Civilisations et Politique » :

– *Hitler et le christianisme*, Paris, Gallimard, NRF, 1939 ; *Le Racisme allemand. Essai de mise au point*, Paris, Fernand Sorlot Éditeur, col. « Carnets de l'actualité », 1939 ; « La Propagande allemande (Ses principes, son organisation, ses méthodes) », in *Revue Notre Combat*, 20 octobre 1939, Première année, n° 5, p. 1-22 ; « La Notion de "Volk" et les origines du nationalisme hitlérien », *Politique étrangère*, 1937, col. 2, N° 1, p. 45-44.

<sup>40</sup> Cf. à ce sujet, de Raymond Cartier, *Les Secrets de la Guerre dévoilés par Nuremberg*, Paris, Arthème Fayard, 1946 – cité dans un de ses articles d'après-guerre ci après par Rivet –, édition revue et augmentée sous le titre *Hitler et ses généraux*, Paris, Fayard, coll. « Les Grandes Études contempo-

ments annexés dudit procès, les archives américaines. Notons aussi l'influence sur le chef du SRT des travaux d'un jeune chercheur qui était allé lui-même interroger certains inculpés de Nuremberg. De qui s'agissait-il ?

Ayant bénéficié de la confiance du colonel Rivet comme de celle du Pr. Henri Michel historien de Vichy, alors en charge auprès de la Présidence du Conseil de la direction du *Comité d'Histoire de la Seconde Guerre mondiale*, on doit beaucoup en effet dans la transmission de documents et écrits ci-après à la thèse d'un jeune étudiant en histoire d'alors, Georges Castellan (1920-2014), devenu spécialiste des questions militaires, puis de l'histoire de l'Allemagne, des pays du Danube et de l'Europe centrale.

Un mot à ce propos.

– On note en exergue du tapuscrit reproduit dans la première partie de l'essai historique de Louis Rivet l'indication suivante :

« Ce texte est du Général Rivet.

C'est un résumé de toute l'histoire du SRT de 1940 à 1944.

Le général a pensé un moment à le publier, d'où la présentation et le style. On l'en a dissuadé. Il ne verra sans doute jamais le jour.

Il devient ainsi un document d'archives. » [*souligné par nous*].

Cette information confirme les précautions oratoires du capitaine Bertrand devenu général après la guerre de par son engagement dans la Résistance effective, qui qualifia bien ce document de « *secret* ». Celui-ci est conservé dans le dossier « 72 AJ/82/I/ Pièce 2 » des Archives de France, dans le fonds privé du Comité d'Histoire de la Seconde Guerre mondiale, avec d'autres, dont l'un, intitulé « *Défense du S.R. français. Une réplique* », rédigé et signé par Louis Rivet (révélé ci-après) déposé à la date de *décembre 1951*. Ces éléments dudit fonds, marqués comme « *dépôt de M. Castellan* », ont été en réalité confiés à ce dernier par Louis Rivet pour l'aider dans ses travaux de

---

raines », 1962. Signalons que Raymond Cartier fut un temps membre mobilisé au « 5<sup>ème</sup> Bureau » entre septembre 1939 et juin 1940.

recherche et faire connaître l'action du SRT aux historiens, lui servant ainsi dans les deux sens de truchement avec le Comité d'Henri Michel.

En effet, Georges Castellan soutint en 1952 sa thèse en Sorbonne sous la direction du Pr. Pierre Renouvin, intitulée *Le Réarmement clandestin du Reich (1930-mars 1935). Vu par le 2<sup>e</sup> Bureau de l'État-Major français*.

Réalisée à partir des archives du service désigné – fait unique qui resta longtemps sans successeurs universitaires –, cette thèse, *préfacée par le général Weygand*, sera publiée sans notes ni tableaux techniques et statistiques aux Éditions Plon en 1954. Comme l'indique l'auteur, qui a rencontré encore de nombreux officiers, le général Rivet fut pour lui « *le guide le plus précieux et le plus sûr* », à l'instar aussi de l'ancien ambassadeur à Berlin de 1931 à 1938, André François-Poncet. Du côté universitaire, son jury comprenait son directeur, Pierre Renouvin, *Edmond Vermeil*, professeur de germanistique en Sorbonne, Ernest Labrousse, professeur d'histoire en Sorbonne, ainsi que Maurice Baumont.

Ce dernier, professeur au CNAM de 1941 à 1951, puis à la Sorbonne (Renouvin avait créé un poste *ad hoc* pour lui en raison de ses compétences), enseignait en géographie industrielle et commerciale. Un temps secrétaire de la Société des Nations pour les affaires économiques, ce connaisseur de l'Allemagne et de son industrie rédigea encore de nombreux ouvrages sur ce sujet. Connue aussi pour ses deux volumes sur « *La Faillite de la Paix* » dans la collection « Peuple et Civilisation » aux Presses universitaires de France, il fut proche d'Aristide Briand, de l'historien Lucien Febvre, d'André François Poncet ... et vraisemblablement du général Rivet, car tous deux avaient traversé un destin commun lors de la Grande Guerre (grièvement blessés, puis cinq ans prisonniers en Allemagne ...) <sup>41</sup>.

Dans l'introduction méthodologique de sa thèse, Georges Castellan, piloté à propos par Louis Rivet, distingua bien sûr le SR du 2<sup>e</sup> Bu-

---

<sup>41</sup> Cf. l'hommage qu'a rendu à Maurice Baumont (1892-1981) le Pr. Jean-Baptiste Duroselle, in *Publications de l'Institut national de recherche pédagogique*, 1994, n° 19, p. 148-156, numéro thématique sur les professeurs du Conservatoire National des Arts et Métiers. *Dictionnaire biographique, 1794-1955*, t. 1.

reau, mais surtout, il s'attacha à différencier l'« *information* » du « *renseignement* », démarche utile, et fondamentale. Voici ce qu'écrivit le jeune docteur à ce sujet :

« La première question qui se pose est donc : Qu'est-ce que le renseignement ?

La Cour suprême de Leipzig, en 1931, le définissait ainsi : “On entend par renseignements (*Nachrichten*) des communications écrites ou imprimées relatives à des faits au sens le plus large dans le passé, le présent, l'avenir, sur des événements, des changements, des états de fait, des mesures ou des organisations.” Définition extrêmement large, on le voit, et qui ne tient aucun compte du caractère secret ou non du fait envisagé.

Les techniciens ont tendance en France à distinguer :

– Le renseignement, à proprement parler, qui a un caractère secret, c'est-à-dire, suivant une deuxième définition de la Cour de Leipzig, “qui n'est pas de notoriété publique”.

L'information, au sens de la nouvelle de presse, par exemple. Le renseignement c'est-à-dire la recherche de ce qui est caché est l'objet propre des Services secrets, c'est leur raison d'être.

L'information par contre peut être glanée dans la presse, parmi les émissions radiophoniques, etc.

En fait, la distinction est assez formelle. Je la signale simplement pour détruire une idée fautive assez répandue : le 2<sup>e</sup> Bureau, organe d'exploitation et de recherche, tout à fait distinct du S.R., ne travaille pas seulement sur des matières secrètes. Alors que le S.R. se cache et fuit les indiscrets, le 2<sup>e</sup> Bureau a pignon sur rue : sa composition, son adresse, son numéro de téléphone figurent sur tous les annuaires militaires. Dans sa mission qui est d'éclairer le commandement, il se sert de tout : renseignements de S.R. en premier lieu, mais aussi informations de ses représentants auprès des armées étrangères que sont les attachés militaires, informations de la presse, des revues, des livres (et le 2<sup>e</sup> Bureau souscrit toujours à de nombreux abonnements) !

Il faut donc en ouvrant mon livre abandonner tout souvenir des romans d'espionnage. Le briquet-appareil photographique, la pipe creuse pour passer les documents n'y ont pas leur place.

Le lecteur remarquera d'ailleurs que la plupart des références de mon étude renvoient non à des renseignements au sens étroit — livraisons brutes du S.R. — mais à des synthèses du 2<sup>e</sup> Bureau. Ce sont des travaux de reconstruction, rapprochant et recoupant (critique interne) des renseignements de détails auxquels le S.R. se contentait d'affecter un coefficient

de crédibilité suivant la source : l'agent (critique externe). Les renseignements bruts que je cite sont ceux que le 2<sup>e</sup> Bureau a transmis directement au Commandement, par exemple, dans les rapports au ministre. Ces renseignements au sens étroit concernent presque tous la technique militaire pure : composition des unités, armements, etc. Ils parvenaient à notre S.R. sous deux formes principales : comptes rendus d'agents et copies ou photocopies de documents.

À côté de cela, les informations. On peut ranger dans cette catégorie toute la correspondance des attachés militaires, toujours rédigée en clair : conversations, articles de presse, commentaires en constituent l'essentiel. C'est une source de documentation qui ne se distingue en rien, par sa nature, des dépêches diplomatiques, l'historien se retrouve là en terrain connu.

Enfin, il y a, toujours dans les informations, les études du 2<sup>e</sup> Bureau faites à partir de publications (journaux, revues, ouvrages). Seule une connaissance superficielle des réalités militaires permettrait de considérer qu'il s'agit là d'une documentation d'intérêt médiocre. Dans tous les pays, même les plus fermés, la presse bavarde. Ainsi l'ordre de bataille de l'armée allemande, pendant la période étudiée, était essentiellement dressé à partir du carnet mondain des journaux de province : mariage du lieutenant X, de la 4<sup>e</sup> compagnie du 170<sup>e</sup> R. I. à Kustrin ; naissance de Lisel, seconde fille du commandant Y, état-major du 24<sup>e</sup> R. A. à Munich, etc. Au bout de quelques années de ce travail de patience, toutes les compagnies, toutes les batteries avaient été localisées. Il s'agissait là de faits de notoriété publique, et pourtant l'agent chez qui, en Allemagne, aurait été découvert un fichier complet résultant de ces dépouillements risquait certainement d'être décapité à la hache. Même chose dans le domaine économique : chacun sait où se trouve telle usine électrique, mais si l'on s'avise de dresser le répertoire de toutes les usines de France avec le schéma du réseau, il y a de grandes chances d'intéresser la D.S.T. [*Direction de la Sécurité du Territoire*] et de l'amener à demander quelques précisions !

Entre ce qui est "secret" et ce qui, de "notoriété publique", permet de pénétrer un secret de défense nationale, la frontière est incertaine. La définition de la Cour de Leipzig n'est pas à rejeter. Ce sont tous ces renseignements, au sens des juges allemands, qui constituent la documentation de mon livre <sup>42</sup>. »

---

<sup>42</sup> Georges Castellan, *Le Réarmement clandestin du Reich (1930-1935) vu par le 2<sup>e</sup> Bureau de l'État-Major français*, Paris, Plon, 1954, *op. cit. supra* dans le texte, p. 11-13. Rappelons que l'exemplaire dactylographié des volumes de la thèse, en texte complet, se trouve à la Bibliothèque générale de la Sorbonne sous la côte « W 1952 (9 1-3) ».

Un dernier mot, enfin, sur le support en tant que tel de l'essai de Louis Rivet portant sur l'histoire du SR de 1940 à 1944.

Concernant l'édition suivante de ce tapuscrit original « *relevant des archives* », une première indication : *les mots soulignés dans le texte* le sont typographiquement par son auteur, comme à son habitude dans ses notes et rapports.

Au texte original, n'a été ajoutée dans cette édition pédagogique que *la note 122* (p. 150), nécessaire pour éclairer une référence historique « pointue » à laquelle fait allusion Louis Rivet. Celle-ci est suivie du signe « \* ». Toutes les autres sont du colonel Rivet et datent de février 1944.

L'essai fut donc *interdit de publication* sous l'influence de hautes instances, comme ceci est explicitement indiqué. Sans précision, mais on peut supposer que cette notification émana soit du corps des officiers d'État-Major, soit de la direction des services de renseignements d'après-guerre, contemporains ou antérieurs après 1944 (notons que l'ex-capitaine Bertrand fut directeur général adjoint du Service de Documentation extérieure et de contre-espionnage). Voire sur ordre direct du ministre de la Défense d'alors – mais lequel ? Il y en eut treize entre 1944 et 1952 ...

Il est vrai que la lecture de l'ouvrage – même amputé d'une première partie possible concernant certains secrets qu'il fallait encore préserver et qui le resteront, d'ailleurs jusqu'aux années 60-80 – permet de comprendre pourquoi.

Le texte en tant que tel, de fait revu et complété par quelques lectures d'après-guerre (perceptibles en notes), est rédigé en un style « à l'ancienne », rappelant parfois, à la fin, certains accents de Charles Péguy ou de Maurice Barrès. Il sert la mémoire de ce haut fonctionnaire militaire conscient du devoir de transmettre les leçons des événements exceptionnels qu'il traversa, et il illustre aussi la conception du renseignement à tout prix « indépendante de la politique » – comme si cela était possible dans un contexte devenu mondial. Cependant, au service du Pays, c'est-à-dire, à ses yeux, de « *la Patrie* », sommet de ses valeurs.

Cet essai est donc resté ignoré de la postérité. De très brefs extraits – jamais cités en référence par l'historiographie non plus – ont fait

l'objet de pages éparses dans les premiers numéros assez confidentiels à l'époque du *Bulletin de l'AASSDN (Association des Anciens des Services secrets de la Défense nationale)*, dont le général Rivet fut un temps Président d'honneur. Mais les choix retenus n'ont pas été précisés, alors qu'ils furent tirés de ce document. De plus, certains passages sont quelque peu différents du texte original déposé auprès du Comité d'Histoire. Ou du moins, semblables au style du général Rivet, ils ont été ajoutés (par lui) pour apporter quelques précisions. Peu nombreux, ils sont donc intégrés ici, et marqués dans le texte présenté entre crochets, soulignés en grisé, après ceux qui leur correspondent dans l'original, même si quelques lignes apparaissent parfois redondantes.

Louis Rivet, féru d'histoire, évoque à la fin de son essai le Jacques Bonhomme, celui menuisier comme son père, *i.e.* l'immémorial paysan, citoyen, ouvrier, instituteur ..., ceux de toutes les dragonnades, de toutes les révoltes, de toutes les « Républiques » populaires. Celles de l'Ormée de Bordeaux en l'été 1653 (menée par le boucher Dureteste), de 1789-1792, de la Vendée des « Chouans », de la Commune ... Celles qui resurgiront en leurs qualités et leurs manquements de 1871 à 1944. Finalement, face au nazisme, il pensa être « leur guetteur » ...

&

**Louis Rivet, « Le guetteur », chef du Service  
de Renseignement français de l'Armée de Terre.  
Quelques écrits.**

# **Première partie**

**GÉNÉRAL LOUIS RIVET**  
*LE SR DE 1940 À 1944*

[Retour à la table des matières](#)

2<sup>ème</sup> Bureau  
Armée

*LE SR DE 1940 à 1944*

*Ce texte est du Général Rivet.*

*C'est un résumé de toute l'histoire du SR de 1940 à 1944.*

*Le général a pensé un moment à le publier, d'où la présentation et le style. On l'en a dissuadé. Il ne verra sans doute jamais le jour.*

*Il devient ainsi un document d'archives.*

Louis Rivet, « Le guetteur », chef du Service  
de Renseignement français de l'Armée de Terre.  
Quelques écrits.

PREMIÈRE PARTIE

# INTRODUCTION

---

## AU-DELÀ D'UN ARMISTICE, LE SR CONTINUE

[« *Tenir et se battre jusqu'au bout contre l'ennemi,  
dans la tradition irréfragable du SR français* »]

[Retour à la table des matières](#)

Juin 1940. Une grande bataille perdue. La Patrie plongée dans la stupeur, dans l'hébétude. À l'aube lugubre du lendemain sous les visages cernés d'humiliation, une révolte qui se contient, le sentiment inexprimé que notre destin ne s'arrête pas là, la persistance des sommets où le vœu permanent des nations civilisées appelle la France. Tiré de son assoupissement par la brutalité du drame, le Français du terroir perçoit dans sa chute même le début d'un règlement de comptes.

Visiblement pourtant, le cadre de nos libertés est brisé. Dictatorialement ou sous l'hypocrisie des mots, le vainqueur du moment s'est emparé des commandes. Mais quelques traits absurdes vicient ses astreintes.

Un calcul trop savant, l'obsession du schéma <sup>43</sup> – ou une simple étourderie – ont laissé au vaincu une portion de territoire qu'il pourra feindre de croire libre. L'appareil militaire allemand en est absent. Le Français en sillonne les routes à loisir, sans entraves administratives insurmontables, des frontières méridionales à la « ligne de démarcation ».

Un noyau d'armée. Concession méprisante d'un adversaire hanté par le souvenir de traditions chevaleresques ? Qui sait : l'ampleur de sa victoire eût pu le rendre plus exigeant, mais une jeune force est là, comme un baume, presque un espoir. Prudemment marquée des signes de l'impuissance, soit. Mais, à qui fera-t-on croire, dès ce moment, que l'armée d'armistice se résignerait plus docilement à la honte, que la *Reichswehr* n'accepte, en 1918, la défaite de l'Allemagne ? Lacédémone brave Xerxès avec 300 hommes. Mais l'histoire dira que cette petite armée dédaigna l'histoire. Loin des feintes témérités et des médiocres desseins, elle eut conscience de préparer dans le silence les grands retours victorieux. Puisant dans sa formation antigermanique et dans ses plus lointaines traditions les facteurs raisonnés de son refus, son État-Major saura infuser à cette minuscule phalange, la tonalité de ses espoirs et de sa foi. Relions immédiatement deux éléments de la sourde lutte qui commence : cet État-Major allait offrir à la « dissidence » du SR un asile et un appui qui ne lui feront jamais défaut.

En définitive, les premières données du problème qui se pose au SR sont là, balisant en quelque sorte la route encore obscure où il va, hors des débris de la plupart de nos institutions effondrées, louvoyer pour défendre la sienne et conserver ses moyens. D'ores et déjà, au soir de l'armistice, une question essentielle est résolue, à peine s'est-elle posée à l'esprit des officiers du SR : on se battra sur le sol national, brèche désormais ouverte dans le flanc de l'ennemi. L'hypothèse d'une occupation totale venant paralyser l'appareil de direction de ce service n'était pas écartée. Mais on avait le temps d'y parer.

---

<sup>43</sup> Une carte curieuse et parlante, qui circulait en Allemagne en 1938-39, donnait les limites successives du débordement hitlérien en Europe. On y voyait circuler la future « *ligne de démarcation* » en France, ligne qui devait être atteinte au printemps 41.

Les délégués français à Retondes n'eurent pas à faire l'aveu d'une institution que les Allemands n'ignoraient pas, et dont la disparition effectivement constatée leur eut importé. Le texte des conditions d'armistice ne le mentionnait pas. Pareillement au « *Nachrichtendienst* » en 1918, le SR français de 1940 devait « mourir » comme il avait vécu clandestinement. Mais ni pour l'un pour l'autre, aucune sentence à venir ne vaudrait. Les raisons en sont simples.

D'abord, en pareille affaire, une sommation catégorique du vainqueur manquerait son objet. En face des décrets de contrainte, les équipes menacées se placeraient immédiatement hors d'atteinte. Il en résulte que, par une sorte de tacite accord, si l'on peut dire, le vainqueur, qui possède déjà quelques clartés sur le service adverse, estimant que son propre contre-espionnage et ses polices se saisiront rapidement des fils conducteurs qui l'amèneront à la connaissance totale de l'appareil indésirable, a intérêt à ne pas manifester prématurément l'intention qui le guide. La tactique s'est constamment révélée bonne.

De son côté, l'organisme surveillé, quand il est résolu à poursuivre sa mission dans le moins favorable et le plus périlleux des climats, se doit de mettre en œuvre toutes les ressources de l'imagination, et celle d'un plan bien conçu, pour créer dans l'atmosphère d'une évidente défaite l'illusion d'une disparition volontaire et radicale des services secrets. Tactique non moins riche d'heureux résultats. Après 1918, et en dépit de tous les contrôles, l'activité du SR allemand n'a pas connu de solution de continuité <sup>44</sup>.

Mais on peut ne voir là que les effets d'un réflexe professionnel. En réalité, le SR français de 1940 puisait le plus clair de sa volonté de survie et d'action, dans ces hautes régions où l'âme nationale blessée se réfugie et se retrempe pour les grands combats qui effacent et libèrent. Dans le malheur qui venait de s'appesantir sur tout ce qui fait la France, le refus, s'il n'était pas proféré, jaillissait des consciences. Entre ce mouvement de fond, et le comportement du SR, la soudure demeurait, exprimant une identité ancienne et intime qui gardait cette institution contre les équivoques, contre l'imprécision et les pièges du verbe. Le seul spectacle du millénaire enclos de France violé et sacca-

---

<sup>44</sup> Il serait surprenant qu'on pût écrire plus tard que l'*ABWEHR* de 1945, si maltraitée pourtant par Hitler, a failli au précepte.

gé soulignait assez qu'il ne restait aux Français qu'à se battre en remontant l'Histoire. Par ondes profondes d'abord, puis par lames d'amplitude croissante quand la balance des forces annoncerait le retour d'un destin qui s'était dérobé. Mais ceux qui pouvaient se battre tout de suite ne devaient pas attendre. Ils devaient se compter et prendre position. Les armes invisibles, secrètes, devaient sans délai préparer le terrain.

L'attitude prise par le SR français n'a pas besoin d'être commentée ni louée. Il n'a eu – privilège peut-être unique – à chercher son inspiration auprès de personne. S'il s'est trouvé naturellement à la pointe de ce qu'on a appelé plus tard « la résistance », <sup>45</sup> c'est qu'à ses yeux aucune autre attitude n'était concevable. Une suspension des hostilités dans le « maquis » permanent du SR eût été ressentie par les siens comme une indignité. Dans le bruit confus des voix qui interrogeaient ou qui invectivaient, le SR, en juin 1940, continuait la lutte et se taisait.

Ainsi se comprend mieux la nouvelle épreuve qui commence pour lui. Nous la rapporterons sommairement dans ses épisodes élémentaires, sans nous arrêter aux innombrables formes du « jeu », soucieux que nous sommes de mettre en lumière l'essentiel : la continuité du renseignement. La volonté d'assurer au profit des formes demeurées en guerre, la continuité du renseignement, allait revêtir un aspect élémentaire, conforme aux consignes permanentes du SR.

Le 27 juin 1940, le personnel de direction du SR se trouve regroupé, au hasard du repli de nos armées, dans un vieux séminaire des environs d'Agen.

Une scène sans arrêt s'y déroula. Le Chef du SR, s'adressant à ses officiers rassemblés, rappelle ce que furent ses premiers mots à la nouvelle de la capitulation. « Le SR n'accepte pas la défaite ». Il fait connaître la décision qu'il a prise, de prévenir l'ordre de dissolution à prévoir, en opérant lui-même, ostensiblement, cette suppression. Les officiers de réserve rejoindront leurs foyers en même temps que leurs camarades des unités démobilisées. Les officiers de l'active se conformeront aux ordres à attendre du Commandement. Formule dépour-

---

<sup>45</sup> L'activité du SR étant par essence continuellement offensive, le terme de « Résistance » est impropre à la désigner.

vue de complication, aussitôt communiquée à l'État-Major de l'Armée sous forme de compte rendu.

Les apparences officielles étant ainsi sauvegardées, un deuxième temps intervient, plus pathétique. Les officiers de réserve résolus à continuer la lutte dans l'orbite du SR sont invités à se déclarer : d'un seul mouvement, tous demandent à recevoir leurs consignes. Il est décidé que chacun d'eux, rendu à la vie civile « opérera » dans le secteur de ses affaires ou dans ses occupations, au-delà quand il le faudra. Il semble que « le rêve passe », et que ressurgisse dans les lointains l'âpre mêlée des Ardennes ou des Flandres. Nombre d'entre ces officiers finiront la tête haute sous les balles des pelotons d'exécution, ou dans ces camps atroces d'où l'on ne revenait plus.

L'acte suivant se joue à Montauban, où l'État-Major de l'armée contemple son désastre et médite sur ses lendemains compromis. Rendant compte des dispositions « officielles » qu'il a prises, le Chef du SR informe en même temps le chef d'État-major de l'armée de celles qu'il a préparées ; pour soustraire le service aux sentences qui viendront inmanquablement de l'ennemi, et maintenir, dans une situation transformée, les moyens de la recherche et l'efficacité de celle-ci. Schématiquement, il montre que ses « possibilités » européennes demeurent, que ses principales sources sont indemnes, et il définit l'articulation prévue pour ses postes et les lignes de leur fonctionnement. Il recueille un complet accord sur le principe fondamental de la continuation de la guerre du renseignement contre l'Allemand. Le reste n'est que détail, en quoi toute initiative est laissée au chef du SR, sous condition de ne rien « casser » prématurément. On convient toutefois de « couvrir » le corps du délit par une création visible et plastique pouvant s'intégrer dans l'armée d'Ar mistice, avec une mission qui « va de soi » dans tout organisme militaire : le Bureau « MA » <sup>46</sup>, organe chargé officiellement de protéger le moral de cette armée, naît ce jour-là. Par ce subterfuge, le SR s'infiltrait dans l'appareil de l'État. Derrière le Bureau MA, reliés à lui, les organes de renseignement prendront assise près des fonctionnaires précaires que l'Allemagne nous a laissés, symbole de sa magnanimité ... Au cours

---

<sup>46</sup> « *Menées antinationales* », vocable à double sens, équivoque voulue. En réalité, le Bureau MA demeura de 1940 à 1942, une expression essentiellement métropolitaine de notre CE.

de la première quinzaine de juillet, les postes du SR sont en bordure de la ligne de démarcation et fonctionnent. Comme pour réparer une omission commune aux négociateurs des deux parties, le Gouvernement français devait publier le 5 août suivant, le décret de dissolution de nos services spéciaux <sup>47</sup> ...

Alors que le pays se replie sur son âme oppressée, cherchant, au-delà des énigmes qui l'assaillent, à percer celles des appels contradictoires que lui apportent les ondes, un grand service national vient de saisir la bouée toujours libre de l'honneur. Il s'y accroche, résolu et solitaire, sans bannières et sans fanfares, dans la grisaille d'un paysage suspect, déjà hostile. Selon un mot qui restera, et que nous devons à un ecclésiastique éminent, patriote et combattant d'avant-garde, « la révolte s'installait à Vichy même » <sup>48</sup>.

En face de l'armistice, la bataille du SR n'avait pas subi de trêve. Pendant quatre ans, le renseignement allait continuer parmi des péripéties dramatiques qui ne s'inscrivent pas aux vitrines des libraires. Contre *ABWEHR* et *GESTAPO* notre contre-espionnage maintiendra sur la chair des services allemands la lame aigüe d'un scalpel obstiné. Bilan des pertes en fin de bagarre : 78 morts dans les seuls cadres du CE. Une innombrable, obscure et glorieuse piétaille est tombée à leurs côtés.

Mais c'était leur métier, et l'honneur commandait.

---

<sup>47</sup> Le 2<sup>ème</sup> Bureau de l'EMA échappait à cette suppression, mais il lui était interdit de posséder une « *section allemande* ». En fait, elle fut la seule à recevoir tous ses soins.

<sup>48</sup> R. P. Thierry, Paroles prononcées en l'église Saint Louis des Invalides, à l'occasion d'un office à la mémoire du Général Baril, chef du 2<sup>ème</sup> Bureau, tué dans un accident d'avion au cours d'une mission en Syrie.

Louis Rivet, « Le guetteur », chef du Service  
de Renseignement français de l'Armée de Terre.  
Quelques écrits.

PREMIÈRE PARTIE

# Chapitre 1

---

## LES NOUVELLES CONDITIONS DE LA BATAILLE

### – Le climat

[Retour à la table des matières](#)

La bataille du SR n'a pas subi de trêve, mais son atmosphère et son aire se trouvent singulièrement affectées par notre délimitation de la scène des hostilités, par l'acceptation officielle et sans réserve d'un armistice de vaincu par l'occupation de la plus grande partie de notre territoire. À nulle autre époque de son Histoire, la France n'avait été, du consentement de ses chefs, à ce point garrottée. Toutes les activités « légales » ou « illégales » du Français allaient, pour un temps indéfini, se développer sous l'œil inquisiteur du vainqueur. Et ce par l'attitude prise immédiatement par un gouvernement de fait, qui pouvait faire poindre aux hommes du « refus » les perspectives d'un éventuel soutien.

Dans cette situation, le SR devait prendre ses risques et dénombrer ses chances. Un facteur va peser lourdement : le climat d'armistice.

Pour faire comprendre les difficultés et les vicissitudes sans précédent au travers desquelles le SR national a affirmé sa volonté de poursuivre sa mission, il nous faut – avec quelques répugnances, nous

l'avouons – délaisser un instant son activité extérieure pour entrer dans l'atmosphère viciée qui la contrarie <sup>49</sup>.

L'atmosphère de juillet 1940, pour qui l'a connue en France, c'est d'abord un complexe d'obscurités. Destin de l'individu et destin national semblent être à la dérive et flotter dans la nuit, nuit dans laquelle chevrotent et étincellent des mots : « Je suis votre guide », proclame le Maréchal de France – « Non, c'est moi », répond de Londres une voix véhémement. Mais les mots ne sont pas encore intelligibles à la masse. Ils ne dissipent pas le bruit pesant de la botte allemande. Pourtant si l'on essaie de revivre un instant ce désarroi moral, on a bien le sentiment que d'aucuns, à ce moment, ne voulurent tenir pour définitive la défaite de la France. Et que le grand nombre chercha, dans les premières paroles prononcées par les hommes qui avaient saisi le pouvoir, ce qu'elles pouvaient dissimuler de résolution secrète et s'affranchir de l'occupation quand les circonstances deviendraient favorables.

Cet état d'esprit pouvait être tenu pour encourageant. C'était celui de la masse. Il composait aux formes secrètes demeurées aux prises avec l'ennemi une toile de fond propice. S'il se modifia par la suite, ce fut dans le sens de plus graves réserves, puis d'une opposition de plus en plus accentuée à l'endroit de la politique de Vichy. Et l'on sait aujourd'hui sur quoi s'édifia cette réprobation populaire, dont les excès mêmes ne sauraient abolir les raisons. En tout état de cause, la faveur à peu près unanime fut acquise, dès le départ, aux éléments réfractaires, et aux manifestations anti-allemandes, dissimulées ou avouées, qui se développeraient au sein de la Nation. Le SR en fut le premier bénéficiaire. Ses facilités principales lui vinrent d'une terre qui se rebellait.

Ses facilités secondes, en quelque sorte dérivées, devaient lui être procurées, nous l'avons dit, par l'État-Major d'un noyau d'armée soigneusement criblé, qui ne demandait qu'à ressaisir les armes, spirituelles et matérielles, de sa revanche. La France attend encore qu'on lui parle de cette armée, dont le destin dramatique ne correspondit pas à son noble et généreux rêve. Nous nous bornerons, quant à nous, à en

---

<sup>49</sup> Nous nous référons, dans le rapport des faits, aux notes que nous avons mises à jour.

noter les aspects qui viennent à l'appui de notre exposé. Disons tout de suite que cette petite armée fut la seule institution de ces temps affligeants à laquelle put se confier le SR.

Pour un service secret en quête de points d'appui, le mode des facilités s'arrête là. Il est avant tout moral. Et d'ailleurs, ces données qu'on eut voulu rassurantes perdaient immédiatement de leur substance, quand on les confrontait avec les événements du moment. C'était un fait rapidement évident qu'un gouvernement d'origine douteuse, constitué sous le contrôle du vainqueur, ne réagissait pas – à une ou deux personnalités près – à la manière du gladiateur dont le glaive s'est rompu au choc, mais qui est résolu à en ramasser les tronçons. Il n'est question en ces débuts d'armistice, dans les entretiens de « service » comme dans les instructions officielles, que d'exécuter les conditions imposées. La réserve mentale elle-même ne se révèle pas dans le propos gouvernemental. On a très rapidement l'impression d'une totale acceptation. Au fur et à mesure que passent les mois, les présomptions s'accumulent que la ligne de soumission choisie à Bordeaux prend une consistance imprévue, et l'on ne tarde pas à savoir que le chef du Gouvernement a entamé avec le vainqueur des relations fondées sur des thèmes d'hégémonie allemande et de désintéressement de la lutte <sup>50</sup>. Quand Thiers, en 1871, disait que la France n'avait d'autre attitude à prendre que de s'entendre avec le plus fort, l'idée ne lui venait pas de tels renoncements.

On voudrait croire à de simples rumeurs. Mais l'atmosphère dans laquelle le SR va évoluer au cours des premiers mois, quand il étale prudemment son organe de direction dans la zone Royat-Clermont-Vichy, le convainc rapidement que rien ne se décidera dans la vie administrative de la « zone libre » qui n'ait reçu l'approbation du « Grand Paris » allemand. Les constatations qui le confirment et qui le concrétisent vont se multiplier. Et la discordance éclatera immédiatement entre deux états de choses incompatibles :

– l'un, l'Armistice garanti par un pouvoir qui s'interdit jusqu'aux réactions élémentaires d'une souveraineté stipulée libre dans une por-

---

<sup>50</sup> Historiens et mémorialistes ont déjà suffisamment mis en lumière les actes qui l'établissent pour que nous ne nous arrêtons point à les énumérer.

tion de la métropole, mais que violent pourtant délibérément, dès le lendemain de l'armistice, espions et policiers de l'axe.

– l'autre, l'activité ininterrompue du SR français, étranger aux suspensions d'armes, résolu à poursuivre sa mission en se déroband aux servitudes de l'Armistice.

Narrer par le menu les difficultés innombrables surgies de cette situation sous les pas du SR appartient à la petite histoire. Qu'il nous suffise d'en marquer sobrement les étapes.

[« Pour négligeable qu'apparaisse à l'esprit public le rôle tenu dans l'ombre par un Service de Renseignements national, il faudra bien, nonobstant, que l'historien probe fasse émerger des matériaux aujourd'hui en sa possession les attitudes et les premiers gestes qui, de 1940 à 1944, firent se raidir la France contre l'occupant et contre ceux qui le favorisèrent.

Il manquerait à sa mission, comme nous faillirions à notre devoir, en laissant ignorer aux Français que la première bataille livrée sur notre sol aux envahisseurs du Pays fut une initiative de nos Services secrets. »]

### – *Les positions se dégagent*

Le premier temps [de l'ère exécrable qui s'annonce] est donc où des institutions tombent, d'autres s'improvisent, où l'appareil gouvernemental fait effort pour s'adapter à « l'ordre nouveau », où les institutions tombent et d'autres surgissent, où des hommes que nul n'attendait, mais très assurés néanmoins, envahissait les proches gouvernementaux en quête des postes avantageux, où la nostalgie du pouvoir pousse de vieux routiers de la politique [que personne n'attendait] à supputer les risques et les promesses du serment d'allégeance [envahissent les porches officiels, en quête de postes avantageux]. Politique [hélas], la plus décevante.

Une question se pose au SR : « Où sont les “Départements ministériels”, où sont les “ministres” dont les convictions trop neuves vacillent ; où dont l'adhésion n'est que “jeu” ? » [Le SR n'a cure de la politique, mais il a besoin d'assurer ses arrières : parmi ces consciences

souples, en est-il du moins dont l'adhésion à l'«Europe Nouvelle» n'est que jeu ?]

Des investigations précoces nous renseignent : le SR n'est compris, et généralement approuvé, que par deux ministres, le général Huntziger à la Guerre, le général Bergeret à l'Air. Hors de ces deux havres, où les cœurs s'ouvrent, l'esprit bute, l'officier du SR devra éviter de paraître dans les lieux arborant pavillon ministériel. Le Bureau MA, bloc enfariné, n'y soulève que suspensions et désapprobations. Aussi, le chef du SR prévient-il les vérifications indiscrettes qui s'annoncent en dispersant les sections <sup>51</sup> en différentes régions de la zone libre. Elles seront désignées, entre initiés, sous des vocables d'emprunt. Leurs liaisons avec le centre principal campé en pays auvergnat seront soigneusement protégées.

[Aussi le chef du Bureau MA, prévient-il les vérifications dont il se sent menacé en prenant des dispositions propres à assurer, en toute hypothèse, la permanence des missions de salut. Le SR d'hier aura désormais deux faces :

– l'une, le Bureau MA officiel, chargé de défendre l'armée et le pays contre les menées antinationales et contre la violation des secrets nationaux.

Telle était la mission plaidée par le chef du SR quand il proposa la création du Bureau MA. Elle donna lieu à équivoque, mais cette équivoque favorisa les entreprises du SERVICE.

– l'autre, le Bureau MA, clandestin, survivance des deux organes classiques du SR aboli : SR + CE Il vivra sans bannière à l'ombre du Bureau MA officiel. Le CE troquera cette étiquette contre celle de TR, emprunt fait au slogan à la mode du moment (Travaux Ruraux).

Les divers éléments du service clandestin sont dispersés sous des noms innocents en différents secteurs de la « zone libre ». Leurs liai-

<sup>51</sup> Le terme de « section » désignait un élément du SR qui avait sa branche particulière d'activités. En gros, la direction du SR proprement dit trouvait à Royat sa section « allemande » dans un faubourg de Vichy. La direction du CE était installée à Marseille. De ces deux centres dépendaient des postes ou antennes fixés dans des localités d'où la recherche pouvait aisément s'exercer au-delà de la ligne de démarcation.

sons avec l'organe de direction fixé à Royat seront protégées au maximum.

Le centre actif du TR fut installé à Marseille sous l'appellation de « Cambronne ». Parmi les autres éléments, le plus important, « interceptions, chiffre et crypto », fut camouflé dans la région de Nîmes. Il répondit au nom de guerre de « Congo ».]

Ces précautions prises, les contacts officiels s'engagent dans la brume. Rien n'indique, si, comment et combien de temps, l'élément de direction du SR pourra « tenir » sur le territoire métropolitain.

Avant son départ, le général Colson, ministre de la guerre éphémère, a prorogé les fonctions du chef du SR dont il a fait le chef nominal du bureau MA. Le Général Huntziger, qui lui succède le 14 septembre, s'efforce de comprendre et de définir le statut de ce service proposé par son chef <sup>52</sup>.

Tâche laborieuse, parce que le chef d'armée d'hier, tout comme ses semblables, n'est jamais entré très avant dans cet inquiétant organisme si différent d'un bureau d'État-Major, et qu'il en appréhende les subtiles combinaisons, les coups hors des règles et leurs chocs en retour.

On arrive tant bien que mal, à bâtir une charte provisoire. Tout s'y trouve, sauf l'essentiel. Et à vrai dire, ces préliminaires indiquent assez que le SR ne pourra parler à cœur ouvert qu'à l'échelon au-dessous où l'on se sent chez soi, nous voulons dire à l'État-Major de l'armée et en particulier à son chef. C'est d'abord, le général Caillaux, qui dure peu, puis ses successeurs : le général Picquendar, qui couvre d'un sourire la révolte de son état-major, le général Verneau, que sa foi placide et robuste en un renversement victorieux, conduisent à la déportation et à la mort <sup>53</sup>, enfin, le courageux adjoint de Verneau, le général Olleris, sous-chef de l'EMA, arrêté lui aussi et déporté.

[« Ces précautions prises, les contacts avec le monde d'alentour s'engagent à pas feutrés. Seule clarté dans cette nébuleuse : les mis-

<sup>52</sup> Nous dirons alternativement : chef du SR et chef du Bureau MA, le personnage étant le même, mais « SR » exprimant l'ensemble du service « camouflé », Bureau MA sa façade officielle.

<sup>53</sup> Décédé à Buchenwald.

sions de renseignement et de contre-espionnage, précisées et ajustées à la nouvelle situation, ne sont pas interrompues.

Le 14 Septembre, le Général Huntziger, qui a succédé au Général Colson à la Guerre, s'efforce de comprendre le service qu'il hérite de son prédécesseur. Il se penche sur le statut proposé par le chef du Bureau MA. Tâche laborieuse.

Le chef d'Armée d'hier, tout comme ses pairs, connaît mal cet organe qui, par sa nature, vit en marge des États-Majors. Il en appréhende les subtiles combinaisons, les coups hors des règles, les chocs en retour.

Il hésite.

Cédant enfin aux arguments que sa conscience de patriote ne saurait rejeter en bloc. Il accepte une charte provisoire. L'essentiel de celle-ci, sophistiquée à souhait, laisse un champ suffisant aux initiatives que le chef du Bureau MA sera amené à prendre – sous sa responsabilité personnelle, cela va de soi.

Le coup de frein est d'ailleurs dans les réserves verbales... « N'oubliez pas que la charte contrevient aux instructions du gouvernement dont je fais partie » ; autrement dit : débrouillez-vous et surtout, « pas d'histoires ». (Le Général COLSON avait déjà dit : « ne cassez rien prématurément ».)

C'est décidément à l'échelon inférieur que « ceux du SR » vont pouvoir parler à cœur ouvert.

L'État-Major de l'Armée (Siège principal à Vichy) vit hors de l'enceinte politicienne où l'on se préoccupe de renverser le courant des esprits. Replié sur le drame de ses rêves anéantis, d'une France accablée sous le poids de son incroyable défaite, il a conservé à travers la tourmente le mépris des jeux de la politique.

Sa Pensée sinue dans des lendemains imprécis, cherchant les prémices d'un renversement du destin.

L'esprit de revanche a soufflé en lui au soir même de l'inadmissible écroulement. Il l'infusera au noyau d'armée qui lui reste, il encouragera les Initiatives des officiers voués au réarmement clandestin, les suscitera à la première occasion, il les couvrira toujours.

Ses chefs s'appelleront le Général Caillaux, dont l'appui au SR est immédiat, le Général Picquendar, qui ouvre l'ère des activités illégales de son État-Major, le Général Verneau, que sa foi placide et robuste en un renversement victorieux conduira à la déportation et à la mort, le général Olleris, son sous-chef d'État-Major, arrêté, lui aussi, et déporté. Ce sera plus tard le Général Frère, chef splendide, promis à la torture et à un assassinat ignominieux.

Les Bureaux de l'État-Major sont, à l'exception de quelques hommes, en sourde rébellion contre les fins officiellement proclamées.

Citons en deux, proéminents :

Le 2<sup>ème</sup> Bureau, pétri d'esprit anti-allemand et dressé dès la première heure contre toute politique d'abandon. Les Colonels Gauché et Besançon ont commencé l'aménagement d'une position indépendante au cœur de la place menacée. Le Colonel Baril leur succède le 1<sup>er</sup> Janvier 1941. Silhouette de proue, patriote intransigeant et lucide, chef entraînant, il va faire du 2<sup>ème</sup> Bureau dont il a savamment dispersé les éléments – (le noyau clandestin a été dissimulé dans un immeuble lyonnais) – le bastion et l'âme de la résistance au sein de l'EMA. 2<sup>ème</sup> Bureau et Bureau MA frères jumeaux, demeurent traditionnellement liés.

Le 3<sup>ème</sup> Bureau a trouvé dans son nouveau Chef, le Colonel du Vigier, l'animateur ardent et réfléchi qui traduira sur le plan de l'action immédiate l'esprit et les secrètes Intentions du Chef de l'EMA et guidera les opérations de réarmement clandestin effectuées par le Commandant Mollard.

Le Commandant Lambert, jusque là artisan magnifique des œuvres du Bureau, MA apportera au 3<sup>ème</sup> Bureau le concours de son expérience, de son esprit d'entreprise et de sa foi.

Les dispositions de l'Armée sont celles de ses chefs. Dans les États-Majors subordonnés, dans les Services et Unités, d'innombrables concours ont surgi, qui seront utilisés. On ne peut les nommer tous.

Mais comment ne pas rendre un hommage particulier aux Tribunaux Militaires qui persisteront à appliquer sans faiblir les préceptes de l'action répressive en matière d'espionnage et de trahison; aux pa-

triotés avisés qui, tel le contrôleur général Lachenaud, trouveront en marge de consignes impératives, le moyen de financer l'activité quasi totale du Bureau MA ?

Sur cette floraison spontanée, encore qu'éparse et sans liens définis, planera, force vigilante, le grand chef que la France avait négligé d'appeler avant le choc des armées, quand il était encore temps de vaincre : le Général Weygand.

Quand le SR démasqué sera accusé dans ses hommes et dans ses œuvres, on entendra résonner dans les Conseils où il paraîtra, appelé ou non, la voix nette et tranchante, le non catégorique opposé aux projets qui viseront à combler le vœu ou à déférer aux sommations de l'ennemi.

Le Général Weygand et son fidèle chef de Cabinet, le Colonel Gasder, seront les plus fermes et les plus efficaces soutiens du SR dans ses épreuves.

Un désaccord fondamental existait donc, produit d'une défaite cruellement ressentie par la masse, mais notoirement acceptée par le pouvoir comme le test probant de notre impuissance et de notre déclin.

Et ce désaccord, le Bureau MA allait, à sa place modeste, mais fort de son âme, en prendre la mesure.

L'esprit nouveau, que traduit déjà l'apparition insolite d'organes policiers qu'on ne connaissait point la veille, va, se propageant, se faire sentir jusqu'au Cabinet de la Guerre.]

Car, dès l'origine, des dispositions qui trahissent une mauvaise conscience, se font jour dans le magma des compétitions vichysoises : la méfiance, à l'endroit d'un bureau MA où l'on retrouve étrangement les chefs du SR soi-disant dissous : une inclination maldive, aux postes dirigeants, à chercher dans l'information occulte et dans l'utilisation de SR policiers, une assurance contre les fluctuations ou la défaveur des événements, ou plus simplement contre les roueries du voisin.

La méfiance, elle, faisait de rapides progrès dans les enceintes. Elle se faisait sentir jusqu'au Cabinet de la Guerre. Dès le 3 septembre, le Général Huntziger, dont le département est pris sous la marée montante des réformes et redressements ordonnés par le Chef du gouver-

nement, convoque le chef du bureau MA et il expose (nous résumons) :

« 1° – France vaincue. Guerre poursuivie entre deux adversaires dont on ne sait qui sera le vainqueur. Allemagne a plus de chances qu’Angleterre. Compromis possible. En attendant, la France doit exécuter loyalement les clauses de l’armistice. Donc pas de travail SR sur l’Allemagne.

2° – Pas de collaboration avec IS <sup>54</sup> par crainte de représailles sur pays tout entier.

3° – Les Allemands nous accusent de laisser les Anglais utiliser des postes radio en France, et de ne pas agir contre les Centres d’engagements pour la “France Libre”. Déceler ces activités et les combattre.

4° – Influences “gaullistes” actives contre notre empire colonial. Les Allemands s’étonnent que, disposant de l’Aviation et de la Flotte qu’ils nous ont laissées, nous n’essayions pas de rompre le blocus britannique. Nous risquons de nous voir retirer cette concession. »

Ainsi, par l’organe d’un de ses membres, le Gouvernement fait résonner dans le secteur militaire le timbre de sa politique, celle de la soumission. L’important pour l’interlocuteur du général est de savoir jusqu’à quel point il approuve le contenu de cette « communication ». Le masque froid du ministre de la Guerre ne trahit pas ses sentiments intimes. Mais invinciblement, dans le lourd silence qui suit, le cauchemar du dernier Rethondes <sup>55</sup> s’insinue entre les deux hommes comme un fantôme. « Impossible d’entrer dans cette voie », laisse tomber le chef du SR. « *Nous en reparlerons, dit le Général, mais notez aujourd’hui que le bureau MA ne rassure pas. Tenez-en compte dans votre activité. Dites-le à vos collaborateurs* ».

L’homme n’est pas loquace. Il sera difficile au SR de percer ses secrètes pensées. Il faudra donc, désormais, reconnaître prudemment les lieux et les hommes, avant de franchir le seuil du Cabinet de la Guerre. Les instructions qui en émaneront à partir de ce moment légitimeront nombre de précautions. Elles inclineront souvent aux soup-

<sup>54</sup> Intelligence Service.

<sup>55</sup> Le Général Huntziger avait été, on le sait, le Chef de la Délégation française qui accepta le « *Diktat* » de Rethondes.

çons par leur empressement immodéré à traduire les décisions gouvernementales. Elles soulèveront l'indignation et les protestations du Bureau MA quand elles s'égareront au point de confondre les patriotes français avec les serviteurs de l'occupant <sup>56</sup>.

À certaines heures pourtant, quand les actes de ce « Bureau », découverts par le contre-espionnage allemand, retentiront comme une offense et un défi au sein du Cabinet présidentiel, et que seront brandies contre lui les foudres d'un pouvoir docile à l'ennemi, on verra ressurgir chez le général Huntziger une nature d'homme et de Français sourdement dressé contre les obligations qu'il avait lui-même souscrites le soir de la défaite. Tourmenté dans sa conscience de patriote, il sera amené à défendre le SR contre les accusations et les injonctions du pouvoir « suprême » – Laval ou Darlan – impérieusement dictées par le vainqueur. Le Cabinet Huntziger sera le seul office ministériel à vouloir tenir la gageure impossible d'assouplir le Bureau MA dont il connaissait la structure artificielle et les activités « répréhensibles », aux apparences de « loyalisme ». Mais aucun aveu, aucun signe ne viendra révéler que le Général était homme à se détacher avec éclat de la voie qu'il avait choisie. Sa fonction contrariait ses velléités d'être autre chose que ce qu'il avait accepté d'être <sup>57</sup>. Il lui arrivera au mois de novembre 1940, d'adresser au Bureau MA une « instruction » visant à réprimer les menées antinationales « gaullistes » en particulier. Le Bureau MA tentera en vain de lui démontrer que le vocable « gaulliste » est absurde et de mauvaise foi, ce terme, dans son acceptation officielle désignant tout de ce qui s'insurge contre la soumission gouvernementale aux ordres des Allemands, le SR, en tête. Mais on verra, le 15 juillet 1941, Huntziger appuyé par Weygand, s'élever contre un réquisitoire prononcé par Darlan au Conseil des Ministres à l'égard du Bureau MA à qui le Vice-Président du Conseil « reproche des incidents de SR caractérisés, une collaboration persistante avec l'IS, un travail actif contre les Allemands en zone occupée, un gaullisme latent dans son personnel ». En conclusion, de cette

---

<sup>56</sup> Les insinuations tendant à créer une équivoque à ce sujet ont pu être relevées sous la plume de littérateurs empressés à louer leurs exploits.

<sup>57</sup> L'armée allemande et ses succès foudroyants avaient fait sur le général Huntziger une impression profonde dont son esprit n'arrivait pas à se libérer. On le sentait obsédé par le mythe de l'invisibilité de l'Allemagne.

chaude rencontre, Huntziger préconisera de nouvelles formules de travail inspirées d'une sage prudence, mais il refusera « l'épuration » du bureau MA réclamée par Darlan, et contre laquelle le Général Weygand a vigoureusement réagi aux côtés du ministre de la Guerre, observant entre autres « qu'il y a assez d'éléments tarés au sein même du gouvernement pour occuper cette forme d'activité policière ressuscitée de la Rome décadente, sans compter les insulteurs quotidiens de l'Amérique et de l'Angleterre, qu'on rencontre dans la même enceinte ». Inutile de dire que le propos fit quelque bruit.

[Ainsi la politique nouvelle s'engage bien dans les voies redoutées.

Qu'en pense au fond le Général ? Son masque froid ne trahit pas ses sentiments intimes, mais le cauchemar du dernier Rethondes – où il avait présidé la délégation française en 1940 – semble le poursuivre. Et n'a-t-il pas avoué à son entourage l'impression d'invincibilité que lui donnait la puissance militaire allemande ?

« Nous ne pouvons nous engager dans cette voie » a laissé tomber le chef du Bureau MA : « Nous en reparlerons », dit Huntziger, « Retenez en attendant que votre service ne rassure pas ».

L'homme n'est pas loquace. Rarement il livrera à ses interlocuteurs ses secrètes pensées.

Mais maintes instructions qu'il donnera à partir de ce moment légitimeront une résistance larvée des exécutants. Elles soulèveront les protestations du Bureau MA quand elles s'égareront au point de confondre les patriotes français avec les serviteurs de l'occupant.

Il semble bien que le ministre ait voulu tenir la gageure impossible d'assouplir le Bureau MA, dont il savait la structure artificielle et les activités "répréhensibles", aux apparences du loyalisme : mariage de la carpe et du lapin...

C'est ainsi qu'en Novembre 1940, il adressera au Bureau MA une Instruction visant à réprimer les menées antinationales au nombre desquelles il nommera les « gaullistes ».

Il fallut bien lui faire respectueusement entendre que ce vocable était absurde et de mauvaise foi, le terme désignant, dans son acception officielle, tout ce qui s'insurgeait contre la politique de soumission.

Et pourtant on le verra, le 15 Juillet 1941, faire écho au Général Weygand, et s'élever contre un réquisitoire prononcé par Darlan, en Conseil des Ministres, à l'adresse du Bureau MA à qui étaient reprochés des « incidents de SR », un travail actif contre les Allemands, une collaboration persistante avec un « gaullisme » latent dans son personnel.

On verra encore Huntziger, vigoureusement appuyé par Weygand, refuser l'épuration du Bureau MA réclamée par Darlan.

Mais on ne vit point le ministre se détacher avec éclat de l'équipe à laquelle il s'était imprudemment lié.

Velléitaire ? Peut-être. Conscience droite à coup sûr. Le 11 Novembre 1941, le Général Huntzinger mourait tragiquement. Avec lui disparaissait l'espoir de voir se concrétiser un accord de pensée entre le Cabinet de la Guerre et le Bureau MA.

Les dispositions qui cependant s'étaient fait jour au sein de l'Armée pour s'affirmer plus clairement au Bureau MA n'avaient pas manqué d'inquiéter sérieusement le Chef du Gouvernement, l'Amiral Darlan. »]

Ce climat – précisons-le – fut celui du Cabinet de la Guerre jusqu'à la mort tragique du général Huntziger, survenue le 11 novembre 1941. Avec elle, s'achèvent les tentatives faites par le SR, pour semer dans ce département les germes d'un accord de pensée entre les chefs militaires, notamment pour y créer à l'égard du SR des dispositions favorables telles qu'elles existaient à l'état-major de l'Armée. Il n'en sera plus question par la suite. La confiance conditionnelle fera place à la suspicion déclarée. Le SR aura désormais à la Guerre, des intelligences et des complicités, il n'y cherchera plus l'audience du chef. Le Cabinet s'aligne sur la voie à sens unique frayée par l'équipe gouvernementale.

Cette tactique de circonstance, un peu machiavélique, mais point déraisonnable, avait cependant, par les discussions soulevées, fixé un instant Darlan et ses manœuvres à un stade d'humeur apaisée, nous ne disons pas contrit. Du moins, adoptait-il, le 25 août, le ton de la bonhomie pour dire au chef du bureau MA qu'il ne suspectait pas ce service, mais que son activité excessive était de nature à compromettre l'action gouvernementale, « *que la recherche du renseignement de*

*guerre, en ces temps de détresse française, ne s'imposait vraiment pas, et qu'en définitive, pour dissiper toute équivoque, il songeait à créer près de lui un organe d'information unique qui transmettrait son impulsion aux divers instruments de la recherche* ». En veine de confidences, Darlan brossait en cette occasion un tableau de ses difficultés dans la politique qu'il avait à conduire à l'égard de l'Allemagne, et des pays anglo-saxons :

« Voyez bien ma position : un marteau sur la tête, un morceau de sucre tenu à distance. J'ai dit à l'amiral Leahy : "donnez-moi demain 3000 chars et 6000 avions et je changerai de politique" ».

Ce qu'il ne dit pas, mais laisse entendre, c'est qu'une idée hante le Bureau MA, expression hypocrite du Service des Renseignements traditionnels, est suspect à ses yeux de « travailler » contre lui. L'Amiral a livré sans nuance cet état d'âme le 16 juillet précédent, quand il a fait perquisitionner par sa police dans le bureau du Colonel Ronin, chef prestigieux du SR Air, qu'il a par surcroît mis aux arrêts de rigueur <sup>58</sup>. Reconnaissons que Darlan ne manquait pas de flair. L'esprit qui régnait dans le service maltraité était bien aux antipodes des lignes de conduite fixées par l'Amiral. L'officier qui avait écrit une page magnifique dans l'héroïque équipée de « l'Escadron de la Gironde » <sup>59</sup> n'avait que mépris pour les serviteurs du vainqueur et leurs palinodies. Ce mépris s'exprimait assez haut pour être entendu d'une police aux écoutes.

Nous entendons rester dans les faits, et ne point glisser dans la critique systématique des hommes dont nous réprouvons les œuvres. La vertu n'est pas d'accabler les morts ni de confondre les vivants. Aussi bien, n'emprunterons-nous pas à la politique les thèmes intéressés, ses partis-pris et ses jargons partisans. Nous essayons de définir à grands

---

<sup>58</sup> Le Général Bergeret, ministre de l'Air, qui avait déjà, à plusieurs reprises, manifesté son opposition fondamentale à la politique de « collaboration », prit avec vigueur la défense de son subordonné et obtint son élargissement. De son côté le Général Huntziger en prit prétexte pour interdire aux services sous ses ordres d'obtempérer à un ordre de perquisition, sans qu'il ait été préalablement et personnellement consulté.

<sup>59</sup> « *L'Escadron de la Gironde* », du Général Chambre.

traits les difficultés et les embûches que le SR rencontrait sur le territoire national, entre 1940 et 1942, pour remplir sa mission, et nous notons simplement qu'elles provenaient essentiellement d'un pouvoir de fait qui avait pris vis-à-vis de l'ennemi des engagements condamnables, confinant à la servilité <sup>60</sup>. Et quand nous mettons en scène le personnage qu'on appelait dans ce temps le « Vice-Président du Conseil », nous accédons, au-delà du climat restreint de l'armée, au climat de commande de l'appareil gouvernemental en général. C'est de là qu'en définitive, partent les mots d'ordre visant à réduire le SR à l'inaction, à contraindre ses hommes ou à dévier son esprit. Ce conflit doit être évoqué dans ses incidents caractéristiques.

## – Le SR contre le pouvoir

[Retour à la table des matières](#)

Nous avons vu qu'au cœur de l'été 1941, les preuves de « déloyauté » du SR ont été, par l'Amiral et son entourage, jugées suffisantes pour justifier sa mise en cause délibérée. Au bout d'un an de lutte sournoise, l'appareil « perturbateur » est devenu la bête noire du régime.

Il se confirme au mois d'août que Darlan battit, à grand renfort de compétences neuves, un SR de défense nationale qui a, dit-il, l'approbation du Maréchal, et qui s'appellera au terme de sa gestation, le Centre d'Information gouvernemental » (CIG). Autour de lui pullulent déjà des équipes de pseudo-policiers se disant mandatés par le Vice-Président du Conseil, et qui, rasant les murs, reconnaissent entre chien et loup les gîtes incertains du SR. Ces investigations aboutissent fréquemment à des demandes d'explication du Cabinet Darlan sur les faits et méfaits du bureau MA à qui il est reproché de poursuivre

---

<sup>60</sup> Nous tenons à souligner que l'obstacle principal aux résolutions du SR alias Bureau MA ne résidait pas, à ce moment dans l'appareil policier hitlérien (*GESTAPO* et *SICHERHEITSDIENST*) ni dans l'*ABWEHR*. Services français et services allemands étaient de vieilles connaissances, et entre eux le fer était engagé depuis longtemps, la prise se resserrera en novembre 1942.

comme un sourd, l'élimination des traîtres et des espions <sup>61</sup> ; La police « dite nationale » (ainsi s'exprime l'homme de la rue) voudrait avoir plus de tenue. Car nombreux sont les fonctionnaires de cet organisme qui conservent au SR un fidèle attachement et qui s'efforcent de le prouver. Malheureusement, les hommes de la « Direction » choisie pour leur dévouement aux augures sont de plus en plus insensibles aux suggestions du Bureau MA, dont ils reçoivent avec défiance les officiers, laissant leurs questions sans réponse, leurs suggestions sans suite. Jusqu'au jour proche où des incidents nés de l'activité du SR les mettront violemment aux prises.

Ainsi la fonction publique est-elle peu à peu détournée de son sens et dressée, sous le signe des dévotions nouvelles, contre les hommes et les services que le pays lui consentit par seul souci de sa sécurité et de son indépendance. On pourra, plus tard, ergoter sur les attitudes de tel ou tel haut fonctionnaire de la police. À l'exception peut-être d'un seul, que la simple équité commande de nommer : Mr. Chavin, directeur de la Sûreté nationale <sup>62</sup>, qui donna, à certaines heures, à notre contre-espionnage, un appui courageux ; les autres furent petits, infatués d'eux-mêmes, avides de pouvoir. Car rarement ce corps d'élite fut en désaccord avec l'intérêt permanent du pays, même dans les brusques sautes de régime <sup>63</sup>. On songe à Fouché. Mais il y avait du moins dans cette âme, assez vile pour violer l'impudeur des variations opportunes, le soupçon, sinon la certitude de la pérennité de la France.

Il demeure que, dans ce lambeau de France, où tout apparaît normal et précaire, comme la victoire allemande elle-même et l'occupation spectaculaire de la zone Nord, le SR a contre lui le pouvoir et son instrument essentiel, l'Intérieur. Et si la police subalterne, composée en général de bons fonctionnaires pour qui tout est devenu en quelques jours différent de la veille, applique d'un esprit las et incrédule les consignes qu'elle reçoit, il n'en est pas moins vrai que les

---

<sup>61</sup> Jusqu'au cœur de 1942, la plupart des Tribunaux administratifs – il faut le dire à leur éloge – appliquant sans fléchir les dispositions du Code en matière de trahison et d'espionnage. Leur coopération à l'œuvre de notre contre-espionnage continue.

<sup>62</sup> Nous ignorons les erreurs ou les faits qui lui furent plus tard imputés.

<sup>63</sup> Quand on parle à cœur ouvert à ces fonctionnaires, on apprend vite où vont leurs pensées et leurs vœux, qui n'ont pu se plier aux orthodoxies nouvelles.

ordres d'en haut s'inspirent d'une nette hostilité et du désir de prévenir les sommations allemandes. Voici les orages.

Le SR apprend que la « Police » a livré à la *GESTAPO* des « gens de main » (nos agents), ainsi que les documents révélant les missions qu'ils avaient reçues.

On lui fait connaître en termes sibyllins que des investigations sont en cours contre des « chefs de groupements troubles »<sup>64</sup> et qu'on s'étonne de rencontrer sans cesse, sur cette voie, ce qu'on persiste à appeler le « 2<sup>ème</sup> Bureau ».

On ne s'offusque pas moins que des « gens » soient arrêtés à la ligne de démarcation ou en deçà par les soins du Bureau MA, des « innocents », mais en sens inverse, des hommes du SR français ont été arrêtés par les Allemands en zone occupée, et c'est prétexte à d'acribes accusations, que vient alimenter un propos « offensant » prêté au Chef du Bureau MA contre un haut fonctionnaire du régime<sup>65</sup>.

Si, en fin d'année 1941, le Bureau MA<sup>66</sup> ne succombe pas sous l'avalanche des griefs, c'est sans doute que la conjuration des dieux contre lui n'est pas complète. Darlan n'a-t-il pas désigné, pour diriger son « Centre d'Information gouvernementale », le général Roux, rentré de captivité, lui-même ancien chef du SR ? À quoi pensait l'amiral ? Car cet officier général a percé immédiatement la tendance, apportant, aussitôt à neutraliser l'agression dirigée contre le SR, toute la diplomatie dont on le savait capable, et ce don de l'esprit qui s'appelle l'art de différer. Ce n'est point que l'offensive chôme, comme on va le voir.

---

<sup>64</sup> Frenay et le général Cochet, qui ont déclenché de bonne heure le réveil des esprits et l'action de résistance, sont particulièrement visés.

<sup>65</sup> Le chef du SR avait dit à Rivalland, Directeur de la Police, que la place d'un ancien officier n'était pas dans une équipe asservie aux Allemands.

<sup>66</sup> Pour apporter un apaisement dans cette situation et donner le change à l'Amiral, le Bureau MA avait dès le mois d'août proposé au commandement une nouvelle appellation de ce service, qui était devenu « Sécurité militaire ». Il avait en même temps procédé à des mutations de forme parmi son personnel. Mais l'expression « Bureau MA » persistera chez ceux qui l'avaient marqué de leur suspicion.

Et d'abord, par-dessus le « CIG », le chef de Cabinet de Darlan (amiral Dupré), écho fidèle des sautes d'humeur de ce dernier, semble s'être spécialisé dans l'injonction. Attristant. Jadis, quand il était membre de la « Commission interalliée de contrôle » à Berlin, il enjoignait aussi, mais pas dans le même sens. Il s'indigna, avec une insistance tenace, que depuis quatre mois, et au mépris des ordres donnés, on n'ait pas épuré le SR.

Dans les conseils du « Majestic », Pucheu et Romier dénoncent « l'action néfaste » du « 2<sup>ème</sup> Bureau » dont les gens, dit Pucheu, « seront traqués sans pitié ». Mais il n'agit pas avec la même rigueur qu'il parle, puisque, en février 1942, le SR, toujours vivant, entendra dans un frisson de l'âme le défi hautain jeté par Frenay à Pucheu, au cours d'un dialogue orageux qu'il rapporte à ses amis du SR <sup>67</sup>. « *Nervosité d'un pouvoir dont la boussole est folle* ». Elle le serait à moins, car, élément d'influence lointain, mais qui s'infiltré dans les rapports franco-allemands, le repli du front allemand en Russie (décembre 1941), et le recul précipité des germano-italiens en Cyrénaïque, deux événements annoncés par le renseignement, ont conduit les Allemands à penser que des négociations de paix séparée avec la France aboutiraient à consolider leurs gains en Occident, et à n'avoir plus, de ce côté, de graves soucis d'origine militaire <sup>68</sup>... Il faut croire en tout cas que l'*OKW* a besoin d'apaisement préalable, car la machine à broyer le SR accélère son rythme.

Ici, c'est une jeune fille qu'on emprisonne ignominieusement parce qu'elle porte des paniers suspects. Là, c'est un membre du SR de province qui est arrêté et que la police refuse de relâcher. Ailleurs, on découvre les cadavres d'un « collaborateur » dont l'élimination semble porter le sceau du Bureau MA. C'est une liste de gens compromis avec le SR que le Cabinet Darlan tient du *Herr Doctor Rahn* <sup>69</sup>. C'est la

---

<sup>67</sup> Frenay, que son active propagande de résistance obligeait déjà à changer de gîte tous les jours, avait été sollicité par Rollin, Directeur de la Police, d'avoir un entretien avec Pucheu.

<sup>68</sup> Voir chapitre « Les voies du renseignement maintenues », pages consacrées à l'offensive allemande en Russie.

<sup>69</sup> Personnage infiltré dans les coulisses de la politique vichyssoise par les autorités allemandes et dont le rôle apparaît être celui d'un « policier diplomate ».

surprise, par les services policiers de la ligne de démarcation, de passages insolites, négateurs du plus élémentaire « loyalisme ».

C'est la menace allemande comminatoirement transmise d'exécution d'otages, en représailles d'attentats où la main du Bureau MA a été reconnue. Les « tables d'écoutes officielles » apprennent tout, « prétendant tout savoir ». Elles enregistrent aussi les propos sans aménité échangés entre les officiers du Bureau MA et les services de police. Et pour ponctuer cette bataille sans gloire, où le profane ne saurait distinguer le vrai de l'invention, des convocations impératives parviennent au Chef de service incriminé : à sa traversée des bureaux, on feint de ne pas le voir.

Le pot de fer semble avoir raison du pot de grès. Le 23 mars le Général Picquendar convoque le chef du SR. Il lui donne connaissance d'une décision de l'Amiral Darlan : le Chef du 2<sup>ème</sup> Bureau, le Chef du Bureau MA, et celui du contre-espionnage, son adjoint <sup>70</sup>, sont relevés de leur emploi.

*« Malgré mes ordres réitérés, a dit Darlan, le 2<sup>ème</sup> Bureau et le SR ne sont pas épurés. »*

Baril <sup>71</sup> répand partout que l'Allemagne est l'ennemi n° 1. Le Chef du SR persiste à ne rien vouloir changer à ses directions de travail. Le chef du CE nous met chaque jour de nouveaux incidents sur les bras.

*« Que ces gens-là s'en aillent, et qu'ils se félicitent de ma modération ».*

Quand on veut tuer une équipe, on commence par la décapiter.

Tel semble apparaître à Darlan le moyen de débloquent les situations équivoques. Sans doute ne voit-il pas que Baril, affecté en

---

<sup>70</sup> Le Colonel d'Alès.

<sup>71</sup> Chef du 2<sup>ème</sup> Bureau. Participera, en novembre 1942, à la « conspiration » qui ouvrira l'accès d'Alger aux troupes alliées de débarquement.

Afrique du Nord, y poursuivra son action sous une forme plus directe que d'Alès, où qu'il soit, il restera soudé au SR et que le chef du SR, invité à « rentrer dans ses foyers », n'en a point l'intention. Autrement dit, privés des armes que leur procuraient leurs fonctions, ils iraient tout naturellement en chercher d'autres ailleurs. La décision prise par l'Amiral Darlan à l'égard d'hommes dont il a des raisons précises de se défier tient donc un peu du paradoxe. Elle eut fait douter de son habileté, qui était grande, s'il s'y était maintenu aveuglément, mais voici un premier tempérament.

### – À travers les fissures du régime

Quand, le 27 mars, le chef du SR, vient prendre congé du chef de l'EMA avant de rentrer « dans ses foyers », le général Picquendar l'invite à surseoir à son départ. Et il explique qu'il a usé auprès de Darlan, pour l'amener à réviser sa sentence, de quelques arguments spéciaux, non dépourvus de pittoresque et d'originalité. « *Il y a tout de même, a-t-il dit à l'Amiral, des règles de prudence toujours observées dans les faux ménages en mal de rupture. Le SR vous est intolérable, c'est un fait. Vous voulez sa disparition. C'en est un second. Mais le SR est un édifice compliqué, dont la chute brutale pourrait vous valoir des ennuis, des chocs en retour. On ne sait jamais entièrement ce que dissimulent ces sentiers sinueux, ces visages qui émergent de la nuit, et dont il est pratiquement impossible de prendre l'exacte mesure. Moi-même, j'y ai renoncé, en dépit de vos objurgations. Une bonne méthode serait de désigner d'abord un successeur, homme de confiance bien entendu, de l'initier peu à peu aux rouages de direction de ce service, de lui prêcher chemin faisant la bonne parole. On l'introniserait quand il serait au point. D'ici-là, il me semble indispensable de laisser côte à côte la garde montante et la garde descendante.* » Notons au passage qu'à ce moment, le général Picquendar couvrait dans la coulisse l'activité du Commandant Mollard qui, en accord avec le Colonel du Vigier, chef du 3<sup>ème</sup> Bureau, procédait au camouflage des armes en province, pour en doter ultérieurement « l'Armée secrète », essentiellement composée de soldats démobilisés.

La bête de l'Apocalypse passa-t-elle, ricanante, dans les songes de Darlan ? Il faut croire, en tout cas, que la manœuvre proposée séduisit,

par certains côtés, un interlocuteur retors qui suivait sa pensée, et qui essayait, au-delà des fumées de sa pipe, de matérialiser l'opération au gré de ses plans – les siens. Le 1<sup>er</sup> avril, jour des plaisanteries traditionnelles, le chef du SR recevait l'ordre de rester provisoirement à Vichy. C'est un sursis de trois mois, lui dira Picquendar. Pour des raisons de même ordre, le départ du Lieutenant Colonel d'Alès, chef du CE était différé jusqu'au 1<sup>er</sup> août. Mais pour bien marquer que la décision de conférer peau neuve au SR dominait encore ce hors-d'œuvre, le Lt. Colonel Perruche, Chef de la Section allemande du SR <sup>72</sup>, serait à son tour limogé dans l'intervalle (août 1942). Voici donc un chef de gouvernement justement inquiet, tenant à merci l'objet de son souci, et qui semble biaiser au lieu de prendre des solutions radicales. Pourquoi ne met-il pas les rebelles dans l'impossibilité de « nuire » ? Si l'on écoute aux portes, la demi-mesure s'explique.

*Tout d'abord*, Darlan voit se dessiner le retour de Laval, rentrée qui en avril, est un fait accompli. Le « *Dauphin* » perçoit le bruit de l'effondrement de ses rêves de « *succession légitime* », qui roulent au ciel de l'Olympe entrevue. L'instinct de self-défense bande ses réactions vers ce péril qu'il croyait écarté. Et ce ne sont pas les prérogatives attachées au titre de « Commandant en Chef des Forces militaires » qu'il reçoit, qui peuvent compenser cette perte d'autorité, défendre et rétablir cette grandeur évanescence. À moins que d'habiles manœuvres et de nouvelles armes fournies dans l'ombre ne viennent mettre en difficulté l'adversaire si malencontreusement ressurgi. Et Darlan a plus d'un tour dans son sac.

*Secundo* – certains événements extérieurs ne lui ont point échappé. Découvrant le renversement progressif des forces en présence sur l'échiquier de la guerre (son « Centre d'information » ne lui en a pas caché l'évidence), il va s'efforcer de mettre Laval dans la posture d'un chef qui ne sait rien, et qui se cristallise dans la méconnaissance de la situation de guerre. Il saura user de cet avantage. Ajoutons – c'est un

---

<sup>72</sup> Spécialiste admirablement doué. Depuis de longues années observateur perspicace du Reich, sur lequel il a tissé le réseau essentiel des recherches françaises. C'est à la finesse et à la sûreté de ses procédés que le SR doit d'avoir conservé jusqu'au cœur de la période d'occupation, ses agents les plus remarquables. Il était aidé dans cette tâche par un officier supérieur de haute qualité, le commandant Navarre.

fait important – que depuis le mois de novembre 1941, un homme s’est introduit, sans bruit et sans déployer ses couleurs, au cœur de la place où l’honneur français ne trouvait plus d’assise : le général Revers qui, silencieusement d’abord, résolument ensuite, utilisera sa position de Chef de l’État-Major de l’Amiral pour freiner les égarements de celui-ci.

Ces fissures furent soupçonnées, puis connues avec assez de netteté pour que le Chef provisoire du SR puisse en tirer des conclusions favorables relativement à la défense d’un bastion déjà fort entamé, et que Laval, remis en selle par les Allemands, a certainement été invité à réduire définitivement. Pour aussi étranger que cela puisse paraître, les services qui auront eu à souffrir de l’ostracisme de l’Amiral, vont être désormais ménagés, dans la mesure où il pourra jouer de leurs incartades, pour glisser sous les pieds de son adversaire des traîtresses pelures d’orange. Ainsi se caractérise la haute qualité de ce duel ... Faut-il noter ici qu’au moment où ce conflit s’engage, de sourdes rumeurs, bientôt confirmées, apprenaient à la France enchaînée que Laval négociait avec les Allemands l’envoi en Allemagne d’une main-d’œuvre « réduite » pour maintenir la production des usines allemandes au niveau nécessaire à la victoire de nos ennemis ?

Avec le retour de Laval, le lourd édifice des services gouvernementaux est entré en effervescence de la base au sommet. Il fallait s’attendre à ce que le Bureau MA fût replacé au centre de l’attention générale. En effet, de nouveau surgissent réformateurs, contempteurs, et assaillants. Pour rester au diapason de cette ruée, et autant que possible la diriger et en amortir les assauts, Darlan, qui peut arguer d’avoir commencé l’épuration des services réprouvés, laisse entendre qu’il a un « plan », le meilleur qui se puisse concevoir, parfaitement adapté aux canons de la politique franco-allemande. Mais Laval, qui a passé la deuxième quinzaine d’avril à mettre sur pied son nouveau gouvernement, retrouve sur les marches du « Majestic » des partenaires incommodes qui ont coutume de parler net. Abetz, diplomate d’occasion, censeur désigné de faits et gestes vichyssois, Geisler, bas policier, perclus de vices, posté par la *Gestapo* sur les avenues de la fausse capitale, veulent savoir où en est l’imbroglio des services secrets français, dont l’existence se prouve et les agents fourmillent, « *comme si notre Führer avait commis la faute de rendre à la France sa souveraineté* » (Abetz *dixit*).

Mai se passe en vaines palabres dans les conseils du gouvernement. Rien n'en transpire, sinon la fumée des mots. Mais on sait que les assauts qui s'y livrent, sont faits de roublardise, plus que de sagacité. On parle surtout – c'est le clou de chaque séance – des moyens d'apaiser l'ogre allemand en arrêt contre le Bureau MA. On se met d'accord pour une mort en règle du SR, on se divise pour lui substituer quelque chose. Car chacun a son projet, n'en déplaît à Darlan. Laval décide enfin d'éclairer sa lanterne. Car, s'il manœuvre avec aisance dans les voies tortueuses de la politique, il ne voit que roman policier dans les sentiers nombreux du service secret.

Le 3 juin, le Chef, en quelque sorte honoraire, du Bureau MA franchit pour la première fois le vestibule conduisant au Cabinet de Laval qui l'a convoqué à l'instigation d'une tierce personne. Il s'attend à un choc dont il a prévu les conséquences possibles.

Il n'y a pas de choc. L'entretien est fait de quelques questions et d'un monologue.

« Je ne connais pas très bien le service que vous dirigez (il croit avoir affaire au chef du 2<sup>ème</sup> Bureau). Les Allemands me disent que nos services secrets, officiellement supprimés, ont maintenu intacte leur structure et inchangé leurs agissements. Ils prétendent en avoir de multiples preuves et me pressent d'y mettre fin.

À la vérité, que faites-vous ? Inutile de chercher des échappatoires. L'occasion est unique de fixer les positions ».

Le comparant expose en raccourci, avec une candeur feinte :

« Le Bureau MA a pris à sa charge, au profit d'une Défense nationale qui subsiste en dépit d'une trêve, les tâches permanentes du SR : que ce pays, si maltraité qu'il soit, a encore des secrets à défendre et des secrets à rechercher, et qu'avant tout, si nous voulons participer à l'assaut final contre l'Allemagne, nos chefs civils et militaires ont besoin de savoir à tout moment où elle en est de son potentiel de guerre. En sens inverse, les Allemands ne se privent pas de nous inonder de leurs agents. »

Ce propos, lancé d'une traite, apparaît aussitôt énorme à celui qui l'a tenu. Laval n'a eu qu'un mot :

« Hein ? »

Puis, un silence, le regard du Président semble se figer sur un coin de la pièce, où il n’y a rien. Enfin :

« Ce que vous glanez dans le secret présente donc, selon vous, un grand intérêt du point de vue de ma politique étrangère ? (sic). Mais vous me dites que le SR allemand est très actif en France. Je m’en étonne. Que veulent-ils savoir, puisque nous ne leur cachons rien ? (sic). Ils veulent sans doute savoir si vous marchez droit », risque l’interlocuteur. »

Nouveau silence. Puis un monologue monte :

« Depuis que je suis au pouvoir, je n’ai que des “tuiles”. Pis que cela, ce sont des pans de mur qui me tombent sur la tête. Avec un certain organe, qui m’a-t-on dit, dépendait autrefois de vous, j’ai failli avoir une histoire. Si un certain papier, qu’heureusement je n’ai pas signé <sup>73</sup> était tombé aux mains des Américains, c’était la rupture diplomatique avec eux. Et je ne veux pas de ça ... Et puis, il y a trop d’excités. J’ai fait interner le Général de La Laurencie. Je ne lui veux aucun mal. Il y a quantité de bons Français qui rêvent de sauver leur pays à leur manière. Mais ils me gênent dans une politique qui ne tend qu’à son salut ... J’ai retranché la Gendarmerie du corps de l’armée d’Armistice. En cela, je poursuis deux fins : mettre à ma disposition un instrument excellent du maintien de l’ordre et augmenter par ce procédé l’importance numérique de notre armée. »

À ce moment, un coup de téléphone, Laval répond par monosyllabes. Il raccroche.

« C’est Brinon, qui me dit que le Tribunal militaire de Limoges (ou de Périgueux) est saisi du mouvement “Paix et Liberté” ».

Laval affecte de rester calme. Le visiteur, un peu éberlué, se garde de broncher. Un temps, où les deux hommes mesurent mentalement l’abîme qui les sépare. Enfin, la voix de Laval encore :

---

<sup>73</sup> Le contrôle téléphonique, qui dépend de la Vice-Présidence du Conseil, a surpris une conversation mettant en cause l’Ambassade des États-Unis. Ce service soumettait à cette occasion, à Laval, une lettre de protestation.

« Si vous avez quelque chose à me faire savoir, dites-le à Rochat. ».

L'entretien est terminé. Il a été d'une inquiétante banalité.

Dehors, le climat vous ressaisit dans sa matière exacte, délétère : la présence invisible de l'Allemand, qui corrode les rapports et creuse les fossés. Dans l'épaisse confusion, un pouvoir qui veut être d'expression française et qui se résout en deux clans, cherchant réciproquement à s'amoindrir. Une commune déchéance devant l'opinion qui s'éveille, les nivelle au ras d'une ambition d'affairistes. Mais les Français font les frais de ces rivalités méprisables.

Les autorités ont des consignes d'action précises contre ceux qui, à l'abri des crises de conscience, poursuivent leur œuvre patriotique. Il est entendu dès le mois de juin que l'étiquette SR vieux style ne doit plus être invoquée ; les hauts fonctionnaires de la police gardent un mutisme éloquent lorsque, la protestation aux lèvres, des officiers du SR parviennent à forcer leurs portes. Le Chef du SR est allé demander à Buffet, directeur des « Renseignements Généraux » l'explication d'une note de signalement, diffusée aux polices de la zone occupée. Elle concerne un de ses officiers <sup>74</sup> parachutés aux environs de Limoges au retour d'une mission, arraché après quelques altercations des mains de la police, « mis en sûreté » pendant quelque temps, puis reparti à Paris. Un discours évasif de Buffet fait apparaître que les Allemands sont prévenus. Le Chef du SR ne dissimule pas à ce fonctionnaire qu'il lui sera demandé des comptes <sup>75</sup>. On devine le ton du colloque. Simple épisode entre cent. Mais qui marque la température des relations entre le Bureau MA et les autorités vichyssoises, au moment où la pression des événements extérieurs et celle extravasée des fonds d'une politique en pleine aventure, agissent sur les hommes qui ont marché en sens inverse des destins du pays.

Aussi bien ne peut-on plus s'étonner qu'à ce point du conflit, le SR mis en possession de documents précis établissant que le Gouvernement de Hitler exigera non point le départ de 30 000 travailleurs fran-

---

<sup>74</sup> Capitaine Turck, arrêté à Paris par la *GESTAPO* et déporté à Buchenwald.

<sup>75</sup> Buffet a été exécuté par la Résistance d'Auvergne en 1944.

çais par l'Allemagne comme il l'a mensongèrement annoncé à son féal partenaire, mais en réalité la déportation de 150 000 hommes. Et le 10 juillet, muni de cette preuve et de ce prétexte, le Chef du SR décide, refoulant d'intimes révoltes, de se faire introduire une deuxième fois chez Laval. Rochat, qui comprend et opine, l'y encourage <sup>76</sup>.

Cette fois, l'accueil a un autre ton. Le « Président » assis, chapeau sur la tête, devant une table nue, s'abstient de regarder son visiteur et de lui offrir une chaise. On le sent en boule, prêt à mordre.

« – Que désirez-vous ?

– Vous apporter une nouvelle preuve de la mauvaise foi allemande. Il s'agit de la déportation de 150 000 Français. J'ai...

– Attendez un peu – coupe Laval, vulgaire. Voulez-vous m'expliquer comment un certain Devillers, que j'avais envoyé à Paris pour en rapporter un document important, a été arrêté par les soins diligents de votre soi-disant service, remis à un tribunal militaire voisin, condamné à mort et exécuté avec une précipitation qui est un défi à la légalité ?

– Je ne connais pas cette affaire...

– Je vais vous la préciser ».

Et Laval de raconter à sa manière un... fait divers que son interlocuteur connaît fort exactement <sup>77</sup>.

« – J'ignore cette histoire, répète le Chef du SR, mais si vous voulez bien m'accorder cinq minutes, je vais vous en conter une autre. »

– Allez-y, dit Laval. »

La véritable « affaire Devillers » est exposée. Il s'agit d'un espion à la solde des Allemands, un traître à son pays.

---

<sup>76</sup> La fidélité persistante de Rochat à son « patron » demeure une énigme pour ceux qui l'ont connu.

<sup>77</sup> Devillers était un ancien agent de Frenay passé à l'ABWEHR.

« – Vous me permettrez d’en douter, *interrompt le Président*, et d’ailleurs j’en ai assez (*sic*). Je veux que cesse cette activité qui n’a plus sa raison d’être et que les Allemands me reprochent “à longueur de journée”. Elle met ma politique en porte-à-faux, quand celle-ci doit primer tout le reste. Vous la connaissez pourtant, ma politique ? Elle vise à faire une France impériale, à constituer un bloc solide comprenant, d’une part, le territoire national avec ses anciennes frontières, d’autre part l’empire occidental africain [*Laval énumère les colonies africaines – il y inclut la Sierra Leone*].

Elle implique l’abandon de toute politique continentale en Europe. Laissons “ça” à l’Allemagne ! Nous n’avons rien à faire en Europe centrale. Pour tirer tous les fruits de nos négociations, j’entends donner aux Allemands des satisfactions tangibles. C’est ainsi que j’ai admis que des policiers allemands soient chargés d’enquêter sur l’atterrissage de parachutistes britanniques. Rahn m’a proposé une collaboration entre 2<sup>ème</sup> Bureau et français et allemand... »

Ici, Laval, qui a remarqué une crispation du visage de son adversaire, s’interrompt et bifurque.

« – Oh ! Je sais bien que les Allemands n’approuvent pas unanimement ma politique et qu’un groupe de militaires, conduits par Keitel, la rejette délibérément et réclame l’abaissement définitif de la France. Je m’y tiendrai quand même. Quant à ma politique vis-à-vis des autres États, elle est simple : je veux pouvoir leur parler librement, et leur dire, aussi bien à l’Amérique qu’aux autres, ce que j’ai à leur dire ».

Le visiteur qui peu à peu a gagné la porte, se retire comme s’il s’arrachait à un cauchemar. Au sortir de l’hôtel, le pourpre du jour déclinant, au contour des arbres touffus, lui apparaît comme un sanglant présage.

Mais il faut tenir. Car au loin, sur l’immense champ de bataille jusqu’ici réservé, les hommes du SR peinent, renseignent et meurent.

Dans la cuvette de Vichy, le lourd soleil de juillet double le poids des pensées, retarde l’efficacité des décisions, les solutions thermales ne chassent pas l’engourdissement des cerveaux, l’être assoupi devient automate et velléitaire. Pour vaincre le sommeil, qui menace de s’étendre sur l’armée alanguie des scribes et de leurs chefs, derrière les stores des grands hôtels où campe l’appareil gouvernemental, il ne

faut rien de moins que l'acuité de quelques questions ponctuées par le poing allemand. Pas plus que Laval, Darlan n'oublie qu'il importe de donner satisfaction aux maîtres. Il s'agit seulement de savoir qui des deux, dans cette escrime de coulisse, fera trébucher l'autre.

### *– Au bord du gouffre, le salut*

À la fin de juillet, le Chef du SR a dépassé, parmi des orages, le sursis que d'aucuns estimaient à gageure. L'échiquier de la guerre enregistre une balance des forces en voie de profonde modification. Le SR sait que de grands événements se préparent. Des contacts maintenus avec les services alliés lui permettent d'apprendre que des opérations décisives auront lieu avant la fin de l'année, en Afrique du Nord probablement. Il juge le moment venu de disparaître de la scène auvergnate pour se préparer à d'autres tâches. Et, le 1<sup>er</sup> août, il fait tenir à l'Amiral Darlan et au chef de l'EMA une lettre identique pour les informer que son maintien au bureau MA n'a plus d'utilité. En manière de testament – que d'aucuns taxeront d'impertinence – il définit son sentiment sur les buts invariables du SR français, sa mission anti-allemande, l'irréprochable conscience de ses officiers, les honteuses compétitions qui se livrent à son sujet, les inqualifiables agressions de la police gouvernementale contre lui. Il conclut : rien ne pourra changer la voie traditionnelle de ce service, dressé depuis toujours contre nos envahisseurs.

Ce pavé en valait-il la peine ? La déviation imprimée aux consciences chez les hommes qui « gouvernent » est trop profonde ; le soir de ce même jour, le Chef du SR trouvera dans la personne de l'Amiral Platon un cœur fermé à l'équité, qui refusera de revenir sur une mesure odieuse frappant un magnifique officier soupçonné d'appartenir à une loge maçonnique. Et d'ailleurs, si d'aventure ces hommes voulaient se dégager des engagements qu'ils ont pris, ils se verraient sévèrement rappelés à l'ordre par l'Allemand. Ils n'en ont cure ! Ce même 1<sup>er</sup> août, une lettre de Brinon traduisait fidèlement Abetz, sommant le gouvernement de mettre un point final aux "agissements" du bureau MA, dont la police allemande venait encore d'arrêter des agents. Nouvelle vague d'imprécations contre le délinquant. Mais hors des postes de commande, la masse qui ne dit rien, mais qui écoute la radio, n'a

pas déserté les espoirs français. Et le général Bridoux, ministre de la Guerre, doit le sentir confusément quand, le 4 août, il convoque le chef de l'EMA et qu'il était convenu de lui faire connaître. Première et unique entrevue.

Elle est incolore. Un visible effort d'amabilité de la part de Bridoux.

« Votre "papier", m'a beaucoup intéressé, mais je ne suis pas très au courant de l'activité de ces services. Parlez-m'en donc un peu ».

Tandis que l'officier, avec une émotion contenue, précise au ministre le sens de cette lettre, motive ses indignations et magnifie l'œuvre patriotique du SR, le général Bridoux prend des notes, sans interrompre. Une demi-heure plus tard, le Chef du bureau MA quittera le ministre, qui ne s'est pas découvert.

Chez l'amiral, qui, lui aussi, a reçu le *factum*, la situation va prendre un tour nouveau. Le 6 août, le Général Revers dont la présence en ces lieux est une sorte d'anomalie par l'assistance qu'il donne au bureau MA dans ses tribulations, prévient le chef du SR que Darlan désire le voir « *pour l'informer de ses projets.* » Comme si les tempêtes précédentes avaient décidément atteint leur point mort. L'amiral présente un visage apaisé. Il va au fait avec rondeur :

« – Je viens, dit-il, d'avoir avec le Président, au sujet des services secrets, une vive controverse que nous avons fait arbitrer par le Maréchal. Ma position l'emporte sur celle de Laval, qui ne veut plus entendre parler de ces organes morts à ses yeux, et qu'il veut tuer une deuxième fois. Les Allemands ont adressé à ce sujet un véritable ultimatum. J'ai prétendu que si je rattachais tout ce qui reste de ces condamnés à moi directement, et en prenant toutes mes responsabilités, je me faisais fort de les orienter de telle sorte que le Gouvernement ne serait plus inquiet dans cette question. J'ai tracé ce petit schéma d'organisation (il tend un quart de feuille). Qu'en pensez-vous ? »

Je ne cache pas mon ignorance de ce genre de travail. Mon interlocuteur, averti, n'en est pas moins un peu décontenancé. Mais le général Revers est là : deux contre un.

« – Ce schéma est logique dit le chef du SR.

– Bon, *reprend Darlan...* Alors mettez-moi ça en musique avec Revers, et vous prendrez la direction de ce SR unique. »

Il a beau être accoutumé à ces variations, l'officier interpellé n'en a pas moins un sursaut :

« – Vous oubliez Amiral que j'ai été limogé par vos soins le 23 mars dernier, et que je n'ai pas qualité pour...

– Laissons cela. Il s'agit maintenant d'autre chose. J'ai besoin de vous !

– Amiral, les services secrets et moi n'avons qu'un ennemi.

– Oui, je sais. Et moi ? Pourquoi me dit-on germanophile ? Je ne le suis pas le moins du monde. Mais je me déclare résolument anglophobe.

– Vous voyez bien.

– Mais il n'y a pas là de contradiction. On peut tout de même trouver sa voie parmi ces difficultés sans précédent. Vous aurez des ennuis, et ce n'est pas moi qui puis vous assister dans ce noir tunnel ».

À ce moment, un signe du Général Revers semble inviter son compagnon à ne pas insister.

« – Je vous donnerai demain, ma réponse, Amiral.

– D'accord. »

Dans son bureau le Général Revers conseille au chef du SR de tenir cette nouvelle gageure.

« – J'ai le sentiment très net qu'il y va du salut de votre service. C'est la dernière perche de secours, jouez jusqu'au bout. Ne sommes-nous pas convaincus l'un et l'autre que tout va bientôt casser en même temps ?

– Ce qui veut dire, mon Général, que je puis compter sur votre appui ?

– N'en doutez pas ! »

Nous voudrions que les honnêtes Français qui nous lisent, gardés par une longue tradition de droiture et d'honneur contre les transactions de la conscience, se représentent le labyrinthe où se livrent de tels combats, et mesurent l'épreuve morale de ces mises en scène menteuses. Les découragements à la traversée des zones infectées, les rebondissements de l'âme sous le fouet d'une mission qui la surélève et lui épargne la souillure des fonds, Grandeur et Servitude toujours côte à côte, mais la première sans cesse en alerte pour triompher des vils aspects de l'autre. Car il ne faut pas se méprendre sur la gravité de ces « jeux », d'où l'esprit de géométrie est banni. Jeux de cache-cache ? Si l'on veut. Mais infiniment loin hélas, des ciels qui éclairent les vrais combats entre ennemis loyaux, confrontant sur le terrain les valeurs nationales qu'ils portent en eux-mêmes et dont la défense mérite et commande l'humain sacrifice. Joutes lamentables, opposant des hommes qu'une même Patrie porta dans ses flancs et que vint diviser l'ERREUR. La plus grande qui soit, parce que le calcul la rendit impie. Pour restituer au drame sa sombre beauté et ses divines justifications, il n'est qu'un recours : garder les yeux fixés sur ce que dissimule et protège cette apparente farce, sur ces hommes qui, dans les sous-sols de la guerre, engagés dans les filets de l'ennemi pour les rompre, livrent une hallucinante bataille, et succombent trop souvent après avoir fécondé la trame du renseignement et préparé la victoire.

Pour un temps encore, qui semble devoir être court, les officiers du SR qui participent aux luttes de leur chef, de toute leur science et de tout leur cœur, devront mettre une sourdine à leur répugnance, à leur révolte. Botte à botte avec lui, et, disons-le à leur éloge, portés par cette passion de l'initiative qui devance souvent ses projets, ils construisent une maison de carton pour donner aux désirs de l'Amiral une apparence d'exécution <sup>78</sup>, calculeront la prudente limite des informations à lui glisser et de celles à lui taire, bref, derrière ce faux décor, ils sauront renseigner nos alliés et alerter les chefs – les vrais – ceux qui attendent l'heure d'entrer dans la bataille. Dans la pénombre, notre

---

<sup>78</sup> Pour ce faire, le Chef du SR avait mis sur pied un petit organe central de direction qu'il appela la « Petite Chancellerie » et qui fut en réalité le dernier bastion où le SR maintint, contre les assauts conjugués de la police gouvernementale et des autorités allemandes, la continuité de ses œuvres.

contre-espionnage, animé par un chef qui réunit les plus belles qualités de Français, cœur vibrant, patriotisme chatouilleux, claire intelligence, équilibre et courage, maintiendra dans la chair des services secrets allemands (*ABWEHR* et *GESTAPO*), la lame aiguë d'un scalpel obstiné. Sa cohorte paiera cher l'audace des offensives. Le bilan en fin de bagarre accusera 78 morts, chez ceux qui furent à tous les grades, les cadres du CE <sup>79</sup>. Et vous anonyme et glorieuse piétaille, « légion étrangère » du SR tombée à leurs côtés, combien étiez-vous ? Trop nombreux pour le dire, mais assez pour effacer par votre mort, les hontes de ce temps. Les Français nous sauront gré de nommer ce chef : le Commandant Paillole, digne continuateur du « baroudeur » légendaire : le colonel Schlessler <sup>80</sup>.

Les jours vont vite qui conduisent la France au seuil de sa captivité totale. Le temps d'ultimes préparations pour étayer l'artifice guetté par de nouveaux périls, revoir l'infrastructure, raidir le cœur des hommes. Cependant, le chef du gouvernement, affirme au pays indigné avoir choisi son tableau, et que l'Amiral en joue deux. Avec une incontestable habileté, rendons-lui cette justice. Dans toutes les situations, il tiendra toujours entr'ouverte une porte de secours. N'est-ce pas dans cet intervalle que, pour se ménager l'audience des autorités allemandes de Paris, il dépêche son chef de cabinet l'Amiral Dupré, à un rendez-vous fixé à Paris par Canaris, chef de l'*ABWEHR* ? Invraisemblable conseil. Chez le Docteur Rahn, Dupré rencontre plusieurs officiers supérieurs du SR allemand, mais aussi le général Delmotte, chef de cabinet de Bridoux, que Laval, inquiet par cette entrevue dont il a été tardivement informé, a jeté comme un pavé dans le sillage de son rival. Sommes-nous au prologue d'un affreux drame ? Car – le SR l'apprend au retour de Dupré – Canaris a demandé la collaboration des « services français » aux tâches difficiles du SR allemand qui ne parvient pas à déceler la circulation des bateaux en Atlantique. Ont-ils

---

<sup>79</sup> Dans « *Mes camarades sont morts* », Pierre Nord jette un rayon indiscret, mais vengeur, sur cette tragédie.

<sup>80</sup> A passé son service au Commandant d'Alès en 1940. Paillole a succédé à d'Alès. De 1936 à 1940, Schlessler avait procédé à une magistrale épuration de notre territoire et fixé les règles d'un contre-espionnage « offensif » adapté à une défense nationale intégrale.

du moins sursauté ? Refusé ? Nous n'avons à cet égard que les explications embarrassées de l'amiral Dupré <sup>81</sup>.

Tel fut le climat de la « France libre ». Celui que de son libre arbitre le SR accepta, pour faire son métier d'abord, et pour qu'on se le dise parmi les hésitants. Et aussi pour que dès juin 1940, les Alliés, les Français qui combattaient et ceux qui les rejoindraient connussent à l'heure opportune le niveau mouvant des forces qu'ils auraient à affronter au cours de la deuxième bataille. Les ennemis de la France éternelle, quels que furent leurs visages, ne s'y sont pas mépris. Nous avons dit où, contre l'attente des preux, le SR les trouva.

« *Je n'enseigne pas, je raconte* », disait Montaigne. Nous avons donc raconté quelques faits ; ceux qui définirent l'obstacle majeur aux actes du SR dépouillés des traits accessoires dont le roman fait sa délectation. Nous dirons tout à l'heure que dans le système d'occupation prévu par les Allemands, des failles, des baies demeurèrent ou s'ouvrirent, qui favorisèrent les recherches du SR. Mais auparavant, et pour clore ce cycle attristant, observons l'aiguille qui s'infléchit au cadran des événements. Le 14 octobre, l'Amiral a trouvé sur sa table un « renseignement » subrepticement déposé :

« – « Singulière chose, dit-il au Chef du SR appelé. Ça vient de vous ?

– Hum ...

– Voyons. Les bateaux américains garnissent leurs soutes dans les ports de l'Atlantique. Je m'en doutais, mais il est question de 10 divisions destinées à l'Europe ... 10 divisions = 300 bateaux. Vous voyez cette Armada, sur l'Atlantique ?

– Je ne suis pas marin, mais j'ai lu quelque part qu'en 1830, l'Amiral Duperré a transporté à Alger les troupes de Bourmont sur 600 bateaux, y compris les balancelles. Je crois plutôt qu'il doit s'agir d'une force bien

---

<sup>81</sup> Le lendemain, l'Amiral Dupré, questionné par le chef du SR, répondit que les représentants de l'*ABWEHR* lui avaient demandé des renseignements sur les Anglo-Saxons, et qu'il s'était dérobé en disant qu'il rendrait compte à son chef. Celui-ci, à qui les mêmes questions furent posées, aspira une bouffée de sa pipe : « *Ils sont embarrassés, dit-il, je vais les "amuser". Je leur passerai des bribes sans intérêt* ». Mais le SR sut que Darlan avait envoyé à Paris des renseignements tirés des « Écoutes » de la Marine. Le SR ne les a pas connus. Leur valeur reste à prouver.

plus importante avec un matériel tel qu'on n'en vit jamais sur notre continent. Songez, Amiral, aux formidables possibilités de l'Amérique. »

Un temps de réflexion, puis Darlan :

« – On verra bien. »

On ne vit rien d'extraordinaire au cours de ce dernier mois d'attente. La nervosité monta chez les hommes qui avaient quitté les routes séculaires de la France, les commis engagés à leur suite plongèrent un peu plus dans la paperasse inutile de leur emploi, comme pour échapper au grondement d'une lointaine marée. Quelques chefs informés se consultèrent. Le 3 novembre 1942, le général Bergeret et le Général Revers, en présence du chef du SR, étaient d'accord pour estimer qu'en cas d'intervention des forces allemandes en zone libre, le devoir de l'Armée d'armistice était de se battre, sous peine de déshonneur. La police allemande, dont l'effectif et l'insolence à Vichy inquiétaient le paisible bourgeois, exécuta de nouvelles et désinvoltes consignes. Des « *personnalités officielles* » se firent confier des missions qui les conduisaient loin de la banlieue vichyssoise. Laval, qu'on disait un peu las, trouva un regain d'énergie pour prescrire une enquête « *conduite à fond* » à la demande de la police de Geisler, qui venait de découvrir un téléphone « *truqué* » dans son bureau. « *C'est encore le bureau MA* », avait-il dit à Laval <sup>82</sup>. « *Prouvez-le* », avait fait répondre le chef de ce service interrogé par téléphone. Des bruits circulèrent, sous le manteau d'abord, puis dans les allées. Tous affirmaient que des événements considérables étaient imminents, mais les uns pensaient à un débarquement libérateur, les autres à une occupation redoutée de la zone libre.

Le 6 novembre, notre SR était prévenu de bonne source que le débarquement attendu n'était plus qu'une question d'heures. Le 7, au cabinet de l'Amiral, des stratèges des diverses armes discutaient avec animation de la région probable où la flotte anglo-saxonne, dont la file dense s'étirait à l'étranglement de Gibraltar, déverserait sa cargaison.

---

<sup>82</sup> C'était d'ailleurs exact. Le « coupable », le commandant d'Honington, était un maître dans la profession.

Le 8, au matin, ils étaient fixés. En quelques heures un tournant décisif de la guerre s'était accompli. Darlan était en AFN depuis plusieurs jours : à peine le savait-on<sup>83</sup>. Le 9, on apprenait dans les antichambres que notre petite armée avait reçu l'ordre de rester l'arme au pied quand les Allemands entreraient en zone libre. En fin de matinée, le général Revers le confirmait au chef du SR. Disons-le : le magnifique résidu de notre armée de 1940 se voyait infliger la suprême honte.

Le 10, avant les premières lueurs du jour, sur un avion aux mains d'un équipage complice, un noyau de la direction du SR passait en AFN pour remplir son rôle à l'avant-garde de l'armée.

---

<sup>83</sup> Des raisons impérieuses (grave maladie d'un fils) l'y avaient appelé. Nous ne sommes pas sûrs qu'elles fussent les seules.

Louis Rivet, « Le guetteur », chef du Service  
de Renseignement français de l'Armée de Terre.  
Quelques écrits.

PREMIÈRE PARTIE

## Chapitre 2

---

# LES VOIES DU RENSEIGNEMENT MAINTENUES

– *Les Clairières*

[Retour à la table des matières](#)

Un service de renseignement qui a eu le temps et la sagesse d'étendre ses rameaux sur les larges surfaces où le pavillon national est appelé à paraître, ne saurait craindre la mise en échec de ses plans par l'écroulement des frontières, et par l'imbrication du Pays dans un système ennemi né de la défaveur des guerres. Les révolutions intérieures qui accompagnent souvent les défaites ne peuvent davantage – nous l'avons dit – rendre effective par décret la paralysie ou la disparition d'un service secret. Cette résistance aux décisions du pouvoir, quand il est contre le vœu du Pays, s'obtient par la volonté des chefs, et par la persistance, habilement entretenue, des contrats qui lient les deux éléments de la cellule élémentaire d'un SR : animateur et exécutant, officier et agent. Ces contrats sont le plus souvent de nature vénales, ils prennent l'accent de la plus haute qualité morale quand, l'invasion marquant de sa griffe le sol national, ils associent des hommes d'un même pays également résolus à le défendre. C'est au fait d'avoir su maintenir sa charpente et conserver ses meilleurs

agents, que le SR français doit d'avoir pu, en 1940, rester sur les étriers et continuer sa mission.

On peut être un profane et savoir lire, au *verso* de l'occupation de la France, les possibilités considérables qui s'offraient au SR pour atteindre son but. Le coup d'œil du « professionnel » les a déjà dénombrées :

1° – Les glacis – Une aire de départ constituée par la France saine, dans laquelle tous ceux dont le courage et le patriotisme sont demeurés à hauteur de l'épreuve, du fonctionnaire inflexible aux tâcherons butés, donneront leur concours au SR quand il le leur demandera.

Dans toutes les cellules de l'appareil gouvernemental, le SR a des complicités qui le préviennent des périls qu'il court, et qui l'assistent dans ses entreprises. Dans tous les Cabinets, chez Laval comme chez Darlan, à l'intérieur comme à la « Présidence », il a des hommes à sa dévotion.

Exploitant l'apparence de vie diplomatique laissée au gouvernement de Vichy, le SR a greffé des liaisons clandestines sur la « Section des Courriers extérieurs », que les Allemands négligent longtemps de contrôler. Les liaisons plus secrètes encore qui existaient avec d'excellents agents, au-delà des frontières, sont peu à peu rétablies <sup>84</sup>.

La « ligne de démarcation » n'est pas une frontière. Tout au plus fait-elle figure de cordon policier improvisé sur une ligne arbitraire que franchissent aisément nos compatriotes. C'est la « brèche » par laquelle, en partant de la France « Libre », trois centres principaux : Limoges, Clermont, Lyon, lancent leurs opérations de recherche sur l'Allemagne et les pays qu'elle occupe. Le long des Alpes, de Grenoble à Nice, et s'appuyant sur Marseille, nos postes du temps de paix se sont maintenus et fouillent sans grandes difficultés les arrières italiens. Au Sud, l'Espagne est accessible aux éléments SR en bordure

---

<sup>84</sup> La présence d'agents du SR français dans les organes allemands de l'administration et de l'armée a donné lieu parfois à des incidents vaudevillesques. C'est ainsi qu'à certains jours de l'année 1941, l'un d'eux emprunta le courrier de l'*ABWEHR* pour acheminer des plis provenant d'Europe centrale et adressés fictivement à des tiers. Ces plis, renfermant des renseignements importants, parvinrent intacts au SR.

des Pyrénées et offre des voies de parcours vers Lisbonne et au-delà. En Afrique du Nord, nos postes de Tunisie, de par leur position à proximité d'une zone où les forces de l'Axe sont aux prises avec les Britanniques, complètent le système de recherche orienté sur l'Europe et les pays méditerranéens. De Rabat et de Tanger, des postes observent l'Atlantique, ainsi que les tentatives allemandes visant à mettre l'Espagne dans le jeu de l'Axe.

Telles sont, en gros, les positions de départ. Elles sont, paradoxalement, extrêmement favorables, parce que le débordement germanique, en supprimant maintes frontières organisées, leur a substitué soit des frontières « molles » (Nord-Est de la France), soit des fronts incertains soumis aux flux et reflux des armées (fronts balkaniques et slaves). Il en résulte qu'aux limites de l'immense poussée, il demeure pratiquement impossible aux autorités d'occupation d'assurer l'imperméabilité des lignes, et d'interdire l'accès des arrières allemands aux entreprises des services de renseignement adverses.

Quittons les zones de sécurité relative où siègent les moteurs du SR, pour celles où se déroule l'action proprement dite : la recherche.

2° – Le champ des recherches. Il est mondial parce qu'il n'est pas un pays du globe où ne puisse être perçue la présence, sinon l'activité allemande. Il est manifestement européen, parce que les armées allemandes occupent la plus grande partie, centrale et occidentale du continent, et que les États de la périphérie, depuis les pays scandinaves jusqu'aux seuils méditerranéens, sans négliger la péninsule ibérique, sont sous la menace d'une occupation et en subissent les préludes.

« Techniquement » parlant, la France incluse pourtant dans la « zone d'opération » allemande, est un glacis, une « marche » SR. La zone occupée, où la force allemande et ses variations sont lues, enregistrées par des millions d'yeux, est devenue – constatation surprenante, mais rigoureusement exacte – un théâtre de recherches accessoire. Elle est, au sens littéral du mot, un moyen, qui permet aux organes de recherche d'accéder aux sources où s'alimente la puissance allemande et aux régions d'intérêt essentiel où elle se propose de développer ses effets. Car, c'est bien – axiome de métier – dans les centres nerveux et dans les lieux d'expansion de leur énergie que de-

vait être mesuré, par-dessus tout, le degré d'efficacité et de durée de l'effort allemand.

Ce qui importe, dans l'immédiat, c'est de dégager les intentions de l'Allemagne hitlérienne consécutivement à ses premiers succès, et d'estimer les moyens qu'elle sera en mesure d'y appliquer. À cet égard, la « carte de guerre » réalisée par Hitler en moins de deux ans, parle assez.

De la Baltique à Biarritz, les forces allemandes disposent de la totalité du boulevard maritime face aux Îles britanniques. Face à l'Est, appuyée sur la Vistule et sur le plateau de Bohême, maîtresse des débouchés autrichiens vers les États balkaniques, l'Allemagne peut, en attendant l'heure de l'inévitable rupture avec le partenaire soviétique, agir en direction des objectifs stratégiques, politiques ou économiques qui la sollicitent : Méditerranée et possessions françaises d'AFN, pétrole de Roumanie, blé de l'Ukraine, Suez, en dernière analyse obstacle russe. Cette assiette générale des futures opérations définit l'espace géographique sur lequel, en juin 1940, les services de renseignements alliés ont l'impérieuse obligation de s'activer. Il est d'importance.

3° – Les moyens du SR français sur le théâtre de la guerre. Nous n'inviterons pas le lecteur à nous suivre dans l'analyse rebutante – bien souvent décevante parce que la matière est inextricable – des voies et moyens par lesquels le SR opéra, dans les immenses territoires dont la force allemande s'assurera la possession ou le contrôle jusqu'en novembre 1942. Si l'on veut bien se reporter à ce que nous avons dit du SR dans la première partie de cet ouvrage, on devinera sans peine qu'il s'y était implanté en temps voulu, qu'il y avait ses observatoires et ses hommes à lui, et que, sur maints points vitaux où pouvaient se traduire de bonne heure le dessin des projets hitlériens, les possibilités et les directions d'action de l'ennemi, il avait posté l'agent, ce personnage fluide et « mimétique », auquel Frédéric, Napoléon et plus tard nos chefs de la Première Guerre mondiale, attachaient tant de prix. Notre SR savait trop que la méthode et l'organisation permanente sont en cette matière plus indispensables que les héroïsmes spontanés, mais tardifs, par quoi on prétend parfois corriger l'incurie. Il savait aussi que « *pour bien faire la guerre, il faut se*

*faire renseigner par des gens résidant chez l'ennemi* ». En 1870, dans le Nord, en Bourgogne et sur la Loire, les Allemands avaient des hommes à eux. En 1914, de mauvais Français à leur solde chevauchaient encore trop d'offices nationaux où le Pays avait pourtant des secrets à sauvegarder : l'enceinte du Parlement même n'échappait pas à cette infiltration. Le SR français avait retenu l'exemple et la leçon.

La tragédie de juin 1940 avait bien, cela va sans dire, porté un coup rude aux agents du SR fixés en Allemagne et sur son pourtour. Des exécutions dont il avait eu connaissance après notre défaite l'avaient privé d'excellents informateurs dont le remplacement demanderait du temps. Cette matière rare subit plus que toute autre, aux heures décisives de la lutte, les actions et réactions violentes du contre-espionnage adverse chargé de maintenir, à sa manière, la « santé morale » de la nation en guerre. Sous le coup des surveillances aggravées, et des terribles répressions auxquelles il se sent exposé, le meilleur agent suppose que le profil escompté ne paie pas le risque encouru, sa résolution fléchit, à tout le moins préfère-t-il souvent attendre de meilleurs jours. Celui qui se décide autrement entrevoit à chaque pas la dernière borne où il va succomber. Les plus courageux ne durent pas. Le SR apprend parfois leur arrestation le jour même où il reçoit leurs derniers messages. Un silence tragique menace de recouvrir les espaces semés d'embûches où le SR, par ses fils depuis longtemps tissés, pouvait saisir les premiers jaillissements de la pensée ennemie ; le réseau n'obéit plus, il répond par spasmes.

Qu'on nous entende bien. Nous parlons ici du réseau de recherches qu'un service des renseignements rompu à son métier a introduit et développé en pays étranger, pour les fins d'une Défense Nationale soucieuse de sonder le péril là où il se trouve réellement et puise ses racines. Les grands SR d'avant-guerre, britannique, allemand, russe, italien, polonais et tchèque, connaissaient aussi bien que le nôtre la valeur de cet impératif. Ils se différenciaient, certes, dans la structure, dans le poids et les directions d'efforts commandés par l'intérêt particulier, dans la richesse des moyens et dans l'art de leur emploi, toutes choses qu'en dernière analyse, le génie de la race marquait d'une indélébile empreinte ; mais tous plaçaient le facteur principal qu'ils avaient dû prendre au sein des organes essentiels de la puissance ennemie, ou présumée telle.

Nous avons ouvert cette parenthèse dans un dessein critique. La pullulation de « SR » qui a suivi notre défaite de 1940, est venue troubler les saines conceptions qui s'étaient formées depuis longtemps dans le corps de nos spécialistes. Elle s'explique.

Depuis la guerre de Cent Ans, c'était la première fois qu'un ennemi s'installait durablement sur la plus grande partie de notre territoire. Les Français qui avaient conservé ou reconquis leur liberté, et qui, de l'extérieur, entamaient la lutte pour la libération de ceux de l'intérieur qui, peu à peu, organisaient la résistance à l'occupant, avaient compris d'instinct que pour agir, il faut d'abord savoir. La définition de l'ennemi précéderait donc l'action, quelle qu'elle fût. Dans les noyaux sporadiques d'hommes voués à une telle entreprise, on se renseignerait donc, mais par des procédés improvisés construits sur l'élan, l'intelligence, et le dynamisme des hommes. Sous l'impulsion de chefs qui ne méconnaissaient point la nécessaire convergence, l'indispensable unité de ces efforts, on aviserait à les souder dans une « armée secrète » unique qui fut bien, semble-t-il, le but sans cesse recherché par le Général de Gaulle, quand il s'efforçait de constituer, à Londres, l'État-Major adapté à ses projets.

Nous n'avons pas besoin que les plus réputés de ces chefs nous exposent, en d'abondants et instructifs récits, les causes de graves difficultés, voire de carence, qu'ils entreprirent vainement de surmonter <sup>85</sup>. Trop de vices de complexion éclatent dans ces organismes, construits à la hâte par des hommes qui font une expérience en partant du plancher de l'incompétence. Forts seulement de cette résolution à la fois la plus belle et la pire, qui projette le combattant sans armure sur les sentiers où le sacrifice de l'homme apparaît excessif par rapport au résultat recherché. Aucune forme de patriotisme ne saurait, par l'action épique, compenser les lacunes du métier. La constatation est déjà assez décevante que les hommes les mieux doués et les mieux préparés meurent trop souvent pour avoir affronté plus forts qu'eux. Survivants qui nous lisez, rappelez-vous l'ombre de la *GESTAPO* surgie soudainement sous vos pas, sur les avenues du renseignement ?

---

<sup>85</sup> Voir *Souvenirs, 2<sup>e</sup> Bureau Londres*, du Colonel Passy.

### *Résumons le débat.*

Les organes de renseignement nés parallèlement aux forces de Libération, organisés à Londres (2<sup>e</sup> Bureau SR, devenue BCRAM et BCRA) ou en territoire français (SR de multiples réseaux), se caractérisent uniformément par le souci de rechercher le renseignement en France, au moyen d'un personnel exclusivement français, s'appuyant sur les dispositions et le concours d'une population demeurée, en dépit de tout, hostile à l'ennemi. Les organes ont en vue des actions locales, préface d'une action ultérieure généralisée contre l'occupant, mais qui ne pourra être réalisée pleinement en raison de la multiplicité des origines et des tendances, d'ordre politique surtout, qui s'opposera à un amalgame opportun et réellement efficace. Il découle de ce vice initial que le renseignement « militaire » a une portée limitée, ne dépassant pas les formations allemandes disséminées en France. Il en résulte aussi que le secret de la recherche est compromis par la notoriété de l'action. Recherche et action peuvent s'associer, elles ne doivent pas se confondre <sup>86</sup>.

Le SR classique, est-il besoin de le répéter, travaillait sur un autre plan, à une autre échelle. Le « secteur français » de son domaine total – celui que nous avons décrit plus haut – n'exigeait pas, pour être correctement observé, un gros déploiement de forces. Quelques bons agents entraînés suffisaient pour suivre les unités et services allemands laissés sur notre territoire. C'était pour eux jeu d'enfants ; et personne n'ignore que jusqu'en 1944, l'essentiel des forces allemandes était occupé ailleurs que chez nous, où la seule lutte qui continuait à faire rage était celle que notre espionnage livrait aux polices et aux services secrets allemands. Lutte sans merci, exténuante.

La tâche qui incombait au SR dépassait considérablement ce cadre. Car autre chose qu'une prospection locale, est de se trouver, de se maintenir et d'opérer au cœur de la puissance ennemie, de ses États-Majors, civils et militaires, de ses laboratoires, de ses ateliers et de ses camps. De surprendre la pensée du chef ennemi quand elle s'est tra-

---

<sup>86</sup> Encore cette association devient-elle la plus grave des fautes, lorsque l'action n'est plus un acte de guerre dirigé contre l'ennemi qu'il s'agit de chasser de notre territoire, mais une entreprise à objectif nettement politique.

duite. De saisir un « ordre d'opération » avant l'opération. De mesurer sans erreur grossière les chances de vaincre de l'adversaire, ou les signes précurseurs de son écroulement. Et cette pensée, et cette documentation, et tous ces signes, ne sauraient être saisis – sinon pour une infime partie – dans une banlieue d'accès facile où l'ennemi ne montre qu'une parcelle de sa force. La France occupée était cette banlieue, l'univers en guerre ou en pré-guerre constituait le domaine des recherches permanentes du SR, le théâtre européen et méditerranéen des opérations allemandes celui de ses soucis hypertendus.

Toutes les distinctions entre ce qui est le SR et ce qui ne l'est pas, sont nouées à ces définitions. Et tout ce que le SR apprendra pendant deux ans sur l'ennemi, lui sera procuré par l'agent épars en ces lieux, lieux marqués de la fêrle hitlérienne, mais aussi, minés par d'indivisibles présences qui rendirent illusoires les précautions prises par l'ennemi pour abriter ses secrets essentiels. Nous avons écrit dans un chapitre précédent :

« Au cours de la première quinzaine de juillet [1940], les postes du SR sont en bordure de la ligne de démarcation et fonctionnent <sup>87</sup>. »

Que rapportent-ils ?

---

<sup>87</sup> Les autres postes, ceux que nous appelons « extérieurs », avaient unanimement réagi dans le même sens, et pris des initiatives qui se trouvaient en pleine harmonie avec les instructions que le Chef du SR leur fit tenir.

Louis Rivet, « Le guetteur », chef du Service  
de Renseignement français de l'Armée de Terre.  
Quelques écrits.

PREMIÈRE PARTIE

## Chapitre 3

---

# LE SR SUR LES TRACES DU FLÉCHISSEMENT ALLEMAND. LA SURPRISE RUSSE.

[Retour à la table des matières](#)

Quand cessent les hostilités en France, la question que nos organes de renseignements se posent est élémentaire : que peut faire et que va faire le haut commandement allemand ?

À Royat et à Vichy, où, dès juillet, les services de la Guerre en voie de dissolution ou de reconstruction exhalent dans la confusion leurs derniers souffles martiaux, le 2<sup>ème</sup> Bureau aidé du SR est déjà au travail. Dans les premiers jours d'août, il a fait une estimation provisoire des forces en présence. Sur un plateau de la balance, celui des alliés, rien à mettre, sinon des espérances qu'il n'ose chiffrer. Sur l'autre plateau, une force allemande qui se hâte vers son point culminant et qui, selon le 2<sup>ème</sup> Bureau, doit atteindre en quelques mois le plafond de 300 divisions. C'est, en toute hypothèse, avec une disponibilité de cet ordre que Hitler conduira ses futures opérations. Il appartiendra au SR de prendre la mesure aussi exacte que possible de cette force, ainsi que du matériel dont elle va disposer, et dont la fabrication, disent les informateurs, s'accroît à un rythme puissant.

Sombre panorama, qui légitime les pires inquiétudes. La plus grave, dans l'immédiat, est apportée au SR par les renseignements annonçant une offensive aérienne sur l'Angleterre, prélude à un débarquement en préparation. « *Si les Allemands font passer trois chars sur la rive britannique, l'Angleterre est foutue* », dit au chef du SR le colonel P., ancien chef de notre 3<sup>ème</sup> Bureau.

Le développement de cette offensive est suivi avec angoisse. La réaction britannique est tout d'abord difficile à observer. Puis, au cours de septembre, les voiles se déchirent et la tragédie s'éclaire : l'énorme supériorité aérienne des Allemands échoue devant la valeur et l'esprit de sacrifice des équipages britanniques. Chapitre final de l'offensive hitlérienne restée sur sa lancée après l'effondrement de nos armées. Épisode imprévisible face auquel les services de renseignements, le nôtre comme les autres, ont les mêmes craintes que les foules. On retrouve ici « *ce que le SR ne sait pas* », ce qu'il ne peut ni prévoir ni prédire d'un événement dominé par les forces matérielles déchaînées. La lumière ne réapparaît qu'après le drame <sup>88</sup>.

Après la déconfiture de cette tentative, en effet, le SR ressaisit la maîtrise de ses facultés, de ses clairières.

Dès les derniers mois de 1940 on recommence à voir clair dans les intentions hitlériennes. Elles révèlent une certaine perplexité et une apparente incohérence.

Ce n'est point que le *Führer* pêche par paresse intellectuelle. Les agents nous disent que les projets de l'*OKW* oscillent entre une action sur Gibraltar et une campagne de grande envergure en direction des Balkans, opération dont Hitler n'exclut pas l'Ukraine. À vrai dire, la présence d'éléments blindés dans la région de Bayonne pourrait, à ce moment, signifier une intention dirigée vers Gibraltar. Mais en cet automne 1940, les signes de préparatifs – concentration notamment – traduisant un plan n'existent nulle part en France. De toute évidence, l'utilisation de la péninsule ibérique en exécution d'un projet de ce genre ne saurait résulter d'une simple décision de Hitler. Pour de

---

<sup>88</sup> On sait aujourd'hui par les déclarations des généraux allemands, la répugnance qu'éprouvait Hitler à envisager une guerre avec l'Angleterre. Les traces de cette indécision avaient été enregistrées à cette époque par des agents français au contact de l'*ABWEHR* (*Revue de Défense Nationale*, décembre 1947).

nombreuses raisons qui n'échappent pas aux bons connaisseurs de l'Espagne, un tel dessein est lié aux délais nécessaires pour mûrir un accord sur le plan politique. Or l'attitude des dirigeants espagnols et la mentalité de la population, dont notre SR est bien informé, ne sont pas des états de fait que le haut commandement allemand puisse espérer assouplir rapidement à ses fins. Certains précédents historiques aidant, les velléités allemandes d'intervention en Espagne échoueront devant un risque qu'en définitive Hitler n'osera prendre <sup>89</sup>.

À partir de ce moment, nos organes de recherche transpyréniens noteront les mêmes réticences espagnoles chaque fois que des rumeurs prêteront aux Allemands l'intention d'emprunter cette voie pour résoudre le problème de la Méditerranée occidentale. Après le débarquement en Afrique du Nord (novembre 1942), ils apprendront les craintes éprouvées par Hitler d'une action des forces alliées à travers l'Espagne, pour atteindre le sud de la France. Et nous saurons qu'au cours de l'hiver 1942-1943, les diplomates allemands sondent le gouvernement espagnol pour connaître son sentiment à l'égard d'un passage éventuel des troupes allemandes à travers la péninsule <sup>90</sup>.

À la fin de 1940, les projets majeurs de Hitler sont ailleurs. Le SR apprendra plus tard que, dès octobre 1940, le *Führer* avait pris la résolution d'attaquer la Russie <sup>91</sup>.

Mais c'est seulement vers la mi-janvier 1941 que Hitler fait part à son État-Major d'une « grande décision » <sup>92</sup> qu'il vient de prendre et que, selon l'informateur du SR, cet État-Major trouve « insensée ».

---

<sup>89</sup> Une déclaration du général Jodl, au procès de Nuremberg, doit contenir une part de vérité : « Si nous n'avons pas été à Gibraltar, c'est que le consentement espagnol nous a manqué ». Mais il y a d'autres raisons que Jodl ne dit pas.

<sup>90</sup> Voir dans la *Revue de Défense nationale* de décembre 1947, l'article intitulé : « L'énigme du service de renseignements allemands sous le régime hitlérien ».

<sup>91</sup> Cette résolution éclate dans des documents découverts en février 1941 sur l'épave d'un bateau allemand coulé en Méditerranée, et transportant l'État-Major de la 15<sup>e</sup> Division blindée.

<sup>92</sup> Parce qu'inopportune à ses yeux. Mais en fait, cette décision rejoignait la tendance classique du Grand État-Major allemand.

Les vérifications et recoupements aussitôt entrepris établissent, conformément aux suppositions du SR, qu'il s'agissait de la Russie.

Pourtant, les fluctuations du dispositif allemand, suivies de manière satisfaisante par les organes de recherche, ne traduisent pas à ce moment les préparatifs d'une telle opération ; mais elles livrent autre chose que le renseignement ne tarde à préciser. Le 15 janvier, le SR constate que les troupes amenées au voisinage de la ligne de démarcation après le coup de théâtre du départ de Laval, se sont embarquées en direction de Belfort pour une destination inconnue. Du 15 au 31, tandis que les défaites italiennes s'accumulent en Cyrénaïque, les agents du SR enregistrent de nombreux transports vers la Roumanie. Et le 14 février, ils estiment à 12 ou 15 divisions normales, et à 3 ou 4 blindées, le nombre des grandes unités déjà arrivées dans ce pays. À la même date, le SR apprend d'excellente source que la Bulgarie, dont l'attitude a été jusque-là incertaine, est visée par ces préparatifs. « *La Russie et la Turquie, disaient les mêmes agents, demeureront probablement expectantes* ». En fait l'occupation de la Bulgarie s'exécutait le 1<sup>er</sup> mars.

Les renseignements de cette période, où le monde haletant est prêt à accueillir indistinctement toutes les hypothèses, portant de nouveau un accent qui met les gens de métier sur la voie des certitudes, celles qu'ils recherchent. Une fois saisi le fil d'Ariane, il n'est que de le suivre. À travers les brusques déterminations de Hitler, dont l'exécution foudroyante et le succès continu semblent prouver le génie, ils découvrent autre chose qu'une suite d'actes déconcertants. Hitler est un homme. Il a fait vœu d'être un grand Germain. Mais par là, il a révélé ses sentiers, qui sont ceux d'une politique connue. Les services secrets qui l'observent peuvent dès lors définir un certain processus inspiré de l'impérieux « *Drang nach Osten* », ce grand mirage allemand.

Et si, dans le courant de mars, le SR français reçoit confirmation des projets hitlériens en direction de la Russie, il ne s'étonne pas d'apprendre, de source sûre, le 1<sup>er</sup> avril, que les Allemands sont à la veille de lancer une attaque sur la Yougoslavie et sur la Grèce. Cette opération préliminaire apparaît également à notre 2<sup>ème</sup> Bureau comme la préface logique et nécessaire à l'entreprise capitale méditée par le *Führer*.

Elle est d'ailleurs déclenchée le 6 avril et rondement menée à conclusion. Et dès le 19, comme un leitmotiv lancinant, un des meilleurs agents du SR répète que cette élimination n'est qu'une ultime sécurité prise par le haut commandement allemand du côté des Balkans, avant la grande ruée vers l'Est. Désormais convaincu, le chef de notre 2<sup>ème</sup> Bureau <sup>93</sup> prévient l'Attaché militaire soviétique à Vichy qui affecte le scepticisme :

« Ils n'oseront pas nous attaquer, *objecte-t-il*, nous sommes forts. »

Entre le 19 avril et le mois de juin, l'attention du 2<sup>ème</sup> Bureau et du SR est littéralement concentrée sur les signes de préparation et de proche exécution de ce vaste dessein.

En dépit de ses entraves du moment, le SR poursuit l'inventaire de la force allemande, s'efforce de dénombrer les nouvelles unités et d'évaluer la production d'une industrie tout entière au service des fabrications de guerre. Le niveau de préparation atteint dans ces domaines est impressionnant. En six mois, toute l'Allemagne valide a été mise sur pied. Dans le même temps, le moral du pays et le dynamisme des troupes, fouettés par les victoires, procurent au *Führer* et à ses principaux lieutenants la certitude qu'ils possèdent un outil au point, capable de prendre les risques les plus grands. Les sceptiques se taisent.

Moment passionnant d'une guerre qui se développe à l'échelle du monde. Et qui vaut bien qu'à distance nous revivions cette phase dans ce qu'en connurent les organes de renseignement français demeurés dans l'action.

Donc, le 2<sup>ème</sup> Bureau estime que Hitler, en possession d'une armée à l'apogée de sa puissance, aguerrie par les récentes campagnes, va cependant jouer une partie pleine d'aléas, dont l'issue sera déterminante pour le sort de la guerre. Il va plus loin : il formule un pronostic défavorable à l'Allemagne.

---

<sup>93</sup> Colonel Baril. La même communication est faite par un officier du SR, le Lt-Colonel Perruche.

Cette position résulte moins d'une connaissance précise de la puissance soviétique <sup>94</sup> que de ce qu'il en présume au travers des estimations faites par les organes d'information des pays frontières de l'Empire russe.

Et ce qu'il présume, et qui va se vérifier plus tard, permet au 2<sup>ème</sup> Bureau d'exprimer correctement, avant la bataille, le rapport des forces en présence. Ce fut une chance « *améliorée par la main des hommes* », dira un officier du SR. Mais quand il s'agit de la Russie, on ne saurait raisonner sur les seules forces apparentes. Au fond de la steppe, comme au fond de l'âme russe, résidera toujours une énigme, redoutable à l'assaillant. La définir est difficile, mais la prendre en compte est une nécessité.

SR et 2<sup>ème</sup> Bureau n'hésitaient pas à avancer que la somme des facteurs, connus ou présumés, qui donnait des craintes à l'entourage de Hitler quand celui-ci annonçait sa décision, devait, en sens inverse, procurer aux alliés de légitimes raisons de se réjouir. Le SR savait que l'État-Major allemand, y compris Brauchitsch <sup>95</sup> lui-même, ne se lançait pas de gâité de cœur dans cette entreprise. Il apprenait en mai que quelques généraux avaient été assez courageux pour souligner le caractère aventureux de celle-ci, et que le général Kœnig, ancien attaché militaire allemand à Moscou <sup>96</sup>, avait dit à Canaris, chef de l'*ABWEHR* :

« Il va se casser les reins ».

---

<sup>94</sup> Le « rideau de fer » n'est pas un fait d'après-guerre. Avant la guerre, les SR occidentaux se heurtaient en Russie à des difficultés d'investigation qui réduisaient considérablement leur documentation sur les moyens militaires de ce pays, dont ils ne possédaient qu'une estimation « approchée ». Il est remarquable néanmoins qu'un document allemand saisi par notre SR à cette époque donnait un « ordre de bataille » soviétique très voisin de celui qu'en avait dressé le 2<sup>ème</sup> Bureau français. Il correspondait sensiblement à la réalité. Les chiffres peuvent en être retrouvés ...

<sup>95</sup> Commandant en chef de l'armée de terre (OKH).

<sup>96</sup> Le chef dont il relevait à Moscou, l'Ambassadeur comte de Schulenburg, tenait le même langage à Hitler ; mais Caulaincourt n'avait-il pas, en 1812, averti Napoléon ...

Canaris lui-même avait adressé à Hitler des rapports qui déconseillaient la guerre à l'Est. Les inquiétudes de l'État-Major allemand étaient à retenir.

Elles rejoignaient d'ailleurs des opinions qui s'exprimaient hors d'Allemagne, et dont on ne pouvait mettre en doute la valeur. Entre autres, l'Attaché militaire de Suède en France, spécialiste des questions russes, le colonel Simon, notre ancien attaché militaire à Moscou, marquaient leur étonnement de la décision de Hitler et prédisaient sans hésitation l'échec de ses plans.

Au fur et à mesure que se prouve la certitude d'une proche offensive allemande, le 2<sup>ème</sup> Bureau en dessine la forme probable et en scrute les développements. Quand, le 21 au matin, le SR reçoit d'un de ses postes un message annonçant l'attaque pour le soir à 23 heures <sup>97</sup>, la porte se ferme aux oracles. Les services de renseignements, que les chefs naissants des futures armées de la Victoire n'écoutent encore que d'une oreille lointaine, vont mettre au feu d'une nouvelle épreuve la valeur de leurs postulats.

Et le plus osé de ceux-ci est aussitôt réaffirmé.

Dans la journée du 22, le Chef du 2<sup>ème</sup> Bureau, commentant l'événement en présence du Chef d'État-Major de l'Armée <sup>98</sup> pronostique qu'en dépit des victoires initiales à prévoir, « *les armées allemandes ne viendront pas à bout de la résistance russe sans s'épuiser elles-mêmes, et que la guerre trouvera par là son issue.* »

Le pavé est gros. On a beau prendre ses espoirs pour des réalités, on peut à bon droit s'inquiéter de la profession de foi.

Mais le « prophète » aggrave encore son cas, si l'on peut dire, en résumant d'une phrase le risque de son propos :

---

<sup>97</sup> Le Lt-colonel Pourchot, chef d'un poste important du SR, fut à cette époque et pendant tout le développement de l'affaire russe, un organe d'information essentiel, dans une région où sévissait le « marché » de renseignement le plus confus.

<sup>98</sup> Général Picquendar, qui dira en conclusion : « *Je vois bien comment les Allemands entrent en Russie. Je vois moins bien comment ils vont en sortir.* »

« L'armée allemande qui vient de se lancer à l'assaut du monde russe est très certainement le plus formidable instrument de guerre que l'Allemagne ait jamais possédé ».

Tout le monde en convient. Mais l'esprit ne se nourrit pas d'antithèse. Il faut expliquer.

Le 27 juin, cinq jours après l'attaque allemande, Baril explique. C'est un « avis » écrit <sup>99</sup> et signé. C'est aussi un tableau magistral, qui en appelle à l'Histoire autant qu'aux réalités de l'heure saisies par le renseignement. Le chef du 2<sup>ème</sup> Bureau énonce les éléments du conflit, situe les obscurs périls d'un espace russe qui se dérobe, l'obstacle idéologique comme les ressources du patriotisme russe, conclut à l'usure fatale des forces allemandes et à l'échec de l'aventure. Retenons l'avertissement à la France, catégorique et courageux :

« L'Allemagne sent bien que sans de nouveaux appuis, elle est hors d'état de gagner la partie. Ce nouvel appui, elle estime, à tort ou à raison, qu'un seul pays serait capable de le lui fournir, et c'est la France. De là, les avances qui nous sont faites, les espoirs qu'on nous laisse entrevoir ».

Remontez la « ligne du renseignement » que nous venons de parcourir dans la seule période des agressions hitlériennes, et dites-nous en quel office l'information et ses déductions eurent cet accent d'exactitude et de continuité.

Encore que dans l'affaire russe, nos organes de recherche durent bien consentir une importante marge d'inconnu. Le renseignement arrivait, amorti par l'espace, par la masse même des immenses forces en présence, enfin par la ceinture dense des moyens opposés, de part et d'autre, aux investigations des services étrangers. Tout y était moins clair, plus broussailleux. Tout y était moins simple que dans les préliminaires, percés de bonne heure, de l'attaque de la Tchécoslovaquie et de l'offensive de Pologne. Les énigmes qui demeuraient allaient-elles s'aggraver ou se diluer ?

Le front russe et les drames qui s'y déroulaient, nous en serions informés essentiellement par les constatations que ferait le SR sur toute

---

<sup>99</sup> Voici en annexe les principaux passages de ce document (non cités ici).

l'épaisseur des forces allemandes engagées, notamment sur leur centre nerveux : le Commandement. Des intelligences à la périphérie du corps russe feraient le reste.

En juin et en juillet, le processus pressenti par notre 2<sup>ème</sup> Bureau se développe, impressionnant. La puissante couverture russe face à la Pologne est jetée bas, comme notre défense de Sedan en mai 1940. L'admirable machine de guerre allemande pénètre sur un vaste front, profondément, en territoire soviétique, rompant, encerclant et capturant les armées russes désarticulées par la manœuvre des « blindés ». Les pertes russes sont considérables, l'avance allemande rapide. La défense semble s'écrouler toute entière. Les objectifs « géographiques » vitaux se rapprochent. Le monde qui retient son souffle écoute à la radio Hitler annonçant la destruction de l'armée moscovite.

Mais le 18 juillet, à l'État-Major de l'armée française, Baril s'obstine :

« Ils ne viendront pas à bout des Russes, malgré les victoires du moment ».

Le 9 août, sur la base de renseignements venus du front, il récidive :

« Par suite de pertes énormes et de difficultés imprévues, dont la moindre n'est pas la sous-estimation des forces ennemies, la campagne se terminera par un net échec, si les objectifs assignés ne sont pas atteints avant l'automne. Notre position à l'égard du résultat final reste la même ».

Et voici que le 16 août, le SR reçoit un renseignement saisi dans les milieux du haut commandement allemand, et qui dénuce le drame :

« Pertes allemandes énormes. Déception à tous les échelons. Piétinement des armées malgré l'avance en Ukraine. Résignation du haut-commandement, au sein duquel s'aggravent les divergences de vues, à préparer la stabilité du front pour l'hiver. »

L'informateur ajoute en *post-scriptum* :

« De nombreux officiers de l'État-Major allemand considèrent que la guerre est d'ores et déjà perdue pour l'Allemagne. »

Dans quel maquis chemine donc la vérité ?

Si un flottement de l'offensive allemande se devine à distance, il y a pourtant loin des bulletins de victoire du *Führer* aux déductions paradoxales du 2<sup>ème</sup> Bureau. Pour donner à celles-ci les contours de la vraisemblance, il faut les justifier. Or, si l'on veut bien se rappeler qu'en août et en septembre 1941, les nouvelles livrées par les communiqués allemands laissèrent poindre à l'opinion commune une certaine stagnation des opérations, on comprendra que les services de renseignement en découvrirent peu à peu les raisons. Un champ de bataille d'une telle envergure ne comprime pas longtemps l'angoisse et les misères d'une armée menacée de s'enliser sur les routes, trop longues à parcourir, de sa victoire. Les symptômes de la crise s'évadent, clandestinement d'abord, bientôt par toutes les issues du silence où on les voudrait contenir. Les secrets jaillissent des lèvres de ceux qui devraient les garder. Sécrétion *sui generis* qui n'a pas encore trouvé ses thérapeutes, mais que les services secrets aux aguets recueillent comme une manne.

La manne se répandit. Elle devint abondante dès l'arrêt de la première poussée, au terme de laquelle les pertes allemandes augmentèrent rapidement. Le « piétinement » d'octobre et de novembre les multiplia. Le SR les connut. Le 2<sup>ème</sup> Bureau les additionna. Et quand, le 8 septembre, le communiqué officiel allemand annonce que les rigueurs de l'hiver contraignent l'*OKW* d'interrompre ses opérations offensives, quand le 21, filtre l'événement inavouable du « *repli stratégique* » du front allemand, destiné de toute évidence à « *placer l'armée à portée de ses bases, lui restituer de meilleures communications* » et à l'éloigner des charniers où ses hommes succombent, le 2<sup>ème</sup> Bureau juge le moment venu de faire le bilan de ce qu'il avait appris jusque-là. Le 4 janvier, il lance sa « *Note pour le Commandement* » dans laquelle il expose « *la situation militaire à la fin de l'été de 1941* » et « *les perspectives pour 1942* ». Bombe qui, par delà

l'État-Major de l'Armée approbateur, explosera désagréablement aux oreilles gouvernementales <sup>100</sup>.

La note éclaire le drame allemand de l'Est. Sobre, précise et mesurée, des prémices aux conclusions, elle met en exergue un fait :

« Six mois de batailles acharnées dans lesquelles le *Reich* a lancé toutes ses forces vives n'ont pas permis au commandement d'emporter la décision sur l'armée russe avant l'hiver ».

C'est la confirmation de l'exactitude des prévisions formulées par le même 2<sup>ème</sup> Bureau le 27 juin 1941.

Immenses succès au début, mais l'armée allemande n'a pas atteint ses objectifs. Et l'armée russe existe toujours. Les forces du *Reich* ont subi une grave saignée que Hitler, dans son discours du 10 décembre au *Reichstag*, dissimule sous le mensonge des chiffres, mais que notre 2<sup>ème</sup> Bureau révèle impitoyablement : *« un million de tués et de disparus. En y comprenant les blessés et les malades, les pertes dépassent trois millions, dont 1 600 000 à 1 700 000 irrécupérables. Plus encore que dans le nombre, l'armée allemande est frappée dans la qualité. La proportion des gradés tombés est considérable, l'élite a fait les frais de la guerre. Les unités repliées ont abandonné un matériel considérable, chars et canons en panne, pièces enlisées. Devant Moscou et Leningrad l'artillerie de campagne n'a pu être que partiellement retirée. Les chevaux mal nourris, mal abrités, succombent en grand nombre : un corps d'armée engagé en Ukraine a perdu 7000 chevaux en six semaines. Tous ces renseignements, puisés aux meilleures sources du SR établissent que l'hiver russe a surpris les armées du Reich avant qu'elles aient pris leurs dispositions pour s'en prémunir. Ce « facteur hiver » exploité par des armées soviétiques peut faire tourner la retraite allemande au désastre. Car on sait qu'en certains secteurs, les troupes qui reculent subissent des attaques incessantes qui les mettent en posture catastrophique ».*

Le tableau est terrible. Il est vrai. Hors l'enceinte close de quelques services de renseignements alliés qui ont su garder intacte leurs méthodes et leurs possibilités de recherche, hormis quelques esprits aver-

---

<sup>100</sup> Son auteur, le Colonel Baril, sera « limogé » peu après.

tis qui ne s'en laissent pas conter par la radio allemande, l'opinion du monde, et particulièrement celle de trop d'hommes de chez nous, ne pressent pas grand-chose de l'ébranlement profond qui vient d'éprouver la machine de guerre allemande. À une heure où Hitler réaffirme ses certitudes et réitère ses thèmes dominateurs, notre 2<sup>ème</sup> Bureau, tirant les conclusions de son savoir, élague et simplifie le dilemme :

« Lorsque l'année 1941 s'est ouverte, il était encore permis de penser que l'issue du conflit pourrait être favorable à l'Allemagne. En 1942, des trois solutions qui peuvent mettre fin à la guerre : victoire de l'Axe, paix de compromis, victoire anglo-saxonne, la première peut être résolument écartée. Le conflit peut traîner en longueur ; le bloc anglo-saxon ne peut plus être battu ... La campagne d'hiver peut amorcer la désagrégation de la puissance militaire de l'Axe. Si, dans le courant de l'été, l'Allemagne se révèle incapable de briser définitivement la résistance soviétique, d'atteindre les pétroles du Caucase, il ne fera plus de doute que l'Axe aura irrémédiablement perdu la guerre ... »

Ainsi, parle, le 4 janvier 1942, le 2<sup>ème</sup> Bureau, interprète né de notre service des renseignements. Ce faisant, il ne vise pas seulement à renseigner nos alliés, mais aussi instruit, qu'ils le veuillent ou non, les Français fourvoyés dans une politique d'abandon qui auraient dû se douter du sentiment qu'avait le *Führer* de la difficulté de la partie. Dès juillet 1941, on savait déjà à Vichy qu'il avait saisi le gouvernement Darlan de propositions de paix comportant l'annexion de l'Alsace-Lorraine, un *simili* protectorat sur la France et l'occupation de bases et de ports dans la métropole et dans les colonies. Le 26 novembre, le SR avait appris de très bonne source que le sort ainsi réservé à la France, qu'il eût été ou non officieusement formulé, était bien celui qui nous serait proposé – sinon imposé – dans ces négociations de paix séparée préfaçant une paix générale. Intentionnellement, ce dernier renseignement avait été mis en circulation par le SR dans les milieux gouvernementaux. Il n'apparaît pas que tous ces signes prémonitoires d'une contraction hitlérienne, imposée par l'insuccès militaire, riche par conséquent de perspectives neuves pour la France (et pour ses alliés) aient provoqué à Vichy les raidissements ou les retournements qu'on y pouvait encore chercher.

Mais l'affaire russe n'est pas terminée. Les brèches par où l'armée allemande, de la Baltique à la Mer Noire, perd sa substance se sont ouvertes à la vérité, qui s'échappe, elle aussi, et livre les inquiétudes du haut commandement allemand, comme les réactions irascibles et désordonnées du *Führer*. La psychologie du Chef est instructive, à ce tournant crucial de ses rêves. Des renseignements d'excellente source le situent dans la démesure, voire dans l'égarement. À la stupéfaction de son entourage, Hitler n'annonce-t-il pas à ses intimes, vers le 15 décembre, c'est-à-dire quand déjà s'est arrêtée l'offensive en Russie et que s'amorce le « *repli stratégique* », son dessein d'attaquer la Turquie dans les premiers mois qui vont suivre. Ses familiers, mais surtout les généraux que Hitler somme de vaincre ou de disparaître, observent avec effroi le cas pathologique d'un conducteur de guerre, dont l'imagination se peuple de constructions herculéennes à l'instant du grave échec de ses plans cardinaux. Et le SR connaît à ce moment, de manière suffisamment précise, l'atmosphère qui règne dans ce GQG allemand, où les liens de confiance entre chef et maréchaux n'ont jamais existé, où une secrète conspiration animée par Beck et nourrie par Canaris chemine lentement.

Ce jet de lumière sur la crise qui sourd du camp adverse présentait un intérêt de premier ordre. La connaissance de l'adversaire n'est pas faite seulement de ce que l'on sait de son arsenal de guerre et de son emploi probable, ni d'une vue approximative de ses plus représentatifs meneurs du jeu. Notre 2<sup>ème</sup> Bureau le savait bien, qui s'appliquait depuis longtemps à étudier de près le *curriculum vitae*, le caractère et les dons de chefs à qui seraient départis les hauts commandements dans l'armée allemande. La nature de Hitler n'avait pas échappé à sa curiosité. Le sujet en valait la peine. Ce qu'en ont dit depuis maints témoins, familiers, mémorialistes ou historiens, jusqu'aux psychiatres et aux anthropologistes curieux du phénomène, se lisait tout au long de la furieuse tentative d'épopée. Notre SR avait été informé de maintes scènes qui révélaient, chez Hitler, la coexistence du déséquilibre avec cette richesse d'invention, cette justesse de vues et cet excès de volonté qui caractérisent les grands conquérants. Aussi imagine-t-on sans peine le profit qu'aurait pu tirer de ce complexe du chef german, aux heures sombres où la *Wehrmacht* se trouvait prise dans l'étau d'une terrible épreuve, un adversaire traversé de génie et disposant d'une armée prête.

Nous nous sommes attardés au chapitre germano-russe de la guerre parce qu'il était capital. Et surtout pour montrer que dans la période de ses plus grandes difficultés, le SR avait conservé la possibilité d'être informé des projets allemands, des opérations envisagées et du déroulement réel de cette grande rencontre. Au cours de l'année 1941, sa « *bataille utile* » se livrait autour de la redoutable énigme posée aux Alliés et au monde par l'incroyable décision hitlérienne. Tout l'avenir de la guerre dépendait de l'issue de cette campagne. La juste idée que les Alliés pouvaient s'en faire naîtrait d'un certain nombre de certitudes essentielles que les services de recherche devaient être en mesure de fournir. Que l'on mesure l'enjeu. Un effondrement de la Russie eut gravement influencé, sinon frappé de stérilité, les puissants préparatifs anglo-saxons d'intervention en Europe. Des trois solutions, qui, selon notre 2<sup>ème</sup> Bureau, pouvaient mettre fin à la guerre, une paix de compromis dont la France eût fait les frais se fût vraisemblablement présentée aux belligérants des deux camps comme la seule conclusion raisonnable à tirer de la carte de guerre.

Il appartenait donc aux organes de l'information secrète de lever en temps utile l'obscurité des données apparentes, afin que l'effort de guerre allié ne connût point, dans sa période initiale, de mortelles hésitations ; il fallait que, dès juin 1941, l'entreprise de Hitler fût marquée par le renseignement, avant de l'être par l'événement, du sort qui advint jadis à la Grande Armée devant Moscou, et qui galvanisa contre Napoléon les forces d'une coalition en voie de devenir victorieuse.

À quoi bon, semble-t-il, poursuivre nos fouilles au-delà de cette grande étape de l'activité de notre SR. À projeter sans cesse sa silhouette, comme celle de l'astrologue au bonnet pointu sur l'écran des événements qui confondent les hommes, ne risquons-nous pas de la rendre trop familière, trop assurée aussi, et comme douée de surnaturel ? Nous devons nous garder de la faire trop familière, et ne la point chercher dans les voies du surnaturel. Elle n'est qu'humaine. Dans la guerre qui continuait, le SR faisait strictement son métier, d'un cœur résolu, sans jactance comme sans faiblesse. La recherche méthodique et têtue, à travers mille obstacles sans cesse renversés et toujours redressés, se poursuivait harassante, passionnante, illuminée de foi, magnifique de rêve. La muette légion, taisant ses vides grandissants, restait accrochée à sa proie – nous allons dire : à sa victime. Celle-ci

s'épuisait en Russie : son sang s'écoulait par une plaie de 2500 kms. Cependant qu'à Vichy, le « service central » du SR soutenait contre la marée des agressions de lutte que l'on sait ...

Au cours de l'été 1942, le SR vécut quelques silences coupés de vivifiantes éclaircies. Il eut aussi de la chance, cette faveur des dieux. Un jour qu'il risquait de perdre pied sur le terrain des « intentions » allemandes, un remarquable chef de poste, le colonel de V. [*Pierre du Crest de Villeneuve*], bouchait la fissure. V. sut trouver un spécialiste de rare qualité <sup>101</sup>, qui intervint de manière ingénieuse sur le « câble de Commandement » Paris-Berlin, où l'on parlait beaucoup. Le SR en tira de fort instructives confidences. Ainsi connut-il, en dehors des mesures envisagées par le haut commandement allemand pour la meilleure utilisation du « matériel humain » français, les préparatifs de plus en plus difficiles ordonnés par Hitler pour « sa » campagne de printemps 1943. On sait aujourd'hui la part qu'eut l'illusion dans les plans tourmentés du *Führer*. « *Tout finit pas se savoir* », disait, désabusé, un vieil archiviste du SR, authentique philosophe. Encore le SR doit-il en cela « *faire le meilleur temps* ».

Quand, finalement, tous bilans utiles dressés et conscience à l'aide, le SR reçut connaissance du proche débarquement allié au défaut de la cuirasse de l'Axe, il ne s'agissait plus que de préparer la grande jonction des ressources alliées sur toute l'aire des recherches. Le grand service français apporterait en outre à l'État-Major interallié les dernières résonances enregistrées sur les divers fronts, au moment où la direction de ce service quittait le territoire français <sup>102</sup>. Et en fait, qu'étaient ces ultimes messages ? En voici un où l'on ne trouvait déjà plus rien qui portait les signes du secret. Il parvenait au SR le 4 novembre :

« L'Allemagne est perdue. Hitler doit s'effondrer. Parti et armée profondément divisés. Ressources de guerre encore grandes, mais impossibilité pour Hitler d'atteindre ses buts. Il y aura nouvelle campagne d'hiver et tentative d'offensive au printemps ... à moins d'imprévu. Peut-être Hitler essaiera-t-il de traiter sur le dos de la France. »

---

<sup>101</sup> Le Commandant Combaux.

<sup>102</sup> Il est rappelé que le contact n'avait jamais cessé entre SR français et SR alliés.

« *Si c'est tout ce qu'il a à nous dire ...* », avait bougonné, mécontent, l'officier du SR qui déchiffrait le message, et qui, depuis des jours, pestait contre la monotonie du renseignement. Et il avait ajouté :

« L'OKW ne nous a-t-il pas fait savoir (*sic*) qu'il renonçait à l'espoir de l'emporter en Russie, après la victoire allemande, un "Ostwald" inviolable ? Qu'il n'abandonnait pas son dessein d'entreprendre de nouvelles opérations aux premiers beaux jours de 1943 ? Qu'il entendait éliminer du corps russe ses provinces caucasiennes, et répondre aux attaques éventuelles des Anglo-saxons sur le front occidental par une attitude agressive des divisions ramenées du front russe enfin stabilisé ? Voilà ce qui nous intéresse. Ces "idiots" (les agents) ne nous en parlent pas. »

Ces « idiots » (ils ont bon dos) faisaient ce qu'ils pouvaient. Certes, les propos du frénétique *Führer* nous traçaient, comme toujours, les chenaux de la recherche. Et il ne s'agissait pas d'errer dans un océan de généralités et d'abstractions. D'autant qu'il était déjà bien difficile de tirer des bouillantes confidences hitlériennes – dont le SR avait assez régulièrement connaissance – ces clartés aveuglantes qui définissent au commandement adverse l'intention immédiate ou lointaine. Mais quel marécage souvent. Pour s'en convaincre, il n'est que de se pencher sur d'autres renseignements « *de bonne source* » qui, parvenant au SR au moment même où s'exécutait le débarquement allié en Afrique du Nord, prenaient un curieux accent d'opportunité, peut-être d'ironie.

« Hitler n'a jamais eu le dessein de pousser l'armée Rommel à Suez. L'offensive du maréchal devait s'arrêter à la frontière de la Libye. Mais Rommel avait pris sur lui d'exploiter les premiers succès de son offensive en la conduisant aux limites extrêmes des possibilités qu'elle ouvrait.

Hitler avait toujours considéré l'Afrique du Nord comme un théâtre d'opérations italien, et son appui au partenaire comme un moyen de se garder en Méditerranée. Le *Führer* n'a jamais cédé à son entourage que l'acquisition de l'espace vital nécessaire à l'Allemagne – préface de la soumission de l'Europe à la loi du "peuple dirigeant" – était à ses yeux déterminante pour la politique allemande, et que la conquête de disponibi-

tés russes était la condition première, indispensable à la réalisation de cette politique ».

Il résultait de ces renseignements que les rivages méditerranéens n'avaient jamais constitué qu'un objectif auxiliaire des plans hitlériens, imposé au Commandement allemand par l'incapacité des forces italiennes d'en assurer la maîtrise au profit de l'Axe ...

Au fond de sa province, dans la sérénité d'une paix revenue, quelque historien nonchalant cédera peut-être à l'appel des perfides sirènes et s'en ira butiner sur les sentiers du RENSEIGNEMENT. Nous souhaitons que le merle moqueur, dans le voisinage perché, ne lui fasse point tenir pour vain ce divertissement.

**Louis Rivet, « Le guetteur », chef du Service  
de Renseignement français de l'Armée de Terre.  
Quelques écrits.**

**PREMIÈRE PARTIE**

## **Chapitre 4**

---

### **DERNIER DRAME AVANT L'AUBE**

[Retour à la table des matières](#)

La nouvelle du débarquement allié en Afrique du Nord retentit à l'aube du 8 novembre comme une explosion sur notre planète. Un frisson d'espérance secoue la Patrie captive. Le sentiment précis, concret, qu'une formidable brèche s'ouvre dans le flanc du monstre hitlérien au moment où déjà il chancelle en Russie, s'empare des esprits, balaie les derniers doutes. Le croyant a gagné son pari. L'homme de peu de foi jette aux orties ses négations, freine les spéculations de sa peur. Laissons les impies hors du temple.

Nous voici enfin en route sur les hauts lieux de notre Histoire. L'Afrique du Nord est tout de même française. L'Empire aussi sans discussion. Point donc n'est besoin de sonner de l'olifant : sur la place d'armes avancée, les Français vont accourir et se joindre.

Ainsi parle Candide, parce qu'il est pur, mais pourquoi ce sourire de Voltaire ?

Dans la matinée du 10 novembre, l'avion déposait à Biskra, sur cette terre africaine où une poignée de Français venait de braver

d'absurdes consignes, le minuscule élément du SR <sup>103</sup> qui allait prendre sa place de droit à l'avant-garde des forces alliées réunies. Un chaud soleil, dans le plus beau des ciels dilata le cœur des évadés, et recula d'un coup les limites du possible entrevu. Devant son ivresse, un étourdi évoqua le soleil d'Austerlitz, l'imagination escadronnait dans les espaces libres.

Las, Biskra, loin d'Alger – on l'apprenait aussitôt –, était en état de siège. Les arrivants se demandèrent pourquoi. Et le souvenir de quelques messages reçus l'avant-veille à Vichy leur revint en mémoire : les troupes alliées avaient été accueillies en ennemies dans les ports africains. À Alger pourtant, l'opposition au débarquement avait été paralysée. Nous savions que Darlan avait demandé la « *destitution immédiate des généraux Béthouard et Mast, des colonels Baril et Jousse, pour avoir manqué au serment de fidélité au maréchal et à l'honneur, et avoir volontairement facilité l'invasion du territoire par une armée étrangère* » ... On se battait à Oran et à Casablanca ...

L'équipe déposée sur le sable de Biskra réapprenait ces surprenantes nouvelles. Après l'autorité réticente privée d'informations sûres, elle essayait vainement d'en savoir davantage. Son chef interrogea téléphoniquement Alger dans la personne du Colonel Chrétien, chef des Services Spéciaux <sup>104</sup> d'AFN, son subordonné. De la réponse prudente, mais suffisamment claire qui lui fut faite, il conclut qu'aucune autorité ne s'était encore affirmée. Chrétien fut prié de faire diligence pour procurer à l'équipe les moyens de gagner le terrain de Maison Blanche, où enfin un avion l'amenait le 13.

Notre propos n'étant ni de décrire ni de commenter les événements survenus en Afrique du Nord au cours de cette période, nous n'en reproduisons certains caractères qu'à raison du cadre et du climat qu'ils composent au SR transplanté. On en trouve quelques-uns dans le bref film ci-après, tirés des notes de son chef.

– Le 10 et le 11, à Biskra, nous cherchons à éclairer notre lanterne. D'une heure à l'autre, les informations sont contradictoires ; elles

---

<sup>103</sup> Une dizaine d'officiers.

<sup>104</sup> Appellation courante sous laquelle on groupe les services de recherches et de sécurité, SR et CE.

donnent des sons de cloche invraisemblables. Des instructions dont l'origine est mal définie (quel est le chef ?) parviennent aux autorités du lieu, en des textes incohérents qui prescrivent successivement : 1° armistice et neutralité amicale vis-à-vis des Alliés, neutralité hostile vis-à-vis des Germano-Italiens ; 2° neutralité absolue. On tirera sur tout avion qui voudrait atterrir sur nos bases ; 3° on ne tirera que si les « avions ennemis » tirent ; 4° « le Boche est le seul ennemi. » Incroyable confusion.

Le général Welwert <sup>105</sup> commandant la division de Constantine, s'en est ému. Le 11 au matin, apprenant notre présence à Biskra, il me prie par téléphone de venir le voir. Nous y allons, Ronin et moi. Vu, en passant à Batna, le général de Goutel, commandant la subdivision, enflammé à l'idée de repartir en guerre aux côtés du général Giraud. À Constantine, le général Welwert nous dit ne rien comprendre aux ordres « *stupides* » qu'il reçoit. Il désire des clartés que nous ne pouvons lui donner. Mais il est d'accord avec nous qu'aucune hésitation n'est permise. Qu'attend-on à Alger pour lui prescrire de porter sa division en Tunisie ?...

– Alger, 13 : je cherche les chefs, le chef « *Dieu, table et cuvette* ». À l'hôtel Saint-Georges, un grand conseil est réuni. Darlan, Noguès, Giraud, Juin, des généraux américains. Je vois le général Juin que je retrouve un moment plus tard au Palais d'Hiver. Il est d'excellente humeur : « *La situation est maintenant nette* », dit-il, « *on sait où l'on va* ». Moi, je la trouve étrange ; Darlan serait désigné comme Haut-Commissaire, Giraud aurait le Commandement suprême des troupes d'Afrique, Juin serait commandant en chef pour l'Afrique du Nord, Noguès resterait à la Résidence au Maroc ... Mais que s'est-il passé au juste le 8 novembre ? Les gens se regardent en chiens de faïence.

– 14. Reçu par le général Giraud au Palais d'Été. Il s'étend complaisamment sur une lettre de Roosevelt du 26 octobre 1942, et de laquelle il semble ressortir que le Président des *USA* a offert le Commandement des forces alliées au général Giraud <sup>106</sup> ...

---

<sup>105</sup> Sera tué glorieusement sur le front tunisien.

<sup>106</sup> On dit plus tard que cette lettre ne contenait rien de pareil. Seul le général Giraud peut lever cette incertitude.

Le général Giraud trace le tableau de la situation en Tunisie où les Allemands prennent pied. Il a besoin d'être renseigné sur l'importance et sur les mouvements des forces germano-italiennes. Première préoccupation, bien naturelle, du chef. Il m'invite à hâter les recherches et à reconstituer en AFN tous les éléments de la direction du SR ... Rencontré Baril au Palais d'Été. Amer et déçu : « *Le général Giraud nous doit d'être là où il est* », et il ne nous remercie même pas, « *nous faisons figure de coupables* ».

– 15. Décidément, la situation ne s'éclaire pas, elle s'obscurcit. De sourdes oppositions contrariant nos initiatives. L'autorité du général Giraud ne s'affirme pas à l'égard des chefs auprès de qui nous sollicitons nos moyens de travail. Ses plus dévoués collaborateurs s'inquiètent ... Vu le général Mast qui a été prié de « *rester en civil* ». Comprenez qui pourra ...

Du côté des Alliés meilleure impression. Rencontré les principaux personnages qui s'occupent du SR et d'information. Vif désir de faire vite et bien. Acceptant volontiers nos suggestions, voire nos conseils. Excellentes dispositions.

– 16. Luizet, sous-préfet de Tiaret « *limogé* » (lui aussi) se remet sous mes ordres <sup>107</sup>. J'en suis heureux, je l'envoie au Maroc, en surveillance des agissements allemands en Espagne ... Le général Giraud insiste pour que je me présente à l'Amiral Darlan, Haut-Commissaire. J'y vais, accompagné de Ronin. Darlan ne veut plus se souvenir de nos « *difficultés* » de Vichy. Il nous confirme les angoisses et les hésitations qu'il vient de vivre, et finalement sa décision de « *refaire en Afrique l'image du gouvernement défunt sous l'égide du Maréchal* ». Celui-ci n'étant plus libre, son désaveu de l'armistice conclu par Darlan, en AFN, ne peut être entendu comme l'expression de sa volonté. D'ailleurs, un message en code secret d'Auphan disait à Darlan de « *bien comprendre* » ce désaveu, prononcé pour ne pas troubler les négociations engagées par Vichy. C'est donc le moment de revenir sur la situation de 1940, cette fois avec l'appoint de 500 000 Américains ... « *Effarant* », me souffle Ronin, qui tente par un biais de ra-

---

<sup>107</sup> Appartenait auparavant au SR. Relevé de ses fonctions de sous-préfet de Tiaret pour s'être opposé au départ de la garnison appelée à Oran où elle devait participer à la bataille contre les Alliés. Sera préfet de police en 1944. Terminera sa belle carrière comme Haut-Commissaire en AFN.

fraîchir la mémoire du Darlan de la veille. Mais l'Amiral se dérobe. Nous le quittons : « *Ne ferions pas mieux de démissionner, dis-je à Ronin ?* » Mais sur le boulevard, nous rencontrons des troupes allègres de soldats alliés ...

– 18. On respire mieux. L'air vient du front. Les premières dispositions prises pour rallier le renseignement sur Alger s'annoncent efficaces. Nous nous passerons des appuis demandés, et qu'on ne nous donne pas. Des directives et des plans de recherche sont signifiés au chef du poste de renseignement de Kef, venu aux ordres. La situation qu'il expose est claire. Pas de gros « trous » dans le renseignement. Nous lisons assez bien dans le jeu de Rommel, mieux encore dans la bouillie italienne.

Mais qu'attend-on pour arrêter leur avance, décousue, semble-t-il, mais continue ?

Longue conversation dans la soirée avec le général Mas, qui me raconte les événements des 7 et 8 novembre à Alger, et m'en explique l'extraordinaire conclusion. Je comprends mieux ce qui se passe, je vois mieux les hommes. Comment espérer réunir les Français sur le compromis entrevu ? ... Les tenants du pouvoir se sont mis d'accord sur une formule molle, destinée à ménager les opinions d'un milieu nord-africain gravement divisé. Préface bien hésitante de la solidarité définitive avec les Alliés. Mais la question n'est pas résolue. Les rivalités de prestige et d'intérêt dominant les relations et conditionnent les concessions. Giraud, appelé par l'opinion, s'est effacé et ne veut être que militaire. Darlan, que personne ne souhaitait, s'est imposé, mais ses proclamations prudentes témoignent qu'il a son idée à lui, qui n'est pas celle des Français rentrés résolument en guerre. D'ailleurs, il tient ceux-là en suspicion, c'est tout dire ...

J'apprends que l'armée a enfin reçu des ordres pour lier son action à celle des Anglo-Américains. Ainsi, le général Barré, commandant les forces françaises en Tunisie, et dont le PC est à Béja (bien éloigné de Tunis) a refusé de recevoir l'amiral Platon envoyé par Vichy ou de l'adjurer de rester fidèle aux consignes du Maréchal.

– 19. Un mieux se perçoit dans le moral de la population et de l'armée. Nos troupes ont pris contact avec les forces de l'Axe en Tunisie. Un ultimatum allemand a été rejeté et les hostilités entre Fran-

çais et Allemands ont été ouvertes à 7 heures du matin sur l'initiative de ces derniers.

Le général Bergeret, Haut-commissaire adjoint m'informe de rumeurs selon lesquelles des organisations occultes se constitueraient et s'équiperaient en vue d'une action visant à éliminer Darlan ...

– 20. Convoqué par l'Amiral : « *D'après les renseignements parvenus au Gouvernement général, une conspiration se tramerait contre moi. Qu'en savez-vous ?* » Je réponds que je n'en sais rien, et que ce domaine d'information n'est pas le mien ; qu'au surplus, le Haut-Commissaire dispose de toutes les polices pour faire la lumière sur ces rumeurs.

Vers 19 h 15, bombardement d'Alger par l'aviation ennemie. Peu de dégâts.

– 22. Première réunion des divers secrétariats nouvellement créés auprès du Haut Commissaire. Une « section militaire » dirigée par le colonel de Saint Didier est annexée au Haut Commissariat. Je suis invité à participer à ces réunions.

– 26. Conseil « impérial » (AOF et AFN) à Alger. Le mot a fait riche. Que recouvre-t-il ?

– 28. Le général Giraud me charge de faire parvenir un pli à l'amiral Derrien à Bizerte : il s'agit de déterminer ce « dissident » à suivre le mouvement général de la Marine française ...

– 2 décembre. Cérémonie interalliée au Monument aux Morts. Les liens se resserrent.

– 3 décembre. L'affaire de Tunisie traîne, et déçoit le public algérien qui avait espéré une marche rapide des forces alliées. Premier succès français (100 prisonniers allemands). Sérieux échec américain à Tébourba (700 prisonniers américains).

– 5. Le SR se prépare avec la Marine et les Alliés à une opération sur la Corse <sup>108</sup>, ses liaisons avec la Métropole s'améliorent, mais le matériel manque.

---

<sup>108</sup> Avec la participation prépondérante du sous-marin « *Casabianca* » commandé par un splendide marin, le capitaine de frégate Lherminier, qui subi-

– 15. Mes adjoints, Paillole (CE) et de V. (SR) ont quitté la France et sont en route pour nous rejoindre ...

– 18. Baril me met au courant d'un projet de création d'un 2<sup>ème</sup> Bureau interallié dont nos alliés lui proposent d'être le chef. Je lui conseille vivement d'accepter. Il est d'accord ...

– 24. Vers 15 h 30, l'amiral Darlan est assassiné à la porte de son bureau du Palais d'Été ... Ses pressentiments ne l'avaient pas trompé. Mais pourra-t-on, désormais, tuer sans juger ?

– 26. Le général Giraud est désigné comme Haut-Commissaire. Désignation en général favorablement accueillie ... Cependant l'exécution de Bonnier de La Chapelle provoque une effervescence et des mesures policières. On a décidé des arrestations préventives. Le trouble augmente dans les esprits ...

– 30. Des arrestations opérées la veille, notamment celle de M. Mascatelli, chef de la Sûreté, de M. Achieri, commissaire de police, produisent une impression désastreuse ...

L'enquête faite quelques jours plus tard, avec le concours exceptionnel de deux officiers de mes services, aboutit à constater que ces arrestations reposaient sur des « ragots ». On ferait bien de nous laisser tranquilles avec ces rocambolesques et irritantes histoires ...

– Janvier 1943. Action de plus en plus unie des SR alliés dans les recherches sur l'Axe. Les échanges de renseignements suivent un cours satisfaisant, mais des difficultés surgissent, à l'occasion des missions, communes ou parallèles, sur le continent européen. La bonne entente qui régit les rapports entre chefs de services alliés permettra, je pense, de les résoudre ... L'hostilité et parfois l'obstruction viennent surtout de certaines autorités militaires françaises. Une mise en demeure s'impose. C'est la Marine qui renâcle le plus.

Dans le courant du mois, les pièces de notre SR en AFN revues et améliorées jouent bien. Le système d'ensemble est peu à peu repris en main et axé sur Alger.

La scène politique est détestable, nous sommes quelques uns à avoir cru que la rencontre à Anfa accomplirait le miracle de l'union

---

ra, quelques jours seulement après sa dernière mission, l'amputation des deux jambes.

des Français. Des témoins sérieux nous rapportent que les deux chefs vers qui la France tourne ses regards, De Gaulle et Giraud, en sont sortis un peu plus divisés. Les photos mentent. Verrons-nous toujours, chez les maîtres de notre destin et aux pires moments, « *ferrailler les amours-propres* » et se heurter les ambitions personnelles ? Nous sentons nos camarades des services alliés devenir sceptiques quant à une participation française importante aux opérations de guerre. Indication inquiétante.

– Février. Je m'évade pendant quelques jours vers le front tunisien. Atmosphère réconfortante. Sur la chaîne des PC, de Souk el Khémis à Gafsa, en partant par le Kef, Kasserine, Djérissa et Thélepte (terrain d'aviation en pleine action de bombardements), on se sent renaître à la vie, à l'action féconde, sur le front. Au-dessus de tout, on éprouve cette sensation forte, poignante, heureuse, que ce sont les nôtres, aux chaussures trouées, à l'équipement désuet, qui tiennent en respect la houle furieuse de 300 000 assaillants ... États-Majors en pleine euphorie. Tous nos chefs n'ont pas moralement trépassé ...

– Du 9 au 18, mission à Londres. But : déterminer le BCRA (organe de renseignement et d'action du Comité français de Londres) à se ranger à l'unité et à la discipline du SR ; resserrer les liens de travail avec les Britanniques. Reçu du premier (Commandant Passy) une acceptation de principe, mais entourée de trop de réserves pour que je puisse espérer une fusion proche. Retrouvé chez les camarades britanniques, l'atmosphère de confiance et de cordialité d'autrefois.

Reçu des confidences spontanées qui révèlent les rapports difficiles entre De Gaulle et le Gouvernement de Londres. Ma mission excluait une visite personnelle au général de Gaulle. Je regrette, au départ, de n'avoir pas passé outre. Certaines équivoques eussent, peut-être, été levées. Les positions, en tous cas, fussent apparues plus clairement. Impression que la politique, au sens usé du terme, envahit et vicie l'élan national du Comité de Londres.

M. Peyrouton, Gouverneur général de l'Algérie, me convoque à mon retour d'Angleterre. Curieux de savoir ce qu'on pense de lui à Londres. Je me demande ce que vient faire cette préoccupation en un tel moment ...

Fin de mois remplie de « grenouillage » à Alger, d'émissaires de toutes provenances qui compliquent la tâche du Général Giraud. Tout

ce monde cherche à « se placer », à prendre des assurances sur les lendemains ... Le général Catroux est à Alger.

– Mars. Le 8, affreuse nouvelle : Baril s’est tué la vieille dans un accident d’avion, au retour d’une mission <sup>109</sup>. Perte irréparable pour l’armée, pour le renseignement, pour la France. Tout concorda dans cette constatation : le prestige du général Giraud baisse dans l’opinion et dans une fraction de l’armée. Sa souveraineté est illusoire, son entourage lui reproche de manquer d’énergie ... Le 15, le général Bergetret démissionne.

Déjeuner avec Murphy. J’en profite pour lui signaler les graves inconvénients d’une intervention excessive des Services américains dans nos affaires.

– Avril 6. Le Général Giraud m’expose le plan allié, dû, dit-il, à ses suggestions :

« Pas d’action d’envergure sur les côtes de la Manche ou de l’Atlantique, tout au plus des diversions. Car un débarquement important se heurterait à des défenses allemandes telles que l’opération serait trop coûteuse et aboutirait au maximum à la création d’une “poche”. Seul projet possible : après l’élimination du front tunisien (délai 2 mois), action sur la Sicile, avec opérations dans les Balkans. Bataille décisive en 1944. »

Impression du général sur les armées alliées :

« 8<sup>ème</sup> Armée britannique excellente, 1<sup>ère</sup> Armée, médiocre sauf artillerie. Américains font leur instruction. »

Aux prochains événements de ratifier ou d’infirmier ces points de vue ... Je signale à Giraud les rapides progrès des services américains sur le plan « renseignement », en dépit d’une sorte de prédilection pour « l’information ».

---

<sup>109</sup> Le colonel Baril effectuait au Levant, en compagnie du général Mast, une mission qui avait pour but de sceller l’union des forces de diverses origines et de diverses tendances stationnaires sur les théâtres d’opération du Moyen-Orient et d’AFN.

De nombreux personnages connus ou inconnus, arrivant à Alger, quémandent des missions ou prodiguent des avis, résolus à se battre, mais pas sur les fronts ... Une belle jeunesse pourtant, filtre par l'Espagne, et vient s'engager.

Le SR tourne rond. Bonne équipe de direction.

– Mai. Tunis et Bizerte sont délivrés le 7 à 16 heures. Les forces germano-italiennes prisonnières dans la « trappe » de Zaghouan. Première grande victoire des Alliés, rôle magnifique de l'Armée française, glorifiée par André Labarthe dans une fière envolée digne du « Bulletin des Armées de la République ». La plage d'attaque de l'Europe est nettoyée ... J'organise à Tunis le travail du SR sur les prochains objectifs européens.

Le général Georges arrive le 20 sur un avion britannique.

Appris le 21, une rafle du CE allemand sur notre poste de la région lyonnaise (4 officiers arrêtés) et une visite de la *Gestapo* à ma famille ...

– 29. Le général Giraud me dit avoir reçu une lettre du Président Roosevelt, qui se félicite de l'accord intervenu ( ?) entre le général De Gaulle et lui, Giraud, « accord » dont le Président ne méconnaît ni l'importance, ni les dangers.

### ***Arrivée du Général De Gaulle à Alger***

– 31 mai-1<sup>er</sup> juin. Premières réunions du Comité exécutif Giraud-De Gaulle. Premières frictions, sérieuses. Le mauvais exemple va-t-il venir d'en haut ?

– 2 juin. Réunions houleuses au Comité. Intransigeance des deux généraux.

– 10. Les relations entre De Gaulle et Giraud se tendent de plus en plus. Les deux hommes se voient le moins possible. Le Comité essaie d'éviter une rupture. Mais l'un, De Gaulle, réunit – et possède déjà – les éléments d'un gouvernement, l'autre, Giraud, revendique les prééminences du chef militaire ... Sentiment très net, et comme définitif, qu'ils ne pourront jamais s'entendre.

– 22. Une décision du Comité créé deux Commandements militaires. Je remets ma démission le 25, le SR, pas plus que l'armée, ne pouvant vivre sous le régime d'une dualité de commandement.

– 30. Passy (BCRA) vient m'entretenir de ses « vues » sur la constitution d'un SR unique : « Idée neuve », croit-il ... La nouveauté, inadmissible, serait l'intégration d'un SR de défense nationale, dans une formation (BCRA) improvisée, mal définie, qui apparaît déjà comme un nouveau pouvoir. On y ferait de tout, sauf du renseignement sur l'ennemi ...

– Juillet. 5. Nouvel entretien avec Passy, qui parle avec autorité des problèmes de SR. Persiste dans son projet de création d'un SR « gouvernemental » affecté d'attributions multiples. Passy veut ignorer que le SR français existe, avec plus de 70 ans d'expérience derrière lui. Entente impossible. La question des deux commandements (De G. et G.) toujours pas résolue.

– 10. Les Anglo-Américains ont débarqué en Sicile dans la nuit du 9 au 10. Nos alliés semblant vouloir nous freiner dans notre projet de dételier un vigoureux élément SR aux armées lancées en Europe.

Relations avec le BCRA stagnantes. Mais les signes s'accumulent que cette formation entend s'affranchir des lois permanentes de tout bon SR et de ses techniques de travail, qu'elle songe uniquement à s'emparer des leviers du vieux service, et à courber celui-ci aux exigences de desseins personnels, plus proches de la politique pure que de la Défense Nationale.

Je confie à mon ami X ..., magnifique soldat, mes déceptions et mes craintes.

« Je croyais, dis-je, qu'un grand élan patriotique allait sur-le-champ unir tous les Français pour la Victoire, pour la Libération du sol national. Je découvre que le beau et le sublime sont en voie de sombrer, de se dissoudre dans les rivalités de personnes, de partis ou de clans. »

Pas de fusion, pas « d'amalgame », pas de « levée en masse ». À des heures pareilles, nos ancêtres, manches retroussées étaient, eux, à leur poste de combat. X. m'a toisé, sarcastique. Il a eu ce mot curieux, léger, désespérant.

« Vous retardez, mon vieux, les âmes ne chantent plus dans les clairons d'airain. Elles soufflent dans les mirlitons. Mensonge. »

X ... vient de participer aux batailles de Tunisie, où notre petite armée d'Afrique renouvelant les grandes épopées de notre Histoire a laissé 1500 morts sur le terrain.

Fermons le carnet de bord, qui va désormais refléter des laideurs, de légitimes indignations et d'incompressibles rancœurs.

Nous ne sommes qu'en juillet 1943, et les enthousiasmes de novembre 1942 fondent au soleil brutal de l'été africain. Les visages innombrables qui traduisent la mosaïque humaine parquée là par le remous se ferment, rebroussés par la méfiance. Les propos – quand on les ose – trahissent des désaccords fondamentaux. Des traits d'union, il est vrai, ont été proposés, proclamés ils ne portent pas le sceau de l'unité. Ils ne font pas ressurgir, du fond des consciences, l'idée élémentaire, celle qui soude, d'une seule et brève secousse, le cœur des simples et l'âme des chefs. Un seul but : la Victoire, a dit Giraud. De Gaulle dit-il autre chose depuis 1940 ? Non, ce nous semble. D'où vient donc l'épais, l'insurmontable malaise ?

À le chercher parmi les dissonances rencontrées, l'esprit est tenté par l'explication sommaire, celle qui n'admet pas sans répugnance, ni quelque humiliation : il n'y a pas sur cette terre française libre, de chef reconnu, légitime – si la légitimité d'un pouvoir est faite de « *l'adhésion peu à peu unanime des gouvernés* » – sacrifiant sur l'autel de la Patrie les observances partisans de la veille.

On voudrait fuir ce néant que ne remplit pas, mais que souligne la rivalité de deux hommes. On voudrait que derrière les panneaux et les discours aux fiers slogans, il n'y eut que la France. Que l'unité au sommet secouât les énergies et interdît les choix, aux raisonneurs. Qu'une grande volonté, expression du terroir profané, pulvérisât les intrigues et muselât les ambitions, celles des « tribuns » et celles des histrions. Qu'à tout le moins un éclatant accord en haut propageât vers le bas le frisson d'une âme commune. L'esprit des Français avide de clarté, y eut trouvé son compte. Qu'on veuille bien, surtout, mesurer à distance ce qu'eût été cette prodigieuse chose ; la rentrée en guerre, massive et disciplinée, de tous les Français libres et valides.

En définitive, il faut se résoudre à dire les choses comme elles sont, comme les a vues et éprouvées le Français poussé par un patriotisme sans épithète à venir prendre en Afrique du Nord sa place obscure de combattant : le grand ralliement des âmes pour le salut du Pays n'a pas véritablement trouvé son promoteur <sup>110</sup>.

La marque imprimée sur les esprits par deux années de fidélité à la politique de Vichy a résisté à l'événement du 8 novembre et à l'appel de nouveaux hommes : les discordes latentes, aimantées par des souvenirs de qualité mineure, ont reçu un nouvel aliment de la division de deux chefs. Et pour finir la préoccupation du régime politique à instaurer en France a bien avant l'heure primé la loi de salut.

Il y aura beaucoup à repenser et à écrire sur tout ce qu'on a appelé « *l'expédient provisoire d'Alger* », terme qui a voulu désigner la brève « *régence* » de l'amiral Darlan, mais qui convient incontestablement à toute la période qui va de novembre 1942 au mois d'août 1944 en Afrique du Nord.

Quand on se remémore les événements qui la remplissent, on ne peut pas ne pas évoquer l'attitude, à tout le moins surprenante : observée en AFN par les chefs français responsables en face de ce tournant de la guerre si clairement signifié par le débarquement anglo-américain. Le tir des batteries françaises, à Oran et à Casablanca, a fêlé les clairons d'airain, et brisé les ressorts d'une grande résurrection française.

Quand on évoque les palabres prolongées, inutiles et sans grandeur, du Comité d'Alger (la Convention faisait mieux), au cours desquelles se sont débilitées les énergies, exacerbés les appétits, laissant présumer au monde étonné que nous étions impuissants à rejeter le suaire de notre défaite on incline à juger sévèrement les hommes qui se disputaient les moyens décisifs de notre victoire. Car ces discordes ont affaibli le sens national de la masse quand elle voulait être galvanisée. À quelques heures de vol d'un avion, la France, courbée sous l'horreur et la honte de l'occupation, attendait.

Où était notre armée, en ces conjectures ?

---

<sup>110</sup> Nombreux sont les Français d'Afrique du Nord, au courant des réactions de l'opinion et surtout de l'armée qui ont regretté l'abstention du général Weygand dans la phase initiale du renversement du 8 novembre 1942.

On le savait, trop désagrégée par le malheur de mai 1940, elle flot-tait, désemparée. Ses tronçons, isolés et cloisonnés dans les différentes parties de l'Empire, spirituellement divisés, semblaient eux aussi n'avoir plus d'âme commune.

Quelques chefs, qui ne parlaient pas exactement le même langage et qui, de plus, se détestaient, usaient de leur prestige pour emporter le choix des naufragés.

Les indomptables centurions qui, derrière les Leclerc et les Kœnig avaient défié le destin et prouvé que la France et sa gloire conti-nuaient, se heurtaient, dans leur marche victorieuse vers la mer, à une armée d'Afrique dont elles n'avaient le réveil et suspectaient les senti-ments. De part et d'autre, sous l'effet de mauvaises propagandes, on se faisait injuste. Et le souvenir des événements de Syrie où les com-bats fratricides avaient mis aux prises d'authentiques Français, revivait dans les cœurs ulcérés. Sous Tibère, les légions romaines pareil-lement désunies s'étaient ressoudées pour affronter Arminius, mais Rome avait Germanicus.

Cependant, de la Métropole revigorée d'espérance, de jeunes hommes – parfois des enfants – s'infiltraient par les monts où vo-guaient à l'aventure, avec la même volonté de rejoindre leurs aînés dans la bataille. Au goulet de Gibraltar, où débouchait le flot principal des évadés de France, deux drapeaux, deux recruteurs les attendaient : celui de De Gaulle, celui de Giraud ...

Dans l'antique hexagone de France occupé et violenté, fermentait cette colère qui, parce qu'elle n'était que sainte, surgissait du cœur des hommes plus que de la volonté ordonnée et convergente des chefs : débris d'une armée deux fois moins mutilée (ORA), citoyens de toutes classes dressés contre la barbarie et conscients de leur rôle d'avant-garde de la Libération, FFI et FTP dont l'honneur français était devenu l'éminente dignité <sup>111</sup>. Tous héroïsmes dispersés dont le défaut fon-

---

<sup>111</sup> On fera œuvre pie à l'égard de ces authentiques combattants en condamnant les Français dévoyés qui, usurpant ces mêmes étiquettes, donnèrent libre cours à leur haine partisane ou à leurs instincts de brutes, molestant, rançon-nant ou supprimant de bons Français dont ils prétendaient se plaindre. Jeux plus faciles et moins périlleux que l'attaque d'un détachement allemand ou la participation à une bataille sur le front.

damental apparaîtra, au soir de l'expulsion de la bête, dans un prurit de division.

Nous laissons à d'autres la tâche d'analyser la poussée infectieuse, ses origines, sa profondeur, et, pour finir, son retentissement sur le corps français, qu'actuellement encore elle paralyse. Nous croyons cependant que l'union des Français, si elle était réalisée en Afrique du Nord aux heures particulièrement favorables qui s'offrirent le 8 novembre 1942 et le 31 mai 1943, la désunion latente dans la Métropole n'eut pas pris les dimensions que nous connûmes quand les armées libératrices y rentrèrent sous le signe d'une victoire totale. Et nous ajoutons, le cœur attristé, mais la conscience libre, qu'une querelle de mandarinat où l'humilité devant le pays ne prévaut par sur l'orgueil, a attisé la discorde des « notables », qui s'est étendue à la masse déjà profondément troublée. Les initiatives normales du pouvoir ont passé aux mains des partis, qui ne se sont rassemblés que pour s'exclure dans l'ombre, et ce sont, à Alger en 1944, d'ambitieux petits-mâîtres gravitant autour du Général de Gaulle qui ont prétendu guider ses décrets. Les décrets ont été pris dans le désordre, dans la précipitation, parfois, sous l'injonction. En particulier, nul n'ignore qu'on s'est préoccupé à Alger d'épurer l'armée, à l'heure qui luisait, magnifique, où il s'agissait seulement – devoir suprême – de purifier le sol français de la souillure allemande. Des chefs responsables ont laissé cette stupidité s'accomplir : l'épuration des combattants.

On se préoccupait aussi, âprement, de préparer à la France, après tant de malheurs imputés aux régimes passés, une maison vierge dépouillée des institutions dont la survivance apparaissait, dans une Europe vouée aux dictatures, comme un anachronisme, défroquée de temps révolus. On s'aperçut un peu tard, quand déjà beaucoup de mal avait été fait, que ces institutions avaient donné à la Troisième République son éclat ; à la France sa grandeur. N'était-il pas fatal que la moins officielle et la moins défendue d'entre elles devînt, en de telles circonstances, l'objectif d'offensives impatientes, laissant percer bien vite d'inexplicables convoitises ? Il en advint ainsi au Service de renseignements français.

Ce fut une ère de libertinage, l'esprit de Saint Évremond en moins, les licences de pouvoir en plus. Une de ces pages d'histoire qu'on se hâte de tourner sans les lire, parce qu'elle menace de ternir la beauté des autres. Une page où, vus du dehors, notre Pays et ses hommes ap-

parurent mesquins. C'est parce que les Français valent mieux que cela, que nous ne nous y attarderons pas.

À la vérité sous le signe du désordre, tout se simplifie, parce que tout s'enchaîne. Notons simplement les « temps », et le dernier drame SR se comprendra.

I. Une équipe venue de Londres, et qui déjà se dit « gouvernementale », ayant résolu vers le milieu de l'année 1943, de s'arroger tous les pouvoirs pour garantir les meilleures fins françaises d'une guerre qu'elle ne peut prétendre conduire, va d'abord créer « le pouvoir ». Ce sera le « Comité de Libération Nationale » dont les membres issus d'une cooptation dirigée devront – se cabrant quelquefois – se montrer souples à des formules élémentaires, martelées dans la coulisse par le BCRA <sup>112</sup>.

Quand M. Soustelle prendra en mains le dernier devenir de la Direction générale des Services spéciaux (DGSS), toute son intelligence, tout l'esprit de conciliation dont il fera preuve, ne changeront rien à cette impulsion première, imprégnée d'exclusivisme et d'ostracisme.

II. Mais il existe à ce moment en AFN un pouvoir Giraud, factice il est vrai, parce que d'essence purement militaire. Mission proclamée : la libération du territoire français, pense le général Giraud, sera l'œuvre d'une armée française reconstituée dans tous ses éléments, existants ou possibles. La Résistance, dont on fait subitement et à tout propos étalage, a sa place dans un ordre de bataille organisé et conduit par le commandant en Chef. Quand nous serons à Paris, la France, rendue à la liberté, se donnera le Gouvernement de son choix. La politique n'est pas affaire de militaires.

Il n'empêche que le général Giraud, commandant en chef « *civil et militaire* » depuis la mort de Darlan, détient des pouvoirs politiques au moment où arrive le général de Gaulle. Sans doute ne demande-t-il qu'à les passer à un « directoire » d'hommes politiques. Mais il ne

---

<sup>112</sup> Déjà travaillé lui-même par des divisions intestines, fruit d'un recrutement extravagant de l'aveu du colonel Passy lui-même, cet instrument hétéroclite causa au général de Gaulle plus d'un désagrément (2<sup>ème</sup> Bureau-Londres).

paraît pas disposé à en laisser la direction souveraine à son concurrent, dont visiblement il méconnaît le prestige et les progrès dans l'esprit des Français de la Métropole <sup>113</sup>. Et ne faut-il pas marquer tout de suite la lourde énigme que laisse persister Giraud en ne prenant pas une position nette à l'égard de « Vichy » <sup>114</sup>. Bon gré, mal gré, le partage des pouvoirs s'impose. Mais leur définition engendre des discussions incessantes et acerbes qu'aggrave l'intervention des partis. Ce duel entame profondément la primauté de l'effort militaire, et fait sombrer dans la confusion, à la « male heure », toute saine conception de l'emploi des forces de la Nation. Giraud, seul contre tous au Comité <sup>115</sup>, cède une à une ses prérogatives. Il est refoulé successivement de sa position de coprésident à celles de commandant en Chef (août 1943) sur les théâtres des opérations (fin septembre) puis d'inspecteur général des armées (avril 1944), fonction illusoire et crépuscule d'une belle carrière. Il n'accepte pas et se retire sous sa tente, « *en réserve de commandement* ».

L'épreuve du service des renseignements français s'inscrit dans cette querelle. Phénomène étrange, il est pris à témoin du débat, l'alimente souvent, et finit par en faire les frais. Précisons brièvement, en toute sérénité :

1° Le SR – nos lecteurs le savent maintenant – est, par destination et par structure (étant bien admis, parce que prouvé, que sa formation spirituelle et sa bible sont des biens nationaux), l'arme première et indispensable de tout chef appelé par le pays à livrer bataille pour son salut. À ce titre, essentiellement « technique », le SR prend normalement place en point des forces nationales mises en œuvre. Il y était dans la deuxième bataille de France, celle de la Libération, commençait.

---

<sup>113</sup> Prestige et progrès incontestables, mais dont l'évaluation numérique par l'équipe dite « gaulliste » était excessive par rapport aux chiffres établis par les organismes de sécurité du SR en étroite contact avec la masse des Français en 1943.

<sup>114</sup> Le général Giraud fera, au cours de sa déposition au procès Pucheu, une déclaration qui ne sera pas la désapprobation catégorique de ceux qui le suspectaient de conserver des rapports secrets avec le maréchal Pétain.

<sup>115</sup> À l'exception du Général Georges, et de quelques membres qui le soutiendront mollement et par intermittences.

2° Quand, fin 1942, l'armée nationale renaît de ses cendres, surmontant d'un cœur lourd le cauchemar du 8 novembre, et cherchant aux divers horizons, pour revivifier sa foi, ceux des siens qui n'avaient pas cessé de se battre, le général Giraud appelé par les conjurés du coup d'Alger, en prend le commandement <sup>116</sup>. Il reçoit l'investiture du Chef suprême des forces alliées, dont le quartier général se fait se trouve à Alger, terre française.

Prétendre que la place du SR pouvait être ailleurs témoignerait d'une insigne mauvaise foi, ou d'une vue singulièrement primaire des responsabilités et des besoins du Commandement. Le SR se réintérait tout simplement – à visage découvert cette fois – dans l'échiquier des forces françaises, comme le char s'introduit dans l'unité blindée, et point dans une section d'Intendance.

3° Dualité de Commandement : bagarre. De surcroît, de Gaulle est entré en scène escorté de son service de renseignements (BCRA), étrange assemblage de braves gens et de mauvais garçons, de vaillants français et de combinards, happés par le hasard ou attirés par le goût de l'aventure que le « Renseignement » (espionnage) présuppose, tous apprentis sorciers qui, dès leurs premiers pas dans les sentiers de l'insidieuse gloire, se sont crus mandatés pour réorganiser le SR sur des bases « modernes » et fastueuses, gage de mirifique réussite. De mémoire de Sarmate, l'Europe n'avait jamais vu sur la scène brumeuse des services secrets, une troupe aussi présomptueuse, aussi bruyante, et, hélas, moins criblée et préparée, résolue par conséquence, à mépriser les règles élémentaires de travail et de sécurité de ces services. Instrument inapte aux graves et immenses tâches de l'heure. « *Un SR ne s'improvise pas* », bis repetita ...

À défaut de savoir et d'expérience, la jeune équipe a pris très tôt conscience de sa force, celle que donne aux inférieurs l'assurance de leurs chefs. L'ascension de de Gaulle, le déclin de Giraud, lui ont conféré une sorte de préséance dans le consulat de leurs vœux, dont ils occupent déjà et défendent les avenues.

---

<sup>116</sup> Se reporter, pour l'intelligence de ces événements et leur déroulement, aux ouvrages et aux nombreux articles parus depuis lors, notamment à ceux de M. Kammerer [Cf. d'Albert Kammerer, *Du débarquement africain au meurtre de Darlan*, Paris, Flammarion, 1949].

La « bagarre » parallèle, BCRA (ou DGSS) contre SR, partira donc d'invites impérieuses, puis d'injonctions sans appel, du plus fort au plus faible. Émanation et reflet du pouvoir, les assaillants n'auront aucune difficulté à paralyser et à absorber le SR classique quand ils en décideront. Forts de l'autorité du CLN qu'ils manœuvrent, ils mèneront plus rondement les choses que Laval et Darlan n'avaient pu ou su le faire à Vichy.

4° Ce qui s'est passé entre juin 1943 et avril 1944, se devine donc aisément. C'est une mauvaise action. Préméditée chez certains, inconsciente chez les autres. Les uns et les autres, dans le chaos où une somme de mauvaises actions a fait glisser la France, doivent la regretter.

Le plan moral, sur lequel nous nous sommes placés, nous commande de n'accorder à cet épisode qu'une mention brève, mais plus qu'allusive, parce qu'elle est un tribut à la vérité due aux Français.

Dès le premier mois, « l'équipe de Londres » reconnaît les lieux du SR, fait sonder ses chefs et parle de « fusion ». Premiers contacts empreints de raideur et de méfiance. Le contraire de la main tendue. L'hostilité sous les mots.

Fin juillet apparaissent les premiers actes préparés hors du SR, sous le vocable de fusion. Giraud assiégé dans son autorité, le SR l'est dans son aire d'attribution. Étranges décisions prises en comité : un jour, M. Philipp (on ne sait pourquoi) reçoit qualité pour « inspecter le SR ».

En août et au début de septembre, la pénétration s'amplifie. Le général Cochet est désigné pour « coordonner » les deux services et préparer leur unification. Il n'en éprouve nul enthousiasme, cherche des compromis et en constate les défauts. Une réunion (11 septembre) avec Passy et Pélabon <sup>117</sup> fait ressortir l'énormité du désaccord <sup>118</sup>.

---

<sup>117</sup> Adjoint de Passy.

<sup>118</sup> À noter que le travail du SR à la préparation des actions offensives visant l'Europe continuait en dépit de cette atmosphère. Il venait d'ouvrir la voie au débarquement avec un bataillon de choc à Ajaccio (3 septembre), opération due à l'initiative du général Giraud.

Fin septembre, à la faveur du recul de Giraud <sup>119</sup>, un projet de « fusion », transformé en décret le 4 octobre, considéré par le général Cochet comme une étape vers la reconnaissance du SR classique, ne rencontre de part et d'autre que désapprobation.

Le BCRA dit en substance : il faut refaire le SR selon nos plans. Le SR dit : le BCRA n'est pas un SR. S'il possède des éléments qui en font l'office, il faut les intégrer dans le seul SR digne de ce nom. Mais on n'amalgame pas deux organes aussi dissemblables, dont l'un, le BCRA, a des préoccupations et des occupations de caractère politique.

En octobre, Ronin, que Giraud a pris à ses côtés pour assurer la coordination des Services spéciaux de l'armée, et que le décret du 4 met dans l'impossibilité de remplir sa mission, démissionne. Cochet offre au chef du SR de prendre en main les Services spéciaux qu'on fusionnerait selon le décret. Refus. Cependant, l'équipe du BCRA s'introduit dans les postes du SR, y délègue des représentants et enquête. Un nouveau décret pris le 20 octobre aggrave celui du 4 et fond littéralement les organes du SR dans un monstre informe qui s'appelle la DGSS. Le SR le déclare inapplicable.

Le mois de novembre est marqué par l'emprise croissante du « nouveau pouvoir » sur les leviers d'action du SR, notamment sur la faculté d'obtenir les crédits nourriciers. Le SR mal défendu par le général Giraud impuissant, résiste pied à pied et proteste. Le 30, au cours d'une réunion organisée par Frenay, et où le chef du SR et Paillole rencontrent Soustelle, Bloch, Passy et Pélabon, ceux-ci démasquent leurs batteries, déclarent le moment venu d'inclure le SR dans le « *Comité d'Action* » et proposent à ses chefs les plus en vue de « *s'effacer provisoirement* », le chef du SR devenant toutefois le « *conseiller technique* » de la DGSS. Refus et rappel à la décence par leurs interlocuteurs.

Décembre, mois des sommations. Il est réitéré au SR d'avoir à appliquer « *les ordres* » (décret). Puis on temporise. Le SR renvoie les assaillants à Giraud, qui voit De Gaulle. Les apparences deviennent

---

<sup>119</sup> Un décret a nommé le général Legentilhomme, commissaire à la Défense nationale. Un autre a organisé deux catégories de forces armées : celles à la disposition du général Giraud pour opérations, celles restant sous l'autorité du Commissaire à la Défense nationale. Deux décrets pris sans consultation du général Giraud.

conciliantes. Puis tout se gâte à nouveau et ce sont des menaces. Le 22, M. Le Troquer, Commissaire à la Guerre, s'informe ; le chef du SR lui démontre que ses prérogatives ministérielles sont violées. Pas de réaction utile. Le 23, le général De Gaulle reçoit cordialement le chef du SR, l'entend, l'interroge, tout à tour soupçonneux et confiant. Le général semble découvrir dans le propos du « comparant », matière à réviser sa position du SR, il ne conclut pas, mais rassure.

Cependant que les postes extérieurs du SR sont envahis par des émissaires de la DGSS et font tenir au Service Central, lui-même cerné, des messages angoissés.

– Janvier 1944. Ultimes sursauts de Giraud dans sa défense du SR. Pas de crédits pour le grand service : ils sont « fondus » dans ceux de la DGSS, mais il est pratiquement impossible de les extraire. Manœuvre d'asphyxie, de l'espèce la plus condamnable : au loin, le grand réseau de recherches et de défense lance des SOS. Soustelle s'élève, mais il est engagé dans d'autres sentiers, qu'on ne remonte pas. Giraud croit encore en lui-même, et au petit Noël. « *Faites un "essai loyal" de fusion* », dit-il aux chefs respectifs du SR et de la DGSS. Nouvelles rencontres des deux hommes. Ils « essaient » vraiment, loyalement. Mais entre eux, il y a un « décret », un ordre d'offensive, un abîme. Le dernier jour de janvier, Giraud, qui rentre d'Italie, doit apprendre que le SR s'engloutit, morceau par morceau, dans un bazar hottentot.

Détente au début de février, mais l'absorption se développe. Pour forcer la soumission du SR, son chef est nommé par « décret » « *conseiller technique* ». Dans un tête-à-tête, Giraud-De Gaulle, perçoit l'espoir d'un accord, par amendement des décisions prises. Mais, le 7, De Gaulle fait savoir que sa position est maintenue. Giraud menace de se démettre, mais n'en fait rien. De la DGSS, partent de nouvelles injonctions. Le 12, Giraud déclare supprimer SR et CE, décision impulsive non suivie d'exécution. Le 13, le chef du SR démissionne, mais Giraud lui ordonne de rester. Le désordre des Services spéciaux est à son comble.

La stupide bataille dure ainsi tout au long de février et de mars, marquée par le chantage aux crédits du SR, arme efficace, mais assez criminelle ; par des entretiens las et désabusés entre les chefs des deux services qui s'affrontent ; par l'intervention de la Commission de

l'armée qui reconnaît la validité et la permanence des principes défendus par le SR <sup>120</sup> ; par l'installation de force, dans les postes extérieurs du SR, d'une foule de missionnaires et de déracinés, dont la prétention et l'insolence souffletent les hommes du SR demeurés sur la brèche.

La chose inouïe, est là, qui fige les consciences :

Sous l'étendard brandi de la « Libération nationale », l'assaut est donné à un service qui, depuis quatre ans, peine et saigne, pour la Libération. Depuis 1871, il avait sans trêve donné son âme et sa chair pour que ne vînt jamais l'occupation. Où étaient-ils alors les « héros » du jour ? Mais aussi, l'impie – peut-être l'irréparable – s'accomplit : on a fait le vide à la tête pour pousser plus loin ses ravages. Quelques entretiens encore, à voix basse, sur la lice déserte, entre vainqueurs et vaincus, les premiers confiant aux seconds qu'ils n'iraient pas jusqu'à la consommation totale de leur forfait.

Le 15 avril, à son tour, le chef du vieux service quittait la scène, poussé avec quelques ménagements – lourde encore était l'atmosphère et inquiet le triomphe – vers cette solitude toujours lointaine qui s'appelle l'inaction, mais où parviennent encore, pour la souffrance et l'émoi de votre être, les pulsations d'un cœur qui fut beaucoup le vôtre.

---

<sup>120</sup> Pourtalet et Henri d'Astier notamment, s'efforcent de faire partager leur opinion aux hommes de qui dépend la cessation de cette immorale querelle. Médéric, qui soutenait vigoureusement le SR, avait dû abandonner ce champ de bataille exécrable pour aller mourir à Paris dans la défense de son réseau menacé.

Louis Rivet, « Le guetteur », chef du Service  
de Renseignement français de l'Armée de Terre.  
Quelques écrits.

PREMIÈRE PARTIE

ÉPILOGUE

---

[Retour à la table des matières](#)

Le bruit de la dispute propagea ses échos dans la crypte en clair-obscur où dorment les ancêtres. Ils s'éveillèrent, s'interrogèrent.

Apprenant que des fous attentaient à leur œuvre, ils la crurent en grand péril et ressaisirent leur garde. Mais Championnet rassure Samuel ; il venait d'apercevoir un nain gambadant qui cassait la vaisselle, et de ses poings menus frappait le grès des murs. Dans le lointain les premières lueurs de l'aube révélaient l'ombre des épiphanes. « *Ils sont toujours là* » murmura Grisot <sup>121</sup>.

Les ancêtres se rendormirent <sup>122</sup> (\*).

---

<sup>121</sup> Échappé de la « bagarre » d'Alger, un élément du SR, pure expression du service classique, avait pu être constitué et attribué à l'armée française lancée à l'assaut de l'Allemagne aux côtés de nos alliés. Sous la conduite d'un chef ardent, le Commandant S. il continuait brillamment la grande mission des ancêtres : le renseignement sur l'ennemi.

<sup>122</sup> (\*) Là, le général Louis Rivet fait une allusion au souvenir de grands ancêtres du SR français, qui avaient créé une section permanente d'un renseignement très « germanocentré » dans les années 1870-1880 : les lieutenants-colonels Abraham-Auguste Samuel (en 1871-1873) – originaire de Sarrelouis en Prusse – et Louis Constant Championnet (de 1873 à 1880) – originaire de Montbrison –, puis le colonel Grisot – originaire d'Auvilliers-Les-Forges. À ce propos, cf. l'ouvrage de référence précité de Gérald Arboit, *Des services secrets pour la France. Du Dépôt de la Guerre à la DGSE, 1856-2013, Préface du général Michel Masson*, Paris, CNRS Éditions, 2014,

qui note avec raison – ce qui permet de comprendre la référence éclairante de Rivet, le continuateur de ces trois officiers :

*« Tous étaient germanophones et connaissaient le territoire de l'ennemi, ayant approché ses coutumes, ses populations. Samuel établit le premier « bureau de première ligne » du service à Nancy. Appuyé par les gendarmes de la nouvelle Meurthe-et-Moselle, que le commandant classait parmi ses “résidents fixes”, ce poste gérait des “agents mobiles” opérant en Moselle et en Alsace. Samuel établit également les bases d'une collaboration avec les services de la Sûreté parisienne et avec certains commissaires spéciaux de la région frontalière avec l'Elsaß-Lothringen ; cette liaison était contractuellement conclue par le chef de la section de renseignements avec chaque commissaire et renouvelée à chaque changement de titulaires. Championnet élargit la base d'intervention de ces agents à la frontière des territoires annexés, depuis Belfort jusqu'à Longwy, mais également en profondeur, vers Strasbourg, Bâle, Cologne, Francfort, Berlin, Dresde, Mannheim. Songea-t-il à aller plus loin encore, vers Turin, Vienne, Prague, que l'en empêchait la pauvreté de son budget, fixé à quelque 14 000 francs, tout juste le double de ce que Samuel avait reçu le 10 août 1871 “pour six mois”.*

*La mission originelle de cette section était de “renseigner le commandement français sur les troupes allemandes qui occupaient notre territoire”. Mais il arriva aussi qu'elle se comportât en véritable bureau des affaires réservées, empiétant allègrement sur les compétences des brigades de recherches de la Préfecture de police de Paris. »*

**Louis Rivet, « Le guetteur », chef du Service  
de Renseignement français de l'Armée de Terre.  
Quelques écrits.**

**PREMIÈRE PARTIE**

**CONCLUSION**

---

[Retour à la table des matières](#)

Périlleuse tentative que de vouloir parler ou écrire aux frontières de nos secrets nationaux.

Et pourtant, il fallait bien la place enfin sous l'angle du réel. Depuis trop longtemps déjà, on en discutait sur le mail, à tort et à travers, au point qu'un certain jour, des Barbares, qui en avaient ouï parler, entreprirent de le dénuder, de le disséquer, *in anima vili*, comme des carabins. C'est qu'ils ne savaient pas – ou bien ils oubliaient – que des mains pures l'avaient, il y a longtemps, tiré de la chair française, et construit peu à peu depuis lors, au feu de nos épreuves, à la mesure des besoins.

Les besoins étaient grands dès l'aube de ce siècle, quand les défis perçaient les lointains rougeoyants, au même point cardinal. Et quoi ? Serait-il prescrit le serment des anciens, accrochés le soir même où s'écroula l'Empire et vint la République, aux sources secrètes de la force triomphante, et jurant d'en prévenir les nouvelles et mortelles menaces ? Et qui pouvait nier qu'on se battrait encore, plus âprement, jusqu'à épuisement ? Mais on ne se battrait plus dans la nuit, des Français vigilants y pourvoiraient.

Et les tragédies vinrent. Deux fois le ciel s'embrasa : 1914-1939. Deux fois, dans les préliminaires, la France connut son agresseur. Pouvait-on éviter qu'au deuxième coup, la France chancelât ? Qu'à l'arrière, on s'interroge.

Mais le lecteur est frustré, nous le sentons bien. Car il manque au récit dissimulé, pétri d'angoisse humaine et de sourdes fiertés, semé

d'accidents, et parfois d'aventures, par quoi s'accomplit l'exaltante mission. Mais l'artisan viril d'une pure œuvre d'art, ne livra-t-il jamais aux curiosités de l'homme le secret de son effort ?

Le vrai de l'éternelle guerre du SR ne se raconte pas. Zélateurs de détracteurs, s'il en est, croyons-nous, ne tentez pas de pénétrer dans l'enceinte. On n'y fait que peiner pour le bien de la France, « sans espoir de duchés ni de dotation ». Les morts ? Ici, chapeau bas. Nous n'en parlerons pas. Avides de silence, ils ont leur éternité propre. En un point seulement, ils requièrent le souvenir des hommes : comme Maître Moser en son domicile, les pères ont exigé des fils qu'ils viennent sur leur tombe pour dire :

« Nous sommes à notre poste. Aux confins de France, nous veillons. Et c'est tout. Serviteurs effacés, obscurs chapelains de l'Honneur ? Oui. Héros ? Non <sup>123</sup> ».

Ils ont sur le choix des mots des exigences hautaines. C'est pitié des vivants que de les respecter.

Suivez-nous donc bien, lecteur, toute déception surmontée où vous plongèrent nos réticences. Comprenez bien qu'à visiter de fond en comble ces ruches enténébrées où chacun tient son rôle, l'exécutant comme l'animateur, où l'on ruse en Français, mais adroitement l'on pense, où l'esprit fait merveille, et ses tactiques et sa technique, où l'armée, très longtemps, s'est ajustée aux contours du malin, et à ses maléfices, où l'on succombe parfois, de toutes les manières – fors l'honneur – mais après avoir dit : ils sont là, voilà ce qu'ils font et ce qu'ils vont faire, comment et avec quoi, à savoir tout cela, vous en sauriez beaucoup trop sans avoir rien appris. Mais cherrait la cuirasse, et rirait l'autre.

Le vrai pour vous, le seul qui importe, nous le dirons bien haut.

Soixante-dix ans durant, le SR fut à l'échauguette, non point, en la longueur des jours, pour jouer de la flûte et du chalumeau, non pour

---

<sup>123</sup> « *Des héros. Hum. C'est bien encombrant. Qu'en ferions-nous ?* », disait doucement le colonel Serot, ancien du SR peu de mois avant de tomber, sans arme, sous les balles d'un assassin à Jérusalem, aux côtés du Comte Bernadotte (septembre 1948).

ouvrir à sa « manie », par le poème épique, les portes fleuries de la postérité prosternée, mais seulement crispé, buté, pour « signaler l'ennemi au plus loin qu'il l'apercevait ». Et il le surprit de fort loin, dans les brumes traîtresses dont il s'entourait, dans le dédale accoutumé des ruses et des feintes par quoi l'*Ost* ennemi, depuis Othon jusqu'à Hitler, a prétendu pousser ses lourds guerriers au pont-levis toujours baissé de la « douce France ».

Vois-tu Jacques Bonhomme, vieux voisin de chaumière, que tu sois Limousin, Dauphinois, ou Picard, des marches de Lorraine aux rives de l'Océan, il faut, certes que tu te gardes. Il faut que tu sois sûr que nul intrus ne rôde dans l'ombre de ton enclos. Mais méfie-toi des rumeurs du *forum*. Sache te taire – et aussi questionner. Tu as un parlement, composé d'hommes à toi. Demande-lui parfois, sans élever la voix, mais fermement, s'il est bien vrai qu'à l'horizon lointain ou proche, quelque maître de forges ne frappe pas sur l'enclume l'instrument de ta mort. Si l'on ne répond pas, questionne derechef. Dis ce que tu sais, toi. Car tu sais maintenant qu'aux avancées de France, dans le silence des nuits coupées d'alertes brèves, des veilleurs exercés découvrent ce qui se passe dans la forge suspecte. Ne permets pas qu'on biaise pour endormir tes craintes, ni qu'on te dise : j'ignore. L'ignorance est sans excuse quand la SÉCURITÉ commande. Aux gibets de l'Histoire, on pendit tes ancêtres pour des fautes moins graves, quand ce ne fut pas pour les punir d'avoir su.

Redeviens sérieux, Jacques Bonhomme, et reprends confiance. Respire à gorgées pleines l'humus de ton sol. Mais avant que de semer pour la moisson prochaine, assure tes lisières. Fais bien ton métier, d'homme et de citoyen. Le guetteur fait le sien.

**Louis Rivet, « Le guetteur », chef du Service  
de Renseignement français de l'Armée de Terre.  
Quelques écrits.**

# **Seconde partie**

**QUELQUES ARTICLES  
DE LOUIS RIVET  
D'APRÈS-GUERRE**

[Retour à la table des matières](#)

**Louis Rivet, « Le guetteur », chef du Service  
de Renseignement français de l'Armée de Terre.  
Quelques écrits.**

**SECONDE PARTIE**

# **Chapitre 1**

---

**Général Louis Rivet**

**« DEMAIN »**

**Mars 1945**

[Retour à la table des matières](#)

(Source : SHDN,  
dossier GR 1 K 545 341 – Fonds privé Paillolle)

« Demain... » <sup>124</sup>

## Très secret

Mars 1945

Une année bientôt s'est écoulée depuis qu'un décret du 15 Avril 1945, promouvant au grade de Général de Brigade le Chef du Service des renseignements français, lui signifiait en même temps son élimination du Service et la fin de sa carrière.

Événement sans intérêt, s'il n'avait été un des principaux épisodes de l'action de destruction entreprise contre le S. R. et qui allait désormais se poursuivre à un rythme accéléré.

Déjà, dans le temps où une voix vengeresse s'était élevée pour nier notre chute et proclamer la permanence de l'âme française, ses contrefaçons s'étaient infiltrées dans les entours et en avaient vicié les mots d'ordre.

Il ne fallait donc pas s'étonner. Ce que n'avait pu faire l'Allemand aidé d'une poignée de Français asservis, s'accomplissait par une poignée d'autres Français égarés.

Un bastion capital de notre Défense Nationale s'effondrait. Une nouvelle défaite de la FRANCE s'inscrivait dans le prolongement de celle de Juin 1940, au moment même où – ironie – apparaissaient certains les signes de son relèvement.

Où en sommes-nous de cette aberrante aventure ?

Que doit-elle à l'utopie et à l'intrigue, au sens le plus condamnable de ce terme ?

Et surtout, que font les Chefs, s'ils ont le loisir de quelque réflexion, pour limiter le dégât, remonter la pente, et redonner au Pays avide de sécurité un instrument essentiel de celle-ci ?

Nous avons donné l'alarme dès le début du drame, démontré les erreurs de conception et de technique qui accompagnaient la résolution de mettre le S.R. hors de sa voie, et de l'intégrer dans un organisme qui n'a pas pour unique objet la Défense du Pays.

---

<sup>124</sup> Sources : SHDN, dossier GR 1 K 545 341 (Fonds privé Paillolle).

Nous avons prétendu que demain, bien plus encore qu'hier, le Chef à qui la France confiera ses armées et son destin aura davantage perdu les trois quarts de ses chances, s'il n'a pas revendiqué et obtenu, à temps, la possession d'un Service de renseignements secret, opérant dans les zones secrètes des moyens de guerre de l'adversaire.

Nous n'avons pas la fatuité de penser que nos adjurations, verbales ou écrites, aient touché au point sensible, et qu'elles aient été méditées. Nous savons qu'à tous les échelons responsables [- 2 -] d'écrasantes tâches réclamant intégralement les heures de nos Chefs absorbent leurs pensées, exigent d'urgentes et multiples réalisations de salut. La FRANCE est à refaire.

Mais justement, nous prétendons qu'elle ne peut être refaite qu'alors que les esprits reprendront leur équilibre, le patriotisme désintéressé sa prééminence, les organes de Défense Nationale leurs prérogatives et responsabilités, et le S. R. sas forme et sa place.

Or, c'est un fait : le S. R. n'existe plus, ou bien ce qui en demeure n'est plus à son plan, ni à sa place, ni dans son articulation de principe. Le fil d'Ariane est rompu.

Disons froidement que, sous le fallacieux prétexte d'élever le S. R. à hauteur de la stratosphère, on a tout simplement abaissé ce Service au niveau du désordre et de l'impuissance actuels. L'égalité dans la médiocrité d'abord, on remontera ensuite...

Point n'est besoin, pour s'en rendre compte, d'entrer dans le volumineux appareil aux enseignes énigmatiques, qui fut conçu dans le but avoué de libérer le Pays, et qui paraîtra au-delà du fait accompli pour des buts qu'on serait fort embarrassé de définir, plus encore d'expliquer.

Tout le monde sait bien – parce que cette institution tâtonnante ne sut ou ne voulut fermer ses portes aux marées des mauvais jours – qu'un personnel innombrable, souvent étrange, s'y engouffra comme en une prébende attendue, et entendit y vivre commodément, barricadé. Instinct naturel dans un temps où rien n'est assuré, où l'exercice de la profession normale est interrompu ou abandonné, où il est plus facile d'émarger au budget que de faire valoir son intelligence et ses efforts au profit du Pays.

Nul n'ignore, loin même des avenues de ce Service, que dans la cascade de postes et de fonctions qui se partagent la "direction", on chercherait en vain "l'Idée principale", celle qui draine d'emblée vers le but, et y emportant les cœurs et les cerveaux, des hommes dont la mission première est de vivre au sein de la conspiration ennemie.

On parle trop, au point d'en convaincre le public alerté, de l'incompétence notoire d'Officiers appelés à ces fonctions et à ces postes par la seule faveur ou la seule intrigue, et qui, chacun se sentant ou se croyant habilité pour commander, ordonner, conseiller, prétendent "réorganiser" le S.R. sur des bases "modernes". Venus des professions les plus éloignées de ce métier spécial – qui s'apprend, comme tous les autres – ils s'y sont fait confier les leviers de commande et subordonner les cadres éprouvés. Jamais, dans la période la plus troublée de l'Histoire d'un Pays, substitution plus audacieuse de la copie à l'original, du faux au vrai, ne fut osée et acceptée.

[– 3 –]

On découvre un peu partout, dans la foule brillante qui attend la fin de la guerre, des silhouettes d'hommes se disant investis – ils le prouvent par des documents revêtus d'irrécusables cachets – d'une mission considérable, définie en un vocabulaire énigmatique, impressionnante de lignes. "Nous allons", disent certains, "faire l'*Intelligence Service*". "Et, disent les autres, d'un instrument usé par le temps, nous construisons maintenant un Service à la taille du Monde".

Des missionnaires nombreux rayonnent sur les faces de l'Empire en voie de réfection, et portent la nouvelle consigne aux hommes demeurés sur la brèche, les manches retroussées, les traits durement marqués par la lutte quotidienne contre l'ennemi de toujours, sans cesse renaissant, comme l'Hydre de Lerne. Mais les interlocuteurs ne parlent pas la même langue. De quoi s'agit-il donc, jette le combattant au sophiste dans son rude langage ? Oui, de quoi s'agit-il ? Dans ce foisonnement incroyable, le droit chemin est-il marqué, et la morale conserve-t-elle tous ses droits ? Nous sommes loin d'en être sûrs.

Et comment ne pas s'affliger au spectacle – trop visible, il faut le répéter – de la masse de déracinés introduits dans cette énorme usine sans âme, dont la somme des traitements – généreux à l'excès – ne saurait être la rétribution d'un utile labeur ni correspondre à la situation de notre budget national.

Deux questions brûlent les lèvres :

- 1) qu'à coûté à la FRANCE un an d'expérience de ce S.R. « moderne » ?
- 2) qu'ont rapporté à la FRANCE, et singulièrement à nos organes de Défense Nationale, la nouvelle conception et les nouvelles méthodes de S. R. ?

En résumé, au 1<sup>er</sup> Mars 1944, en quoi les Services français ont-ils, à la faveur d'une situation privilégiée qui ne se reproduira pas de si tôt, accentué les supériorités et les conquêtes du S.R. défunt ? Sommes-nous mieux renseignés sur les ressources et les dessins de nos ennemis ? Les positions destinées à maintenir et à pousser ces avantages sont-elles dès maintenant occupées ? Et point par des marchands de parfums ou de bonneterie ? Nous assurent-elles que demain les périls qui déjà nous guettent seront surpris dans le germe ?

Tout est là. Le reste est fantaisie, tape-à-l'œil, vue primaire ou déformation intentionnelle des choses.

Nous ignorons si des organes nouveaux, autres que ceux qui appartaient traditionnellement à l'Armée, sont en mesure de prendre à leur compte, en aussi grave matière, l'information du Chef des Armées.

[– 4 –]

Mais il en est un dont la consultation s'imposera en tout état de cause : le 2<sup>e</sup> Bureau à la plus haute instance.

Si cet organe, dont nous apprenons qu'il s'est reconstitué selon les principes les plus sains, peut affirmer qu'il dispose, comme par le passé, d'un grand appareil de recherches lui assurant le contrôle permanent des faits et gestes de l'ennemi, la vue, si nécessaire, de la guerre en puissance qui réside dans une EUROPE de demain incertaine et insatisfaite, toute crainte s'évanouit, et nous admettons sans plus que le 2<sup>e</sup> Bureau dira à temps au Commandement suprême, ce qu'il doit savoir pour préparer sa victoire et éviter sa défaite.

Si cette affirmation ne peut être donnée, et cela avant que la nouvelle carte du Monde n'ait surgi du prochain traité de paix, c'est

qu'alors l'imperfection de notre système de renseignement est grave et mérite d'être corrigée sans délai. C'est que le système choisi et imposé en raison du capital de promesses sur lequel il essayait son crédit n'a pas la sève et les substances organiques qui fournissent aux techniciens les preuves immédiates de sa vitalité, et au Commandement les lumières qu'il attend.

Nous avons estimé qu'il fallait que cela fût dit, une fois de plus. Mais le dire ne résout par la question. Et cette question est une affaire de Commandement. Nous avançons sans crainte qu'il ne la résoudra pas en observant passivement ce pullulement, de 2<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> Bureaux, certes, d'excellentes intentions et surtout d'un réflexe de défense, mais contradictoires d'une centralisation nécessaire des recherches, qu'elles visent le potentiel des forces ennemies au-delà de nos frontières, où le dispositif de celles, plus secrètes encore, préalablement introduites sur notre territoire.

Ces recherches – et il faudra bien en revenir là – ne pourront être efficacement et pleinement conduites que par un S.R. unique et professionnel, dégagé de toute politique, rendu à sa vie secrète, et placé dans la main de la plus haute autorité de Défense Nationale : celle qui détient à titre permanent la responsabilité de la préparation et de la conduite de la guerre.

Qu'on la définitive enfin !

Signé : Rivet.

**Louis Rivet, « Le guetteur », chef du Service  
de Renseignement français de l'Armée de Terre.  
Quelques écrits.**

**SECONDE PARTIE**

## **Chapitre 2**

---

**Général Louis Rivet  
L'ÉNIGME DU SERVICE  
DE RENSEIGNEMENTS  
ALLEMANDS  
SOUS LE RÉGIME HITLÉRIEN**

(Source : *Revue de Défense nationale*,  
décembre 1947, n° 43, p. 778-807)

[Retour à la table des matières](#)

## **L'énigme du Service de renseignements allemands le régime hitlérien**

Parmi ces services secrets que tout pays répudie, sans cesser de les entretenir, et auxquels il demande de percer les desseins et de définir les forces cachées de ses adversaires éventuels ou déclarés, le service des renseignements allemand occupe, depuis longtemps, une place de choix.

Ce que les Allemands ont appelé *Nachrichtendienst* ou *Abwehrdienst*, et qui exprimait l'ensemble des organes chargés de rechercher les secrets de l'ennemi et de défendre ceux de l'État – particulièrement de l'armée – contre les entreprises des services étrangers, n'est pas une création d'hier : le S. R. allemand est véritablement né avec la Prusse, plus exactement avec Frédéric le Grand. Il ne l'a pas oublié.

Depuis cette époque, on peut le découvrir à travers toutes les étapes de l'ascension de la Prusse, puis de l'Allemagne. Il est l'objet des soins incessants d'une succession de souverains qui voient en lui le moyen par excellence de préparer, chez les voisins, une pénétration ultérieure par les armes. Il a eu la faveur jalouse du régime impérial en mal de rêves démesurés. Il fut à l'avant-garde des entreprises méditées par cette aristocratie hautaine [– 779 –] qu'on appelait le Grand État-major allemand, et qui a été, jusqu'au bouleversement hitlérien, l'inspiratrice d'une politique d'hégémonie froidement calculée.

Les services français qui, pour nous en défendre, se sont mesurés avec lui, en ont connu la puissance, la ténacité et l'habileté. Ils en ont démasqué aussi les faiblesses, inhérentes à la rigidité allemande des procédés, à une excessive assurance, et à une certaine absence de finesse.

Tel qu'il s'est manifesté au cours d'une période qui vient d'inclure deux guerres dans moins de vingt-cinq ans, il faut bien reconnaître qu'il a été jusqu'au bout identique à lui-même, fidèle à la doctrine traditionnelle de l'État-major allemand, pour qui la force seule est capable de résoudre le problème continu de l'expansion allemande.

Quand on connaît cette mentalité, prouvée par tous les actes de la politique allemande, quand, d'autre part, on n'a rien ignoré des rêves caressés par Hitler, on peut se demander comment a pu exister entre le pouvoir hitlérien et le grand État-major un grave dissentiment qui a abouti aux exécutions que l'on sait, et, notamment, à celle du Chef du S.R. allemand, l'amiral Canaris, mis à mort le 9 avril 1945 après neuf mois d'emprisonnement et de tortures.

Les principaux acteurs du drame ont disparu, mais des témoins ont parlé. Le procès de Nuremberg a livré tôt à l'histoire d'édifiantes archives. Et déjà des articles et des publications ont extrait de ces témoignages et de ces documents des récits où les auteurs se sont efforcés de mettre en lumière les aspects divers de l'opposition au régime et le rôle des acteurs. M. Raymond Cartier <sup>125</sup> (1) nous a révélé, dans leur vérité documentaire et avec une compétence de spécialiste, les dessous du drame qui a mis aux prises le génie infernal de Hitler avec une Allemagne classique qu'entendait continuer le grand État-major. Gisevius <sup>126</sup> (2) a raconté le prologue et la fin de la conspiration qui s'est déroulée le 20 juillet 1944, par l'attentat manqué contre Hitler. Un auteur belge, M. Wullus-Rudiger a fait connaître <sup>127</sup> (3) que les services secrets de certains pays avaient parfaitement décelé l'intention allemande et la date de l'attaque sur le front occidental. Il a mentionné le double jeu de Canaris. Enfin, un journaliste américain <sup>128</sup> (4) a fourni, sur l'activité de Canaris, une succession d'images, cueillies au hasard de rencontres en pays neutre, et présentant le chef de l'*Abwehr*, au grand étonnement de ses familiers, sous un jour de cruauté et de sombre immoralité <sup>129</sup>. Ce dernier ouvrage, qui nous apparaît comme un mélange de faux et de vrai, [– 780 –] ne saurait constituer à nos yeux un document d'histoire. L'affabulation y tient trop de place. La petite histoire est en effet si proche du roman,

<sup>125</sup> *Les Secrets de la guerre dévoilés par Nuremberg* (Flammarion).

<sup>126</sup> *Bis zum bittern Ende* (Lé Soudier).

<sup>127</sup> *L'Armée et la Nation* (Revue mensuelle Belge).

<sup>128</sup> *Traîtres et espions de la guerre mondiale ...*, chez Arthaud.

<sup>129</sup> Quand il n'était pas retenu par son service, Canaris vivait paisiblement dans sa modeste villa de Schlachtensee, près Berlin, entouré de sa femme et de ses deux filles, servi par une cuisinière polonaise et un soldat marocain prisonnier. Son passe-temps préféré était la lecture des livres d'érudition qu'il rapportait de ses voyages à l'étranger. Une passion : ses chiens.

que le lecteur ne sait plus, en définitive, où est la vérité. Et quand il s'agit de personnages du S. R., il est facile d'errer, parce que le même individu présente des facettes qui s'opposent et qui, analysées séparément, ne manquent pas d'alimenter des récits contradictoires et, le plus souvent, romanesques.

Avec Canaris, les risques d'erreur sont faibles pour qui l'a observé de près, ou est entré dans son intimité par le truchement de ses proches.

Sûr de nos sources, en particulier de celle que nous appelons X ... dans le corps du récit <sup>130</sup>, nous entendons montrer le vrai Canaris, chef de l'*Abwehr*, engagé dans une lutte à mort contre Hitler et succombant le 20 juillet 1944. Il n'a rien de commun avec le Canaris du livre précité, où l'on voit ce personnage servant Hitler fanatiquement, et contre toute vraisemblance, à une époque où, manifestement, il était déjà, ou bien étroitement surveillé, ou arrêté, ou même exécuté. La réalité est infiniment plus simple, quoique confuse au regard d'une observation superficielle. Et c'est cette réalité que nous plaçons, pour la mieux faire comprendre, dans le cadre, déjà plus dégagé, des réactions de l'opinion et de l'armée au développement précipité de la politique hitlérienne. Mais notre sujet se limite à un épisode : le comportement du chef de l'*Abwehr* pendant la période hitlérienne.

### *– L'opinion – le régime – l'opposition*

La stupéfiante catastrophe de 1940, suivie de plus de quatre ans d'occupation, d'humiliations et d'atrocités, ne nous a pas fait oublier le cauchemar qui, depuis 1934, obsédait nos matins, nos jours, nos mois.

Visible de nos frontières, déconcertante à nos sens, une masse humaine – une autre civilisation – était entraînée, emportée par l'évangile réaffirmé de la supériorité de la race, par l'évocation enflammée des « malheurs immérités » et des « humiliations inacceptables » que les vainqueurs de 1918 lui avaient infligés, par l'annonce d'un grand et proche destin qui allait rendre à l'Allemagne ses « frères

---

<sup>130</sup> Des raisons de Défense Nationale nous interdisent d'être plus précis.

brimés », son « espace vital », et qui, en fin de compte, plierait l'Europe et la planète à sa *Weltanschauung* (conception du monde).

Nos oreilles avides n'enregistraient pas de notes discordantes. Personne, dans cette Allemagne en plein « devenir » n'osait contester publiquement le caractère providentiel qui semblait marquer les réussites du *Führer*, celles de sa diplomatie comme les succès de ses entreprises militaires.

Et la vague des agressions hitlériennes faisait tomber les frontières, poussant jusqu'au glacis des pays réputés forts, les secouant d'angoisse.

Mai-juin 1940 : avec la chute de la France, le monde semble devoir mourir. Il ne meurt pas, parce que, derrière le glacis, les hommes et les [– 781 –] nations libres se dressent. Mais aussi – et l'on n'y a peut-être pas assez insisté – parce qu'en Allemagne même, malgré le brutal rappel des esprits au culte de leurs dieux, des hommes pressentent qu'en cette immense aventure le dernier mot n'est pas dit, et que, le défi de Hitler au monde ayant quitté les méthodes et les traditions éprouvées de la politique germanique, un sort funeste guette le prophète au seuil de son suprême effort.

Mais où sont les hommes que n'a point touchés la foi nouvelle ? Et que font-ils ?

Notons d'abord les réactions velléitaires. Elles ne seront pas sans quelque poids dans les résolutions des autres.

*Dans les partis politiques* anéantis, les chefs sont dispersés et muets. Les plus audacieux se concertent dans l'ombre. Ils errent dans les combinaisons sans issue, cherchant vainement une base d'action dans l'union de la classe ouvrière avec les fractions mécontentes du monde économique et de la bourgeoisie. Mais la masse terrorisée – ou grisée – par le régime, se dérobe : on ne conquiert pas par la propagande une nation soulevée par une mystique. Pourtant, quelques éléments dynamiques apparaîtront, et une jeunesse d'esprit séditieux commencera à prendre ses risques, tels le *Kreisauer Kreis*, cercle politique fondé par le comte de Moltke, qui retiendra un jour l'attention de la police gouvernementale. De Moltke expiera plus tard sa participation à la préparation du complot du 20 juillet 1944.

*Dans le monde ecclésiastique* des deux cultes, qui avait vu la religion bafouée et le *Kulturkampf* ressuscité, on a « résisté » de bonne heure. De hauts dignitaires et de courageux pasteurs des deux confessions ont élevé la voix, prudente d'abord, puis rude. Chez les protestants, on a entendu le pasteur Niemoller, bientôt arrêté, puis l'évêque de Stuttgart, Docteur Wurm, le pasteur Diétrich Bonhöfer, de Berlin. Chez les catholiques, le Comte Preising, évêque de Berlin, le R. P. Roesch, des jésuites de Munich, le P. Delp. Leur résistance semble avoir bloqué provisoirement le dessein de Hitler, qui vise nettement à la suppression des églises. Dans leurs rangs, l'esprit combatif demeure et cherche la soudure avec les éléments politiques antihitlériens. Mais cet effort piétine et ne construit rien.

Nous ne pensons pas que ces réactions, sans lien ni force, eussent pu, en l'absence d'un chef, être le point de départ d'une action violente, telle qu'à ses instigateurs elle apparaissait nécessaire. Pour atteindre et empoigner la foule allemande, il ne pouvait être question d'en appeler aux débris de partis politiques discrédités et violemment supprimés, pas davantage au sentiment religieux d'une nation marquée des griffes d'un paganisme lointain. Les penseurs allemands, à travers Luther, Fichte, Nietzsche et bien d'autres, ont depuis longtemps accoutumé l'homme d'outre-Rhin à voir ailleurs les solutions de son devenir.

Et le Dr Gördeler, ex-premier bourguemestre de Leipzig, politicien averti et entreprenant, ennemi déterminé du régime dont il a eu à pâtir, le savait bien quand il observait, d'un regard aigu, la vertigineuse ascension de Hitler. Car Gördeler ne s'est pas perdu dans les concilia-bules de salon, dans les [- 782 -] parlottes de brasserie. Il a sondé de bonne heure les militaires de haut grade. Il y a rencontré des hommes prêts à renverser le régime à la première occasion favorable, il s'est trouvé en étroite communion d'idées avec le plus marquant d'entre eux, le général Beck, ancien chef du grand État-major allemand qui, pour n'avoir pas approuvé les projets de Hitler à l'égard de la Tchécoslovaquie, a été « démissionné » avec rudesse au début de 1938.

Le véritable « complot » a pris naissance dans cette conjonction. Et il n'y a pas lieu de s'en étonner quand on sait qu'en septembre 1938,

le général Beck a déjà manqué sa première occasion d'interrompre le raz-de-marée hitlérien <sup>131</sup>.

En faisant appel à un chef de grand prestige, Gördeler passait la main aux militaires restés dans la ligne classique de l'État-major, et remettait à l'un d'eux la direction spirituelle, sinon effective, de cette révolte larvée dont les traces sporadiques cherchaient à se joindre dans la nuit. Et c'est en définitive au sein de l'armée allemande elle-même que la conjuration prendra corps, répondant au vœu secret d'une Allemagne prédisposée par instinct, à recourir aux militaires pour résoudre ses crises politiques.

*– La ligue secrète des militaires.  
Le SR allemand centre du complot*

Cependant, l'absorption de la Tchécoslovaquie et la fulgurante réussite de la campagne de Pologne avaient donné raison à Hitler. La défaite de la France en 1940 avait dépassé ses espérances.

L'Allemagne dynamique – la jeune, entraînant l'Allemagne hésitante – les « plus de trente ans » <sup>132</sup>. Les diverses classes de la nation étaient comme précipitées dans un creuset monumental où elles paraissaient devoir se fondre à un rythme accéléré. Les sceptiques se taisaient et se demandaient si leur doute n'était pas une offense au divin.

---

<sup>131</sup> Le *Führer*, à la fin d'un congrès à Nuremberg, devait rentrer à Berlin où Beck avait pris des dispositions pour le faire arrêter. Mais Hitler prit la direction de Berchtesgaden pour y rencontrer Chamberlain, rendant ces dispositions inopérantes.

<sup>132</sup> Distinction qui peut paraître arbitraire, mais qui caractérise assez exactement à nos yeux les deux tendances qui se partageaient les esprits en Allemagne. Nous prétendons en effet qu'au moment où Hitler prit la grave décision d'attaquer la France en mai 1940, il avait bien pu galvaniser les jeunes et faire taire les autres, mais il n'avait pas rallié tous les cœurs à sa croisade. Un muet désavœu persistera, au-delà même de la défaite de la France, chez ceux qui se souvenaient de 1918, et qui ne partageaient pas sans réserves mentales sérieuses les certitudes de victoire finale, clamées par les jeunes adeptes du nouvel évangile. Cette foule mal définie vivait les mêmes craintes que le grand État-major allemand.

L'armée reflétait cet amalgame. L'énorme prépondérance des SA et des SS, formés dans des camps hitlériens (n'était-ce pas une idée de Fichte ?), lui donnait le ton de renouveau national voulu par le *Führer*, pour souligner la rupture avec un passé de relâchement et affirmer une résolution populaire unanime.

[– 783 –]

Les anciens cadres du pays semblaient s'être volatilisés. Ça et là pourtant, dans la diplomatie et dans l'armée notamment, des survivants du régime détruit restaient en fonction. Ils le devaient à une adhésion nette, ou simplement prudente, au régime nouveau, quand leur maintien n'avait pas été dicté par un calcul ou par une nécessité. Dans l'ensemble, il subsistait dans la *WEHRMACHT*, une importante fraction des anciens cadres de la *REICHSWEHR*, dont les répugnances à l'égard du système nazi chancelaient devant le miracle d'une gloire militaire restaurée par lui.

La poursuite des projets Gördelier – Beck prenait dans cette atmosphère une apparence paradoxale. Comment ne pas en voir tous les périls pour leurs auteurs ?

Le général Beck croit pouvoir cependant en tisser les fils. Il a conservé, chez ses anciens subordonnés et camarades du Haut Commandement, des amitiés nombreuses. Il connaît bien leurs sentiments profonds, le culte qu'ils ont gardé aux traditions de l'ancienne armée, le mépris qu'ils professent secrètement pour Hitler et pour sa « clique ». Il pense pouvoir compter sur eux, le jour où les difficultés du *Führer* et de l'Allemagne faciliteront et, selon lui, légitimeront un coup de force.

Mais ce recensement préalable des moyens, il ne peut, lui, général Beck, tenu en défaveur et étroitement observé, lui donner l'étendue et la profondeur que requiert une telle entreprise. Il lui faut, au cœur même de l'appareil hitlérien, des complicités actives, disposant de larges entrées dans les rouages de la direction de la guerre. Parmi ces concours, il en est un, capital, dont le dévouement et la fidélité lui sont acquis depuis longtemps : c'est le service des renseignements allemands (*ABWEHR*) avec, à sa tête, l'amiral Canaris.

Rien de fortuit ni rien d'insolite dans cette collusion.

Beck était hier le chef respecté de l'État-major général <sup>133</sup>, Canaris était, sous ses ordres, le chef des services secrets. Beck avait été relevé de ses fonctions, non seulement parce qu'il n'avait pas la confiance du *Führer*, mais aussi parce qu'il pouvait être remplacé, et qu'Hitler se désignait lui-même comme le véritable chef, trépidant, des armées allemandes ; Canaris, dont la sympathie et la fidélité pour son ancien chef n'étaient pas ignorées, était cependant demeuré à son poste, parce que son savoir et ses relations étaient indispensables aux hommes nouveaux, fermés pour la plupart à une exacte connaissance du monde extérieur, des dispositions et de la force réelle des pays étrangers.

À vrai dire, Beck et Canaris ne cessaient pas, depuis de nombreuses années, de communier dans une égale résolution de faire échec au régime. Ils avaient subi l'énorme secousse imprimée à l'État-major par le bouleversement [– 784 –] national-socialiste ; aux heures de confiance, nombreuses entre le chef de l'État-major et le chef de l'*ABWEHR*, des parades avaient été envisagées pour empêcher les ambitions hitlériennes, dont ils mesuraient les périls pour l'Allemagne, d'aller jusqu'à la provocation des plus puissants pays du monde. L'accord des deux hommes était plus que tacite, il avait déjà pris des formes concrètes au moment où, au début de l'affaire tchécoslovaque, Beck avait été écarté <sup>134</sup>.

Mais telles qu'elles nous sont connues, ces formes d'opposition confondent l'esprit, car elles incitent à penser qu'en s'obstinant à défendre une position trop tardivement prise à l'égard des concepts hitlériens, les représentants les plus autorisés du grand État-major allemand se séparaient de l'Allemagne victorieuse, dont ils paraissaient sacrifier allègrement les destins pour des raisons de caste, plus proches de la politique partisane que du pur sentiment national. On songe à la trahison. Mais qui ou quoi trahissaient-ils ? Car enfin – et nous en venons au fait – jusqu'au 20 juillet 1944, Canaris, conscience

---

<sup>133</sup> Au début de 1938, le général Blomberg, ministre de la guerre, et le général Fritsch, commandant en chef de l'armée allemande, avaient été congédiés. Keitel avait remplacé nominalement Von Fritsch. Halder avait succédé à Beck. Keitel était aveuglement dévoué à Hitler. Halder demeurait dans la ligne de l'État-major général.

<sup>134</sup> La question s'est posée : quand a commencé le « double jeu » de Canaris ? La réponse est simple : il a commencé avec le désaccord entre Hitler et le grand État-major allemand. Il a pris une âpreté particulière dès 1938.

de Beck, n'aura qu'une idée : empêcher les projets de Hitler de s'accomplir et « saboter » la victoire allemande.

Et d'ores et déjà nous sommes dans le drame, drame d'essence germanique aux reflets wagnériens.

Une Allemagne s'était hâtée de ressurgir dans l'homme et dans la politique qui lui rendait son glaive. Tiré de sa léthargie, le « peuple élu » se ruait vers sa mission, les yeux fermés, l'instinct l'emportant sur la raison, la matière dévorant l'esprit dont elle était née.

Mais une autre Allemagne qui, elle non plus, n'avait rien abdiqué de ses rêves pangermanistes, voire mystiques, frédéricienne par ses mœurs, bismarkienne par son sens politique, trouvait que l'homme de Braunau jouait jeu de primaire ; elle refusait l'aventure. Cette Allemagne s'incarnait dans le grand État-major.

Qu'on ne s'y trompe pas. Il n'y a dans cette attitude des dépositaires casqués de la pensée allemande traditionnelle, aucune trace d'humanisme. Il y a seulement une culture plus sûre et une intelligence en éveil, il y a un sens plus averti des possibilités, le sentiment reçu et entretenu que la grandeur allemande ne se joue pas dans une partie de poker.

Mais on ne peut plus nier, aujourd'hui, l'authenticité du jeu machiavélique qui fut mené contre le maître de l'Allemagne, avec un art exceptionnel et un réel courage. Et les deux hommes qui prirent le risque terrible de le conduire n'étaient pas des acteurs d'opérette.

[– 785 –]

### – *Deux figures du grand État-Major*

Beck est un excellent officier d'état-major. Il a été formé dans ces pépinières de chefs qui, en 1918, ne disparurent qu'en apparence, et qui fournirent à la *Reichswehr* le meilleur de ses cadres et de son haut commandement. Après 1918, il fut à l'école des Von Seckt et des Reinhardt, continuateurs de Moltke et de Schlieffen. Beck était le produit d'une sélection. Quand il apparut comme chef du grand État-major, les armées étrangères pouvaient prévoir qu'un rôle important lui serait dévolu dans une guerre éventuelle.

Cependant, peu de nos chefs militaires pouvaient se flatter de le connaître personnellement et s'en fixer les traits. Le général Gamelin l'avait rencontré plusieurs fois, au cours d'un bref séjour qu'il fit en France en 1937. L'impression qu'il nous en donne classe bien le général Beck dans la galerie uniforme des officiers du grand État-major allemand, dont la pensée et le langage, comme la raideur, semblent sortis d'un moule immuable : « Si les armées françaises et allemandes étaient alliées, elles domineraient le monde »<sup>135</sup>. Ainsi s'exprime Beck, répétant ce qu'un *Generalslabsoffizier* disait, le 24 août 1914, à un officier français prisonnier. Il ne peut se défendre d'ajouter que l'existence des petites nations, comme la Belgique, lui paraît une anomalie. Il ne voit par ailleurs, aucun titre aux puissances secondaires à posséder des colonies, quand l'Allemagne, grande puissance, en est privée. Bref, à travers ses propos, on retrouve toujours, note le général Gamelin, « la pensée de l'Allemagne souveraine de l'univers ».

La personnalité de Beck retiendra les biographes, qui la décriront mieux. Mais n'allons pas croire qu'au milieu des épreuves de l'Allemagne, voire hitlérienne, le général Beck ait amendé d'un iota les conceptions classiques qu'il tient de ses maîtres. La position qu'il prend contre Hitler est celle de la froide raison contre la démence, celle aussi du breveté contre l'autodidacte. Déjà, sous le régime impérial, Schlieffen n'avait pas craint, à l'occasion de manœuvres ou de *Kriegspiel*, de relever les extravagances du *Kaiser*, impatient de jouer au Seigneur de la guerre ...

Mais cette tradition d'indépendance, sous les coups du *Führer*, est bien mal en point. Les chefs, injuriés, humiliés, se taisent, et une foule d'officiers, de grossière ébauche, ont envahi les États-majors, fait important qui va peser sur les plus fermes résolutions de l'ancien chef du Grand État-major. De 1941 à 1944, on verra Beck, dont on ne peut cependant nier le courage, hésiter, différer, et manquer les occasions de braver le régime à visage découvert ou de s'assurer la personne de Hitler.

---

<sup>135</sup> *Servir. Le prologue du drame, années 1937-1939* (Général Gamelin).

La révolte, comme l'insubordination, est un acte que ne conçoit pas le militaire allemand de stricte formation <sup>136</sup>.

Cette disposition que nous inclinons à tenir pour faiblesse, appartenait au contraire, à en croire les derniers officiers issus des écoles d'état-major, à ces qualités qui faisaient dire à l'un d'eux : « l'État-major général, imprégné des enseignements de Von Seckt, vit toujours dans la personne de Beck [- 786 -] son représentant le plus pur et le plus noble ». Jugement décisif qui expliquera bien des carences.

Et pourtant, quel remarquable appoint peut lui fournir Canaris pour éclairer son terrain et affermir ses résolutions.

Canaris est un marin. Mais il ne s'en vante pas. Il est même en froid avec l'État-major de la Marine, il évite les relations personnelles avec Ræder, avec Dœnitz, qui le considèrent comme un déserteur. Il ne fréquente pas davantage l'État-major de l'Armée de l'Air, où il ne compte pas d'amis. Canaris est un fils adoptif de la *Heeresleitung* (Haut Commandement de l'Armée), il s'est incarné dans le Grand État-major dont il a les réactions et reflète le prestige.

Il est venu tard au service des renseignements <sup>137</sup>. Mais il en possède d'instinct les dons du spécialiste et le « jeu ». Il n'est pas impossible que les lauriers attribués au colonel Nicolai, chef du S. R. allemand pendant la guerre de 1914-1918, ne l'aient fortement impressionné. Les succès de ce maître lui sont certainement apparus comme des conquêtes de l'esprit dignes d'être brigüées par un chef de classe. Car, tout ce que rapportent de lui ses anciens subordonnés, concourt à l'éloge de ses facultés intellectuelles, nonobstant une extrême mobilité de l'esprit qui porte en soi des contradictions.

Canaris est cultivé, réfléchi et fin. Il a beaucoup voyagé. Il connaît particulièrement le monde anglo-saxon, il a, dit-on, accompagné jadis von Papen en Amérique, où les agissements de celui-ci firent quelque bruit. Ses relations sur le continent sont nombreuses et diverses. Sa personnalité dépourvue de rudesse plaît, comme ses goûts de solitaire au propos rare et mesuré, non dépourvu d'humour. Il adviendra qu'en

---

<sup>136</sup> « Les Allemands ne se portent pas volontiers à la sédition » disait au XVIII<sup>e</sup> siècle un personnage de Paul Hazard (*La Crise de la conscience européenne*).

<sup>137</sup> Hiver 1935-36.

certaines capitales où les soins de son service l'appellent, à Madrid notamment, il prendra le pas sur Ribbentrop dans les négociations délicates, circonstance qui n'améliorera point les relations, franchement mauvaises, qu'il cultive avec le ministère des Affaires étrangères.

Venu en France en 1937, quand les feux de notre exposition universelle s'efforçaient de nous faire illusion sur le malaise européen, Canaris fut impersonnel. Les services français qui l'observaient ne virent qu'un paisible hobereau allemand, mieux à son aise dans le cadre « Empire » de l'Ambassade d'Allemagne que dans le tumulte des fêtes de nuit du Trocadéro. Il sortit peu, médita probablement davantage et s'en fut.

La manière de l'amiral, dans son action contre le régime, sera nuancée, fertile en idées et en dérobades opportunes. Il y fera preuve d'habileté, d'intuition et de ruse, pesant toujours le rapport des forces en présence, rarement pris en défaut par l'obstacle surgi sur sa route.

Ce tacticien consommé sera pendant toute la durée du régime suspect au parti et aux polices de Hitler. Himmler et Heydrich auront connaissance de bonne heure de son activité subversive, sans cependant le prendre [- 787 -] jamais en flagrant délit de rébellion. Ils le ménageront longtemps parce qu'ils ont besoin de lui, nous l'avons dit, pour toucher certains milieux étrangers qui leur sont inaccessibles. Quant à Keitel, dont il dépend directement, il ne verra rien dans le jeu subtil de Canaris, et un collaborateur de ce dernier pourra dire plus tard : « Tout autre chef que Keitel aurait percé très vite les étranges comportements de l'*ABWEHR* », opinion qui rejoint celle de bons connaisseurs de cet autre paladin du *Führer*.

Si donc Beck était – nous le savons aujourd'hui – l'animateur courageux et lucide, certes, mais irrésolu du mouvement, Canaris, bien qu'apparemment en retrait, en fut véritablement le cerveau et le savant architecte.

### – *Le damier des moyens*

L'aire sur laquelle Beck et Canaris développent leur action clandestine est sans limites géographiques. Elle se confond avec l'espace occupé par les armées allemandes, elle est partout, en Europe et dans

le monde, où ont accès la diplomatie hitlérienne et le service des renseignements allemand. Et chacun sait bien que le soleil ne se couche pas sur leurs terres.

Laissons la diplomatie allemande, qui n'intervient ici que dans la mesure, médiocre, où ses représentants se trouvent impliqués dans les agissements de Canaris : le seul personnage des Affaires étrangères avec qui il entretient, des rapports confiants est le secrétaire d'État baron Weizsacker, diplomate de carrière, conservateur, pondéré, compréhensif des buts de l'*ABWEHR*. Voyons plutôt les éléments acquis à la conspiration ou sympathisants, puis, *grosso modo*, l'organisation de l'*ABWEHR*, ses cadres et ses moyens.

Du jour où le général Beck a pris la direction du mouvement, il peut espérer que tous les éléments de l'opposition lui prêteront une aide, active ou passive, dans l'action de violence qu'il compte déclencher. Mais on y rencontrera, en réalité, de nombreux timorés qui attendront de connaître le tour pris par la conjuration avant, de se décider. C'est-à-dire qu'ils n'y participeront pas.

Beck peut compter personnellement sur des chefs de rang élevé de la *WEHRMACHT* et de l'armée de réserve (*Ersatzheer*), au nombre desquels on rencontre le général Olbrich, chef du *Heeresamt*, les généraux Falkenhausen <sup>138</sup>, Hoppner, Wagner, Stütznagel <sup>139</sup>, Lindemann, von Treskow. Le général Fromm, commandant, de l'armée de réserve, après avoir donné longtemps un acquiescement conditionnel, finira par prendre position contre Beck, au dernier moment. Et cette attitude déterminera celle de nombreux officiers servant sous ses ordres.

Beck a reçu de bonne heure des assurances du général Reichenau, d'inclination nationale-socialiste pourtant, auteur d'un mémoire adressé à Hitler et dans lequel il demandait qu'on se bornât au succès réalisé en Pologne <sup>140</sup>.

---

<sup>138</sup> Nommé au Gouvernement de la Belgique par les Allemands.

<sup>139</sup> Gouverneur de Paris pendant l'occupation.

<sup>140</sup> Cette idée lui était inspirée par une surestimation de la valeur de la ligne Maginot et de la volonté de résistance française, Reichenau fit partager son idée par tous les chefs chargés d'un commandement important sur le front de l'Ouest, qui firent valoir, non sans timidité, les pertes sanglantes auxquelles s'exposait l'armée allemande dans une attaque. On peut imaginer avec quel mépris et quels sarcasmes, Hitler accueillit de telles doléances.

[– 788 –]

Mais Reichenau mourra en 1941. Il a reçu celles – périodiquement renouvelées ensuite à Canaris – de von Kluge, commandant d'un groupe d'armées sur le front oriental, qui s'est montré partisan résolu d'un attentat contre Hitler, de von Leeb, commandant d'un groupe d'armées sur le même front, mais bientôt relevé de son commandement en raison de ses attaches confessionnelles. Enfin, il dispose d'une pièce maîtresse en la personne du général von Witzleben, chef ardent qui lui donnera, jusqu'au bout, un concours sans réserve.

Certes, à ces hauts échelons, Beck éprouvera des déboires. Mais l'activité de Canaris, qui visite fréquemment les fronts, devrait, semble-t-il, corriger ces défections. Fort du prestige de Beck et du sien propre, Canaris recevra les encouragements du général von Halder <sup>141</sup> lui-même, successeur de Beck à l'État-major général, dont le propos calme, un peu professoral, laissait entendre qu'il n'accepterait qu'un travail passif contre le régime ; de von Sodenstern, chef d'un groupe d'armées en 1941-1942, tête claire qui considérait d'une humeur flegmatique et en philosophe le cours des temps, mais qui protégera les officiers de son entourage, prêts à la sédition ; de von Paulus, acquis au projet alors qu'il était chef d'État-major de la VI<sup>e</sup> Armée dans l'Est, mais avec qui apparurent plus tard des divergences, quant aux méthodes de contrainte appliquées en Pologne par Paulus, circonsance qui refroidit les rapports entre les conspirateurs et lui.

Par Canaris, Beck se tenait donc en rapport avec ceux des généraux et des chefs d'État-major, répartis sur l'immensité des fronts européens, et qu'il savait ou supposait enclins à entrer dans ses vues. Mais notons qu'à côté des militaires, Beck n'avait pas négligé de cultiver d'utiles amitiés avec des représentants de l'opposition bourgeoise. Citons le professeur Popitz, ex-ministre des finances de Prusse, Ulrich von Hassel, ancien ambassadeur au Vatican, Sack, président du Tribunal militaire d'Empire. Enfin, il écoutera avec faveur, au début de 1939, les propositions du Dr Erich Kordt, premier conseiller de légation auprès de Ribbentrop, résolu à l'exécution d'un attentat contre Hitler.

---

<sup>141</sup> Halder aurait, au début de novembre 1939, et pour empêcher l'attaque du front occidental, suggéré à Canaris de supprimer Hitler (*L'Armée, La nation* de Wullus-Rudiger).

Nous savons maintenant que militaires et civils, entrés dans le mouvement, étaient d'accord pour conférer à Beck, en cas de réussite du complot, le titre de « *Generalstatthalter* », avec pleins pouvoirs pour instaurer un gouvernement sur des bases démocratiques. Mais nous savons aussi que les chefs militaires de rang élevé acquis à Beck, et sur qui reposait la mission d'obtenir de l'armée, au moment opportun, une véritable volte-face révolutionnaire, [– 789 –] s'y montrèrent de moins en moins disposés au fur et à mesure même que s'aggravaient les conditions de la guerre hitlérienne. Aux prises avec les devoirs de leur commandement, ils préférèrent, en général, éluder le risque, celui d'échouer contre Hitler, mais peut-être aussi celui de réussir contre l'Allemagne ... Canaris ne disait-il pas, d'un ton désabusé, au lendemain d'une rencontre avec von Kluge : « Nos maréchaux ne savent rien vouloir. Dès qu'ils remportent le moindre succès tactique, ils ont les pieds froids et se retirent aussitôt. » Ce qu'en aucun cas les maréchaux allemands ne voudront, c'est la défection devant l'ennemi. Chez eux, il n'y aura pas de « ragusades ». Ils se battront jusqu'au bout.

L'analyse de l'*ABWEHR* aux mains de Canaris nous met en présence d'une organisation plus homogène et plus fermée que toutes celles qu'auraient pu concevoir Beck, contraint de demeurer sur l'Olympe. Avec le S. R. allemand, nous entrons dans un organisme secret qu'une main experte ne laisse pas entamer facilement, et qui offre de multiples possibilités de travail « camouflé ».

En France, comme ailleurs du reste, on se représente en général assez mal les formes, la complexité et le comportement spécial d'un service de renseignements. On a beaucoup parlé des services secrets sans les connaître, et on a prêté gratuitement à l'*ABWEHR*, à l'*INTELLIGENCE SERVICE*, comme à un certain nombre d'autres services étrangers, les actions les plus extravagantes et les réussites les plus invraisemblables. Le roman y a trouvé sa source la plus sûre et la plus féconde. Mais la vérité est assez loin de ces vues fantaisistes.

Le S. R. qui nous occupe est le produit d'un long et patient labeur qui a lissé sur l'Europe et sur le monde, un filet serré d'hommes rompus à la recherche des secrets de l'adversaire éventuel, et formés à des disciplines qui garantissent l'herméticité et la sécurité du service ; il a eu, nous le savons, des fortunes diverses. Il a fait prôner sa propre va-

leur quand ses succès ont été contestables et contestés <sup>142</sup>. Il s'est tu quand il avait la conscience remplie d'aise : jadis, quand la France, divisée en deux camps par le cas Dreyfus, sollicitait sourdement l'Allemagne de lui donner la clé de l'énigme, l'État-major allemand, c'est-à-dire le S. R. allemand, gardait le silence. *Der Nachrichtendienst ist ein Herrendienst* <sup>143</sup>.

Cet outil, c'est celui de Canaris. La guerre n'a pas modifié son organisation du temps de paix, elle l'a seulement étoffée par l'apport des réserves. Son organe de direction est à Berlin, auprès du Commandement suprême. Il comprend un nombreux personnel réparti en sections (*Abteilungen*) correspondant normalement aux pays en guerre avec l'Allemagne et à ceux dont l'amitié ou la neutralité lui importent. Il a, cela va sans dire, son service intérieur et ses liaisons avec les organes gouvernementaux. [- 790 -] Comme tout S. R., il est étroitement relié à ses sources, mais non moins intimement à l'État-major du Haut Commandement, destinataire essentiel de ses informations. Tel est le schéma simplifié. Nous pouvons, par la pensée, placer dans ce cadre tous les autres éléments d'une direction active, ordonnée et souple, et au nombre desquels un matériel de liaison et de transmissions perfectionné joue un rôle important. Ne parlons pas de ses ressources financières, qui déjà, sous Bismarck, représentaient vingt fois celles du S. R. français, et qui ne lui furent jamais mesurées. Arrêtons-nous à l'essentiel : le personnel.

Canaris l'a intelligemment choisi et trié pour ses fins, qui sont devenues politiques le jour où Hitler a évincé le Grand État-Major. À ses collaborateurs intimes, chargés de recruter des officiers pour le service, il a coutume de dire : « Le sentiment anti-nazi passe avant les qualités professionnelles ». Consigne d'une application périlleuse sous l'œil soupçonneux du Parti, qui entend bien être représenté dans l'*ABWEHR*. Aussi Canaris concède-t-il habilement, et prévient-il l'attaque en introduisant ostensiblement, dans son service, quelques nazis authentiques qu'il saura rendre inoffensifs et écarter de ses secrets véritables. Ils lui serviront, en fait de camouflage, et de couverture contre les vellétés d'intervention de la police d'État. Et sous le

<sup>142</sup> Le colonel Nicolaï, au lendemain de 1918, a écrit abondamment à l'éloge de son S. R.

<sup>143</sup> « *Le service de renseignements est un service de seigneurs.* »

contrôle vigilant de Canaris, l'*Abwehr* sera dans ses cadres, jusqu'au cœur de 1943, le réceptacle d'officiers mobilisés et de fonctionnaires dont le seul but est le renversement du régime : officiers d'active d'empreinte prussienne et wilhelmine, officiers issus des partis d'opposition et des organisations militaristes (*Stahlhelm, Freikorps, Jugendverbänd*, etc.) et représentants actifs des opinions libérales de toutes confessions. On y rencontrera même des israélites, et le chef de l'*ABWEHR* aura, de ce fait, quelques ennuis. Il demeurera, certes, dans l'*ABWEHR* des hommes dont Canaris aura à se défier sans cesse. Mais, assisté par des collaborateurs de toute confiance, il tiendra longtemps la gageure. Citons quelques-uns de ces hommes qui, pour la plupart, finiront tragiquement sans avoir atteint leur but :

Le colonel, puis général, Oster, Saxon fortement marqué par le régime impérial, adversaire fanatique du national-socialisme, plus enclin à l'« action » qu'aux lentes préparations qui la précèdent, un peu débordant et imprudent. Sera exécuté en même temps que Canaris, le 9 avril 1945.

Le général Piekenbrock, belle silhouette de Westphalien, type du militaire « tout d'une pièce », dépourvu de sens politique. Très attaché à Canaris et docile à ses conseils.

Le général Bentivegni, Prussien ambitieux, type officier de la *REICHSWEHR*, très en confiance avec Canaris.

Le colonel Hansen, successeur de Piekenbrock en 1942, marqué par la Reichswehr, jeune et bouillant, apporte un sang nouveau à l'organisation Canaris ; sera exécuté après le 20 juillet 1944.

Le colonel baron von Freytag-Lothringhoven, Balte anti-bolchevik et anti-nazi, zélé et convaincu, confident de Canaris depuis longtemps. Se suicidera le 26 juillet 1944, à la veille d'une arrestation certaine.

[– 791 –]

Le comte Marogna-Redwitz, placé par Canaris à Vienne, où il avait été l'artisan de la collaboration austro-allemande sur le plan S. R. à l'époque de Dollfuss. Sera exécuté le 20 juillet 1944.

Le général X ... [Erwin Lahousen Elder von Vivremont], confident intime de Canaris et possédant toute la confiance des animateurs du complot. La compétence professionnelle et l'habileté politique de X ... feront de lui un des plus précieux auxiliaires de Canaris.

On pourrait allonger cette liste, on pourrait nommer d'autres personnages qui jouent à fond le jeu de Canaris aux postes, plus effacés, qu'ils occupent. Tels le Dr Dohany, juriste accrédité auprès de Canaris, et qui sera exécuté après le 20 juillet 1944 ; un certain baron *Ino*, pseudonyme du directeur d'une société qui – procédé bien allemand – dissimule un élément de l'*ABWEHR*, la *TRANSMARE*, Juif levantin, sujet turc, routier du monde, pétillant d'esprit satirique, Ino est en quelque sorte le membre international de la conspiration. Il saura disparaître à temps.

Notons, enfin, que l'organisation Canaris a à sa dévotion un élément destiné à entrer dans la bagarre, quand l'heure de la violence aura sonné : il s'agit de la « division Brandenburg », stationnée à Berlin, aux ordres du général-major Pfuhlstein, Prussien typique, très représentatif de la *REICHSWEHR*, ennemi avoué du régime. Avec le général Oster, il prépare la participation de ses troupes à la sédition. Le major Heinz, placé dans cette unité par l'*ABWEHR*, assure la liaison entre Pfuhlstein et Canaris.

Tel est, en gros, cet organe central de l'Abwehr, composé d'un noyau d'officiers professionnels du S. R. et d'un groupe trié d'officiers sûrs, aux origines diverses, mais fortement teintés d'esprit de caste, unis par une haine commune et déterminés à l'assouvir. En face de l'ordre national-socialiste qui veut s'imposer, ils représentent la révolte du Grand État-Major.

Mais ce centre possède, on le devine bien, ses ruches lointaines, ramifiées dans les pays en guerre et chez ceux qui ne le sont pas, ruches que nous appelons postes ou antennes, et que, dans leur langage technique, les Allemands dénomment *Abwehrstellen*. En temps normal, elles drainent sur la Centrale ce miel estimé qui s'appelle le renseignement militaire. Sous l'ère hitlérienne, Canaris a décidé qu'elles ne se borneraient plus à ce soin, et que les officiers des *Abwehrstellen*, de Kiev à Dunkerque, de Lisbonne à Patras, assumeraient des tâches supplémentaires dont il les a instruits avec prudence après s'être assuré de leur « loyalisme ». Nous ne nous attardons pas à les suivre dans leur activité, pas plus que dans leurs états d'âme. Mais nous savons que, soigneusement criblés par Canaris, les hommes de ces postes se sont montrés dociles au jeu prescrit par leur chef, et ont travaillé dans le sens de l'opposition. Certaines de leurs attitudes, que

les services adverses eurent du mal à comprendre au moment où ils les surprisent, semblent trouver là leur explication.

Il nous faut passer sous silence – parce qu’elles sont innombrables, et perceptibles seulement aux spécialistes exercés – ces implantations multiformes du S. R. allemand dans les rouages de la vie politique, économique et administrative des pays étrangers, et sur lesquelles se sont [– 792 –] construites ses certitudes, et aussi ses illusions, tout au long de sa laborieuse existence.

Nous les avons connues chez nous, où un régime libéral à l’excès leur accorda trop longtemps une hospitalité et une impunité contre lesquelles s’insurgèrent sans cesse les services français. Hâtons-nous de dire, à l’honneur de ceux-ci et des derniers gouvernements de la III<sup>e</sup> République, qu’en 1940 ces incrustations avaient été éliminées à peu près totalement par notre contre-espionnage. L’espion et le traître avaient été débusqués de leur gîte, quand les avant-gardes allemandes pénétrèrent sur notre territoire <sup>144</sup>. Ils allaient, hélas ! renaître pour un temps à la faveur de nos malheurs.

### *– Le sabotage de la victoire allemande*

Nous voici donc, engagés avec Canaris dans l’invraisemblable. Sans insister sur les faits qui se rapportent à la préparation du coup de force, qui doit « liquider » la personne de Hitler, suivons le chef de l’*ABWEHR* dans son opposition systématique aux décisions du *Führer* et aux actes du régime.

---

<sup>144</sup> Si l’on dénomme « 5<sup>e</sup> colonne » la réunion et la combinaison d’un ensemble de moyens comprenant l’action préalable (démoralisation, intoxication, organisation de la trahison) et l’action directe (destruction d’ouvrages, grèves et sabotages d’usines, rapt ou assassinats des chefs, dépôt de parachutistes) il est établi que cet appareil, dont l’implantation en France fut tentée par les Allemands, fut mis hors d’état de fonctionner contre nous en 1940.

Mais il est non moins certain que, sous le coup inattendu de l’effondrement de nos armées et de la démoralisation qu’il provoque, des Français, conscients ou non, propagèrent des slogans de défaite qui prirent rapidement un caractère antinational. Cet état d’esprit, exploité par les Allemands et encouragé par un gouvernement d’abdication, engendra bien une authentique « 5<sup>e</sup> colonne »

Canaris donne d'abord à ses collaborateurs intimes des consignes générales. Dès le mois de mai 1938, il les formulait comme suit, à l'un d'eux :

« L'Allemagne et l'Europe sont dans une situation critique. Après l'occupation par trop facile de l'Autriche, Hitler, invoquant le sort des Sudètes, est maintenant décidé à entrer en Tchécoslovaquie et à démembrer ce pays. Ce projet, s'il est poursuivi, signifie la guerre européenne, car les puissances de l'Ouest, ainsi que l'URSS, n'accepteront pas cette nouvelle provocation.

Il faut donc essayer de mettre en œuvre toutes les forces qui ont conservé la claire notion de l'actualité réelle pour empêcher cette guerre, qui serait un malheur pour l'Allemagne et pour l'Europe. »

Et Canaris de préciser ses directives dans ce cas particulier de la Tchécoslovaquie :

« Dans les comptes rendus destinés au commandement, faire ressortir et exagérer toutes les informations et tous les renseignements qui mentionnent la puissance des fortifications tchèques, et la volonté de résistance du peuple et du gouvernement tchèques. Donner comme vraisemblable l'intervention des puissances occidentales et de l'URSS. [– 793 –] (force aérienne). Prévenir et contrecarrer aussi les informations officielles, imprégnées d'optimisme et d'idéologie nazis. »

Cette prise de position, en présence d'une des premières et des plus graves déterminations de Hitler, nous découvre le chemin parcouru dans l'ordre des préoccupations fondamentales chez des hommes qui, la veille encore, vivaient dans l'idée fixe du « renseignement sur l'ennemi ». Désormais, l'*ABWEHR* va vivre dans le mensonge à l'égard du pouvoir établi. Canaris se couvrira de ce côté par les ordres « officiels » qu'il donnera aux sections, et plus ostensiblement à celles qu'il a dû doter de quelques officiers nazis. On y lira des prescriptions innocentes, toujours édictées dans ce service et qui n'offusquent personne, telles que « se borner aux tâches militaires et se tenir éloigné de toute action politique », « s'abstenir des méthodes en honneur dans

le *SD* <sup>145</sup> et dans la *GESTAPO* : la lutte contre l'ennemi s'arrête aux limites qui, dans le passé et dans le présent, furent toujours observées par les belligérants ».

Il est en effet vrai que l'officier allemand de tradition s'est toujours déclaré « inapte à s'écarter des voies loyales du combat » ...

Mais les instructions « secrètes », les Seules qui nous intéressent, continueront à relier, du sommet aux antennes, la chaîne des rebelles animée par Canaris <sup>146</sup>.

Écoutons-le au lendemain du drame de la Tchécoslovaquie :

« Avec l'incorporation malheureuse de ce pays dans la sphère de souveraineté du Reich, qui a entraîné le sacrifice du dernier chef du Grand État-Major allemand conscient, de ses responsabilités (général Beck), le chemin de la guerre avec la Pologne est libre pour Hitler et pour sa clique de criminels. Je suis convaincu que, cette fois, les grandes puissances ne se laisseront pas prendre au petit jeu de ce « menteur pathologique ».

La guerre signifie la catastrophe pour l'Allemagne. Mais une victoire du système hitlérien serait un malheur bien plus grand et plus unimaginable pour l'Allemagne et pour l'humanité tout entière. Cette victoire doit être empêchée par tous les moyens. »

Ainsi, le Grand État-Major ayant vainement tenté, par la voix de quelques grands chefs, de détourner Hitler de l'entreprise tchèque, puis de la guerre en Pologne, Canaris a fait taire ses derniers scrupules. Il coupe les ponts derrière lui. Il est maintenant clair à son esprit, comme à celui de Beck, qu'ils vont assumer une tâche de difficulté croissante, aussi longtemps que les armées allemandes fourniront à Hitler des bulletins de victoire. L'appui ou la complicité des chefs d'armées vont s'en trouver attiédés, car certains d'entre eux estimeront que, n'ayant pu écarter la guerre, il ne leur [- 794 -] reste

---

<sup>145</sup> *SICHEREITSDIENST* (police spéciale).

<sup>146</sup> Il est bien regrettable que nous n'en ayons point connu le complément, c'est-à-dire le « journal » tenu au jour le jour par le chef de l'*ABWEHR*. Ce document est tombé aux mains de la *GESTAPO*, et avec lui ont disparu, non seulement un commentaire intéressant des instructions de Canaris, mais aussi un témoignage accablant pour les criminels de guerre qu'il fustigeait sans cesse dans ses propos.

plus qu'à terminer, le plus rapidement possible, le cycle des entreprises insensées du *Führer*.

Canaris et les siens resteront opiniâtrement dans la ligne adoptée. Convaincus que, sous les apparences trompeuses de succès éphémères, un grand effondrement se prépare, certain, inévitable, ils ne se soucient que de l'accélérer.

On retrouve dans toutes les instructions du chef de l'*ABWEHR* la même insistance sur les points essentiels dont l'exécution doit aboutir à « s'acquitter passivement du travail « officiel », en se donnant les apparences de la plus grande activité. Abandonner les opérations qui ne sont pas du ressort d'un S. R. ou vont à rencontre des intentions du chef. Tourner ou négliger celles qui ont un caractère policier. Dans les relations avec les représentants des pays alliés de l'Allemagne ou non belligérants, rester en étroit contact avec les éléments antifascistes et se tenir éloigné des autres. Orienter ces milieux sur la véritable situation politique et militaire de l'Allemagne, en prenant le contrepied des informations tendancieuses émanant de l'État-Major de la *WEHRMACHT*, des attachés militaires et autres services militaires officiels allemands ». « Il faut tout de même, disait Canaris, que le monde sache combien ces gens-là sont coupables, et avec quel dilettantisme criminel et dans quelle hypertrophie du « moi » cette guerre a été déclenchée ».

Lui, chef de l'*ABWEHR*, est conscient de faire cette information dans les limites que lui permettent les besoins de sa sécurité. Mais non point dans les limites de cette indépendance de mouvements que le pouvoir suprême concède normalement au chef de son service des renseignements. Et sans doute, le Haut Commandement allié doit-il d'avoir connu opportunément certaines décisions hitlériennes et maintes opérations imminentes, à une certaine logique qu'apporta Canaris dans son comportement... autant qu'à une interprétation souple, mais exacte, par ses subordonnés, d'une attitude qu'il avait prise avec tous ses risques <sup>147</sup>.

---

<sup>147</sup> Nous n'entendons pas conclure que Canaris ait eu des rapports directs avec des services étrangers, pas davantage qu'il ait délibérément trahi des secrets militaires proprement dits. Mais il a favorisé les prises de contact entre ses complices dans l'opposition et des personnalités étrangères. Ainsi, le Dr J. Muller, officier de l'*ABWEHR* à Munich, entre-t-il en relations avec le

En fait, Canaris se meut sur une corde raide que l'esprit se représente avec effroi. Il suffirait d'une dénonciation précise, d'une irruption soudaine du *SD* ou de la *GESTAPO* dans une combinaison équivoque de Canaris, pour que chef et service soient brutalement supprimés. D'ailleurs, en poursuivant notre enquête sur les traces du Chef de l'*ABWEHR*, nous ne tarderons pas à noter le moment où Hitler, méfiant, le fait surveiller de plus près. Mais au-delà même de ce moment qui n'échappe pas à ce Un [- 795 -] joueur, Canaris continue à tromper le *Führer*, à tourner ses ordres, et à conserver à son activité les apparences d'une loyauté qui, si elle était sincère, ne serait pas sans mérite dans la situation sans issue où Hitler a placé l'Allemagne.

À côté des exagérations et des faux rapports que l'on transmet systématiquement, on use et on abuse, dans les postes de renseignements stimulés par Canaris, de ces bulletins de victoire (*Erfolgsberichte*) qui annoncent au service central la réussite complète d'une opération prescrite. Car, il faut le dire, l'*ABWEHR* dispose d'équipes de « saboteurs » spécialisés, sur lesquels le commandement compte beaucoup pour l'accomplissement de missions délicates. C'est ainsi que le Haut Commandement allemand du front de l'Ouest ayant réclamé, au début de 1940, le sabotage des bateaux alliés en mer Noire et en Méditerranée, il lui fut fourni, à cet égard, des résultats astronomiques (300 à 500 000 tonnes coulées) dont l'Amirauté, qui avait flairé la falsification, fut plus furieuse que satisfaite.

C'est ainsi qu'au début de 1942, le Commandement allemand ayant manifesté la crainte que la flotte française, mouillée à Toulon, n'échappât en une nuit, et ce en dépit des entraves qui immobilisaient ces bateaux, Keitel ordonna à Canaris de les paralyser plus sûrement encore par un sabotage habile des instruments de bord. Canaris, transmettant cet ordre à son fidèle X ..., se borna à ajouter : « Naturellement, nous ne ferons rien ». Quelque temps après, l'*ABWEHR* présentait à Keitel un croquis, aussi précis qu'imaginaire, des sabotages réalisés. Le commandement de l'aviation allemande ayant donné un jour, en présence de Canaris, l'ordre de saboter le *Clipper* qui faisait le ser-

---

Vatican durant l'automne 1939. De même que le pasteur Bietrich Bonhöfer rencontre à Stockholm, en mai 1942, l'Évêque anglican de Chichester. Mais Canaris se bornera à reprocher, sur le ton badin, au colonel Oster, son adjoint, d'avoir révélé, le 9 mai 1940, au major Saas, attaché militaire hollandais à Berlin, que l'attaque aurait lieu le lendemain à la pointe du jour ...

vice entre Lisbonne et les États-Unis, Canaris s'empessa d'assurer que cet ordre serait exécuté. Mais il partait aussitôt à Lisbonne pour mettre en garde son représentant en ce lieu et l'inviter à empêcher le sabotage. Il réduisait de même à néant les instructions données par l'amiral Schuster, chargé de la guerre économique, pour détruire les matières premières envoyées d'Angleterre au Portugal.

Il est un autre domaine dans lequel l'*ABWEHR* parut déterminée à ne point vouloir s'engager : celui des « liquidations » brutales, des « exécutions », actions répugnantes qu'elle estime à la taille d'une police subalterne. Du moins, efforçons-nous de l'en croire à la lumière de deux faits que nous allons citer, et bien que nous sachions qu'à l'*ABWEHR*, comme en tout S. R., de telles exécutions sont jugées, tour à tour, actes vils ou sacrés, selon le motif, barbare ou patriotique, qui les détermine.

### – *Le cas Weygand*

Pendant le déroulement des opérations militaires allemandes des années 1940-1941, le Haut Commandement hitlérien ne cessait d'observer, avec la plus grande méfiance, l'activité déployée en Afrique du Nord par le général Weygand.

Un jour, Canaris fut invité par Keitel à faire disparaître (*Beseitigung*) le [– 796 –] général Weygand par les soins d'une de ses sections. Il est vraisemblable que cet ordre émanait, en premier lieu, de Hitler lui-même.

Canaris objecta, selon son habitude, mais sans résultat. L'ordre était formel.

Le chef de l'*ABWEHR* prit donc le parti de différer. Il fit part de la décision de Keitel à ses proches collaborateurs, qui convinrent avec lui qu'un ordre pareil ne saurait être transmis aux échelons subordonnés, et qu'en aucun cas il ne serait exécuté. Ils ne cachèrent pas leur indignation devant cette prétention du commandement, d'obtenir d'eux qu'ils se transforment en assassins. Canaris, dont l'ascendant intellectuel sur Keitel était manifeste, rusa, trompa son chef, et finit par le tranquilliser en lui donnant l'assurance que le projet était étudié dans le détail, et que le nécessaire serait fait pour le conduire à ses

fins. Ainsi fut gagné un temps précieux. Et bientôt le général Weygand rentra en France. Il ne fut plus, dès lors, question de le « liquider ».

### – *Le cas Giraud*

Le général Giraud, protégé par sa « baraka », a frisé de plus près le péril.

Son audacieuse évasion de Königstein avait mis Hitler dans une rage folle. Il faut dire que le *Führer*, comme Jold, chef d'état-major de la *Wehrmacht*, présumait en Giraud une personnalité d'une grande capacité politique, et voyaient dans le général français, l'homme résolu à préparer et à hâter un débarquement des forces alliées en France libre.

Environ six semaines avant le départ du général Giraud en Afrique du Nord, Keitel donna à Canaris, comme dans le cas Weygand, l'ordre de le faire assassiner par les soins de l'*Abwehr*. Se soustraire à cet ordre de meurtre et prendre les mesures pour empêcher que cette mission ne fut, eu définitive, confiée au *SD* constituaient pour Canaris une tâche extrêmement difficile.

À quelque temps de là, et devant la force d'inertie manifestée par l'*ABWEHR*, Keitel saisit l'occasion d'une absence de Canaris, alors à Paris, pour inviter d'urgence son adjoint X ... à en finir avec l'affaire "Gustave" (pseudonyme donné à Giraud par Keitel). Et il ne celait pas son mécontentement du retard apporté à l'exécution de cet ordre.

La situation était grave aux yeux de l'*ABWEHR*, car X ... était sommé d'orienter immédiatement Muller, haut fonctionnaire du *SD*, dans l'éventualité proche où Keitel confierait au S. D. la mission de se substituer à l'*Abwehr*. X ... crut même devoir, sans plus attendre, prendre des dispositions pour qu'un agent du S. R. français en fut prévenu.

Cependant, X ..., prenant un avion pour Paris, venait informer Canaris de cette situation. Canaris, ému, réfléchit. Certain d'avoir à fournir des explications à brève échéance, il mit immédiatement sur pied un système de justification, reposant sur le délai qui s'était écoulé

entre le jour où il avait rencontré Heydrich (chef du *SD* à Prague) et l'exécution de ce dernier par la « résistance » tchécoslovaque.

[– 797 –]

Il trouva ainsi le moyen d'expliquer qu'antérieurement à la mort de Heydrich, il avait orienté celui-ci de manière précise, sur la mission à remplir, soulignant que le chef de la police, par souci d'absolue sécurité, avait insisté auprès de Canaris pour que cette transmission fût tenue rigoureusement secrète, même vis-à-vis de Muller. Heydrich, ajoutait Canaris, avait déjà désigné l'équipe (*Sonderkommando*) chargée de l'exécution.

Keitel, enregistrant cette déclaration de Canaris revenu en toute hâte à Berlin, s'était montré satisfait ; apparemment, Hitler avait admis cette thèse.

Canaris avait eu par ailleurs l'adresse d'informer de sa mission, en toute confiance, le général Zeitzler <sup>148</sup>, ainsi que le Dr Rahn, diplomate retors, préposé à la surveillance et au redressement des faits et gestes vichyssois. Ce dernier avait même remarqué, à cette occasion, que Hitler surestimait beaucoup la personnalité de Giraud, qui était certainement un brillant soldat, mais un mauvais politicien : il retirait cette impression des négociations qu'il avait conduites auprès de Giraud, dans une rencontre en territoire français occupé, pour le déterminer à retourner volontairement en captivité, afin de faire tomber les mesures de représailles décidées par Hitler après l'évasion du général. Disons, en passant, que Hitler avait donné libre cours à ses violences verbales coutumières, en apprenant que le représentant de la *REICHSWEHR*, présent à ce colloque, n'avait pas fait arrêter instantanément Giraud. Il s'en prenait, surtout aux vieux officiers de l'armée qui n'avaient pas encore compris le sens de la révolution nationale-socialiste et se cramponnaient à des notions de droit et d'honneur périmées.

Chacun sait maintenant à quoi aboutirent finalement ces manœuvres et ces retards : le 9 novembre 1942, le général Giraud prenait pied en Afrique du Nord, après avoir faussé compagnie, une fois de plus, aux sbires chargés de sa garde.

---

<sup>148</sup> Chef d'État-major de l'*OKW* (Haut Commandement de la *WEHRMACHT*), alors chef d'État-Major du groupe d'armées Paris.

Pour l'intelligence du schisme engendré en Allemagne par l'avènement hitlérien, ce ne sont point là constatations vaines. Elles montrent, sous un jour cru, combien était précaire, malgré les craintes les plus justifiées des nations alliées, la cohésion réalisée par Hitler dans l'ajustement de ses moyens de guerre. Il s'en fallait de beaucoup que le loyalisme à sa personne gouvernât les pièces essentielles de l'appareil militaire, qui s'est pourtant battu jusqu'au bout, par patriotisme. Mais les failles étaient béantes, et elles n'ont pas, heureusement, échappé toutes à la vigilance des États-majors alliés.

Nous n'avons aucune raison de mettre en doute les témoignages précis que nous avons recueillis. Ils confirment des faits qui sont apparus aux services des renseignements alliés à certaines heures de la guerre. Mais ceux-ci se sont gardés prudemment d'en tirer des déductions qui, au regard du comportement du S. R. allemand sur le plan purement militaire, se fussent rapidement révélées inexactes. En effet, dans un service, rompu depuis bientôt deux siècles à faire l'inventaire des forces ennemies et à ne [- 798 -] faire que cela, on ne renverse pas la vapeur en un tournemain. Et nous mettons en fait que Canaris était travaillé par les scrupules et l'inquiétude du « professionnel » lorsque, au cours de l'été 1942, il convoquait à Paris, chez le Dr. Rahn, un représentant de Laval et un autre de Darlan pour les mettre en rapport avec des officiers de son service, ne cachant point à ses invités qu'il désirait obtenir la participation de l'État-Major français à la détection des mouvements des bateaux alliés en Atlantique – Canaris aurait-il été encore plus fort que nous le croyons ?

*– Sur tous les « fronts »*

Froidement, il continue son obstruction.

Il surveille le travail politique du Département des Affaires étrangères et se met au travers de ses entreprises, stimule les résistances qui se manifestent en divers pays d'Europe à l'égard de la domination de Hitler, encourage les tendances séparatistes des pays alliés de l'Allemagne et les minimise aux yeux de ses chefs. Bref, sur tous les terrains où agissent le commandement et la diplomatie, bandés pour la

victoire, Canaris agit pour la rendre impossible. Les exemples en sont nombreux. Retenons-en quelques uns.

Le chef de l'*ABWEHR* avait pour l'Espagne des sympathies très anciennes. Depuis le début de la guerre, il ne cessait de contrecarrer l'activité déployée par le ministère des Affaires étrangères pour déterminer ce pays à quitter sa neutralité et participer à une opération allemande contre Gibraltar. Et il employait, à cette fin, tout le crédit qu'il possédait auprès des personnalités politiques espagnoles connues de lui depuis longtemps, au point que Ribbentrop, soupçonneux, lui reprocha un jour, publiquement, d'entraver son action.

Au cours de l'hiver 1942-1943, le Haut Commandement allemand craignit vivement une invasion de l'Espagne par les Alliés, et Canaris fut chargé de sonder les milieux espagnols pour connaître leur sentiment sur ce danger, ainsi que sur l'éventualité de mesures préventives qui amèneraient l'Allemagne à faire entrer ses troupes dans la péninsule.

À la fin de sa mission, au cours de laquelle il avait eu, entre autres, des entretiens avec Jordana, Canaris rédigea un rapport destiné aux Affaires étrangères et qui disait en substance : « L'Espagne continuera à fournir son appui aux puissances de l'Axe. Mais elle tient fermement à sa position de non-belligérance, et elle est déterminée à faire face à toute agression dirigée contre son territoire, même dans le cas où cette agression serait le fait de l'Allemagne. »

En réalité, Jordana, qui s'était exprimé en présence des généraux Vigo et Martinez-Campo, avait été beaucoup moins catégorique quant à l'attitude que pourrait prendre l'Espagne à l'égard de l'Allemagne.

Qui pourra dire à quel point les projets hitlériens en furent influencés ? Car chacun sait aujourd'hui que le *Führer* fut à deux doigts d'entreprendre [– 799 — l'opération de Gibraltar, abandonnée en définitive « uniquement », a dit Jodl, « parce que le consentement des Espagnols nous a manqué ».

Il est un secteur européen qui obsède les pensées de Canaris : le monde anglo-saxon.

Cette Angleterre avec laquelle Hitler s'est longtemps refusé d'envisager une guerre, représente pour Canaris le môle inébranlable dont la résistance corrigera l'avance prise par le *Führer* et permettra

d'endiguer, puis de rompre la force allemande. Sa conviction sur ce point s'est maintes fois exprimée. Il semble bien aussi que certaines affinités spirituelles l'aient prédisposé à souhaiter cette résistance, dont la réussite est un article de ses plans.

En fait, il a toujours freiné l'activité des organes de renseignements dirigés contre l'Angleterre. Dès qu'après l'échec de l'offensive aérienne allemande il ne fut plus question d'invasion de l'île, Canaris négligea systématiquement la recherche du renseignement sur les Britanniques. Du moins son entourage a-t-il affirmé, qu'entre le début de la guerre et le milieu de 1943, on n'a pas compté plus de 3 ou 4 agents lancés en Angleterre et en Irlande. Ne cherchons pas à vérifier ces chiffres. Nos amis britanniques pourraient nous démontrer qu'ils outragent la vérité ...

À vrai dire, l'Irlande était la zone sensible de l'archipel où les services de la *Wilhelmstrasse* – et non point ceux de Canaris – s'efforçaient à une diversion. Canaris avait été prévenu que ce domaine était chasse gardée, et que le concours de l'*ABWEHR* aux fins mystérieuses des diplomates serait de caractère strictement technique (transport et dépôt d'agents en Irlande). La solution convenait parfaitement à Canaris, qui conservait, ainsi, la possibilité d'entrer dans les projets du Dr. Veessenraayer, chargé des affaires d'Irlande au ministère des Affaires étrangères. Et il ne lui fut pas difficile d'en découvrir l'objectif. Il s'agissait pour Veessenmayer de provoquer, avec la participation de l'*IRA* (année républicaine irlandaise), un soulèvement intérieur qui aurait créé la possibilité d'une invasion de l'Irlande.

Mais ce projet ambitieux s'égara bien vite dans les nuées. Il advint que l'homme nécessaire, un certain Russel, chef de Vira, inféodé à l'Allemagne, mais résidant en Amérique, prit place, à l'instigation de Ribbentrop, dans un sous-marin qui devait l'amener en Irlande, et succomba en route quelques heures après l'embarquement. Ce décès fut imputé, par certains milieux, aux machinations de Canaris, qui demeura énigmatique. On ne prête qu'aux riches ...

La « résistance passive » de Canaris eut lieu de s'exercer à l'occasion d'un état de choses insupportable à l'État-Major de l'Air allemand.

Des courriers aériens fonctionnaient régulièrement entre l'Angleterre et la Suède. Croisant à haute altitude en vol de nuit, les

avions britanniques demeuraient insaisissables pour la chasse allemande. L'État-Major de l'Air donnait vainement des instructions pressantes à ses équipages, pour mettre fin à cette « provocation ». Canaris intervint et obtint d'être chargé de ce soin, arguant qu'il disposait de moyens d' « opération » sur des bases d'envol.

[– 800 –]

On n'a pas ouï dire qu'un seul avion britannique eût pâti de cette substitution.

Un collaborateur de Canaris raconte cette brève histoire, survenue à la confusion du *SD* : Canaris apprend, en juin 1943, par un homme de confiance, placé dans le *SD*, que celui-ci projette de délivrer Mussolini, d'écarter le roi d'Italie et d'assassiner ou d'enlever le Pape. « Il est vraiment inconcevable, dit Canaris à X ... que ces forbans puissent aller aussi loin dans la bêtise ». Canaris va voir le général Ame, chef du *SIM* <sup>149</sup> à Venise. Ame se plaint à lui de ce que de nombreux membres du *SD* et des *SS* circulent sans mandat officiel dans les villes de la péninsule. « F ... les à la porte », murmure Canaris qui, enchaînant, demande à son interlocuteur s'il sait où se trouvent Mussolini, le Roi et le Pape, lui recommandant d'être vigilant : « On ne peut jamais savoir ce que méditent ces gens-là (*SS* et *SS*) » ? Ame ne fut pas long à comprendre. Cependant, en ce qui concerne Mussolini, il s'y prit trop tard pour empêcher son enlèvement par un détachement allemand.

Par ailleurs, c'est peu de temps avant la chute de Mussolini que se situe l'incident qui devait convaincre Canaris de la suspicion définitive de Hitler à son endroit.

À son étonnement, X ... est subitement convoqué par le général Warlimont à Berchtesgaden, pour participer à une réunion secrète dont l'objet lui est confié dès son arrivée. Il s'agit de la préparation d'une intervention militaire allemande en Italie, opération qu'à cette époque Mussolini désapprouvait nettement. Warlimont pose à X ... quelques questions relatives à la participation de l'*ABWEHR* à ces préparatifs. X ... ayant fait observer qu'il ne peut donner un assentiment valable sans consulter Canaris, Warlimont répond que, sur l'ordre exprès de Hitler, Canaris ne doit pas être mis au courant de ce projet. La communication était grave. De retour à Berlin, X ... s'empressait de

---

<sup>149</sup> Service des renseignements italien.

prévenir son chef. Dès cet instant, celui-ci se savait condamné, aussi bien dans l'esprit de l'État-Major de la *WEHRMACHT*, que dans les rancunes terribles de Hitler.

Pour qui a observé les courants d'idées qui se sont formés à diverses époques au sein du Grand État-Major allemand, il est clair que celui-ci s'est toujours complu dans les projets d'expansion allemande en direction de cette immense banlieue asiatique qui s'appelle la Russie. Le *Drang nach Osten* est une réalité de la politique allemande. Il est non moins manifeste que cette tendance a été stimulée par le complexe d'infériorité qui marque le Slave au regard de l'Allemand de race. Elle a prévalu en 1941 contre les avis de voix allemandes autorisées, qui estimaient seulement – ne l'oublions pas – que les conditions d'une victoire certaine et rapide en Russie n'étaient pas réalisées : le général Kœstring, entre autres, ancien attaché militaire allemand à Moscou et remarquable connaisseur de la puissance soviétique, avait fait entendre de graves avertissements. Et quand [– 801 –] l'offensive fut décidée, Kœstring aurait dit à Canaris : « Il va se casser les reins ». Son chef du moment, l'Ambassadeur Comte von der Schulenburg avait pris la même position. Enfin, Canaris lui-même n'avait pas cessé, à sa manière, d'agir dans un sens analogue. Ce qui ne saurait rien changer au fait qu'en définitive, la résolution personnelle de Hitler rejoignait, le 22 juin 1941, la tendance classique du Grand État-Major.

Cette aspiration presque malade vers les grands espaces russes d'une part, et la piètre opinion qu'a du paysan russe l'Allemand moyen d'autre part, ont entaché d'un mépris radical des règles du droit des gens la conception de la politique à pratiquer à l'égard des populations slaves, en cas d'occupation de leur territoire. Et Hitler, en présence de ses généraux, a traduit cette politique en précepte impératif. Il n'est donc pas surprenant que nous ayons assisté, dès juin 1941, à l'extermination systématique des populations, juives et autochtones, par des équipes spécialisées, opérant sur les arrières du front, puis par des éléments de la *WERHMACHT* elle-même, prise d'un vertige de meurtre <sup>150</sup>. Il est établi que quelques officiers généraux, comman-

---

<sup>150</sup> Le 2<sup>e</sup> Bureau français a su, dès l'entrée des troupes allemandes en Russie, que ces exécutions s'opéraient sur toute l'étendue du front des armées. Les détachements spéciaux chargés de cette besogne rendaient compte à Berlin, chaque soir et par localité, du nombre de personnes supprimées, qui se comptaient par milliers.

dants de grandes unités du front de l'Est ont eu le courage de condamner publiquement ces méthodes barbares et se sont opposés, jusqu'en 1943, aux ordres de Himmler prescrivant aux troupes régulières de participer aux « liquidations ». Il est certain que Canaris, malgré son aversion pour le régime bolchevique trop proche parent, à ses yeux, du système hitlérien, s'est élevé avec véhémence contre les inutiles cruautés qu'il apprenait. Il ne craignit pas de protester dans des rapports officiels contre des procédés qui, disait-il, déshonoraient les chefs de l'Armée. Il lui fut répondu – une fois de plus – que cette guerre n'était pas une guerre entre deux états ou deux armées, mais une lutte idéologique entre deux conceptions du monde, et que d'ailleurs les buts politiques du national-socialisme primaient toute autre considération. À dater de ce jour, Canaris, qui voyait clairement l'effroyable aventure hitlérienne s'enliser dans les marais russes, s'abstint de protester. Il s'employa à attiser le mécontentement des états-majors et à propager chez eux l'esprit de sédition.

Il est difficile de prouver mieux que par ces quelques exemples, dont nous devons l'aveu à des collaborateurs immédiats de Canaris, à quel point le chef du S. R. allemand s'était engagé dans la voie de la « trahison ». Quand on sait l'étroite soudure qui, en tous pays, a toujours rivé les services secrets officiels au gouvernement engagé dans la guerre, on est obligé de reconnaître, pour le moins, que le dictateur allemand, pressé par l'horaire trop étroit d'une œuvre trop grande, n'avait pas su à temps supprimer le S. R. du Grand État-Major et le remplacer par un organe dévoué à sa personne et à ses entreprises. Et cette négligence inouïe nous fait assister au paradoxe d'un chef de guerre, luttant contre un monde d'ennemis avec dans son dos, le principal organe chargé de l'éclairer. Mais les meilleurs trapézistes se tuent.

[– 802 –]

– *L'usure d'une trop longue atteste l'année critique et l'échec*

Vers le milieu de 1943, nous l'avons dit, Canaris a perçu l'ombre pesante des polices hitlériennes alertées. Et pourtant ... L'aisance et les progrès de son jeu sur l'ensemble de l'échiquier de la guerre lui procurent le sentiment qu'il possède les meilleurs atouts. Chargé par Beck de créer l'atmosphère, de préparer les esprits et de détraquer la machine hitlérienne partout où elle est saisissable à ses coups, il peut se féliciter d'avoir avancé dans sa tâche, et d'avoir élargi les assises sur lesquelles l'acte de force proprement dit peut développer sa préparation, œuvre d'hommes courageux qu'il connaît et qu'il sert. Dans les hauts états-majors des armées en campagne qui, depuis 1941, ont progressivement perdu toute confiance dans la victoire finale, les oreilles semblent s'être faites complaisantes aux projets de Beck. Dans les armées et les groupes d'armées, Canaris a pu impunément gagner des hommes à sa cause, des officiers de tout grade, de même orientation politique que lui, qui le renseignent et qu'il informe. Dans les *Wehrkreise* de l'intérieur, ses hommes de confiance lui font tenir des rapports rassurants. L'esprit de la troupe, il est vrai, lui pose un point d'interrogation. Mais il la sait harassée par des années de guerre et de souffrances. Son idéologie et sa foi se sont émoussées. Optimiste, Canaris estime que la disparition ignominieuse du *Führer*, quand elle se produira et sera connue, provoquera, sous l'action de quelques chefs énergiques, un réveil des esprits dans le sens de la « vraie Allemagne » et un retournement massif des dispositions. Au sommet de cette pyramide prometteuse, un chef de caractère et de talent, le général von Witzleben, sera l'artisan de ce *pronunciamiento* et de ralliement. Tout a marché à souhait dans la conquête par l'*ABWEHR* de positions « extérieures ». Sans s'abuser sur les résultats obtenus, Canaris peut se flatter d'avoir utilement travaillé à répandre en pays neutres ou non belligérants, et par prolongement dans le camp allié même, d'une part, la notion d'une Allemagne « accidentelle », plus proche de son épuisement que Hitler le fait entendre, mais celle aussi d'une Allemagne assagie qui va se lever sur les décombres et mériter son pardon.

Et l'on se représente les bouffées d'espérance qu'il respire à chacun de ses rapides passages en pays étrangers : en Espagne, où ambassadeurs et émissaires des pays en guerre se coudoient curieusement, où il manœuvre adroitement le comte de Rocamore, ancien attaché militaire d'Espagne à Berlin, Beigbeder, ancien haut Commissaire au Maroc, autant que des généraux écoutés comme Vigon et Martinez-Campo ; en Suisse, où il rencontre des informateurs de classe : Gisevius, couvert par les services diplomatiques du Reich, au courant des projets de Canaris, écho averti des informations qui affluent en ce carrefour helvétique ; une Polonaise, Madame [- 803 -] Szymanska, dont le salon s'ouvre à tous les personnages indiscrets et à ceux que Canaris se proposent d'instruire ; en Italie, où il a su découvrir le fond de la pensée de Badoglio en marche vers l'infidélité, et que Canaris continue à présenter comme sûr au Haut Commandement allemand ; dans les Balkans, où il stimule en sous-main, les menées insurrectionnelles des résistants. L'Europe qui tressaille d'espérance au bruit des premières victoires alliées prend, aux yeux de Canaris, un visage candide et rassurant. L'avenir sourit au chef de l'*ABWEHR* quand, sur une piste d'envol en terre étrangère, hospitalière ou craintive, près d'un moteur qui ronfle doucement avant de bondir, il reçoit les assurances et les vœux déferents des personnages officiels ou officieux qu'un gouvernement prudent n'a pas manqué de lui dépêcher ...

Las ! Les retours sont décevants. Le ciel de Berlin est sinistre. Les fidèles collaborateurs de Canaris sont là, qui lui font d'inquiétants rapports. D'abord, la police, *SD* et *GESTAPO*, resserre sa surveillance sur le personnel de l'*ABWEHR*. Elle rôde, soupçonneuse, le regard mauvais, aux abords de l'enceinte où les hommes de Canaris se croyaient chez eux. Pour eux, qui connaissent le dévouement fanatique de ces policiers à leur *Führer*, qui les ont vus exécuter aveuglément et avec férocité un ordre signé de Himmler, de Heydrich ou de Kaltenbrunner, ils savent ce que signifie cette présence.

Au surplus, il est manifeste que Keitel recevra de moins en moins Canaris et ne le chargera plus de mission de confiance. Il s'adressera, par-dessus sa tête ou en son absence, à l'un de ses adjoints, et les instructions que ceux-ci entendront seront autant d'avertissements. Car l'entourage du *Führer* se déclare excédé par la carence de l'*ABWEHR* dans ses tâches essentielles, par son incapacité de percer les plans des adversaires et de chiffrer avec, précision l'accroissement de leurs

moyens. Hitler, qui se targue de surprendre, n'entend pas être surpris. Tout cela est de mauvais augure. Mais il y a plus grave. Nous arrivons à l'automne 1943, et les membres actifs de la conspiration qui doit jeter bas Hitler se montrent nerveux, imprudents, et divisés sur le choix de l'heure et des moyens. Beck veut demeurer impassible, mais on s'irrite autour de lui de ne percevoir aucun dessein net dans ses intentions. Sa consigne répétée est d'attendre. Canaris écoute avec calme ces messages murmurés dans l'angoisse. Ces constatations décourageantes, où il ne voit que l'aggravation d'une situation qu'il connaît bien, il voudrait en diminuer le poids dans l'esprit des siens. Elles ont contre elles, observe-t-il, la puissance encore intacte de l'*ABWEHR*, la cohésion d'un personnel de qualité qu'il a bien en main – une élite –, la résolution éprouvée de patriotes allemands qui voient au-delà de l'horizon borné d'une poignée de bas profiteurs du régime lié à un fou. Mieux que personne, Canaris mesure l'étreinte croissante exercée sur la fragile carte de guerre allemande, par les forces innombrables, aux ressources sans limites, qui lui donnent l'assaut. Il sait inéluctable et proche la ruine des plans hitlériens, et il travaillera à la précipiter aussi longtemps que sur ce clavier européen [– 804 –] du renseignement, dont ses services sont les seuls à enregistrer les résonances, Himmler ne jettera pas sa meute de brutes, comme le taureau se rue sur l'étoffe rouge.

Canaris, cependant, redouble de prudence, renouvelle des consignes. D'une main exercée, il s'applique à mettre des couleurs neutres sur cette façade de l'*ABWEHR* cernée par la méfiance et la haine, à refouler le mensonge au fond des arrière-plans. Le travail continue. Mais les délais impartis au drame sont mesurés. L'année 1943 s'achève. Il faudrait tout de même Bavoïr ce que font, ce qu'attendent les autres, ceux qui doivent annoncer au monde la mort de Hitler et le triomphe des purs.

Car cette longue attente crispe les nerfs et halluciné les esprits. Déjà circulent, dans les austères bureaux de la Bendlerstrasse <sup>151</sup>, d'inquiétantes rumeurs : à la Chancellerie on a parlé de haute trahison, et des arrestations ont été opérées en province, qui atteignent des personnages initiés au complot. L'avocat Langbahn, qui a eu l'étrange présomption de vouloir gagner à la cause des membres de l'entourage

---

<sup>151</sup> Siège de l'*ABWEHR*.

même de Himmler, est déjà sous les verrous en attendant la pendaison. Un autre fait alarmant parvient bientôt à la connaissance de l'Abwehr : de Moltke, animateur du *Kreisauer Kreis*, et dont le nom a été prononcé à l'occasion des menées anti-hitlériennes du consul général allemand Kiep, à New York, est arrêté au début de janvier 1944. Et il s'avère que le *SD* multiplie ses provocations dans les milieux suspectés.

A-t-on du moins mis au point un plan d'action cohérent ? À la vérité, il n'y en a pas. Et sur le vaste front des armées, au sein desquelles se trouvent çà et là des conjurés prêts à mettre à profit une visite de Hitler pour risquer une bombe, chacun a compté un peu sur son voisin. Ils sont d'ailleurs excusables : depuis de longs mois, Hitler ne paraît plus aux Armées. Il est bien évident que l'attentat ne peut plus avoir lieu ailleurs qu'au quartier général du *Führer*, d'où il ne sort presque plus. Et c'est bien à ce projet qu'en définitive on se résout. D'aucun des conjurés y voient la possibilité de supprimer du même coup deux hôtes du *Führer* : Himmler, Goering ...

Mais qui va oser ? Et quand ? Ces questions se posent de bouche à oreille à l'*ABWEHR* menacée. Et elles se posent plusieurs mois encore au cours desquels l'étau policier se resserre autour du prestigieux service, dernière survivance charnelle du Grand État-Major allemand, paralysé par la crainte, acculé aux manœuvres impossibles pour accomplir le but qu'il s'est assigné. Toutes les liaisons de Canaris sont sous contrôle. Les sources alertées ne livrent plus à Berlin la matière plastique de ces informations calculées, où il trempait ses flèches empoisonnées. La duplicité et le mensonge ont leurs limites, que le laboratoire rustique de Himmler a fini par circonscrire <sup>152</sup>. Attente tragique qui fait écho aux impatiences de l'entourage de Beck.

[– 805 –]

Depuis février 1944, les plus ardents des conjurés poussent à une action rapide, tels les généraux Witzleben et Balkenhausen, Beck désapprouve : action prématurée, vouée à l'insuccès. Mais le temps passe, rétorquent les autres, les occasions aussi. Olbrich et Witzleben, amis sans défaillance de Beck, Oster, qui ronge son frein, soulignent

<sup>152</sup> Au printemps 1944, Hitler prescrit l'incorporation de l'*Abwehr* dans le *SD*. La *Ss Obergruppenführer* Walter Schellenberg devient en fait le successeur de Canaris.

les méfaits de l'attente sur des dispositions parvenues à maturité : les « *Wehekreis* » marcheront, la plus grande partie de l'armée se ralliera. Il n'est pas question d'éliminer tous les risques, mais les chances laissées au hasard sont des plus faibles. Et le découragement peut tout compromettre. Un homme résolu, un drame bref, et la machine montée par Beck se saisira de l'Allemagne, opérera en quelques heures un formidable renversement ...

L'homme ? Voici enfin que le général Olbrich le présente. Le colonel Klaus Von Stauffenberg a quitté l'hôpital où il soignait de graves blessures, reçues au front. Une haine féroce du régime, un cran inouï, une détermination froide. Stauffenberg, sans forfanterie, s'est déclaré prêt à abattre Hitler dans son poste de commandement. Le général Beck s'est laissé convaincre. Des semaines, des jours encore, interminables. Au matin du 20 juillet, la tragédie se déroule : la bombe de Stauffenberg manque son but.

Les circonstances de ce drame sont connues <sup>153</sup>, comme son aboutissement et les exécutions sauvages qui l'ont accompagné : Beck abattu. Canaris arrêté et torturé <sup>154</sup>, sur les 14 officiers supérieurs ou généraux qui composaient le personnel principal du service central de Canaris, 9 devaient être abattus séance tenante, ou ultérieurement mis à mort après tortures. Quelques-uns s'étaient suicidés. Plus que la défaite montante que Hitler niera jusqu'au bout, la violence des représailles frappait de paralysie toute velléité d'insurrection. Mais aussi, elle immobilisait, désagrégeait, et, pour tout dire, supprimait l'*ABWEHR*. Hitler vivant, la machine à renverser le régime ne pouvait rien.

---

<sup>153</sup> Racontées dans *Bis Zum bittern Ende*, de Gisevius.

<sup>154</sup> En fait, Canaris fut arrêté le 23 juillet, dans sa villa de Schlachtensee. Il sera exécuté le 9 avril 1945 dans le camp de concentration de Flossenbug (Bavière), après avoir été longuement torturé et pendu plusieurs fois au moyen d'une corde de piano.

### – *Et demain ?*

Le grand vaincu de la journée du 20 juillet, c'était le Grand État-Major allemand, plus exactement ce qu'il en subsistait de vivant et d'insoumis.

Au sortir de la République de Weimar, c'est-à-dire de cet isolement volontaire où il s'était cantonné pour conserver sa force et reconstruire sa prééminence dans l'État, le Grand État-Major avait donné son appui au parti hitlérien dont le triomphe s'annonçait certain, afin de le canaliser et de le dominer dans la restauration de la puissance militaire de l'Allemagne. Au régime national-socialiste, il avait abandonné imprudemment une part de sa superbe indépendance. Hitler s'était hâté de la confisquer tout [– 806 –] entière ? Il était trop tard quand le Grand État-Major se sentit enchaîné. De ce moment date sa définitive position anti-hitlérienne <sup>155</sup>. Cette position prend une forme accentuée au fur et à mesure que Hitler, haineux de cette institution « désuète », opère et taille d'un scalpel implacable dans l'aréopage des chefs les plus représentatifs du Grand État-Major : Von Blomberg, Von Fritsch, Beck, puis les autres. Quand Hitler annonce son intention de procéder à des opérations militaires avant même tout réarmement véritable, et qu'il se lance dans une succession d'actes risqués, qui contredisent la rigoureuse méthode de l'État-Major, celui-ci n'entrevoit déjà plus d'autre issue pour l'Allemagne, qu'un coup de force qui le débarrassera de l'aventurier. Au cours des crises aiguës de 1938, il n'est question, chez les grands chefs maltraités, que de cette élimination. Personne ne la tente. Beck la prépare un jour, mais la diffère. Et, pendant six années encore, ses espoirs et ses chances reposent sur le seul organe du Grand État-Major demeuré en place, ménagé par le pouvoir à raison de la force mystérieuse qu'il représente au dedans et hors des frontières allemandes, sphinx redoutable par ce qu'il sait et par ce qu'on en ignore, matériellement absent de cette atmosphère effervescente du *Führer*, dont les rugissements et les rudoiments semblent l'épargner : l'*ABWEHR* ! Elle croule à son tour, mais neuf mois

---

<sup>155</sup> Cf. les deux articles d'A. François-Poncet : « Hitler et les généraux de la *Reichswehr* », des numéros de juillet et d'août 1946 de la *Revue de Défense Nationale*.

plus tard, l'Allemagne succombe, ensevelissant Hitler plus sûrement que n'avait pu ou su le faire le complot des militaires.

En marge des négociations difficiles qui se proposent de donner un statut à l'Allemagne vaincue, plus d'une question se pose.

Nous désignons communément Hitler comme le responsable de la guerre qui a mis l'Europe en ruines. Et cela est trop vrai. Mais si la mort du *Führer* était survenue avant le déclenchement de ses premières agressions, combien de temps eût employé le Grand État-Major à réarmer l'Allemagne et à poser un jour, force en main, la question des frontières ?

L'Allemagne semble s'être anéantie dans la guerre. Son sort futur dépend, en ce moment, de puissances qui sont incontestablement en mesure de rouvrir ou de tenir fermées les voies d'une résurrection allemande. Elles sont divisées, tout le monde le sait. Et l'Allemagne aurait perdu, comme par enchantement, tous ses caractères propres, si elle n'avait pas l'espoir de renaître à la faveur de ces divisions : où se trouvent, dès lors, les garanties que les Beck et les Canaris sont la dernière expression d'une tradition militaire et pangermaniste, dont l'habileté politique, appuyée sur la force, a soutenu si longtemps les chances d'une hégémonie allemande ? L'Allemand — il nous le dit — ne regarde pas derrière lui. Le passé est le passé. C'est devant soi qu'il ouvre les yeux. Oui, mais ses penseurs, sombres guides de ses aspirations d'hier, dominant jusqu'à nouvel ordre le « devenir » allemand. Ces voix d'outre-tombe se sont-elles définitivement tues ? Est-il en notre pouvoir de lui faire entendre d'autres voix perceptibles à ses sens ? Descendons de ces hauteurs.

[– 807 –]

Acceptons le risque d'encourir le reproche facile de ne point voir que les problèmes posés aux nations victorieuses sont autrement plus complexes et plus vastes, que l'Allemagne n'est plus qu'une partie intégrante d'un monde nouveau, dévoré du souci de son avenir économique, que, sur ce primat, des ambitions et de nouveaux impérialismes, dont l'Allemagne paraît momentanément absente, dressent face à face deux mondes qui détiennent toute la puissance réelle du globe, et qu'en définitive l'Allemagne et ses thèmes séculaires ne sont plus de nature à retenir sérieusement l'attention ni à susciter des craintes. Penchons-nous, pendant qu'il en est temps encore, sur des

faits élémentaires, avec toute la signification qu'ils comportent quand il s'agit d'un peuple perpétuellement insatisfait, actuellement replié sur ses sourdes colères, demain peut-être ressaisi par l'appel d'un homme nouveau ou simplement d'un « *Bund* » tout puissant.

Au lendemain de 1918, le Grand État-Major n'avait pas été impliqué par l'opinion du pays dans les causes de la défaite. L'esprit qu'il représentait imposait aux dirigeants comme à toutes les couches de la population. La « *REICHSWEHR* noire », synthèse de ces nombreux groupements et associations armées qui proliféraient sur le territoire depuis ses confins orientaux jusqu'en Bavière, était encouragée et sol-dée par le *Reichswehr-ministerium* et par la grande industrie. Les anciens cadres y trouvaient un asile provisoire. Un État-Major clandestin travaillait à organiser et à cimenter cette germination, en laquelle se réfugiait le refus allemand. L'ancien S. R. allemand de Nicolai n'avait perdu ni un homme ni une position, vivait confortablement dans ses antres, et n'avait pas de mal à dissimuler son organe de direction au sein même du Haut Commandement de l'Armée, dans cette cellule complaisante qu'on appelait la *Statistische Abteilung* (2<sup>e</sup> Bureau). Les Français qui s'occupaient de lui le retrouvaient dès 1920 en pleine vigueur, agressif jusqu'à l'insolence, pétri d'esprit revancharde, et ne s'en cachant point : l'avant-garde des obscures combinaisons du Grand État-Major était déjà en selle. Elle attendait, en la préparant, la deuxième phase de la « guerre de Trente Ans ». Nous accuse qui voudra, de tenir des propos insanes aux portes des enceintes où, penché sur les facteurs de l'Allemagne de demain, un sénat international tente de les définir et de les maîtriser.

Nous nous bornons à poser une dernière question : Sommes-nous sûrs qu'en ce moment même, s'évadant du désespoir de l'Allemagne et de ses ruines encore fumantes, les survivants du Grand État-Major et, à sa pointe, ceux de la journée tragique du 20 juillet, ne sont pas déjà à l'œuvre pour achever la dissociation des alliés d'hier, et amorcer le rassemblement des énergies nationales sous le signe « d'une volonté de puissance » qui, elle, n'a pas succombé ? Le temps n'est pas seul à travailler pour l'Allemagne.

Général L. Rivet (R.).

**Louis Rivet, « Le guetteur », chef du Service  
de Renseignement français de l'Armée de Terre.  
Quelques écrits.**

**SECONDE PARTIE**

## **Chapitre 3**

---

**Général Louis Rivet  
LE CAMP ALLEMAND  
DANS LA FIÈVRE  
DES ALERTES  
(1939-1940)**

(Source : *Revue de Défense nationale*,  
Juillet 1949, n° 61, p. 33-48)

[Retour à la table des matières](#)

Louis Rivet

**LE CAMP ALLEMAND  
DANS LA FIÈVRE DES ALERTES**

(1939-1940)

Du début d'octobre 1939 au 10 mai 1940, le front occidental allemand a vécu dans un état permanent d'alerte. Les documents allemands de la guerre le prouvent, les généraux de Hitler le confirment, notamment. Halder dans son « journal », Jodl dans ses notes <sup>156</sup>. La nébuleuse où le tumulte des décisions désordonnées du *Führer* s'est dissimulé pendant huit mois s'évanouit, emportant d'allègres légendes. Citons, parmi les préliminaires de l'offensive du 10 mai, l'« alerte » de janvier 1940, dont on a tenté de faire un événement imprévu et redoutable, subite révélation d'une attaque préparée pour cette date depuis de longs mois. Version courante : deux officiers aviateurs allemands, porteurs d'un plan d'attaque du front occidental, atterrissent accidentellement en Belgique. Les Belges et les alliés apprennent ainsi qu'une offensive est imminente, cependant que le *Führer*, dépité, s'arrête au seuil du Rubicon. Nous savons maintenant qu'à cette version, parée de vraisemblance et avide de crédit, [– 34 –] on a donné une conclusion inexacte. Depuis le 7 octobre 1939, l'attaque allemande eût pu être lancée onze fois, en exécution de onze décisions dont l'échec fut imputé par Hitler à l'inclémence du ciel. À peine l'aventure des deux officiers allemands servit-elle de prétexte à l'ajournement de l'offensive ordonnée le 10 pour le 17 janvier. Elle motiva surtout une violente mercuriale administrée le 20 janvier par le *Führer* à ses généraux pantois <sup>157</sup>. Parcourons donc ce chapitre des décisions de Hitler et essayons de dégager ce que furent, en réalité, les pensées du Haut Commandement et les réactions des sous-ordres au cours de cette période.

---

<sup>156</sup> Nous devons cette documentation à M. Castellan, jeune historien passionné de recherches sur l'Allemagne.

<sup>157</sup> Voir *Revue de Défense nationale* de février 1948.

### – *Préludes*

Le 17 septembre 1939, les troupes polonaises, battues et dispersées, erraient dans les zones méridionales du territoire national. À l'Est, les forces russes franchissaient la frontière polonaise. Le maréchal Smigly Rydz, arrivant à Czernowitz le 18 en compagnie de Beck, déclarait terminée la campagne de Pologne. À Memel, les premiers éléments de l'armée allemande devenus disponibles s'embarquaient à destination du front occidental <sup>158</sup>.

Pendant toute la durée des opérations de Pologne, ce front avait été *gardé* par des forces incroyablement faibles. Le 27 août notre 2<sup>e</sup> Bureau avait identifié neuf divisions. Le 14 septembre, il en repérait une trentaine dont quatorze environ méritaient l'épithète de « division ». Les autres étaient des noyaux hâtivement constitués et sans valeur combative réelle <sup>159</sup>.

Devant ce mince cordon, nous étions cependant demeurés passifs, et les chefs les plus représentatifs de l'armée allemande ont eu lieu de s'en étonner <sup>160</sup>. Plus que tout autre, Hitler, qui déjà se discernait les « ornements du triomphe », enregistrait cette carence, révélatrice de nos faiblesses, politiques et militaires. Il s'en armait aussitôt pour un suprême défi. Balayant de son mépris [– 35 –] les répugnances des généraux pour une guerre à l'occident, résolu à assouplir ou à courber l'Angleterre, il faisait entendre de bonne heure qu'il ne laisserait pas l'armée s'amollir dans l'attente. Ses décisions en témoignent.

Quand les armées allemandes portent les derniers coups de boutoir à la résistance polonaise, le *Führer* construit le canevas de l'action à l'Ouest. Le 14 septembre, il approuve, corrige, ou stimule par ses directives les mesures prises sur ce front par le général Leeb, chef désigné du groupe d'armées C (sud). Ces directives condamnent toute idée de passivité. Elles ne tardent pas à prendre la forme d'un

<sup>158</sup> Renseignements fournis par le S. R. à notre 2<sup>e</sup> Bureau.

<sup>159</sup> 7 divisions de 1<sup>ère</sup> ligne, 19 de 2<sup>e</sup> ligne, 5 de réserve, a dit Halder.

<sup>160</sup> « Si les Français avaient attaqué au début de septembre 1939, ils auraient aisément atteint le Rhin, qu'ils pouvaient franchir sans résistance sérieuse » (Halder). Si l'Armée française avait pris l'offensive en septembre 1939, elle serait entrée à Berlin. Nous avons 20 divisions sur le front de l'ouest » (Général Kocsfrin).

« plan », et le 25, le général Warlimont <sup>161</sup> l'annonce à Stulpnagel <sup>162</sup>. Le 29, Keitel examine avec l'état-major de l'*OKH* les conditions d'un projet d'offensive, qu'il résume dans un mémoire destiné au *Führer* et ponctué des préceptes de l'audace. « *En novembre*, dit-il, les jours sont courts et les difficultés grandes pour l'aviation. Mais ce risque est à prendre pour l'exploitation opportune des hésitations et des lenteurs des Alliés ». Keitel est un esprit sommaire, soumis aux impératifs absolus de son maître ... Le 30, le *Führer* proclame devant son État-major son extrême détermination : « Il est urgent de pousser au maximum et très rapidement la construction des chars ». Et dès le 4 octobre, toutes les forces allemandes avancées ayant été retirées en deçà de la nouvelle ligne de démarcation germano-russe, les états-majors s'affairent au transport vers l'Ouest des divisions victorieuses en Pologne. L'occupation du territoire conquis est laissée à des unités d'*ersatz* non aguerries. L'appétit du Moscovite, provisoirement satisfait, ne fait pas craindre à Hitler un deuxième front.

Le front occidental entre décidément en émoi. Le 7 octobre, le général von Brauchitsch, qui en a reçu le commandement, notifie au général von Bock, un ordre lui confiant le groupe d'armées B (nord), qui se constitue à l'aile droite. Bock doit se mettre en mesure d'exécuter, au premier signal, l'invasion de la Belgique et de la Hollande, si la situation politique l'exige. « Il faut d'abord couvrir la Ruhr », ne cesse de répéter Hitler. Le 9 octobre, le *Führer* [– 36 –] adresse à ses principaux collaborateurs, la « Directive n° 6 » pour la conduite de la guerre. Le « Plan jaune » (plan d'attaque du front occidental) est né.

Dans cette directive, pas de place pour l'équivoque. Le *Führer* s'y montre résolu à « agir offensivement à bref délai, si l'Angleterre et la France n'acceptent pas de mettre fin à la guerre ». Une attente prolongée ne pourrait, dit-il, « que favoriser les desseins et la force de ses adversaires ». Et Hitler précise d'emblée le but des préparatifs d'offensive : gagner les côtes hollandaise, belge et française au nord de la Somme, battre la partie la plus importante de l'armée française, créer un glacis protecteur en avant de la Ruhr. « *Le moment de l'attaque* dépendra du degré de rapidité apporté à la constitution

<sup>161</sup> Chef du département « Défense nationale » à l'*OKW* (Commandement suprême de la *WEHRMACHT*).

<sup>162</sup> *Quartiermeister* à l'*OKH* (Commandement supérieur de l'armée de terre.)

d'unités blindées et motorisées. *Les conditions de température, et avant tout les perspectives météorologiques, prévaudront dans le choix du moment.* » « Les Barbares bretons », dit Tacite, « consultaient les dieux dans les entrailles des hommes ». Hitler, lui, avait une superstition païenne des fantaisies du ciel, et – disent les témoins – mettait à rude épreuve les entrailles de son météorologue ... Dès l'origine, le front allemand en sera secoué.

Le 10 octobre, en son quartier général, Hitler développe devant les commandants en chef Brauchitsch, Raeder, Gøring et Keitel, les termes d'un long « mémorandum », fatras d'histoire, de droit international, et de tactique militaire. Il conclut : « agir le plus tôt possible, dès l'*automne* si les moyens sont réunis et les circonstances favorables ».

### ***– Une volonté improvisée un instrument de bataille***

Construire et mettre en place un dispositif d'attaque face à un adversaire en position, et en apparence organisé, est un problème de nature à faire réfléchir les stratèges de tous ordres. Au surplus, les contradictions internes de l'appareil militaire allemand n'échappent à personne. *Au sommet*, un chef trépidant qui veut *faire vite*. Mais *au-dessous*, des commandants d'armée incrédules, des états-majors sceptiques et objecteurs, inquiets, mais disciplinés, et qui, par habitude invétérée, veulent *faire bien*. La *masse*, dominée par ces cimes, se demande vers quel destin on la conduit.

[– 37 –]

Précipitée, non sans répulsion, dans le creuset des camps, elle y croise de jeunes phalanges déjà chevronnées, mystiques et méprisantes. Fusion difficile qui engendre des drames dont l'écho ne fut pas toujours, de l'extérieur, perçu dans toute sa gravité. Car les notes de Jodl, comme celles de Halder, font apparaître, du fier combattant de la Vistule au réserviste non instruit, en passant par le conglomerat prétentieux des *SS* et des *SA*, des courants d'esprit contradictoires qui ont freiné les tentatives d'amalgame et alarmé les chefs. La crise s'est traduite par des actes d'indiscipline.

Tout pesé, la machine de guerre allemande vue à l'automne 1939 à travers l'inquiétude des chefs, dans la hâte échevelée de sa construction et de sa mise en place, ne ressemble que de fort loin à l'armée allemande traditionnelle. La longue paralysie militaire infligée par les vainqueurs de 1918 avait, malgré tout, marqué profondément l'organisme. En 1939, tout témoin averti des graves insuffisances de l'armée, sait qu'*elle ne sera pas prête pour la bataille de France*. En fait, elle a porté jusqu'en mai 1940 et au-delà, les stigmates de l'improvisation. Elle n'atteindra qu'en juin 1941 cette redoutable puissance que lui auront donnée une volonté de fer, un travail acharné et le ciment des victoires.

Le 2<sup>e</sup> Bureau français avait vu juste. Ayant suivi pas à pas depuis vingt ans les tourments de l'armée vaincue et les degrés de sa renaissance, il avait souligné avec force, dans ses bulletins annonciateurs, que nous aurions à nous mesurer, non pas avec l'armée allemande traditionnelle et sa gamme de classes instruites, homogènes et uniformément armées, mais avec un *noyau de qualité*, supérieurement doté en matériel (aviation et chars), animé d'un dynamisme inégalable, obéissant à une doctrine neuve devant laquelle devaient s'écrouler les conceptions de la veille, périmées. Hitler, dût-il être le seul de son avis, entendait bien, devant l'urgence d'agir, livrer avec cette armée la bataille décisive. Et, si, commentant le 10 octobre son « mémorandum » devant un état-major silencieux, il réitère sa volonté de mobiliser jusqu'au dernier atome de vie nationale, de constituer une armée cohérente et parfaitement équipée <sup>163</sup>, sans doute pressent-ils, au-delà de [- 38 -] la première bataille à livrer, la probabilité d'en affronter d'autres. Mais on ne voit nulle trace, dans ses propos, de la prudence que semble devoir commander l'attaque du front occidental. Son seul guide, c'est la vision du réel immédiat et de l'heure propice. Il ne cesse de répéter qu'il ne peut attendre et qu'il ne veut pas laisser s'échapper la victoire en la différant. Aussi va-t-il affirmer, par des décisions sans réplique, que sa volonté d'attaque n'est pas un vain mot, *l'alerte initiale sera un état continu*. Mais le *Führer* aura à mater des résistances prolongées.

---

<sup>163</sup> Il insiste à plusieurs reprises, dans ce commentaire, sur l'urgence d'accélérer au maximum le rythme des fabrications de guerre, et le devoir pressant de rendre l'homme à son destin de soldat.

*– Les obstacles surgissent. On attaquera quand même.*

On attaquera le plus tôt possible, a dit Hitler. A quoi, timidement, les chefs ont répondu : « L'armée n'est pas prête. Les contingents hétéroclites qui affluent sur le front occidental ne sont ni instruits, ni encadrés, ni même armés. Le moral des troupes est déficient. Prenons notre temps ». Les récriminations s'insinuent, des petits états-majors à l'*OKH*, de l'*OKH* à l'*OKW*.

Le 3 octobre, le général Sodenstern, sur le front occidental, ne contient pas sa plume : « Infanterie allemande meilleure, certes, mais artillerie française très supérieure. Mauvais rapports des commandants d'unités, moral des troupes bon, mais reposant seulement sur la confiance en nos fortifications. Il n'y aura pas de nouvelles opérations, disent-elles, la paix est proche, les généraux seuls poussent à la guerre ». Le 4, Halder note son inquiétude : « Tracts suspects. On a parlé, dans certaines unités, de déposer les armes ». Le général Chapuis dit : « Cadres médiocres, en pleine léthargie. » Ces messages pessimistes rejoignent l'opinion – ou le parti pris – de l'*OKH* qui rend compte : « On ne pourrait lancer une attaque en ce moment. Saison et temps défavorables. Les chars ne sont pas prêts. Craignons de graves répercussions politiques. Différons l'offensive jusqu'au printemps. »

Le *Führer*, sous cette rumeur, sort de ses gonds (7 octobre) : « Les Français sont prêts à répondre au premier appel de la Belgique, et à intervenir à la faveur des brumes d'automne. Il faut prévenir le coup par une opération qui sera en gain militaire, *même si nous ne devons atteindre qu'une ligne offrant une meilleure protection pour la Ruhr* ». Dès le 9, Warlimont fait savoir à Stulpnagel [– 39 –] que le *Führer* projette d'attaquer le 25 novembre. Et les ordres de l'*OKW* viennent agiter l'*OKH*, dont le travail préparatoire devra être achevé le 8 novembre, de sorte que la concentration des forces puisse s'opérer vers le 15. Le *Führer* s'informe personnellement et sans cesse de la suite donnée à ses ordres, reçoit à Berlin les commandants d'armée et rabroue les objecteurs. L'état-major de Brauchitsch surtout, s'entête sourdement à vouloir gagner du temps. Il pousse Rundstedt, qui a l'oreille du *Führer*, à dissuader celui-ci de maintenir ses projets. Cependant que, buté, Hitler tempête contre l'ignorance où on le laisse

encore, au 15 octobre, de l'ordre de bataille franco-britannique, et de la situation des forces néerlandaises et belges. Rien ne l'arrêtera, et qu'on se le dise : « *l'alerte préparatoire (jour X) précédera de sept jours l'ordre d'attaque (jour A)* » <sup>164</sup>.

Quand attaque-t-on ? Là est toute la question, celle qui s'impose peu à peu aux états-majors et aux cadres, qui entre comme un spectre grimaçant dans la conscience des hommes. Désormais, les dates d'offensive vont surgir du calendrier hitlérien, comme des fusées brèves qui n'éclateront pas, jusqu'au jour ... qu'on ne sait pas. Hitler non plus. Mais sa résolution se nourrira et s'exaspérera à leurs feux. Le 17 octobre, nous dit Halder, le *Führer* a tenu à son état-major un langage lugubre : « Il n'y a plus rien à espérer. Les Anglais ne seront prêts à parler qu'après avoir livré bataille. Il nous reste à les prendre à la gorge le plus tôt possible. Le Français ne se battra pas avec ténacité. Notre infanterie est plus opiniâtre que la sienne ... Nous attaquerons entre le *15 et 20 novembre*. Le jour « A » (*A-Tag*) sera ultérieurement précisé ». Réaction muette. Pour une année dont le système nerveux n'est pas encore tissé, ni les centres réceptifs agencés, ce courant énergétique revêt l'accent d'un paradoxe, peut-être d'une invective : Jadis Arioviste défiait encore Rome quand il n'avait plus de chance de vaincre. Nous sommes pourtant à l'alerte capitale, celle qui explique les autres. Et ici, l'Allemagne jouant son destin, de grands chefs s'émeuvent et sortent de leur réserve.

[– 40 –]

### – *Les résistances au sommet et leurs raisons*

C'est un fait : les *plus hauts échelons*, qui ont la responsabilité de conduire la bataille et l'ordre de la gagner, *réprouvent l'attaque immédiate*.

Brauchitsch qui a dû, après de vains plaidoyers, définir le 29 octobre un « Plan de concentration stratégique » conforme aux vues du *Führer*, a inspecté les 2 et 3 novembre, les armées des Groupes A et

---

<sup>164</sup> Ce délai représentait les 6 marches de nuit estimées nécessaires à l'*OKH*, pour amener sur leur base de départ les unités les plus éloignées.

B. Il fait du front un tableau décevant. « On ne peut, en ce moment, lancer une offensive à objectif éloigné (Entraînement des troupes insuffisant. Amalgame lent. Matériel incomplet). *Pas la moindre chance de succès.* » Halder, son chef d'état-major est du même avis, il va même plus loin <sup>165</sup>. Le 31 octobre, Rundstedt, commandant du Groupe A, adresse à l'OKH une critique, précise du plan, « qui ne peut conduire qu'à un succès partiel (*Teilziel*) ». Son plan à lui <sup>166</sup> « *Battre la totalité des forces ennemies au nord de la Somme. Choisir le « Schwerpunkt »* <sup>167</sup> au centre. Partir du sud de Liège, franchir la Meuse en amont de Namur et marcher en direction d'Arras-Boulogne, couper l'ennemi de la Somme ». Rundstedt fait tenir en même temps à Brauchitsch une lettre personnelle qui est une analyse magistrale du problème posé par le *Führer* aux Chefs d'armées, et une réfutation du plan de l'OKW. Ses vues, celles d'un stratège racé, mériteraient une citation intégrale. Retenons seulement, pour les résumer, les inquiétudes et les raisons qu'il en donne, car cette prise de position n'a pu rester sans influence sur les décisions de Hitler et sur la durée de l'alerte allemande :

« Le rapport numérique des forces n'est pas un test pour la *bataille de destruction*. En face des Français et des Anglais, notre *supériorité réside seulement dans nos divisions actives*. Quand ces divisions seront dépensées, nous nous trouverons immédiatement sans réserves instruites. L'énorme consommation de cadres paralysera l'essor offensif de la troupe. Les moyens d'attaque [- 41 -] qui confèrent une supériorité à l'armée allemande (aviation et chars) peuvent être annihilés par le mauvais temps et l'état du terrain. Ne jouons pas le gain d'une opération avec une armée dont la force repose sur la vitesse ... L'armée française, dit-on, ne se battra pas : hypothèse gratuite. Si nous menaçons la France à travers la Belgique, le soldat français se battra. Notre chance serait qu'il attaquât. *Il faut donc l'y pousser*, et mettre à l'épreuve sa *volonté de guerre qui n'est pas très grande* ... Dans la phase initiale, il faut rester à la frontière belge, prêt à l'attaque

<sup>165</sup> On sait aujourd'hui qu'il a pactisé, dans les formes prudentes il est vrai, avec la conspiration de Beck.

<sup>166</sup> Plan inspiré par Manstein, chef d'état-major de Rundstedt, a dit Liddel Hart. C'est possible, mais point sûr. Les documents officiels établissent que Rundstedt a fait sienne cette idée dès sa prise de commandement.

<sup>167</sup> Point d'application de l'effort principal.

rapide. Surtout ne pas dépenser nos forces essentielles pour des *demi-but*s. Conservons-les et poussons leur préparation en vue de l'attaque décisive et de la victoire totale : *une armée capable d'attaquer sera toujours le facteur déterminant pour la décision sur le continent ...* La guerre contre l'Angleterre ne peut être gagnée que sur mer et dans les airs ... L'attente n'est pas souhaitable pour notre soldat, mais c'est le devoir suprême du commandement de ne pas engager notre armée dans des conditions qui n'assureraient pas le succès décisif. Le général List est de mon avis, a ajouté Rundstedt. Mais il conclut qu'en toute hypothèse, il est « prêt à braver les plus grands risques et à assumer n'importe quelle tâche avec la plus grande détermination ».

Deux grands chefs ont parlé, dans le même sens, mais avec des pensées – sinon des arrière-pensées – discordantes : le jeu de Brauchitsch n'est pas clair, celui de Rundstedt et de Manstein est ouvert ; *ils ne veulent différer l'attaque que le temps de lui donner une irrésistible puissance* <sup>168</sup>. Ne disons pas qu'ils n'ont point été écoutés. Dans sa violente algarade du 20 janvier, Hitler a fait implicitement l'aveu qu'il changeait de plan (« de méthode », dit-il).

Mais nous sommes en novembre 1939. Apparemment insensible aux objections des grands chefs, le *Führer*, par l'organe de Keitel, a transmis, le 7, une importante décision : l'ordre d'attaque sera donné le 9 à 18 heures. Mais le 9, les conditions météorologiques étant mauvaises, Keitel fait savoir que l'attaque est remise au [– 42 –] 19, décision définitive sera prise le 18 à 18 heures. Dès le 13 <sup>169</sup> pourtant, toujours pour les mêmes raisons, l'*OKW* décide qu'on attaquera le 22, décision irrévocable sera prise le 16. En fait, le 16, Keitel transmet un message qui reporte l'attaque au 26, décision définitive sera prise le 20. Le 20, l'attaque est ajournée : on attaquera le 3 décembre ...

... Le ciel, renfrogné, persiste dans son refus. Ceux qui réclament une meilleure préparation de l'armée, ceux aussi – le plus grand

<sup>168</sup> Nous ne parlerons pas de leur « idée de manœuvre », qui confie au groupe A le rôle principal, et qu'ils plaideront inlassablement à l'*OKH* et à l'*OKW* (Lettres de Rundstedt des 21 et 31 novembre, et du 6 décembre. Fréquents entretiens. Enfin intervention sans effet le 12 janvier 1940.)

<sup>169</sup> Il ne se produit, au cours de cette période, aucun mouvement indiquant un commencement d'exécution, encore que des ordres préparatoires sont enregistrés jusqu'à l'échelon corps d'armée.

nombre – qui répugnent à l’aventure proposée, ne souhaitent-ils pas le prolongement indéfini de cette succession d’ides et de calendes ?

Ainsi, dans l’attente de l’attaque imminente persiste, selon toutes les apparences, cette rupture intellectuelle qui caractérise depuis longtemps les rapports entre Hitler et ses sous-ordres. Rundstedt, le Sage de cette armée, évite de la laisser transparaître quand, le 11 novembre, il adresse aux grandes unités une « Instruction » dans laquelle il définit les devoirs de chacun, mais sans dissimuler pourtant les lacunes de l’armée. « Nous les comblerons », conclut-il. Quant à Hitler, il les nie. « Il n’y en a pas », dit-il brutalement le 28 novembre, devant les archontes interloqués. Et d’affirmer, dans un torrent de mots, que tout est mieux de son côté que chez ses adversaires : force aérienne, corps blindé, pièces antichars, artillerie et fantassin. « Notre armée l’emporte par la qualité. Nous serons victorieux. » Oubliait-il que, le 5 novembre, il était entré en rage en apprenant par des comptes rendus d’unités, que le front allemand présentait les mêmes symptômes de lassitude qu’en 1917-1918 ? Que l’entraînement de la troupe était insuffisant, l’armée molle et le mauvais temps sans cesse invoqué ? Il avait finalement jeté son auditoire à la porte : « Toute discussion objective et calme, sur ces choses, est impossible avec le *Führer* », avait dit Jodl. Et le front, siège vivant de la difficulté et de l’angoisse, enregistrait au long des jours les déficiences de l’appareil militaire. « Les unités motorisées sont tout ce que nous avons. *Pas de réserve* dans les mains », note Halder le 9 novembre, le 20, la 4<sup>e</sup> Armée réclame des équipages de pont, sa dotation du moment [– 43 –] ne lui permettant pas de franchir la Meuse à Huy et à Givet, premier objectif de sa mission. La 16<sup>e</sup> Armée demande obstinément, pour ses 34<sup>e</sup> et 72<sup>e</sup> divisions, leur troisième régiment. D’autres accusent les parcs de mauvaise volonté. De toutes les armées montent des réclamations et des doléances. La plume de Halder note un jour (29 novembre) des traces de défaitisme dans l’aviation ... <sup>170</sup>.

---

<sup>170</sup> La place serait ici de répondre à la question : que savait-on dans le camp français, de ce qui se passait dans l’autre. Chapitre intéressant qui, à lui seul, allongerait démesurément cet article. Nous nous proposons d’y revenir. Signalons seulement pour couper court aux suppositions aventurées que la recherche des erreurs ou des carences qui aboutirent à la défaite, devra prendre ailleurs son épiscentre. Nos organes de renseignements ont connu l’essentiel – et le détail – du grand malaise de l’armée allemande, avant et pendant la

– *Pendant que le ciel dit non. La « Weserübung »*

Les meilleurs témoins, pourtant, n'enregistrent pas que divergences et plaintes. La poigne de Hitler marque son empreinte sur l'immense chantier allemand en travail. De toute évidence, le répit imposé par le temps n'est pas perdu, loin de là. Les *états-majors*, sans cesse morigénés, ont fini par « embrayer ». Dans les grands unités, armées et groupes d'armées, ils sont de qualité, de formation traditionnelle. Aux échelons subordonnés, ils sont faits de pièces et de morceaux, improvisés. Tous, « fleissig », sont penchés sur leur tâche, qu'à maintes heures, sous le déluge des imprécations et des décisions contradictoires du *Führer*, ils disent impossible à remplir. La *troupe* s'intègre lentement dans le *groupe* ou elle va, si l'on en a le temps, se réaliser dans la discipline. En grande partie incrédule et amorphe ? Sans doute. On entendra longtemps, au front, le propos injurieux : « Das Frontschwein ist da. » Mais dans le domaine politique, a dit Luther, « il faut faire ce que dit le Prince ». La troupe obéira.

Hitler tient son monde en haleine. L'alerte incessante est un levier idéal. N'y aurait-il pas, au fond, collusion, entre le ciel [– 44 –] et lui ? Car on note, fin novembre, cette phrase curieuse jetée à ses généraux : « le *but* est toujours de *fouetter l'enthousiasme pour l'offensive*. » De même qu'il décide, à la même époque, contre la logique des techniciens, de réduire de sept à trois jours la période préparatoire entre le signal d'alerte (jour X) et le signal d'attaque (jour A). Mais la psychologie du *Führer* n'est pas, dans l'Ost allemand, un thème de controverses. Il ne s'agit plus, toute illusion perdue, que d'être prêt à attaquer : un dispositif est en place depuis le 8 novembre à cet effet. Pourtant, le *Führer* n'a pu attaquer en novembre. Il

---

période hitlérienne. Son réveil, son ascension, son équipement, sa force et ses faiblesses, enfin les projets hitlériens, ont été l'objet d'un recensement incessant. Ajoutons que celui-ci fut *relativement facile*. Depuis 1918, nos agents de renseignements vivaient littéralement aux sources nourricières de la résurrection allemande et en suivaient pas à pas les progrès. À partir de 1939, l'alerte permanente du front allemand et la menace continue d'une attaque, furent états de choses connues de notre Commandement, qui, au surplus, savait de quels éléments était faite l'armée allemande.

n'attaque pas en décembre (dates successivement fixées : 9, 11 et 17). Les prévisions météorologiques sont toujours mauvaises, et l'on aborde janvier dans une recrudescence de fièvre. Dès le 27 décembre, Hitler avait fixé au 9 janvier le jour X. Le 9, un ordre signé de Jodl dit : attendez. Le 10, Keitel lance un ordre fixant au 17 le jour A. L'histoire de cette attaque mort-née est connue. Le 13 <sup>171</sup> Jodl diffusait le message stéréotypé : « Vu les conditions météorologiques, le *Führer* a décidé de différer le jour A, probablement jusqu'au 20 janvier... »

Le 20, il ne se passe rien. Et pourtant, jamais la résolution du *Führer*, surexcitée par tous ces mécomptes, ne fut plus grande qu'entre le 13 et le 18 janvier. Jamais, disent Halder et Jodl, sa mauvaise humeur ne s'exprima plus violemment : Son P. C. fut en ces jours disgraciés le repaire d'un fauve. Il menaça, injuria et annonça qu'il ne communiquerait plus ses projets qu'à ses intimes. Il finit par déclarer qu'on attaquerait quand même, parce que l'ajournement répété de l'offensive « sapait la confiance ». Le 20 janvier, il exhalait avec la même violence, devant un amphithéâtre de grands chefs, tout ce que ces retards dus au temps et toutes les fautes imputables aux hommes lui causaient de rancœur et lui inspiraient de résolutions nouvelles...

Il est bien vrai qu'à cet instant, un point d'orgue suspend le calendrier des dates d'attaque à l'ouest <sup>172</sup>. En quelle nuit d'insomnie [— 45 —] a germé ce projet ? Janvier est à peine dépassé que nous voyons un *Führer* activant son état-major dans l'élaboration d'un plan d'opérations contre la Norvège (*Weserubung*) dont on n'a fait jusqu'ici que chuchoter. La question qu'on se pose à l'*OKW* est de savoir si l'on entreprendra la « *Weserubung* » avant le « plan jaune ». « Ces deux opérations devraient être indépendantes l'une de l'autre, se bornent à observer Warlimont et Jodl. Falkenhorst, chef désigné des forces d'opérations, plaide pour la première. L'hésitation, l'incertitude se prolonge tout au long de février. Le 3 mars, Hitler décide que

<sup>171</sup> Ce même jour, le chef de notre S.R. rendait compte au commandement en chef qu'on ne percevait, dans le dispositif allemand, aucun mouvement préparatoire à une attaque.

<sup>172</sup> Notons que le *Führer* vient d'approuver l'exécution d'un grand « *Kriegspiel* » qui commencera le 21 janvier sous la direction de Runstedt. De toute évidence, il en attend des lumières.

l'opération de Norvège aura la priorité. Les préparatifs, malgré quelques remous, marchent rapidement. On eût pu, dès le 12 mars, fixer l'opération au 20, si les glaces n'avaient encore obstrué les ports. Entre temps, Hitler a rencontré le *Duce* le 18. Le 26, il annonce qu'on débarquera le 8 ou le 10 avril dans les ports norvégiens. À ce moment, il manifeste un optimisme sans nuages. « Jamais la balance des forces, politiques et militaires, ne nous a été plus favorable. » Le 2, il décide, après consultation de Gøring, que l'opération aura lieu le 9, les actions aéronavales commençant dès le 5.

Pendant que se déroulait l'entreprise de Norvège, et malgré que le sort des troupes débarquées lui eussent donné çà et là de vives inquiétudes, l'esprit du *Führer* demeurait hanté par la solution du problème occidental<sup>173</sup>. Dès le 24 avril, sur les nouvelles rassurantes qui lui parvenaient du Nord, il annonçait son intention d'exécuter le « plan jaune » entre le *1<sup>er</sup> et le 7 mai*. Et le 30 avril, apprenant que la liaison Oslo-Trondheim était établie, il ordonnait immédiatement que tout soit prêt le 4 mai, pour entamer sur un signal l'opération du front ouest. Un nouveau lustre se levait sur les armes allemandes. Crispé depuis huit mois sur l'antique bastion rhénan d'où tant de fois déjà ses ancêtres avaient inquiété la France, le *Feldgrau* dut à cet instant sentir s'alléger le poids de ses doutes.

### – *L'heure décisive*

Le 4 mai, jour où les Anglais évacuaient Namsos, le *Führer* fixait au mardi 7 le jour de l'alerte préparatoire. Le 5, il décidait d'appeler une nouvelle classe pour le 15 mai, et terminait l'exposé des motifs qui devaient justifier sa décision d'attaque. Ses regards ne se détachèrent plus de ce front, dont les voiles se déchiraient peu à peu sous les souffles d'un printemps chargé de sève.

Les préparatifs avaient été accélérés au maximum. La « *We-serübung* » ne les avait gênés en rien, elle n'était qu'une variante et, une sécurité du *plan*. Les divisions d'élite étaient prêtes, trépidantes :

---

<sup>173</sup> Une idée le poursuivait : l'attaque du plateau de Langres avec la participation des divisions italiennes, espérance qui devînt vite illusoire.

on en comptait une soixantaine. Les autres, à peine plus de 50 <sup>174</sup>, tirées des limbes en six mois, étaient loin de nourrir le même dynamisme. Mais l'homme des réserves avait accepté son destin, que les « jeunes » prenaient sur leurs épaules <sup>175</sup>. Et si le Français devait se montrer plus agile, l'Anglais plus coriace, une impressionnante carte de guerre, base de négociation, garantirait l'avenir.

Ce jour-là, 5 mai, le *Führer* a fixé le *A-Tag* au mercredi 8 <sup>176</sup> : signal d'exécution « *Dantzig* » (attaque), ou « *Augsburg* » (attendre). Le 7, il se dispose à partir au front dans la soirée. Mais le temps est incertain, dit la météo. Hitler prévient alors les armées qu'il prendra une décision le 8 avant midi. Sa nervosité est grande, nous dit Jodl. Ce nouveau délai l'exaspère. Les projets ne vont-ils pas être divulgués par la presse italienne ? « Une conversation échangée avec Bruxelles par l'ambassadeur de Belgique auprès du Vatican fait conclure à la trahison d'une personnalité allemande partie le 29 avril de Berlin pour Rome... » Le 8, nouvelles alarmantes de Hollande : suspension des permissions, évacuations, barrages, mesures de mobilisation, etc. On se demande à l'*OKW* si la Hollande ne négocie pas en sous-main avec l'Angleterre. Sur ces entrefaites, la météo signale une amélioration progressive du temps, laissant prévoir pourtant un ciel nuageux pour les prochains jours. Le *Führer* est dans tous ses états, il ne veut plus [– 47 –] attendre. Gœring lui demande de différer jusqu'au 10. Keitel insiste pour l'attaque immédiate. Gœring revient à la charge et finit par l'emporter. Hitler accepte – contre son sentiment, dit-il – de reporter l'assaut au 10, « mais pas un jour de plus ». Le 9 au matin, il dé-

<sup>174</sup> Le 27 mars 1940, le 2<sup>e</sup> Bureau français annonçait 100 divisions environ disponibles pour la *bataille offensive*. Le 28 mars, le général Halder dénombrait 102 divisions disponibles pour cette même bataille. Instructive coïncidence.

<sup>175</sup> Au début de 1912, le S. R. répondait à une question de la cour de Riom : l'Armée française a été battue par une *avant-garde* composée de 60 divisions, 3500 chars et une écrasante supériorité d'aviation. Les divisions qui suivaient n'eurent qu'à venir chez nous prendre leurs cantonnements.

<sup>176</sup> Un renseignement de source « sûre » parvenu au S. R., annonçait l'attaque pour ce jour même. Depuis le 2 mai, il enregistrait de graves indices, et le 6, une excellente source lui signalait déjà une offensive générale « prête à partir ».

cide qu'il sera au front le 10 <sup>177</sup>. Parti le soir à 17 heures, il recevait en route les prévisions de la météo, favorables pour la journée du lendemain. Il lançait aussitôt, à 21 heures, le signal « *Dantzig* ».

Il faisait nuit encore quand le train spécial du *Führer* arriva à Euskirchen, où lui parvenaient les premières informations sur le « splendide » démarrage des troupes de première ligne. À 5 h. 30, il était à Felsenest, P. C. provisoire du Chef suprême des armées du *Reich*. L'alerte du front occidental allemand, décrétée en octobre 1939, s'était engloutie dans la douzième décision d'attaque du *Führer*.

\*  
\*   \*

Le camp français, où l'anxiété avait grandi en même temps que reculait l'hiver, reçut la nouvelle de l'offensive allemande comme celle de l'effondrement d'une digue, derrière laquelle vivaient d'humains, mais chimériques espoirs. Chimériques ! Les illusions, s'il en subsistait encore chez certains, étaient bien coupables. Notre Commandement n'en pouvait avoir. Dès l'automne 1939, son 2<sup>e</sup> Bureau lui avait dit : « La forme du nouvel instrument de guerre allemand, la politique hitlérienne et ses buts proclamés, excluent tout statisme dans le comportement du *Führer*. Vous pouvez être attaqué à tout moment. Vous ne disposerez d'aucun délai utilisable entre l'instant de la décision d'attaque et le déclenchement de celle-ci. Mais vous serez renseigné en tout temps. » Le commandement fut renseigné jusqu'aux premières lueurs de la bataille, et au-delà. Aussi bien, importait-il assez peu, au printemps 1940, de surprendre « l'heure de Hitler », que lui-même ne connaissait pas. Mais elle était un « épisode » [– 48 –] attendu : « Quand Hitler attaque-t-il ? » Petit jeu de société dans l'attente du drame.

L'attaque – et aussi la *manœuvre* – obéirait au style mouvant et saccadé que nous savions être celui du chef allemand. Précédée de bluff et de feintes, de préparatifs simulés et de propagandes trom-

---

<sup>177</sup> La nouvelle en fut divulguée par le général Oster, adjoint de l'amiral Canaris, chef de l'*ABWEHR*, qui la communiqua au major Saas, attaché militaire de Hollande à Berlin. Notre antenne S. R. de Hollande en fut immédiatement informée par l'É.-M. néerlandais. L'information parvint à notre G. Q. G. dans la nuit. Oster donnait au départ du *Führer* la signification d'une attaque immédiate.

peuses, certes. Nous les avons connus. Huit mois durant, il a interrogé le ciel et pesté contre lui, jusqu'à déclarer vouloir passer outre. Toujours d'accord avec ses arrière-pensées ? Voire ! Il y eut *un fait* : la ruée se déchaîna quand les chars purent circuler sur les terres libérées des entraves de l'hiver. Convient-il, dès lors, de soumettre l'art *personnel* de Hitler à l'analyse des psychiatres ? Cet autodidacte, marqué des traits du déséquilibre, ne fut probablement qu'un conformiste.

Général Rivet (R.)

**Louis Rivet, « Le guetteur », chef du Service  
de Renseignement français de l'Armée de Terre.  
Quelques écrits.**

**SECONDE PARTIE**

## **Chapitre 4**

---

### **Général Louis Rivet « ÉTIONS-NOUS RENSEIGNÉS EN MAI 1940 ? »**

I. Ce qui se passait dans le camp allemand

(Source, *Revue de Défense nationale*, juin 1950, n° 71, p. 636-648)

II. Prélude aux agressions

(Source, *Revue de Défense nationale*, juillet 1950, n° 72, p. 24-39)

[Retour à la table des matières](#)

## ÉTIONS-NOUS RENSEIGNÉS EN MAI 1940 ?

### I. – Ce qui se passait dans le camp allemand

[Retour à la table des matières](#)

La *Revue de Défense nationale* de juillet-août 1949 a publié, sous le titre « Le camp allemand dans la fièvre des alertes », une étude mettant en relief les divergences qui ont opposé le Haut Commandement à Hitler dans le projet d'attaque du front occidental, ainsi que les ajournements successifs qui ont marqué la période d'alerte de septembre 1939 à mai 1940. Cette étude, appuyée sur des documents officiels allemands, expose sommairement ce qu'était à ce moment l'instrument militaire hitlérien. Elle fait entendre que l'État-major français n'ignorait rien de cette force, et que les desseins de son chef se lisaient dans le Renseignement.

Deux articles, parus depuis dans la *Revue historique de l'Armée* <sup>178</sup>, établissent que les organes de renseignement de notre Commandement (2<sup>e</sup> Bureau, S. R.) avaient correctement suivi le développement du réarmement allemand, et qu'à la veille de l'offensive de mai 1940, ils pouvaient définir avec exactitude et précision la composition de l'armée hitlérienne, son armement, sa doctrine.

[– 637 –]

Ces articles robustes et documentés sont de nature à clore la discussion. Mais, à côté de la préparation militaire proprement dite de l'Allemagne, il y eut les intentions de Hitler. Les avons-nous connues ? Notamment, notre Commandement savait-il quand et où il serait attaqué ?

Si une telle question, sous cette forme, avait été posée au Prince Eugène, le soir de sa déconfiture de Denain, il eut sans doute gardé un silence énigmatique. Et ses commentateurs l'eussent compris : le maréchal Villars, on le sut, n'avait communiqué ses projets ni à son entourage ni à son Roy. On pourrait trouver des exemples analoges

---

<sup>178</sup> N° 2 et 3, 1949. Auteur : M. Castellan, agrégé de l'Université.

dans l'histoire des guerres. On conçoit sans peine que Hitler, résolu *dès le mois d'octobre 1939* à attaquer le front franco-britannique, prenant authentiquement onze fois en huit mois la décision de lancer son offensive, n'a pas, la veille du 10 mai, claironné aux oreilles d'alentour que la douzième serait suivie d'effet. Ses procédés, pour aussi peu orthodoxes qu'ils nous soient apparus, n'étaient pas démentiels à ce point. Et, pourtant, le chef allemand a moins bien dissimulé sa force et ses intentions que le vieux maréchal de Louis XIV n'a gardé ses secrets.

Afin de mieux faire comprendre ce que le renseignement français sut découvrir des réalités du camp allemand, nous reviendrons brièvement sur ce que les documents officiels allemands nous les font apparaître et qui se présente sous deux aspects :

- 1° Résolution d'attaque de Hitler et opposition des chefs ;
- 2° État de l'armée et dispositions de la troupe ;

### **– 1° Résolution d'attaque de Hitler et opposition des chefs**

L'intention de Hitler est en germe dès les premiers résultats décisifs obtenus en Pologne (septembre 1939). Elle est marquée, à l'origine, du souci d'élucider l'attitude britannique, qu'en dépit des déclarations et des actes soulignant la solidarité franco-anglaise, le *Führer* tient encore pour incertaine. Elle se précise dans la Directive hitlérienne n° 6 du 9 octobre, qui prévoit l'invasion de la Belgique et de la Hollande « *si la situation politique l'exige* ». La préoccupation de Hitler de couvrir d'abord la Ruhr en est la note dominante. Dès le 17 octobre <sup>179</sup>, le *Führer* se rend [– 638 –] compte que les « *Anglais ne seront prêts à parler qu'après avoir livré bataille* ». Dès lors, il prescrit que les préparatifs en vue d'une offensive d'automne soient accélérés de telle manière que l'attaque puisse être lancée entre le 15 et le 20 novembre.

Voilà donc qui est clair : Hitler attaquera le plus tôt possible, sous la réserve sans cesse exprimée de circonstances atmosphériques favorables. Leitmotiv que nous entendrons jusqu'au 10 mai 1940.

---

<sup>179</sup> *Journal* du général Halder.

La détermination d'attaquer à la première aube propice suppose une armée prête. Les principaux chefs : Brauschitch, Halder, Rundstedt, Manstein, List, pour ne parler que de ceux de l'armée de terre (*O.K.H.*), estiment que l'armée n'est pas prête au sens allemand du mot (*schlagfertig*). Au surplus, Rundstedt et Manstein sont en désaccord de doctrine avec Hitler, en particulier sur la direction de l'effort principal assignée à l'attaque. Brauschitch et Halder inclinent à penser que le front occidental, avec ses prestiges et ses pièges, invite à la négociation plus qu'aux irrémédiables défis. Ils voudraient différer « l'explication ».

Ce dissentiment de principe suffirait à rendre oiseux tout autre raisonnement tendant à motiver la longue stagnation du front occidental. Les chefs, tous d'école classique, jugent qu'avant de courir le risque majeur, il convient de réparer vingt ans d'impuissance politique et de paralysie militaire. Ils savent qu'ils ont en main une armée improvisée, qui ne vaut, dans son fini, au début de 1940, ni l'armée de 1914, ni celle de 1870.

La volonté de Hitler s'emploie jusqu'en mai 1940 à faire taire les objections et à mettre un terme aux hésitations. Il n'a pas dépendu de ses subordonnés que l'attaque ait été finalement décidée et entreprise avec une centaine de divisions seulement dont 60 de première valeur. Mais les raisons des généraux n'en ont pas moins joué un rôle important dans les résolutions du *Führer*.

Avec une rude franchise, Rundstedt les a exprimées toutes dans une lettre du 31 octobre 1939, adressée au chef de l'*O.K.H.*, avec prière de la faire parvenir au *Führer*. Il nous paraît indispensable de la reproduire presque intégralement <sup>180</sup>, car, outre qu'elle expose des vues stratégiques d'un haut intérêt, elle livre [– 639 –] les raisons de son attitude, celles que le renseignement discerna.

Rundstedt définit tout d'abord le seul but qui, à son avis, mérite d'être recherché : battre la totalité des forces ennemies au nord de la Somme, « *Schwerpunkt* » au sud, attaque en direction Arras-

---

<sup>180</sup> Des fragments de cette lettre figurent dans la *Revue de Défense nationale* de juillet-août 1949.

Boulogne <sup>181</sup>. Puis, passant à l'instrument d'une telle opération, il poursuit :

« Le rapport numérique des forces ne fournit aucun test pour la *ba-taille de destruction*. L'infériorité du nombre peut être corrigée par la haute valeur du Commandement et de la troupe... *mais*, la supériorité des troupes allemandes, certaine contre les Belges et les Hollandais, réside seulement dans les divisions actives en face des Français et des Anglais. Quand ces divisions seront dépensées, nous nous trouverons immédiatement sans réserves instruites, les officiers et les sous-officiers tombés ne pourront être remplacés. L'essor offensif de la troupe sera aussitôt paralysé. »

Et Rundstedt de rappeler que, dès le début de la campagne de Pologne, les officiers de l'active se sont révélés trop peu nombreux (1300 officiers avaient été mis hors de combat dans le seul groupe d'armées sud).

« Prétendre que les divisions de nouvelle formation ont aujourd'hui une réelle valeur offensive ou que, en l'absence d'un corps d'officiers et de sous-officiers bien instruits, elles pourraient acquérir rapidement cette valeur, serait une illusion. Par ailleurs, les moyens d'attaque qui confèrent une supériorité à l'armée allemande (aviation, arme blindée) peuvent, par suite du mauvais temps et des difficultés du terrain, voir leur rapidité de mouvement plus ou moins annihilée. Jouer le gain d'une opération avec une armée dont la force repose sur la vitesse, quand l'aviation peut se trouver immobilisée par le temps, est à mon avis inadmissible. Sans compter qu'on ne peut pas négliger la supériorité de l'artillerie française dans les années que nous traversons ...

Le trouble qu'apporterait au Commandement la dérobade des possibilités de surprise, comme celle qui consiste à attaquer de flanc ou de dos l'adversaire, l'éventuelle carence des moyens, s'opposent à un succès décisif. La supposition que ce succès pourrait néanmoins être remporté parce que l'armée française ne se battra pas, est une hypothèse qui, du point de vue militaire, [- 640 -] manque de base ... Le seul événement qui pourrait nous faire espérer une défaillance de l'armée française, c'est qu'elle soit contrainte d'intervenir en Belgique ou d'attaquer notre mur de l'ouest <sup>182</sup>. Si, au contraire, nous menaçons la France par la Belgique, le soldat fran-

---

<sup>181</sup> Voir même *Revue*.

<sup>182</sup> Ligne Siegfried.

çais fera son devoir. Mais alors notre chance d'acquérir la base aérienne convoitée est compromise ... Dans une guerre de longue durée, une année capable d'attaquer sera toujours le facteur déterminant pour la décision sur le continent. On ne peut oublier que là est la condition de l'amitié germano-russe. Dans l'avenir, la Russie n'a rien à craindre de décisif de l'Angleterre, ni de la France. Mais elle verra toujours dans l'Allemagne un adversaire possible et dangereux. Elle n'admettra donc notre complète victoire sur l'Angleterre qu'aussi longtemps que la crainte de l'armée allemande l'y obligera. Dès que le pouvoir d'attaque de cette armée aura été prodigué, et que le Russe ne croira plus devoir compter avec une offensive allemande possible contre lui, il faudra nous préparer à toutes les éventualités ...

« L'Angleterre et la France étant, contre toute attente, entrées en guerre, il ne reste, à mon avis, d'autre choix que de se préparer à une guerre de longue durée. Cela signifie que nous ne devons pas mettre en jeu et dépenser nos forces essentielles pour des demi-buts. Cela signifie que nous devons opérer de telle sorte que la volonté de guerre du Français, qui n'est sûrement pas très grande, soit mise à une épreuve qui la dépasse.

À mon sentiment, il importe donc en premier lieu de pousser l'adversaire à attaquer ... Je tiendrais en conséquence pour fondé de rester, dans la phase initiale, à la frontière belge, avec, prêtes à l'attaque, la totalité des unités motorisées et des autres forces nécessaires dans un premier engagement. De mettre à hauteur, par tous les moyens, les nouvelles formations de notre armée, de produire des munitions en proportion des grandes consommations qu'entraînent des opérations prolongées ...

En contrepartie des assurances que nous donnerions au Gouvernement belge, pour garantir sa neutralité aussi longtemps qu'il se montrerait résolu à la défendre dans les deux sens avec toutes ses forces, défense concrétisée par des préparatifs et une [- 641 -] répartition des forces correspondante, nous lui ferions entendre clairement qu'au cas où les forces anglo-françaises entreraient en Belgique sans résistance belge, nous répliquerions, non seulement en envahissant immédiatement ce pays, mais encore en faisant détruire ses villes par l'aviation. Ainsi placerions-nous l'armée française devant une tâche supérieure à son ardeur guerrière...

« Je n'ai pas besoin de marquer que l'attente n'est pas une mission souhaitable pour le soldat allemand. Il est bien certain qu'elle ne devrait pas se prolonger indéfiniment, jusqu'à ce que l'Angleterre eût comblé les lacunes de son armée de terre et de son aviation. Maintenant que l'armée a vaincu la Pologne, c'est à notre aviation et à notre flotte de forcer l'Angleterre à faire le pas qui, tout d'abord, la séparera de la France et obligera celle-ci à passer à l'attaque par terre... Du point de vue militaire, la guerre contre l'Angleterre ne peut être gagnée que sur mer et dans les

airs, mais nous la perdrons avec certitude si nous dépensions notre armée de terre sans obtenir la décision.

En résumé, *conclut Rundstedt*, ne mettons pas en œuvre la capacité de notre armée dans des conditions défavorables et pour un résultat qui ne serait pas décisif. C'est en ce moment le devoir du Commandement suprême de la Wehrmacht. »

Mais l'officier discipliné qu'est le commandant du Groupe A ne manque pas d'ajouter :

« Je rejette avec mépris le soupçon que je serais incapable de braver les plus grands risques et d'assumer n'importe quelle tâche avec la plus grande détermination. »

Relevons encore les termes essentiels d'une Instruction qu'il adresse, le 11 novembre, aux grandes unités :

« Ne pas oublier que, il y a peu d'années encore, l'armée comptait 7 divisions et qu'une rapide reconstruction l'a amenée au niveau actuel. Elle a forcément des lacunes, qui peuvent faire douter de son aptitude à la tâche qu'on lui impose. Mais le temps des réflexions et des discussions est passé. Une mission est donnée à l'armée <sup>183</sup>, celle-ci la remplira. Nous comblerons les insuffisances, du haut en bas, nous agirons plus vigoureusement et plus vite que nos adversaires, sans perdre de vue cependant la nécessité d'une marche méthodique. Nous comptons sur la supériorité du soldat allemand. »

[– 642 –]

Les réalités à travers lesquelles s'est cherché le destin allemand méritaient d'être éclairées de haut, du palier même de la conduite de la guerre. Ainsi voyons-nous l'un des généraux les plus représentatifs du Grand État-Major allemand critiquer la conception hitlérienne dont le plan Brauchitch <sup>184</sup> est l'expression imposée. Hitler demeure apparemment inébranlable dans sa ligne. Mais il restera dans son esprit

---

<sup>183</sup> Décision de Hitler d'attaquer en novembre (voir plus haut).

<sup>184</sup> Plan de concentration stratégique en date du 29 octobre établi sur l'ordre d'Hitler.

agité des lueurs d'entendement qui ne procéderont pas de sa seule intuition. Il ne pourra ou ne voudra plus les rejeter. Et, en définitive, malgré la sourde hostilité des généraux contre Hitler et celle, violemment affirmée, de Hitler contre ses généraux, le désaccord n'apparaîtra bientôt plus que sur la meilleure formule d'une bataille de destruction à l'ouest.

Mais il y a d'autres raisons de la résistance des généraux, celles que nous avons perçues de l'extérieur et mieux connues depuis. Elles portent l'accent de la politique. Le Grand État-Major n'a pas pardonné la brutalité des procédés hitlériens à son égard. Des chefs de qualité, comme Halder, sont acquis aux projets séditieux visant à l'élimination du *Führer* <sup>185</sup>, dont la précipitation trépidante à vouloir réaliser l'ordre allemand en Europe leur inspire des craintes angoissées pour le sort de l'Allemagne. Ils condamnent d'instinct un règlement de comptes immédiat à l'ouest qu'ils voient s'engager comme une partie de poker. Et quand ils disent que l'armée n'est pas prête, ils se réfèrent à une mauvaise situation dont les échos leur parviennent nombreux et alarmants.

### – 2° État de l'armée et dispositions de la troupe

Cette situation et ces dispositions sont connues de nos lecteurs <sup>186</sup>. Résumons-les en distinguant deux périodes : derniers mois de 1939, printemps 1940.

a) L'armée allemande d'octobre 1939 est en pleine crise de croissance. « *Les contingents qui affluent au front ne sont ni instruits, ni encadrés, ni même armés. Le moral est déficient. Les divisions de forteresse du "Westwall" se sont étiolées dans une longue inaction. Celles qui viennent de l'Est ignorent les formes [– 643 –] du combat contre les armées franco-britanniques* <sup>187</sup>. » Des rumeurs défaitistes circulent dans la troupe, et le *Führer*, prévenu, invective contre les geignards et les mous, agite de terribles menaces. Quand, en novembre, Hitler fait connaître ses premières décisions d'attaque, de

---

<sup>185</sup> Revue de Défense nationale, juillet-août 1948.

<sup>186</sup> *Journal* de Halder.

<sup>187</sup> *Journal* de Halder.

sourdes protestations montent des unités du front, de concert avec les objections des chefs qui ont signalé l'insuffisance du matériel, l'inorganisation des unités, l'absence de réserves, l'incapacité de l'armée de tenter une attaque d'envergure. En bref, « *attaquer en ce moment* » apparaît à la troupe et aux cadres comme un paradoxe, un épouvantail purement oratoire tiré de l'arsenal de la politique ;

b) Ces dispositions ne sont pas de celles que Hitler pouvait longtemps tolérer. Sous sa poigne implacable, résolue à restituer à l'armée ses ancestrales et mâles vertus, un indéniable redressement s'accomplit au cours de l'hiver 1939-1940. Les documents allemands, et Halder et Jodl dans leurs notes, nous montrent l'activité fébrile déployée dans l'industrie de guerre, dans l'organisation et dans l'instruction de l'armée. Un effort considérable, discipliné, vise à mettre au niveau des meilleures unités les nouvelles formations dont l'instruction est souvent nulle, à réaliser des valeurs comparables entre la *WEHRMACHT* et les unités de *S. A.* et de *S. S.* qui forment l'armature du régime. Haletante préparation qui donne la mesure des insuffisances à combler, mais qui draine les énergies et entraîne les hésitants. En particulier, la dotation en matériel de toutes sortes, produit d'une industrie qui tend vers les sommets de sa capacité, devient abondante aux approches du printemps et se présente avec une incontestable avance sur celles des pays alliés. Hitler souligne avec force, à maintes reprises, la supériorité allemande dans ce domaine et le rôle capital qu'elle doit jouer dans la conduite des opérations.

Il demeure, de l'avis des chefs les plus autorisés, qu'en dépit de tels progrès, l'armée a encore besoin d'importants délais pour parfaire sa mise au point en vue de la redoutable tâche qui l'attend. Mais les armes essentielles de la manœuvre, qui, décidément, sera celle préconisée par Rundstedt, sont un atout dont il serait imprudent de différer l'emploi. Hitler le proclame, les chefs le [- 644 -] pressentent. L'armée, tenue en haleine par d'incessantes alertes, rassurée en avril par le nouvel exploit qui vient d'être réalisé en Norvège, se montrera dans l'ensemble souple et confiante le jour de la grande attaque.

Les préludes de cette attaque ont été précédemment exposés <sup>188</sup>. Notons seulement que c'est, selon Jodl, le 13 février seulement, que l'on entend Hitler marquer une préférence pour l'attaque sur Sedan.

---

<sup>188</sup> Revue de la Défense nationale, juillet-août 1949.

La décision d'entamer l'affaire de Norvège avant le « plan jaune » sera prise le 13 avril, celle d'attaquer à l'ouest entre le 1<sup>er</sup> et le 7 mai sera arrêtée le 27 avril. Hitler attendra finalement le 5 pour fixer au 8 mai le départ de son offensive. Un ultime débat Keitel-Göering retardera de vingt-quatre heures cette attaque, qui sera exécutée en définitive par 10 *Panzer Divisionen*, 60 divisions d'élite et une cinquantaine de moindre valeur, le tout *emmené* sur le champ de bataille par une première vague de 6000 avions.

ÉTIONS-NOUS RENSEIGNÉS EN MAI 1940 ?

## II. – Ce que nous savions

[Retour à la table des matières](#)

Derrière le mur épais qui séparait les deux armées, l'État-major français, comme son antagoniste, cherchait à savoir. Besoin antique et permanent, vital.

Ce savoir fait partie d'un domaine plus universel où les hommes d'État au pouvoir ont l'obligation d'exercer leur connaissance : ils doivent être instruits des *états de choses* dans les pays dont la politique leur inspire des soupçons, ou des craintes pour le bien national qu'ils administrent. Convenons que les moyens de cette information leur sont dispensés jusqu'à la démesure. Le nombre et la variété des offices ministériels, publics ou privés, qui concourent à les éclairer, constituent un prodigieux arsenal. Leurs possibilités d'information ont considérablement augmenté avec le développement d'une technique moderne qui leur fait toucher du doigt l'événement au moment même où il se produit, voire dans les préliminaires dont il se revêt. Tout pays aujourd'hui sait – on peut savoir – *ce que fait l'autre*. Il lui suffit d'organiser son information. Dans ce domaine, les chances s'égalisent. Mais l'équilibre [– 645 –] se rompt dès qu'on y regarde de plus près. Car les États comme les hommes ont pris depuis longtemps l'habitude de dissimuler. Celle aussi, en sens inverse, de s'informer au-delà des aveux des chancelleries, au-delà des faits apparents. Du royaume nègre le plus primitif au plus puissant des pays évolués, tous prétendent à accéder à *l'acte qui se cache*.

L'acte qui se cache a presque toujours mauvaise conscience. Les nations les plus pacifiques auront toujours du mal à démontrer qu'il est chez elle pur réflexe de défense. Suivant en cela les plus mal intentionnées, elles se sont dotées d'un organe inavoué, mais décelable, chargé d'explorer les secrets d'autrui.

Cet organe, ce *Service des Renseignements*, considéré à l'échelon de l'autorité suprême qui conduira la guerre, acquiert dès lors une extrême importance. À l'échelon du chef qui conduira les opérations et qui portera à l'instant décisif le destin du pays, le produit des recherches du S. Il constitue un appoint capital. D'où cette priorité dans l'emploi du S. R. qui fut chez nous instinctivement concédée au Commandement en chef, et sans laquelle des responsabilités précises ne sauraient être imposées à ce dernier, ni dans la préparation de l'armée, ni dans sa mise en œuvre.

En temps de paix, voire de paix armée, le renseignement filtre des enceintes ennemies avec une relative complaisance, sous la contrainte toutefois d'une recherche obstinée. Quand les armées sont face à face, frontières fermées et toutes avenues gardées, renseigner devient une redoutable gageure. La fonction d'un S. R. bien organisé est de définir l'adversaire dans les préliminaires les plus lointains de la guerre, comme dans la phase des actes hostiles et celles des opérations. S'il a su s'implanter de bonne heure chez l'ennemi virtuel, les meilleures chances lui sont promises.

Le S. R. français avait soixante-dix ans d'existence quand, en pleine forme, il abordait les événements de 1940. Parce qu'on a rarement parlé de lui, sinon pour le décrier – ou par inadvertance pour le louer – peut-on espérer aujourd'hui remettre en mémoire des avertissements qu'on n'entendit point quand il était temps encore. Il ne faudrait pas à cet égard nourrir trop d'illusions. Le S. R. sait, comme le vieux Moltke, se taire en sept

[– 646 –]

langues. Mais il nous est loisible de dire l'essentiel du renseignement obtenu entre les deux guerres et qui, à vrai dire, n'était plus, depuis la défaite de 1940, entièrement sous le boisseau. Car l'opinion française, à son cruel éveil, brûlant de s'informer, avait interrogé et appris bien des choses. Elle ne les tenait pas du S. R. Le S. R. fut pourtant sollicité une première fois par la Cour de Riom vers les an-

nées 1941-1942, quand, errant, hautain dans ses résolutions et dans sa foi, il hantait les écarts de Clermont et de Vichy où sa survivance inquiétait. Il fallut bien parler. « *On finit par tout savoir* », s'exclamait, libéré de ses doutes, le procureur général de cet infortuné tribunal <sup>189</sup>. « *Je viens de dépouiller des monceaux de documents, et j'en arrive à cette conviction absolue que notre 2<sup>e</sup> Bureau et notre S. R. ont fait savoir avant la guerre, à notre Commandement et à notre Gouvernement, tout ce qu'ils devaient savoir de l'Allemagne, de sa force et des projets de son Führer. Dès l'ouverture du procès, je demanderai le huis clos pour le proclamer.* »

Il n'y eut pas de huis clos, et le procès tourna court. Nous résumons ce que le scrupuleux magistrat voulait dire. Non sans avoir sommairement défini, pour le profane, l'arme de nos recherches, rebelle par nature à tant d'honneur et de lumière.

I. Le S. R. français <sup>190</sup> est né dans le climat moral de 1871, d'un réflexe national et antigermanique. Il est d'inspiration défensive.

Sa mission : 1° connaître les secrets de l'ennemi, éventuel ou déclaré ; 2° déceler les agissements de cet ennemi contre notre Défense nationale <sup>191</sup>.

II. Cette mission est exécutée par un personnel de qualité, criblé et spécialisé, qui a donné à toutes les époques de l'histoire de ce service des preuves péremptoires de sa science professionnelle, de sa probité, de son abnégation. Son honneur est sans tache. Mais ses morts anonymes sont nombreux, comme ses succès.

[– 647 –]

III. Sa doctrine est française. Elle procède de qualités intellectuelles qui sont l'apanage de cette race, et qui ont suppléé souvent au manque de moyens et d'appuis résolus. Sa conception et son emploi correspondent au génie, aux besoins, et aux possibilités de notre pays.

---

<sup>189</sup> Procureur général Cassagneau.

<sup>190</sup> Organe de recherche à ne pas confondre avec le 2<sup>e</sup> Bureau, organe d'exploitation. Nous parlons ici, cela va de soi, du S. R. français de 1940.

<sup>191</sup> Mission impartie au contre-espionnage, face défensive du S. R.

IV. Comme ceux de tous pays, notre S. R. opère la recherche par ses agents, fixés ou lancés en pays ennemi. Secret de polichinelle. Le difficile est d'en trouver de bons, placés aux points essentiels, de les garder et d'en faire bon emploi.

V. L'organisation du S. R., son articulation, sa technique, ses visages, qu'importe au lecteur de les connaître. Il ne s'agit point de cela, mais seulement de savoir si le S. R. a fait son métier.

Il n'est point sûr que tous les Français aient fait le leur comme il s'est acquitté du sien. Depuis longtemps, le S. R. renseignait. Il ne faisait que cela, mais il le faisait bien. La guerre victorieuse de 1914-1918 lui avait donné son plein épanouissement et son lustre. Au cours de cette longue veillée des armes qui a rempli l'intervalle de 1919-1940, il fut à l'échauguette sans repos ni trêve, les yeux et les sens âprement rivés aux actes de l'ennemi : pendant soixante-dix ans, il a *regardé* l'Allemagne. Il se serait à jamais couvert d'opprobre s'il n'avait découvert, défini et signalé le danger qui rapidement montait à l'Est et menaçait à nouveau nos foyers. Mission sacrée qui gardait ses hommes contre toute défaillance, contre la distraction. Serment fait à la France qui entraînait les âmes.

Donc, l'exténuante et magnifique tâche s'accomplissait quand la « volonté de puissance » du *Führer* ressuscitait l'Allemagne, en même temps que l'œuvre de mort que cette volonté impliquait pour la France. Avec bonheur toujours ? Certes non, hélas ! Avec une vue exacte, automatique, de l'acte qui se déroule chez l'autre ? Non encore. S'il en était ainsi, l'homme depuis longtemps eût détrôné ses dieux et déposé son heaume. L'homme en face de l'homme n'eut toujours qu'un horizon incertain, coupé de lueurs fugitives.

Ainsi cet appareil humain qui s'appelle le S. R. excéderait-il ses droits à la connaissance s'il prétendait tout savoir. Monluc, il y a fort longtemps, nous l'a dit malicieusement en l'une de ces formules curieuses dont il usait volontiers : « *Si l'Ost savait ce que fait l'Ost, l'Ost battrait toujours l'Ost.* » Sans doute exagérait-il [– 648 –] sciemment, car il est arrivé, avant et après lui, que l'Ost savait ce que faisait l'Ost, et pourtant l'Ost fut battu. Et jamais peut-être ce désaccord entre les prémisses et les conclusions n'a été aussi flagrant qu'à l'instant de notre épreuve de 1940.

De 1918 à 1940 (et au-delà), malgré des frontières qui se hérissaient d'obstacles, malgré des polices implacables qui décimaient nos gens, la recherche française n'a pas été aveuglée : la force allemande a été observée et recensée. Par notre 2<sup>e</sup> Bureau et notre S. R., nous avons su comment et avec quoi elle se construisait et où elle voulait en venir ; nous nous sommes acheminés vers l'ultime bataille de l'Ouest sur une route jalonnée par le renseignement préalable. Les cris du guet sont encore perceptibles, il faut les rappeler en bref.

– *Préludes aux agressions* <sup>192</sup>

De 1919 à 1933, c'est l'Allemagne du Grand État-major, des associations paramilitaires et des partis nationalistes impénitents, qui absorbe l'attention du « S. R. ». Tâche facile : l'Allemagne, occupée jusqu'en 1930, est une place livrée à toutes les investigations. 2<sup>e</sup> Bureau et S. R. prennent sans peine le pouls de « l'Allemagne du refus » et avertissent le Commandement français de la reconstruction progressive de sa puissance militaire. Us en donnent le canevas. Certains bulletins du 2<sup>e</sup> Bureau de cette époque sont terriblement prophétiques ; ils font reparaître la guerre à nos portes quand les dernières illusions du contrôle s'envolent. Nous savons que l'État-major allemand médite de poser, force en main, la question des frontières <sup>193</sup> quand, en 1933, Hitler prend le pouvoir. Le *Führer*, annonce le 2<sup>e</sup> Bureau, va donner à la revendication allemande un tour autrement incisif. Mais, répétons-le, en ce temps-là les secrets allemands couraient les rues.

[– 25 –]

1933-1934. – Avec Hitler à la barre commence l'ère des possibilités annoncées par le 2<sup>e</sup> Bureau. Les points d'interrogation surgissent, multiples. Notre S. R., accroché à ses observatoires en péril, enregistre immédiatement l'intention de guerre qui anime les premiers actes hitlériens.

---

<sup>192</sup> Voir la livraison de juin 1950.

<sup>193</sup> Les exercices d'État-major (*Kriegspiels*) des années pré-hitlériennes ont presque invariablement comporté des thèmes agressifs visant les jeunes états de la périphérie de l'Allemagne.

Constatant la véritable mobilisation matérielle et morale qui s'étend sur le Reich et s'empare de sa jeunesse, nos organes de recherche glanent dans les laboratoires, les usines, les chantiers et les camps, les preuves d'une entreprise de restauration totale de l'armée dont Hitler se saisit le 4 février 1934. Les chancelleries s'émeuvent, le monde s'inquiète, certes. Le S. R. fouille la machine de guerre et dénude son détail. Déjà se dégagent de certains renseignements les directions des coups de force à attendre.

– 1935. L'Allemagne se verrouille de plus en plus. Ses polices pourchassent violemment nos émissaires. S. R. français et *ABWEHR* joutent avec rudesse ; des agents succombent, des officiers sont arrêtés. Les réactions des services secrets allemands mordent sur les pays neutres. En France, les entreprises de l'*ABWEHR* sont déjouées, la « 5<sup>e</sup> colonne » décelée dans ses premiers noyaux, le nettoyage de la maison France vigoureusement conduit <sup>194</sup>. Sévères préliminaires qui préludent aux graves événements entrevus par le S. R. et le 2<sup>e</sup> Bureau à travers les premiers documents importants saisis en Allemagne <sup>195</sup>. Le S. R. établit, par ailleurs, que les fabrications de guerre montent anormalement en flèche, débordant largement le cadre des besoins défensifs.

– 1936. Dès janvier apparaissent les indices d'une proche réoccupation de la zone rhénane démilitarisée (tractations entre l'Intendance et les fournisseurs aux armées, réaménagement hâtif des casernes désaffectées, alerte des municipalités). En février, ce projet se précise à travers maints renseignements qui font dire au 2<sup>e</sup> Bureau que l'opération est certaine et imminente : le coup de force est exécuté le 7 mars.

Le lendemain, le chef du 2<sup>e</sup> Bureau, tirant les conséquences de [– 26 –] l'événement, brosse le tableau de la situation à la lumière de tous les renseignements recueillis : « *L'ère des tensions politiques*

---

<sup>194</sup> De 1933 à 1939, 470 arrestations pour faits d'espionnage seront opérées par les services de surveillance du territoire, collaborant avec notre contre-espionnage. Contrairement aux sottises répandues en 1940, sous l'effet psychologique de la défaite, un climat salubre avait été créé par le C. E. sur les arrières de nos armées. Nous n'eûmes pas, avant la retraite, d'émissaires allemands dans le dos.

<sup>195</sup> Notamment le « plan de construction » de l'aviation allemande.

*précédant les mobilisations est close », dit-il, « celle des actions brusquées est commencée. La force allemande, médiocre encore, est en état de mobilisation permanente, apte à de telles actions. D'autres coups de force vont suivre ».*

### **– Les agressions**

Le 23 juin, un document important recueilli par le S. R. définit le processus de la mobilisation des forces du *Reich* (*Wehrmacht*)<sup>196</sup> ; il fait sensation à l'État-major allemand. Nos agents observent de près les camps où vient littéralement s'engloutir toute la jeunesse allemande. Le 1<sup>er</sup> septembre, le S. R. découvre et signale la collusion des services de recherche allemands et italiens, qui laisse supposer des relations d'ordre politique engagées à notre insu. En décembre, cette collusion est confirmée<sup>197</sup>.

– 1937. Tout au long de l'année (celle de notre Exposition universelle), le S. R. recueille des documents et des renseignements qui conduisent aux pires déductions. Un *Kriegspiel* de l'État-major allemand, saisi au cours de l'été, et visant la Tchécoslovaquie, fait poindre l'éventualité d'un conflit pour l'année même. Cependant, des renseignements recueillis à Vienne donnent comme certain un proche *Anschluss* et des documents provenant d'Allemagne révèlent la préparation d'une action dirigée contre l'Autriche. Dès ce moment, le 2<sup>e</sup> Bureau est en mesure d'affirmer que le débile État danubien sera la première proie hitlérienne. Notre attaché militaire à Vienne émet la même certitude.

– 1938. D'abondants renseignements permettent au 2<sup>e</sup> Bureau de mesurer le degré de préparation militaire atteint en Allemagne. La volonté de Hitler de réaliser l'*Anschluss* coûte que coûte se traduit dans d'autres qui répètent que l'opération sera brutale, exécutée en

---

<sup>196</sup> Rappelons que le service obligatoire en Allemagne avait été rétabli le 11 mars 1935. L'État-major français a connu les difficultés qui se sont présentées à l'État-major allemand dans l'amalgame des éléments d'origines diverses qui allaient former la *WEHRMACHT* et que des généraux ont avouées (*Journal* de Halder).

<sup>197</sup> Au cours d'une rencontre du chef de notre S. R. avec le chef du S. R. italien.

quelques heures. Attente fiévreuse en février. Dès les premiers jours de mars, des agents signalent l'imminence d'un [- 27 -] coup de force. Notre légation à Munich, parfaitement informée, confirme. Le 11, quand l'annonce d'un plébiscite pour le 13 est connue, le S. R. signale la fermeture de la frontière autrichienne, une alerte préparatoire des garnisons de Bavière et un rassemblement de S. A. à proximité des débouchés vers l'Autriche <sup>198</sup>. Dans la nuit du 11 au 12, notre légation prévenait le quai d'Orsay du départ des troupes de Bavière en direction de Vienne. Dans la matinée du 12, trois divisions allemandes, à peine mieux équipées que nos soldats de l'An II, déferlaient dans la plaine autrichienne.

Le 8 avril, un renseignement de source éprouvée révèle que l'*O.K.W.* « monte » une action contre la Tchécoslovaquie. Les services tchèques ont reçu la même information. Des mois troubles suivent, traversés de rumeurs contradictoires et tendancieuses. En Allemagne, on dépeint chaque jour à l'opinion une France impuissante, résolue à ne pas intervenir dans le conflit germano-tchèque <sup>199</sup>. Dès le 21 mai, les Tchèques avaient rappelé une classe. Mais c'est le 25 août seulement que le S. R. apprend, par ses informateurs, la date de l'opération projetée : 25 septembre. Le chef du 2<sup>e</sup> Bureau expose avec vigueur la portée de ce renseignement. Un mois s'écoule : le 26 septembre, Hitler signifie à l'Europe sa décision de faire entrer ses troupes dans la frange de territoire revendiquée (Sudètes). Munich !

Passons sur le remous. Le 27 septembre, le chef du 2<sup>e</sup> Bureau, ramassant ses preuves, intervenait avec force : « *1° Hitler est en avance dans le débit de son industrie de guerre ; il pousse fiévreusement le recrutement, l'organisation et l'instruction des unités dans les camps ; 2° il ne courra plus les aléas des longues attentes pour braver les principales puissances ennemies, car il estime qu'une succession rapide de ses coups de force est le meilleur moyen de prévenir une action concertée et puissante des pays alliés ; 3° nous avons atteint le délai extrême où les forces des petits états encore libres peuvent participer à une action combinée des puissances dressées contre le Führer ; 4° le deuxième temps de l'opération tchécoslovaque aura lieu*

<sup>198</sup> Renseignement reçu le 11 avant midi.

<sup>199</sup> Renseignements communiqués directement par le S. R. à M. Daladier, qui s'émeut et se propose de démentir ces bruits.

*avec certitude, “à brève échéance”* ». S'élevant au-dessus de ses concrètes obligations professionnelles, [- 28 -] il en appelait alors à la responsabilité des chefs ; ses bulletins prenaient un accent pathétique. Il sembla que ses froides conclusions ne rencontraient plus de sceptiques.

1939. – En dépit d'une action policière implacable, le S. R. poursuit le recensement des usines et des camps. La recherche des intentions prédomine. En janvier, nous savons de source sûre que les préparatifs allemands se poursuivent en vue de l'absorption totale de la Tchécoslovaquie. Rien en février. Mais, le 6 mars, le S. R. est prévenu de la résolution de Hitler d'exécuter cette opération le 15. Les Tchèques reçoivent le même avertissement. Le 15, les troupes allemandes font leur dernier bond sur Prague. « *L'exactitude d'un renseignement* », avait écrit un jour feu M. Philippe Berthelot, « *est généralement en raison inverse de sa précision* ». L'événement faisait mentir la boutade.

La Pologne, notre état-major le savait, s'inscrivait aussitôt dans l'ordre d'urgence des actes de force destinés à briser le cadre de la vieille Europe.

Les variations calculées de la diplomatie de Hitler ont pu faire illusion, mais à aucun degré aux services de recherches de notre commandement, qui ont vu venir l'affaire de Pologne comme les précédentes. Ici, moins de « *surprise* » encore. On est tenté de dire que le renseignement n'avait plus d'intérêt, car Hitler jouait, si l'on peut dire, cartes sur table. À cela près qu'il avait coutume de garder pour lui-même les dates de ses interventions. Le S. R. sut pourtant, dès le 10 avril, que le *Führer* était déterminé à régler le sort de la Pologne, et le 9 juin il était informé de l'extrême probabilité du déclenchement de l'action vers la fin août. Ce dernier renseignement reçut confirmation vers la mi-juillet, époque où le S. R. apprenait par ailleurs de nouveaux appels de réservistes, des mouvements anormaux d'unités et un redoublement d'activité en Allemagne. Ces faits inquiétants allaient s'aggravant et, les 13, 14 et 15 août, ils étaient de nouveau signalés au Commandement. Le 19, les mouvements d'unités en direction de la Pologne s'inscrivaient sur le terrain <sup>200</sup>, au point que le 22 et le 23,

---

<sup>200</sup> Comme dans l'opération contre la Tchécoslovaquie, les étapes quotidiennes de quelques grandes unités avaient été exactement suivies par le S. R.

notre 2<sup>e</sup> Bureau pouvait donner le dessin de la concentration allemande. Le dispositif correspondait nettement à un plan d'attaque parvenu à [- 29 -] maturité. Enfin, le 24 août, un excellent agent prévient le S. R. que Hitler a pris la décision d'envahir la Pologne le 26 ou le 28 août <sup>201</sup>. « Il se propose » dit l'informateur, « d'atteindre d'un premier bond l'ancienne frontière germano-russe ». L'événement annoncé pour l'une de ces deux dates a été différé par les tentatives de négociation que l'on sait. L'armée était bien à pied d'œuvre le 28 <sup>202</sup>, mais l'attaque ne fut lancée que le 1<sup>er</sup> septembre à l'aube. Seul, pouvait s'y tromper le spectateur somnolent égaré dans Saturne.

### *– L'armée allemande sur le front occidental*

La situation ainsi créée aux alliées par Hitler a au moins le mérite d'être claire. Après tous ces prologues, le front occidental devient une réalité. Il tombe sous le sens qu'on ne négociera plus et que le sort de la guerre sera le fait des armes. Maître de l'Europe centrale, assuré d'un certain délai d'impunité à l'est, parfaitement conscient des divergences politiques des Alliés, de leur impréparation et de leurs faiblesses, il estime, contre toute sagesse, qu'à brusquer les opérations il aura raison du front franco-britannique. Les renseignements enregistrent cette résolution <sup>203</sup>. Le 2<sup>e</sup> Bureau en fait la base de son argumentation quotidienne : « *D'un instant à l'autre vous pouvez être attaqué.* »

Ne faisons pas de stratégie, mais constatons un fait : dès le mois d'octobre, l'imminence d'une attaque allemande va peser sur un front allié dont le commandement en chef, pour des raisons que nous n'avons pas à analyser, a pris initialement une attitude défensive, qu'il maintiendra. Dès lors, à qui fera-t-on croire que le sort de la bataille va dépendre du quart d'heure de plus ou de moins que mettra le ren-

---

<sup>201</sup> Cette décision avait été annoncée par Hitler à ses généraux réunis à Berchtesgaden le 22 août.

<sup>202</sup> Le 29 août, le 2<sup>e</sup> Bureau avait dénombré en fin de concentration, 64 divisions allemandes ; en fait 56 divisions, exactement connues, furent engagées.

<sup>203</sup> Un agent fort bien placé la rapporte dans une formule lapidaire : « *Il est fou. Il vous attaquera.* »

seignement à annoncer le départ de cette attaque ? Propos de simple bon sens. C'est, néanmoins, à déceler les premiers signes précurseurs de celle-ci, tout en poursuivant l'inventaire de la force allemande, que le S. R. va consacrer ses [- 30 -] moyens. Il aura pour lui les lacunes de la cuirasse ennemie, contre lui une volonté de secret portée au maximum.

*Les lacunes.* – C'est un fait : le front est devenu compact, les rigueurs policières allemandes règnent sur la périphérie, inquiétant jusqu'aux neutres eux-mêmes. Mais précisément parce que cette neutralité subsiste, autorisant une certaine perméabilité des frontières allemandes dans les zones luxembourgeoise, belge et hollandaise <sup>204</sup>, sans compter la Suisse et d'autres banlieues plus lointaines, le S. R. maintient dans ces régions des possibilités de pénétration que nous nous dispenserons d'explicitier. Un grand pays en guerre ne saurait s'isoler complètement du monde qui l'entoure. Il porte toujours en soi, même quand il affecte des résolutions martiales qualifiées d'unanimes, des fissures incompressibles qui livrent des lambeaux de sa substance guerrière. Un fil d'Ariane tissé par l'*autre* s'obstine dans ses flancs. Et qui ne voit que Hitler avait déjà inclus dans sa mouvance trop de pays hostiles pour espérer être garanti contre les investigations de l'extérieur ?

On sait aussi <sup>205</sup> qu'en dépit d'une furieuse volonté de nivellement moral, le dictateur allemand était entouré d'une opposition, silencieuse, mais agissante, qui fleurait la trahison et qui sera tardivement décapitée. Et d'ailleurs, les nombreux adversaires du régime qu'on rencontrait dans toutes les classes allemandes étaient une aubaine pour un S. R. imaginaire et maître de son métier.

La volonté de secret. – Mais c'est un fait non moins certain que les dispositions prises dans un pays en guerre pour empêcher la divulgation de ses secrets contrarient sérieusement la recherche adverse. L'Allemagne hitlérienne s'était donné le plus redoutable appareil de surveillance et de répression qu'elle eût connu. Cet appareil occupait tous les rouages de l'État, s'imprégnait dans la vie même du citoyen.

---

<sup>204</sup> Il faut bien souligner ici que ces pays conserveront jusqu'au 10 mai leur représentation diplomatique et leurs attachés militaires à Berlin, circonstance qui jouera en faveur du renseignement allié la veille de l'attaque.

<sup>205</sup> Le S. R. ne l'ignorait pas à ce moment.

De son côté, l'État-major allemand, entraîné depuis vingt ans au travail clandestin, avait introduit dans l'armée des habitudes et des méthodes où le souci du secret était poussé à l'extrême. Nous entendons spécialement par là que la rédaction et la diffusion des ordres obéissaient à des règles rigoureuses qui, [- 31 -] déjà au moment de la campagne de Pologne, interdisaient à l'adversaire la saisie de documents, ces témoins qu'on a tendance à tenir pour irrécusables, mais dont il faut aussi savoir se défier.

Rappelons que les grandes décisions de Hitler n'étaient communiquées qu'à un conseil intime, et seulement quand les préparatifs qu'il avait ordonnés sans en définir prématurément les fins, lui paraissaient être parvenus à leur terme <sup>206</sup>. Les instructions et ordres importants ne furent jamais émis qu'à un nombre extrêmement limité d'exemplaires destinés aux échelons élevés. Les ordres téléphonés étaient parfaitement abrités. La radio (chiffrée) dont l'état-major redoutait les effets en retour, se taisait aux heures des ultimes alertes ou se bornait à transmettre un signal bref d'exécution. L'usage du pli secret à n'ouvrir que sur un ordre était toujours en honneur <sup>207</sup>. Enfin, à tous les échelons, les préceptes du secret étaient observés avec la même discipline que les injonctions du *Feldwebel*. Dans ses harangues à ses généraux, Hitler les a rappelés avec une extrême violence <sup>208</sup>. Tant il est vrai que le culte du secret est le fruit d'une éducation ; sur le plan de la guerre, il se relie aux vertus militaires de la race.

Cette confrontation des actes souterrains en présence laisse assez voir qu'en définitive il y avait, en 1939-1940, pour les services spéciaux français une marge de chance à saisir, ou à défendre. Elle résidait, en fait, dans un réseau d'agents construit de longue main, poussé profondément dans l'appareil de guerre allemand et que l'adversaire

---

<sup>206</sup> Exemples : À la date du 17 août 1939, Keitel ne sait rien des négociations engagées avec la Russie. L'*O.K.H.* n'a été informé que dans la deuxième quinzaine de février du projet d'opérations contre la Norvège. L'*ABWEHR*, de son côté, ne connaît pas à l'avance des dates d'intervention en Autriche et en Tchécoslovaquie. Les généraux apprennent le 22 août la décision de Hitler d'attaquer La Pologne.

<sup>207</sup> Ce procédé avait été appliqué avec succès le 7 mars 1936, lors de la réoccupation militaire de la zone rhénane.

<sup>208</sup> Notamment dans la réunion orageuse du 20 janvier 1940, *Revue de la Défense nationale* de juillet et août 1949.

n'avait pu entamer au point de le paralyser. Ce qu'il nous apprit pendant les huit mois d'immobilité du front occidental et à la veille du 10 mai, se devine :

*Mise sur pied et préparation de l'armée.* – Les progrès accomplis de septembre 1939 à mai 1940 dans ce domaine nous sont exposés dans des études sérieuses et détaillées <sup>209</sup> d'où ressortent : le [– 32 –] nombre et l'organisation des unités, l'armement, le matériel, la tactique et, dans une certaine mesure, l'instruction, le moral et l'entraînement tels que le 2<sup>e</sup> Bureau les avait fait connaître au cours de cette période. Les documents allemands consultés ou publiés après la guerre ont confirmé presque intégralement ces estimations.

*Divisions normales.* – Les 56 divisions (5 blindées) apparues sur le théâtre d'opérations de Pologne ont été à ce moment dénombrées. Le recensement, qui s'est poursuivi, a porté sur l'ensemble des divisions de divers types. Sauf pour certaines d'entre elles dont le passage dans les camps était demeuré douteux <sup>210</sup> et la présence dans le dispositif du front contestable (ce qui avait induit le 2<sup>e</sup> Bureau à présumer un chiffre avoisinant 140 divisions dans le dispositif du 10 mai), le S. R. avait estimé que ce chiffre ne devait pas dépasser 110 <sup>211</sup>. À cet égard une coïncidence instructive, mérite d'être mentionnée : le 27 mars, le chef de notre 2<sup>e</sup> Bureau dans un compte rendu au Commandement, évaluait à une centaine le nombre de divisions allemandes susceptibles de participer à la bataille offensive. Le 28 mars le général Halder, chef d'état-major de von Brauchitsch, calculant le nombre de divisions dont l'*O.K.H.* allait pouvoir disposer au début de mai « pour l'offensive », arrivait au chiffre de 102 <sup>212</sup>.

*Panzerdivisionen.* – Ces unités, dont l'action fut décisive, ont été entre toutes les mieux observées. L'une d'entre elles, en particulier, avait été suivie par le S. R. depuis sa constitution jusqu'à son intervention sur les champs de bataille de France. Ainsi, avions-nous pu

<sup>209</sup> Revue historique de l'armée, 1949, n° 2 et 3.

<sup>210</sup> Elles y passaient toutes, selon notre S.R., pour s'entraîner à la rupture des fronts en combinaison avec l'aviation et les chars.

<sup>211</sup> Ce chiffre correspondait approximativement aux divisions identifiées et figurant dans l'ordre de bataille établi par le 2<sup>e</sup> Bureau la veille du 10 mai.

<sup>212</sup> 72 au début de mars, auxquelles devaient s'ajouter 16 le 28 mars et 14 à attendre entre fin mars et début de mai.

suivre aisément l'évolution de l'ensemble de l'arme aux différents stades, la composition des divisions, leur dotation en chars et la tactique de leur emploi. A deux dates successives, et capitales, l'arme blindée vue au travers du renseignement, a présenté sommairement l'aspect suivant : 3 septembre 1939 : 6 divisions (12 régiments à 200 chars), 4 légères (4 bataillons à 100 chars) 2 régiments non endivisionnés à 200 chars, [- 33 -] 3 bataillons à 100 chars, soit, approximativement, 3500 chars disponibles. 10 mai 1940 : 10 divisions blindées dont : 6 anciennes à 400 chars (maximum), 4 en provenance des divisions légères à 300 chars (maximum), soit 3600 chars prêts à être engagés. Nous comptons, en outre, un millier de chars environ qui devaient entrer dans la constitution de nouvelles unités, et 300 chars lourds dont l'apparition sur le champ de bataille reste contestée. La totalité des chars disponibles était évaluée à 5000 : ce chiffre ne s'éloigne pas sensiblement des estimations faites ultérieurement <sup>213</sup>.

*Matériel essentiel.* – Le S.R. avait noté, dès l'été 1935, la mise en construction du char allemand *PZKW I*, les déboires qu'il avait donnés, son remplacement par le *PZKW 2*, la disparition progressive de celui-ci, l'apparition du *PZKW 3*, au début de 1940 et la naissance du *PZKW 4*. Leurs caractéristiques étaient connues. De même, le renseignement avait révélé avec exactitude l'énorme dotation de l'armée en armes anti-chars et en D.C.A.

L'aviation allemande ne s'est ni créée ni développée dans le secret proprement dit. Le « Plan de construction de l'aviation allemande », surpris par nos services en 1935, avait été immédiatement appliqué. Le général Vuillemin avait pu en constater sur place l'impressionnant développement. Dans les derniers mois de l'hiver 1939-1940, le 2<sup>e</sup> Bureau estimait que 5000 à 6000 avions de toutes missions, avec des équipages hâtivement instruits, étaient en mesure de participer à la bataille. Il considérait que l'industrie allemande était capable de les remplacer rapidement nombre pour nombre.

---

<sup>213</sup> Il ressort d'études sérieuses faites depuis la guerre sur cette question, notamment d'un remarquable article du colonel de Cossé Brissac (*Revue de Défense nationale* de juillet 1947), que les chiffres avoués par les chefs allemands apparaissent inférieurs à ceux que nous indiquons, et sensiblement égaux au nombre total des chars français.

*Qualité de l'armée.* – Les renseignements recueillis à la veille de l'attaque disent que les divisions allemandes sont de valeur très diverses. Il y est toujours question d'un « *rythme de formation insensé* », d'une instruction qui « *ne reçoit ni le temps ni les soins rendus nécessaires par la complexité du matériel. Les vices de l'improvisation se prolongent* ». Le S.R. observe avec difficulté la valeur relative des unités formées d'un mois à l'autre. Mais aux approches de mai, l'armée allemande apparaît sous un jour assez [– 34 –] net : nous aurons devant nous une soixantaine de divisions de toute première qualité. Les autres sont de moindre valeur. Toutes ont été soumises depuis janvier à un entraînement intensif. La combinaison char-avion s'avère devoir être redoutable.

*Nouvelle tactique offensive.* – Cette combinaison n'est pas un secret. Elle a été prônée et annoncée. Elle a fait en Pologne la preuve de son excellence. Officiers polonais échappés de la tourmente, agents du S.R. lancés dans la zone des opérations, ont défini le processus d'attaque, que le chef du 2<sup>e</sup> Bureau résume le 21 septembre 1939 au G.Q.G. : « *Prélude terrifiant dans une attaque massive d'aviation sur les P.C, les communications, les points sensibles. Paralysie de l'armée au sol dès les premières heures. Action de puissantes divisions de chars qui, négligeant les objectifs successifs, se portent rapidement dans la profondeur du dispositif adverse. Impossibilité pour les unités disloquées et encerclées de se rétablir.* » Le chef du 2<sup>e</sup> Bureau prédit avec force la réédition de cette forme d'attaque sur notre front <sup>214</sup>.

*Moral de l'armée.* – En octobre-novembre 1939, nos informateurs l'ont dépeint comme franchement mauvais, à l'exception toutefois des classes jeunes et des troupes d'élite qui rentrent de Pologne. La « remise en main », par contre, s'observe au cours des mois suivants. Les renseignements de cette période enregistrent que la victoire éclair dans l'Est a fait monter considérablement le prestige de Hitler dans l'armée et déterminé chez les « jeunes » une confiance aveugle dans le succès des opérations à venir <sup>215</sup>. L'attitude des réserves traduit encore

<sup>214</sup> Notons ici que cette affirmation ne convainquit pas tous ceux qui l'entendirent.

<sup>215</sup> Une personnalité américaine établie depuis longtemps en Allemagne rapporte au chef du S.R. dans les derniers jours d'avril : « *J'ai pu parcourir le*

une certaine passivité et une apathie persistante à l'égard de l'« explication décisive ».

Telles sont les conditions matérielles et morales, vues par le renseignement, dans lesquelles l'armée allemande abordait sa première grande épreuve.

[– 35 –]

### – *L'attaque imminente. Quand ? Où ?*

Le Commandement a été mis en garde contre une attaque brusquée dans le style hitlérien. Ni dans un camp ni dans l'autre, on ne sait quand elle se produira. La décision qui précipitera les fronts occidentaux dans une guerre de mouvement se situe dès lors sur le plan intellectuel de la guerre : elle est essentiellement affaire de chefs. Mais là encore, le renseignement assiste le chef et nourrit ses supputations.

Le S. R. français connaît l'état effervescent du camp allemand. Il perçoit à travers les soubresauts de celui-ci une volonté qui guette son moment, il ne voit rien au-delà <sup>216</sup>. En d'autres termes, le renseignement proprement dit, soumis à des délais et à des aléas, joue dans l'immédiat un rôle moindre que les indices, c'est-à-dire la constatation des ultimes préparatifs annonçant l'assaut. C'est dans ce clair-obscur que le S.R. vit s'élaborer l'attaque allemande. Suivons les dédales, patiemment, l'esprit libre :

*Octobre 1939.* – Le S. R. contrôle sans grande difficulté la constitution du front allemand et l'arrivée progressive des unités venant de l'Est et des camps. Il sait de source sûre, vers le 15 octobre, que Hitler se raidit dans sa résolution d'attaque.

*Novembre.* – Une offensive est proche, disent des renseignements au début du mois. Des informations de source neutre, reçues le 11 et le 12, affirment que la décision est prise. Les vérifications de nos

---

*front allemand de l'Ouest ; le dynamisme des jeunes est prodigieux. "Une simple chiquenaude", disent-ils, "fera crouler le front français" ».*

<sup>216</sup> Période par excellence des renseignements contradictoires dont la discrimination pose au 2<sup>e</sup> Bureau d'épineux problèmes.

agents constatent dans les jours suivants qu'aucun mouvement ou resserrement importants n'ont affecté le dispositif <sup>217</sup>.

*Décembre.* – Aucun indice de proche attaque.

*Janvier.* – Le 11, nouvelle de l'atterrissage insolite (il n'est qu'accidentel) de deux officiers aviateurs allemands en Belgique, découverte d'un plan d'attaque visant spécialement la Hollande et la Belgique. Des fragments mutilés de ces documents sont communiqués à l'État-major français. Des vérifications immédiates permettent d'affirmer le 13, au Commandement, que le dispositif allemand n'était pas modifié, mais que les Belges ont constaté l'arrivée de nouvelles formations à proximité de leurs frontières. Le 2<sup>e</sup> Bureau conclut à un dessein d'attaque provisoirement abandonné.

*Février.* – Mois stagnant. Le S.R. décèle le caractère simulé [– 36 –] de préparatifs ennemis exécutés ostensiblement sur la Lauter et sur la rive droite du Rhin helvétique (deuxième fois). Guerre de fausses nouvelles et de faux renseignements, visiblement dirigée contre notre moral, et qui se prolonge en mars <sup>218</sup>.

*Mars.* – Rumeurs et renseignements s'accordent pour faire prévoir une action allemande sur les pays nordiques, notamment sur les ports norvégiens. Rien d'anormal n'est signalé dans l'épaisseur du dispositif allemand. Activité intense dans les camps.

*Avril.* – Le 5 et le 6, des préparatifs d'embarquement sont signalés à Stettin. Le 7, on annonce au S.R. des actions navales en cours qui préluderaient à l'attaque de la Norvège. Confirmation le 8. Débarquement le 9.

Dès le début d'avril, notre contre-espionnage a reçu le message suivant : « *Le S.R. allemand s'attend à ce que la frontière belge soit fermée fin avril.* » Le 11, nouvelle alerte de la même source : « *Opérations imminentes à l'Ouest. Attention aux mouvements militaires des prochains jours.* » Le 20, renseignement lourd de sens : « *Le person-*

<sup>217</sup> Les Belges ont cependant identifié quelques unités nouvelles sur leur frontière.

<sup>218</sup> Elle n'est pas sans effet. Le Major général de nos armées semble céder à une certaine lassitude quand il dit à une réunion au G.Q.G. : « *Cette immobilité prolongée du dispositif allemand est un aveu d'impuissance* », opinion vivement relevée par les chefs du 2<sup>e</sup> Bureau et du S.R.

*nel du S. R. allemand abandonne ses lieux de stationnement en Belgique »* <sup>219</sup>.

*Mai.* – Le S.R. multiplie les tentatives de « recouper » ces renseignements. Pas de modifications de l'ordre de bataille, mais l'articulation en profondeur constatée par le 2<sup>e</sup> Bureau semble correspondre à la fin des mouvements internes du dispositif allemand. Le stationnement des « blindés » semble n'avoir pas varié.

Le 1<sup>er</sup> mai, un renseignement d'une précision inquiétante parvient d'une antenne en pays neutre : « *L'armée allemande attaquera entre le 8 et le 10 mai sur tout le front, y compris la ligne Maginot. Effort principal : Sedan. Hollande, Belgique, et Nord français seront occupés en dix jours, la France en un mois. Le 2 mai notre C. E. est encore alerté : « Fermeture des frontières belge et hollandaise imminente ».* Dans la nuit du 5 au 6, le S. R. reçoit un bref message : « *Prochaine offensive générale qui englobera les Pays-Bas.* » Le 6 mai, d'une autre source : « *L'antenne du [- 37 -] S.R. de Stuttgart stationnée en Luxembourg se replie. Attaque prête. L'armée française, dit-on à l'O.K.W., sera incapable d'arrêter les formations blindées en rase campagne.* » Le 8 mai enfin, un renseignement de la meilleure source, parvenu au S. R. par le détour de l'Italie, annonçait l'attaque pour le jour même <sup>220</sup>. L'heure H ne fut pleinement révélée par nos « sonnettes d'alarme » aux frontières que dans la nuit du 9 au 10.

Ainsi se déchire brusquement, dans un ciel dégagé de ses énigmes majeures, le voile ténu qui sépare deux chefs d'armée, jusqu'à l'instant où l'un d'eux, engageant la bataille, illumine la scène.

<sup>219</sup> Traduction en clair : ce territoire va devenir zone d'opérations.

<sup>220</sup> Confirmation de ce renseignement fut demandée à notre antenne S.R. de Hollande, remarquablement informée, qui ne confirma ni n'infirmait. Mais le lendemain 9, dans la soirée, elle apprenait que l'attaque aurait lieu le 10 à la pointe du jour. Cette dernière précision, transmise avec difficulté, parvint au S.R. quand les premiers mouvements des avant-gardes allemandes arrivaient à sa connaissance.

### – Conclusion

– 1° Le chef allemand, porté par son tempérament et stimulé par ses réussites à vouloir brusquer la décision à l'Ouest, a néanmoins différé pendant huit mois son attaque. Sa manière a posé aux Services de renseignements qui l'épiaient un problème qui a peu de précédents. On peut estimer, sans les louer à l'excès, qu'ils l'ont affronté avec succès. Et quand, après les alertes de novembre et de janvier, 2<sup>e</sup> Bureau et S. R. ont perçu que des généraux de qualité s'acharnaient à tempérer la fougue hitlérienne et travaillaient à l'ajournement de la « bataille de destruction » jusqu'au moment où l'armée serait prête et la saison favorable à l'emploi efficace du matériel allemand, ils ne sont point fourvoyés. Ce temps a été gagné par l'Allemagne, peut-être contre Hitler lui-même.

– 2° Le « quand » d'une attaque ennemie ne se déduit pas rigoureusement d'une bonne observation des faits et gestes de l'adversaire, pas davantage des renseignements souvent contradictoires soumis au crible du 2<sup>e</sup> Bureau. Il est tributaire de facteurs dont seul, en dernière analyse, le chef ennemi détient les éléments et détermine le jeu <sup>221</sup>. Mais il ne saurait se dissimuler jusqu'à la [– 38 –] dernière heure, parce que les rumeurs d'assaut d'un immense dispositif d'armée moderne ne peuvent échapper totalement à un guet ennemi avide d'indices.

– 3° Les déductions du renseignement ne sauraient davantage donner au chef une certitude absolue quant au point « où » son adversaire produira son effort principal. L'expérience de toutes les guerres montre qu'un tel choix est révisible et révoquant jusqu'au dernier moment. Après s'être obstiné jusqu'à la fin de janvier 1940 à envisager une première bataille pour la possession des côtes de la Manche, Hitler s'est apparemment rallié, dès février, à la solution d'un effort total et décisif par l'armée du Centre (Rundstedt). Mais cet acquies-

---

<sup>221</sup> Dans la journée du 8 mai, Goering et Keitel discutent âprement en présence du *Führer* sur le moment de l'attaque. Goering gagne encore vingt-quatre heures. L'*ABWEHR*, elle, qui a ses entrées à l'*O.K.W.* ne sait rien de la date exacte, que Oster, l'adjoint de Canaris, apprend seulement dans la soirée du 9, et communique « traîtreusement » au major Saas, attaché militaire de Hollande à Berlin.

cement de principe ne préjugait pas les mouvements qui lui seraient suggérés par les réactions de son adversaire à l'attaque générale. Le renseignement est une chose, la manœuvre en est une autre. L'ultime manœuvre du chef ennemi peut démentir le renseignement de la source la meilleure.

Gardons-nous d'entrer dans le sacro-saint des combinaisons du chef. Mais nous sommes bien ici au seuil de la manœuvre, aux portes de ce domaine d'impondérables où seules, la science, l'intuition et les réactions du chef peuvent le défendre contre la « surprise », où son comportement, eût dit Proust, lui est « notifié par ses sens ». À cet instant du drame, le profane se borne à penser que le chef a pris ses dispositions en fonction de plusieurs hypothèses, et qu'ainsi se trouveront limités le champ et la profondeur du dommage au cas où celle qui se réaliserait serait justement celle qu'il attend le moins. Dans la journée du 13, quand le S.R. signalait, et que les éléments au contact <sup>222</sup> constataient la ruée de sept divisions blindées dans le complexe des Ardennes, l'idée de manœuvre du Haut Commandement allemand éclatait au grand jour. Cependant que la recherche, poursuivant sa tâche, s'efforçait d'atteindre par les ailes la profondeur du dispositif ennemi, les sources où s'alimentent sa force et sa poussée, comme celles où se préparent les décisions du lendemain.

[– 39 –]

\*  
\*   \*

Un service de renseignements proposera toujours de graves sujets à la méditation des chefs, civils et militaires. Le plus grave est antérieur de beaucoup à la bataille, quand le renseignement surprend dans son germe l'intention lointaine et les préparatifs qui l'accompagnent. L'œuvre du S. R. est accomplie aux trois quarts quand le 2<sup>e</sup> Bureau a pu définir au Commandement les éléments du dispositif adverse, ses armes, la valeur des troupes et de leurs cadres, l'art et la résolution de son chef, quand la capacité de la nation ennemie de supporter le poids

---

<sup>222</sup> On sait le rôle important joué dans cette phase par l'aviation et les organes de renseignement propres aux armées.

d'une guerre a été évaluée clairement. Car, c'est sur ces données essentielles que le chef, « l'esprit tendu à espier ce que votre ennemy peut faire », prend ses risques en engageant ou en acceptant la bataille.

Ce qu'il nous importait de prouver, et que le pays a pressenti ou sait déjà, c'est qu'en 1940, la France n'a pas succombé sous une « botte secrète » préparée par l'adversaire. Il resterait à expliquer, pour le mieux combattre désormais, l'inconcevable mépris qui stérilisa de bonne heure les données du renseignement.

Général Rivet.

**Louis Rivet, « Le guetteur », chef du Service  
de Renseignement français de l'Armée de Terre.  
Quelques écrits.**

**SECONDE PARTIE**

## **Chapitre 5**

---

**Général Louis Rivet  
*ABWEHR* et *GESTAPO*  
en France pendant la Guerre**

(Source : *Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale*,  
Paris, PUF, 1950, p. 28-50).

[Retour à la table des matières](#)

## **ABWEHR ET GESTAPO EN FRANCE PENDANT LA GUERRE**

Au nombre des forces obscures qui ont travaillé à la réussite des entreprises hitlériennes et participé à leur destin, le commun des Français a cru pouvoir ranger des instruments dont l'apparition brutale au seuil de ses foyers a été pour lui une révélation.

Une occupation prolongée du territoire national l'a mis au contact sensible d'organismes allemands dont il n'a pas tardé à apprendre qu'ils étaient là pour surveiller ses comportements et réprimer brutalement ses velléités de résistance. Ainsi s'est-il familiarisé assez vite, sur un champ de bataille dont lui-même n'admettait pas le silence définitif, avec ces organes à résonance policière qui, dans nos villes et nos campagnes, s'étaient installés sur la trace encore vive des blindés à l'ombre des garnisons d'occupation. Un an après notre défaite de 1940, tout Français soucieux de la libération du Pays et résolu à reprendre les armes situait déjà l'obstacle immédiat dans ce que les plus ardents de ses compatriotes appelaient la *GESTAPO* ou l'*ABWEHR*. Dix ans plus tard, les sentences prononcées dans l'enceinte apaisée de nos tribunaux contre ses bourreaux d'hier, lui répètent ces vocables avilis par le crime.

Encore devons-nous savoir ce qu'ils désignent, nous allons nous y efforcer. La matière est complexe, comme est dense et multiforme l'appareil de défense et d'expansion des États totalitaires.

Nous définirons successivement l'*ABWEHR*, organe de l'armée, et les polices allemandes, organe du régime. Nous décrirons leur structure et l'évolution de celle-ci au sein du *Reich*, leur implantation parallèle hors du *Reich* et notamment en France occupée, les rivalités qui opposèrent l'*ABWEHR* aux polices d'État, celles-ci progressivement unifiées pour les besoins de l'idéologie et de la politique hitlériennes, nous essaierons de dégager le rôle joué par ces organes dans la lutte contre les Alliés et la répression de la Résistance française.

[– 29 –]

## I. L'ABWEHR

### – *Caractères généraux*

[Retour à la table des matières](#)

L'*Abwehr* est essentiellement le service des renseignements allemands, apparu bien avant 1870 sous le nom de « *Nachrichtenbureau* » puis « *Nachrichtendienst* ». Supprimé fictivement en 1918 quand s'effondra l'Allemagne impériale, le *ND* réapparaît en 1925 sous la dénomination d'*ABWEHR*. Ce terme qui, étymologiquement désigne le contre-espionnage (appareil de défense contre les entreprises ennemies), allait bientôt s'appliquer à l'appareil de renseignement tout entier, avec ses attributs offensifs et défensifs. On peut estimer qu'en 1930, quand la Commission interalliée de Contrôle disparaissait définitivement, l'*Abwehr* exprimait le service des renseignements allemand intégralement reconstitué.

Notons tout de suite que cette reconstitution est l'œuvre du Grand État-Major, dont l'*ABWEHR* dépend exclusivement et porte les traditions. L'*ABWEHR* est l'arme première de ses desseins et – on peut le dire sans forcer les mots – de sa politique. Ses soucis sont donc ceux du Grand État-Major, qui lui-même conserve à travers les incertitudes du régime de Weimar, les signes indélébiles de la tendance bismarckienne. Le soin avec lequel s'exercera toujours le choix des officiers de l'*ABWEHR*, témoigne que cet état-major les veut identiques à lui-même, nourris aux sources de la grandeur germanique, absent des méprisables querelles de partis et de clans, gagnés dans une austérité hautaine héritée de l'officier prussien.

À la veille de la révolution hitlérienne, l'*ABWEHR* est donc à sa place classique aux côtés du Grand État-Major, dont l'attitude distante à l'égard d'un régime impuissant laisse clairement apparaître le dessein de s'en libérer. Les services français ont observé son renforcement progressif, opéré en dépit d'un bouleversement politique montant. L'*ABWEHR* n'a pas eu, initialement, l'homme de son tempéra-

ment. Le colonel Gemp, successeur de Nicolai <sup>223</sup> manque de dynamisme et d'horizon. Le capitaine de vaisseau Patzig, qui le remplace en 1930, ne semble pas donner une grande impulsion personnelle à l'œuvre d'extension de l'ABWEHR. Il finit d'ailleurs par succomber en 1935 sous les intrigues du mouvement SS qui a déjà pris son élan et suspecte l'État-Major. Cependant des cadres de métier accèdent aux postes importants du service. Le capitaine de vaisseau (bientôt amiral) Canaris, vient en prendre la tête. Avec lui apparaît une personnalité d'envergure, douée pour aborder dans toute son ampleur le problème de renseignement qui est, par-dessus tout, le sien, et la lutte difficile qu'il devra soutenir contre les empiétements et la volonté d'absorption du Parti. Ainsi l'ABWEHR, sous la direction de Canaris, va-t-elle réfléchir, jusqu'au jour où elle sera disloquée, le drame politique qui met aux prises, d'une part l'ancien régime incarné par [– 30 –] l'État-Major, d'autre part le Reich national-socialiste né d'une notion nouvelle de l'État et soutenu par une armature policière souveraine. Les traditionnelles vigies se verront, en pleine guerre, supplantées et violemment écartées. La chute de l'Abwehr précédera de peu l'effondrement de l'Allemagne.

### ***– Aspect de l'ABWEHR au début de 1940***

Pour saisir toute la structure de cet important organe et, au-delà, ses modes d'action et son efficacité, il convient de se référer sans cesse au centre animateur : le Grand État-Major, que la défaite de 1918, loin de supprimer, a raidi dans ses aspirations permanentes, en lui fixant la tâche supplémentaire et immédiate de restituer à l'Allemagne vaincue sa puissance militaire, au territoire amputé ses limites. Qu'un ordre nouveau à l'intérieur et une politique européenne fracassante s'inaugurent avec Hitler au moment où cet état-major combine dans le silence ses propres plans, que ceux-ci en soient contrariés, au point de susciter chez les chefs allemands une opposition passive ou résolue, ces circonstances n'auront pas, du moins au début de la guerre, un effet dirimant sur l'exécution méthodique des missions de l'ABWEHR. Or, ces missions sont anciennes. Elles correspon-

---

<sup>223</sup> Chef du *Nachrichtendienst* pendant la guerre de 1914-1918.

dent non seulement à des projets militaires en perpétuelle gestation dans un état expansionniste par vocation, qu'ils aient affecté la forme frédéricienne, impériale ou hitlérienne, mais, plus profondément à la nature de l'individu formé dans ce creuset d'instabilité. Et le Barbare, on ne peut l'ignorer, fut sans cesse en bordure de la Cité française jusqu'au jour, qui vint souvent, où il fut dans la Cité.

C'est dire que le service des renseignements allemands était depuis longtemps organisé, dans son appareil de direction et dans ses antennes en pays étranger quand, en 1870, en 1914, en 1940, les armées allemandes forçaient les frontières latines pour résoudre le « devenir » german. Le « *Drang nach Osten* » n'était pas pour autant interrompu dans ses rêves, et la prospection, disons l'espionnage allemand, n'était absent d'aucune des terres d'attraction traditionnelle du germanisme.

Surmontant la crise intervenue en 1918 et la paralysie consécutive des forces dont l'Allemagne attendait son relèvement, l'*ABWEHR* s'épanouissait donc, au début de 1940, dans ce style audacieux et divers qui lui avait restitué, en les améliorant, les positions anciennement acquises sur les lignes probables des futures poussées allemandes. À ce moment, sa structure était *grosso modo* la suivante :

a) *Direction* <sup>224</sup>, 3 sections principales :

1° *ABWEHR* I, appareil proprement dit de la recherche du renseignement pour les trois armes (terre, air, marine) et de l'espionnage économique ;

2° *ABWEHR* II, section de sabotage et d'activités subversives : dressage [– 31 –] d'agents chargés des destructions sur les arrières ennemis, sabotage politique, sabotage moral, excitation des tendances dissidentes en pays ennemi, fausses nouvelles. L'*ABWEHR* II représente assez complètement ce qu'on a appelé la « 5<sup>e</sup> colonne ». Elle compte une formation spéciale (compagnie, puis régiment) qui deviendra la « Division Brandebourg » organisée pour le combat ;

3° *ABWEHR* III, chargée de la sécurité militaire et du contre-espionnage (recherche des agents ennemis et pénétration dans les ser-

---

<sup>224</sup> Siège jusqu'en 1920-1928 à Berlin, Bendlerstrasse, dans l'enceinte même du *Reichswachermisterium*, ultérieurement, et jusqu'en 1943, Tirpitzufer.

vices spéciaux adverses, contre-espionnage économique, protection des industries de guerre, agents doubles, intoxication, etc.).

Une 4<sup>e</sup> section (*Zentralabteilung*) pourvoit à l'organisation générale de l'*ABWEHR*, administre le personnel, gère les finances de cet office. Elle possède un service juridique ;

b) Organes de l'intérieur : Pareillement aux autres SR européens, l'*ABWEHR* possède, dans les zones proches des frontières nationales, des postes qui dirigent les recherches sur les pays voisins. Elle conserve sensiblement l'articulation de l'ancien *ND* qu'elle avait maintenue dans les années néfastes d'après 1918 quand son armée de 100 000 hommes était répartie en 7 « *Wehrkreis* »<sup>225</sup>. Un poste d'officiers de SR était accolé à chaque *Wehrkreis*. Il détachait des antennes aux frontières, au voisinage des points de passage ;

c) Organes à l'étranger : La densité et la forme des ramifications de l'*Abwehr* sont variables suivant les projets poursuivis par le *Reich* et les dispositions des divers pays à l'égard de l'Allemagne. Distinctions :

1° *Pays ennemis ou virtuellement ennemis*. – L'*ABWEHR* y opère essentiellement, tant que l'état de guerre n'est pas déclaré et que les frontières sont ouvertes au trafic, par des éléments camouflés au sein des organes diplomatiques et consulaires, des agents dissimulés dans les organismes économiques (firmes allemandes), des agents sédentaires trouvés ou fixés sur le pays, des émissaires lancés des postes de l'intérieur. Elle puise enfin d'abondants concours dans les minorités allemandes à l'étranger. Quand les hostilités amènent les forces allemandes en territoire ennemi, l'*ABWEHR* y installe des postes dont l'importance varie avec les besoins exprimés par le commandement militaire de ce territoire. Ainsi voit-on au début de 1940 des postes importants à Vienne, à Salzburg, à Prague.

2° *Pays neutres*. – Ces pays, lieux d'élection de la diplomatie secrète, éternels terrains de rencontre et de passage pour les agents des

---

<sup>225</sup> Circonscriptions militaires territoriales.

belligérants <sup>226</sup>, sont affectés par l'ABWEHR des mêmes organes que ceux énumérés ci-dessus. Depuis la prise en main de l'ABWEHR par l'amiral Canaris, le nombre de ses représentants auprès des services diplomatiques, [– 32 –] notamment en Suisse, Luxembourg, Belgique, Hollande et Espagne a considérablement augmenté. De ces observatoires privilégiés, le SR allemand s'efforce de tourner les fronts en ouvrant de nouveaux axes de pénétration.

3° *Pays alliés de l'Allemagne*. – Étroitement soudée aux services similaires de ces pays, l'ABWEHR y dispose de facilités illimitées. Les postes qu'elle y détache sont officiellement des organes de liaison. En fait, ce sont des organes d'orientation, d'impulsion, de surveillance aussi, méfiance de l'acteur principal à l'égard du comparse. Leur action est contrôlée par de fréquentes visites du chef de l'Abwehr. Les rapports entre SR allemand et SR italien, offriront, dès juin 40, l'image complète de ce genre d'association.

Tous ces noyaux d'Abwehr portent, dans les lieux où ils apparaissent, les dénominations courantes de : *Abwehrstelle*, *Nebenstelle*, *Aussenstelle*, *Meldkopf* (petite antenne).

### – *L'Abwehr en France. Structure et modifications*

Avant la déclaration de guerre franco-allemande de 1939, les postes d'Abwehr « travaillant » sur la France sont bien connus des services français. D'une manière générale, deux grands postes : *Abwehrstelle* de Munster, avec son annexe de Cologne, et *Abwehrstelle* de Stuttgart, se répartissent le territoire français suivant la ligne approximative Hendaye-Lauterbourg. Deux postes spécialisés : *Ast* <sup>227</sup> de Hambourg pour le renseignement naval, *Ast* de Berlin pour le renseignement aéronautique, ont des missions de recherche sur l'ensemble de nos territoires métropolitain et coloniaux. La fermeture des frontières et la constitution d'un front, consécutives à l'état de guerre font refluer aux ailes, c'est-à-dire sur les voies neutres, l'activité des postes de l'Abwehr.

<sup>226</sup> Les capitales de ces pays ont toujours été, au cours des guerres franco-allemandes, le siège de véritables « Bourses aux renseignements ».

<sup>227</sup> Abréviation de *Abwehrstelle*.

Quand, après notre défaite du printemps 1940, les armées allemandes occupent le territoire français jusqu'à la ligne de démarcation, les *Ast* de Munster et de Stuttgart, comme celles de Hambourg et de Berlin, détellent les antennes qui formeront l'ossature de l'*ABWEHR* en France occupée. Le dessin de ce réseau initial, particulièrement dense le long de la côte de Calais à Brest, trahit le souci primordial d'observer l'Angleterre, objectif immédiat des plans hitlériens.

Cependant, dès les premières semaines de l'armistice, l'*ABWEHR* développe un système d'implantation tendant à recouvrir toute la zone occupée. L'*Ast* de Munster a poussé des postes à Paris, Angers, Biarritz. L'*Ast* de Stuttgart a installé un poste important à Dijon où, fin 1940, elle est à peu près entièrement transplantée. Dès ce moment commence pour l'*ABWEHR* en France une ère d'adaptations successives et de transformations [– 33 –] incessantes, commandées par les variations des projets militaires du *Reich*, les modifications de la politique hitlérienne à l'égard de la France, et les craintes qui naîtront, en 1942, d'un débarquement allié appuyé par une résistance française. Faisceau de raisons dominées par le double souci de la recherche et de la sécurité.

Le détail des mouvements ainsi engendrés importe assez peu. Voyons seulement et succinctement le schéma général de l'*ABWEHR* au sol : 1° De fin 1940 à novembre 1942 ; 2° Pendant la période de l'occupation totale jusqu'à fin 1943 ; 3° Dans l'année du déclin du service (1944).

1° La première période est caractérisée par la fermeture d'une grande partie des postes côtiers (sauf ceux de CE) consécutivement à l'abandon du projet d'invasion de la Grande-Bretagne ; l'organisation à Paris <sup>228</sup> d'un grand poste (*Abwehrleitstelle*) centralisateur et coordonnateur des diverses activités des services spéciaux ; la mise au point du travail SR et CE sur la zone libre. La guerre n'ayant pas trouvé à l'ouest sa conclusion définitive, le Haut-Commandement consolide sa position, se prémunit contre les retours du sort et équipe la zone nord de cellules d'*ABWEHR* en tous lieux favorables aux recherches. En prévision d'une occupation totale du territoire français

---

<sup>228</sup> Siège : hôtel Lutétia.

par les forces allemandes, l'*ABWEHR* introduit dans les commissions et sous-commissions d'armistice de la zone libre des officiers que l'on rencontre dans toutes les villes de stationnement de ces organes. Même précaution est prise en Afrique du Nord (Casablanca, Marrakech, Oran, Alger, Tunis). Le renseignement radio venant des commissions d'armistice est centralisé à Bourges et acheminé sur Wiesbaden ;

2° L'occupation de la zone sud provoque un glissement de postes et d'antennes du nord vers le sud et un allègement du réseau d'*ABWEHR* dans la zone nord. Des *Ast* sont établis notamment à Perpignan, Toulouse, Toulon, Marseille, Nice, Lyon. Les inquiétudes inspirées à l'*OKW* <sup>229</sup> par le débarquement des forces alliées en AFN lui font accentuer les missions de recherche dans le bassin méditerranéen, avec une prédominance de surveillance sur et par l'Espagne, où l'*Abwehr* possède des moyens considérables, en particulier dans les organes officiels allemands de Madrid ;

3° Le précédent remaniement ne va donner à l'*Abwehr* qu'une assiette territoriale précaire, parce que, dès 1942, des formations de police, rivales du SR militaire, se sont implantées en France et s'efforcent de réduire ses attributions. Lutte d'influence et conflit d'autorité reflétant le drame qui se déroule au sommet, à Berlin. En même temps, les perspectives d'un débarquement en France pèsent de plus en plus lourdement sur les projets de l'*OKW*. L'*ABWEHR* poursuit cependant la recherche ainsi que la préparation d'un sabotage systématique des arrières ennemis en cas [- 34 -] d'invasion. À cet effet, elle assouplit son dispositif, réduit ses postes fixes, crée des unités mobiles (*Kommandos* et *Trupps*) restitue aux *Ast* de l'intérieur (Stuttgart, Wiesbaden et Hambourg) une grande partie de leur ancien rôle (direction). Un « *Meldeleit Kommando West* », remplace à Paris, comme organe coordonnateur, l'« *Abwehrleitstelle* ».

Ainsi l'*ABWEHR*, changeant de formule, s'achemine-t-elle vers un dispositif qui doit lui permettre, en cas de guerre de mouvement en France, de fournir directement aux grandes unités en campagne le renseignement recueilli, d'assurer la sécurité des troupes au contact, de dépister suspects et maquis et d'agir sur les arrières alliés. On verra peu à peu se multiplier ces formations, dont l'action se résout généra-

<sup>229</sup> *Oberkommando der WEHRMACHT.*

lement par le combat, et qui ont déjà été expérimentées dans les Balkans et en Russie sous le nom de « *Frontaufklärungskommando* » et de « *Meldekommando* ».

Mais au début de 1944, les empiétements du régime policier instauré en France ont déjà entamé profondément la liberté d'action de l'*ABWEHR*. Concurrément avec celle-ci, le *SD* <sup>230</sup> a entrepris depuis juillet 1943, de recouvrir le territoire français de postes dont les missions se superposent à celles de l'*ABWEHR* dans ce qu'elles ont de plus authentiquement militaire : renseignement, sécurité des armées, contre-espionnage et sabotages. De plus, cette police apporte avec elle une organisation complète, inspirée de l'idéologie nazie, et des méthodes de répression qui prétendent juguler par la terreur la résistance devenue active sur notre sol. Battue en brèche et taxée de carence, l'*ABWEHR* se voit peu à peu dépossédée de son autorité sur ses postes, tandis que l'amiral Canaris et ses subordonnés immédiats, suspects à bon droit de comploter contre le régime <sup>231</sup>, sont successivement éliminés ou arrêtés. Un décret du *Führer* du 14 février 1944 enlève à l'*OKW* le contrôle de l'*ABWEHR* et le confie au *RSHA* <sup>232</sup>. Canaris est acculé à la démission <sup>233</sup>. Cinq mois plus tard, l'attentat du 20 juillet fournira le prétexte à jeter bas définitivement ce qui subsiste de l'*ABWEHR*.

Au cours de cette crise qui se déroule parallèlement aux revers du *Reich*, la police, devenue omnipotente, n'a pas manqué de justifier ses procédés révolutionnaires par les défaillances enregistrées dans l'activité de l'*ABWEHR* sur le plan du renseignement de guerre. Nous verrons ce que vaut l'argument en face des raisons spécifiquement politiques qui expliquent la saisie totale par le Parti, au nom de la raison d'État, de tous les leviers de direction et de tous les rouages de la nation mobilisée. Nous comprendrons du même coup l'apparition en France d'organismes où l'élément policier affirme sa prépondérance,

---

<sup>230</sup> *Sichereitsdienst*, Service de sécurité du Parti.

<sup>231</sup> Ce complot est aujourd'hui bien connu dans ses origines et son développement.

<sup>232</sup> *REICHSSICHERHEITSHAUPTAMT*, appellation finale du *SICHERHEITSDIENST* au terme de ses transformations successives.

<sup>233</sup> Il sera arrêté le 23 juillet 1944, et exécuté le 9 août 1945.

et qui, imparfaitement connus de l'opinion, reçurent indistinctement l'appellation de *Gestapo*.

[– 35 –]

Il nous faut pour cela essayer de voir clair dans une construction assez complexe dont l'analyse approfondie demanderait de longs développements.

## II. L'appareil policier allemand

### – *Historique sommaire de l'organisation générale*

[Retour à la table des matières](#)

– A) Avant 1933, deux institutions se partagent les tâches policières dans le Reich après 1918 : 1° L'*Ordnungspolizei (ORPO)*, police du maintien de l'ordre ; 2° La *Sicherheitspolizei (SIPO)*, créée en 1924, police de sécurité collective et individuelle. La seconde recouvre les activités de la *Kriminalpolizei (KRIPPO)*, dans la prévention, la détection et la répression des crimes de droit commun. Un rameau de cette *KRIPPO* devient rapidement autonome : la *Staatspolizei* ou *Geheime Staatspolizei (GESTAPO)*. Elle opère la recherche et la répression des crimes contre la sécurité publique.

Il n'existe pas encore de ministre de l'Intérieur du Reich. Les polices appartiennent aux Pays (*Länder*), successeurs des *Staaten* (États). Chaque pays a donc ses organes de police propres (*Landespolizeibehorden*) ayant à leur tête, en Prusse un *Regierungspräsident* et des *Oberpräsidenten*, dans les autres pays le ministre de l'Intérieur, ou, dans certains d'entre eux le *Reichsstatthalter*. Cette organisation se prolonge dans les districts par les *Kreispolizeibehörden*, ruraux ou urbains, par l'*Oberbürgermeister* dans les grandes villes, par des *Ortspolizeibehörden* dans les petites localités. À peine perçoit-on un lien entre ces polices et l'État allemand dans le *Polizeipräsident* des grandes villes, conseiller technique des différentes autorités régionales et locales, et dans le *Landeskriminalpolizei Amt* à Berlin, qui actionne en fait les sections locales de la *KRIPPO*.

– B) À partir de 1933 : 1° Principes nouveaux. – Le parti national-socialiste prend le pouvoir. Hitler a déjà dégagé les principes du nouvel État, qui sera étroitement centralisé et édifié sur la contrainte. La milice *SS*, qui a assuré son triomphe, prétend occuper les postes et en garder les avenues. Elle se déclare le seul élément porteur de l'idée-force, l'idée du *Reich*, et le seul ferment d'unité. Ses efforts vont tendre à confisquer l'État à son profit.

Le régime qu'entend instaurer le Parti sera donc une création originale, construite sur des principes juridiques nouveaux. La réforme doit aboutir au « *Polizeistaat* ». Ces principes sont simples :

*« Le Droit est ce qui sert la communauté populaire, n'est pas le droit ce qui lui nuit »* (Frank). *« Tout ce qui ne sert pas le peuple doit être détruit »* (Goering). Les juristes du III<sup>e</sup> *Reich* disent : *« Le désordre et la destruction ne commencent pas, comme dans les États libéraux, lorsque la paix intérieure est troublée. Le Reich national-socialiste qui repose sur l'idée de la communauté populaire (Volksgemeinschaft), est ébranlé lorsque l'idée communautaire est mise en péril. »*

Dans son action et dans sa structure, la milice *SS* va s'inspirer de [– 36 –] cette conception. À son tour, elle dira : la volonté du *Führer* crée le Droit. Le Droit écrit n'est que l'expression de la pensée juridique qui sommeille dans la conscience populaire. Le « *Gemeinschaftsrecht* », c'est-à-dire l'ordre dans lequel le peuple mène sa vie communautaire, doit avoir la prépondérance sur les lois elles-mêmes. La police n'a donc pas seulement à conserver l'État et le peuple, mais aussi la « *Weltanschauung* » (idéologie) nationale-socialiste. Ses missions seront donc infiniment plus vastes dans le *Reich* que dans les États libéraux. Elle devra garantir la paix, l'ordre et la sécurité de chaque membre de la communauté allemande, sauvegarder les valeurs du peuple, protéger l'État contre tous ceux qui attenteraient à son existence, à sa vie populaire (*Volkstum*), protéger la race contre l'intérêt individuel, combattre les adversaires idéologiques du régime, le catholicisme et le protestantisme politiques, comme les Juifs et les sectes non conformistes.

De cette idéologie fruste et de ces affirmations catégoriques, dérivent la structure et tout le comportement politique et policier du Parti.

2° Conséquences dans la structure. – À partir de 1933, des ordonnances se multiplient qui codifient les principes. Elles ont pour effet de porter les chefs du Parti aux postes dirigeants, elles déterminent une entrée massive de miliciens dans les organes de police.

Tout d'abord Goering, nommé Président du Conseil des Ministres en Prusse, réorganise l'*ORPO* et s'intitule chef de la *GESTAPO*. De son côté, Himmler, *Reichsführer* des *SS* devenus échelons de protection (*Schutzstaffeln* <sup>234</sup> du Parti, crée un bureau central des *SS* qui affirme sa volonté de transformer l'État, en dehors même du Parti s'il est nécessaire. Il se donne un service de sécurité, « *Sichereitsdienst* » (*SD*), organe inquisiteur chargé d'espionner les membres du Parti et de veiller à leur intégrité doctrinale.

Dès le début de 1933, la centralisation, la distribution, et souvent le cumul des charges s'accroissent. Himmler devient président de la police à Munich et à Nuremberg ; le 2 avril, il est désigné comme chef de la police politique (*Politische Polizei Kommandeur*) en Bavière et dans la plupart des petits États. En 1934, il accède à la sous-direction de la *GESTAPO* prussienne aux côtés de Goering.

L'évolution cependant n'est pas encore assez rapide au gré de la milice *SS* qui, entre autres, reproche à la *GESTAPO* sa mollesse dans le règlement de la question juive. Les événements du 30 juin 1934 <sup>235</sup> consacrent sa victoire <sup>236</sup> sur une coalition politique où avaient trempé les miliciens bruns (*SA*). Dès ce moment, son prestige et son autorité sont assurés, la réorganisation de la police se précipite, Rudolf Hess proclame [– 37 –] que le seul service de sécurité sera celui des *SS*, le *Sichereitsdienst*, dont le nouveau chef, Heydrich, devient grand dignitaire de l'État. Une année de luttes encore pour pénétrer l'appareil total de la police et lui imposer l'orthodoxie nationale-socialiste. Enfin, l'ordonnance du 17 juin 1936 liquide le problème au moyen de deux réformes importantes :

---

<sup>234</sup> L'abréviation *SS* provenait initialement de « *Saalschutz* », garde personnelle de Hitler, qui assurait la protection des salles de réunion au temps où il faisait campagne en faveur de la *NSDAP* (*Nationalsozialistische deutsche Arbeiterpartei*).

<sup>235</sup> Affaire Röhm.

<sup>236</sup> La *Reichswehr*, qui avait armé la milice *SSV* crut un instant à son propre succès.

1° Création d'une direction suprême de la police confiée à Himmler, *Reichsführer* des *SS* et chef de la police allemande au ministère de l'Intérieur du Reich ;

2° *SIPO* et *SD* sont jumelés, sous le commandement du même Himmler. (Le général des *SS* Daluge prend l'*ORPO*, la *SIPO* passe aux ordres de Heydrich.) La milice accède dans les cadres de la police. Inversement, des policiers dûment triés reçoivent des grades d'assimilation dans la Milice.

C'est ce conglomérat plus ou moins cimenté qui apparaît en 1938 sous le nom de « *Reichssicherheitshauptamt* » (*RSHA*), se voue à la réalisation du *Polizeistaat*, et intervient dans les territoires occupés par le *Reich* pour fléchir l'opinion hostile et faire triompher les vues, sinon les formes de la politique hitlérienne. Ainsi s'expliquera la prétention de pénétrer l'appareil militaire et de prendre en main les missions de recherche et de sécurité de l'*ABWEHR*.

Mais dans sa hâte précipitée de parvenir à ses fins, il rencontrera maints obstacles. Les plus sérieux résideront dans l'incertitude grandissante qui planera dans l'entourage de Hitler sur l'issue de la guerre, et dans les conflits internes, les ambitions rivales dont l'organisme sera sans cesse traversé. La *RSHA*, sera une institution à la fois fluide et touffue, jamais achevée, au sein de laquelle les polices fraîchement absorbées auront des domaines de compétence enchevêtrés et imprécis, livrés aux initiatives des audacieux.

– C) Le RSHA en 1940-1944 :

En 1938, le RSHA est passé aux ordres de Heydrich <sup>237</sup>. Celui-ci lui fait donner les attributs d'un véritable ministère, s'immisçant dans toutes les activités de l'État, du Parti, du peuple allemand. Il est résolu à dominer l'armée elle-même.

Sept bureaux (*Ämter*) se partagent un immense champ d'action, confisqué aux ministères disparus ou évanescents. Leurs tâches vont de la surveillance des Allemands à l'intérieur à la propagande idéologique à l'extérieur, en passant par le contre-espionnage au dedans et hors du Reich (*Inland ABWEHR* et *Ausland ABWEHR*), la surveillance des Allemands à l'étranger, la transplantation des anciennes colonies allemandes d'Europe centrale et orientale, le contrôle des frontières, la police criminelle, le maintien de la pureté raciale, etc. L'emprise du RSHA se heurte à deux môles qui résistent longtemps : l'« *Auswärtiges Amt* » (Affaires étrangères), l'*ABWEHR*, expression d'un Haut-Commandement silencieux [– 38 –] mais en désaccord latent avec l'*OKW* dont le chef, Keitel, est l'ombre soumise de Hitler, chef véritable de l'armée. L'*ABWEHR* disparaîtra, « l'*Auswärtiges Amt* » défendra mieux son domaine d'attributions.

Parmi ces *Ämter*, dont chacun cherche à s'agrandir aux dépens du voisin, deux surtout jouent un rôle important : l'*Amt IV* (contre-espionnage), superposé à la *GESTAPO* que le général du *SS* Müller finira par incorporer à la RSHA, tout en lui concédant une large autonomie ; l'*Amt VI* (*Auslandsamt*), d'abord simple bureau de liaison entre les Affaires étrangères et la *WEHRMACHT*, et devenu, sous l'impulsion du général de *SS* Jost son chef, le véritable SR du parti et de l'État. SR politique ; différent de la Section I de l'*ABWEHR*, mais qui, sous la pression constante du Parti sur l'armée, concurrence dangereusement cette section. Précisons :

a) L'*Amt IV* est au sein du RSHA, à un stade de l'évolution de celui-ci que nous situerons fin 1943, l'organe par excellence de la sécurité du parti et de la protection de ses œuvres. Il contrôle l'opinion, surveille et réprime l'opposition politique de gauche et de droite, les tentatives de sabotages et de résistance, le terrorisme et l'espionnage. Il

---

<sup>237</sup> Adversaire obstiné de Canaris.

s'est déjà arrogé les missions de contre-espionnage dévolues à l'*ABWEHR*, s'est emparé de la police des étrangers et de la police frontalière, de la direction des camps de concentration.

Dans cet office, les missions du *SD* et de la *GESTAPO* se compénétrement. Mais le *SD* est demeuré avant tout un organe des *SS*. Son rôle est de rechercher les suspects et de les saisir. Son action se meut dans une ombre redoutable. À côté de lui, voire sous son contrôle, la *GESTAPO*, rouage de l'État antérieur au Parti et incomplètement pénétré par les *SS*, est un organe exécutif qui opère au grand jour. Ses compétences sont fort étendues. Elle a tout pouvoir de procéder à des exécutions et ordonner des arrestations préventives. Ses actes sont soustraits à toute révision ou recours à une instance supérieure. Si *SD* et *GESTAPO* se complètent, il n'y aura cependant jamais entre eux fusion totale, les heurts et les rivalités persisteront. Mais les violences sans frein exercées par les policiers de l'un et de l'autre sur les populations soumises à leur surveillance seront imputées par celles-ci à l'ancien organe de la *KRIPO*, cette *GESTAPO* dont le point d'honneur semble avoir été de conserver une supériorité acquise dans l'action déterminée et implacable, exterminatrice.

b) L'*Amt VI* est passé en avril 1943 des mains du général Jost à celles du général de *SS* Schellenberg, ambitieux de se tailler au sein du *SD* une forte position personnelle, d'où il pourra menacer l'*ABWEHR* et peut-être, le moment venu, braver le *SD* lui-même. Il a créé à cet effet une organisation de renseignements à l'étranger, par le moyen d'émissaires relevant de lui seul (« *attachés de police* ») placés dans les légations et consulats du *Reich*, et de « *Aussenabteilungen* » ou postes extérieurs concurrents de ceux de l'*ABWEHR*. L'heure approche, nous l'avons vu, où il est en mesure d'absorber celle-ci dans un État-Major préparé près de lui, et qui devient le « *Militärisches Amt. VI* » (février 1944).

[– 39 –]

Ce coup de force consacre la souveraineté exclusive de l'*Amt VI*, c'est-à-dire du *RSHA*, dans la recherche du renseignement militaire. Dans cette nouvelle organisation, les postes d'*ABWEHR* conservent en gros leur structure primitive. Jusqu'en juillet 44, le « *Mil. Amt* » sera même laissé à Hansen, ancien chef de l'*Amt I* de l'*ABWEHR*, qui poursuit encore un certain temps sur les théâtres d'opérations le regroupe-

ment de son dispositif. Mais Kaltenbrunner, chef du *RSHA*, tiendra sous sa surveillance étroite les éléments de l'ancien SR militaire, en instituant auprès d'eux des *NSFO* (*National sozialistische Führungs Offiziere*) chargés de les espionner. Après le 20 juillet 1944, aucune issue ne demeurera aux velléités d'obstruction des « rescapés ». Mais la défaite qui pointe à l'horizon ouvrira d'autres fissures.

### – *Pluralité persistante dans l'unité*

L'effervescence policière apportée dans le *Reich* par le national-socialisme a donc produit jusqu'au crépuscule de Hitler une succession de transformations dont on ne saisit à aucun moment un palier net et précis. Il semble que l'éternel « devenir » allemand ait, là aussi, troublé l'âme des augures.

Quand on veut discerner dans l'enchevêtrement parfois inextricable de tous les organes policiers apparus sur notre sol occupé, un moment de cette organisation mouvante, il faut remonter à la source tumultueuse qui l'engendre. Il faut suivre les modifications au fur et à mesure qu'elles se manifestent au sommet, et tenter de dégager l'élément qui l'emporte par son dynamisme et la continuité de son ascension.

Or, nous avons vu se développer depuis l'avènement de Hitler, une volonté de centralisation émanée des *SS* et aboutissant, vers 1940, à des créations dont le propre est de dominer les polices existantes. La cellule motrice de ce progrès a été le *SD*, organe de sécurité du Parti acharné à réaliser le *Polizeistaat*. L'évolution a paru recevoir son couronnement dans la constitution d'un organe supérieur, le *RSHA*, vaste ministère traduisant l'emprise totale du Parti sur les leviers de direction du *Reich*. Les paladins les plus résolus du *Führer*, Himmler, Kaltenbrunner, Heydrich, Schellenberg, pour ne citer que les plus notoires, rivalisant d'orthodoxie dans leurs manifestations de fidélité aux principes du jeune État, ont vu dans ce résultat l'accomplissement de leurs plans. Mais avant même qu'ait pris forme cet instrument de domination, ils se le sont sourdement disputé, leurs aspirations et leurs calculs personnels se sont croisés. Hommes de main plus que de gouvernement, partisans et non point grands commis – aucunement une

élite – ils se sont montrés à nu dans leurs sordides compétitions. Et celles-ci étaient loin d'être éteintes quand est survenue la débâcle allemande.

À la lumière de ces constatations, on s'explique mieux que l'épuration et l'amalgame des polices n'aient pu faire disparaître en un temps si court, ni tous les particularismes, ni même toutes les anciennes organisations de [– 40 –] sécurité publique ou de sécurité aux armées. Leur subordination au *RSHA* a laissé subsister des structures antérieures dont l'autonomie, il est vrai, a été tenue en bride par la création d'organismes de centralisation et de transmission, canaux par lesquels l'autorité d'en haut s'est établie et affirmée.

Ainsi a-t-on vu apparaître dès 1941, dans chaque région militaire à l'intérieur (*Wehrkreis*) un chef supérieur des *SS* et de la police (*Höherer und Polizeiführer*), un inspecteur de l'*ORPO*, un de la *SIPO* et du *SD* chargés d'assurer la collaboration entière de ces polices avec les autorités administratives, avec les chefs du Parti et les chefs de la *WEHRMACHT*. Cette forme de recouvrement a été prolongée sur les pays occupés. On retrouve là le « *Höherer SS und Polizeiführer* » assisté d'un *Befehlshaber der ORPO* et d'un *Befehlshaber der SIPO und des SD*. Celui-ci délègue ses pouvoirs à des *Kommandeurs* régionaux de la *SIPO* et du *SD* placés en des postes fixes dans les grands centres, ou détachés sous la forme d'unités mobiles (*Einsatzkommandos*) dans les zones d'opération.

Le personnel de ces postes ou détachements se compose couramment de fonctionnaires de la *KRIPO* et de la *GESTAPO*, et de *SS* proprement dits appartenant au *SD*. On trouve également dans les unités mobiles des *Waffen SS* et des éléments de *FELDGENDARMERIE* <sup>238</sup>. Chacune de ces polices cultive le sentiment de ses origines. Une méfiance tenace domine et vicie leurs rapports internes.

Ce sont ces diverses polices que les Français ont subies et parfois confondues, entre 1940 et 1944. Quelles étaient leur répartition et leurs missions sur notre territoire ?

---

<sup>238</sup> La « *Geheime Feldgendarmerie* » exécutait, dans l'armée allemande des régimes précédents, sa police de sécurité en campagne (notre Prévôté). Elle collaborait avec l'*ABWEHR* dans les missions de contre-espionnage. Cette gendarmerie avait été maintenue dans la *WEHRMACHT*.

### III. L'implantation en France

[Retour à la table des matières](#)

C'est un fait. Le sol français a toujours hanté les rêves du germanisme. L'imagination de l'Allemand, même dans ses repos, se complait dans la construction d'un domaine extérieur à ses gîtes. Et le terroir français, tant de fois par lui parcouru, lui a laissé, avec l'amertume d'une déception, le lancinant désir d'un retour.

Avant l'apparition des armées hitlériennes sur notre sol en mai 1940, les regards des nouveaux maîtres, comme ceux du Grand État-Major, se penchaient sur le détail de nos provinces, et y traçaient le canevas d'une prochaine occupation. Pour aussi étonnantes que puissent apparaître à notre jugement ces anticipations annonciatrices de conquêtes, il n'en est pas moins établi par les renseignements puisés aux meilleures sources, que la police du régime avisait déjà aux moyens de supplanter l'*ABWEHR* dans cette prospection préalable : à la veille des hostilités, un certain nombre de [- 41 -] postes, de *GESTAPO* notamment, fouillaient méthodiquement l'articulation de nos polices de sécurité, les régions de leur stationnement. Les districts de *SD* de Rhénanie et de Bade lançaient des informateurs dans nos régions frontalières. Leurs missions portaient sur la vie administrative, culturelle, économique et politique de ces régions.

Au lendemain de la victoire à l'Ouest, la police, dans sa hâte d'en tirer parti et de s'installer, se heurte ainsi à l'*ABWEHR* qui entend assumer la totalité de la recherche et du contre-espionnage en France occupée. L'*ABWEHR* a encore trop de prestige et d'influence pour céder une parcelle de ses prérogatives. Mais elle a peut-être tort de minimiser la politique envahissante de ses adversaires, qui ne tardent pas à forcer les étapes.

Dès juillet 40, le *RSHA* installe à Paris son représentant Bœmelburg, et le futur *Befehlshaber* der *SIPO* Knochen, qui commence à s'occuper des Juifs et des francs-maçons. En 1941, Paris devient le siège d'un « *Sonderkommando SS* », sous les ordres du général Thomas. Plusieurs sections, dont une de contre-espionnage, suivent le mouvement. Apparaît également un représentant de l'*Amt VI*.

Au début de 1942, les postes policiers se développent aux dépens de l'*ABWEHR*, et une première organisation se dessine sous le commandement d'un « *Beauftragte des chefs der SIPO und des SD fur den Bereich des Militärbefehlshabers in Frankreich* »<sup>239</sup>. De cette autorité dépendent des postes régionaux ou « *Aussenstellen* » dans les principales villes occupées (sauf le Nord qui relève du général Comt en chef en Belgique). La *GEHEIME FELDGENDARMERIE* est en partie dissoute et incorporée dans *SIPO* et *SD*.

Au cours de 1942, la pénétration de la police dans les rouages de l'occupation se fait plus profonde. Des agents de la *GESTAPO* s'infiltrèrent en zone libre. Le *RSHA* fait déléguer Geissler pour représenter la police à Vichy. L'*Amt VI* y installe un observateur politique, le Dr Reiche. Enfin, quand vient (novembre 42) l'occupation totale, des unités mobiles ou semi-mobiles (*Einsatzkommandos*) inondent la zone sud, qu'elle prenne sous leur contrôle à peu près exclusif<sup>240</sup>.

Dès les premiers mois de 1943, la France entière est recouverte par 17 *kommandos* de ce genre, avec d'innombrables antennes dont la multiple terminologie rebute l'esprit des profanes, et parfois des initiés eux-mêmes (*Aussendienststellen*, *Aussenposten*, *Grenzpolizeikommissariate*, *Grenz-polizeiposten*, etc.). Au moment du débarquement des Alliés en juin 1944, cette constellation de postes obéit, avec les réactions diverses imprimées par des petits maîtres impatientes de jouer au potentat, à [- 42 -] l'autorité suprême représentée à Paris par le *Befehlshaber* de toutes les polices assisté de six sections correspondant aux *Amter* de I à VI du *RSHA*.

<sup>239</sup> Délégué du chef de la *Sipo* et du *SD* pour le territoire français occupé.

<sup>240</sup> Il nous paraît indispensable de noter ici que, dès juillet 1942, des postes allemands de radiogoniométrie police s'étaient introduits en zone libre avec l'autorisation du président Laval, pour opérer, de concert avec les policiers français, la recherche des postes clandestins travaillant avec les Alliés. Ils constituaient deux groupes importants : l'un dans la région lyonnaise (Charbonnières), l'autre aux environs de Montpellier.

### – *Les missions*

L'importance de l'appareil policier allemand en France se mesure aux innombrables tâches qu'assument ou ordonnent ces sections. Elles sont le reflet, projeté sur le vaincu, des missions générales du *RSHA*.

La section I est purement administrative. Elle est surchargée de besogne.

La section II est un bureau de surveillance de la police française. Elle contrôle sévèrement celle-ci dans les questions de circulation, de passeports, de mouvements des étrangers et de surveillance des camps. À partir de 1944, ses attributions s'amointrissent.

La section III assume jusqu'en 1943 le contrôle de la vie économique. À partir de 1944, elle prend à sa charge la liaison avec la police française et dirige la police des étrangers.

La section IV déploie une énorme et multiple activité. Toutes les manifestations anti-allemandes sont sous sa surveillance : SR ennemis, parachutages, activité frontalière, transmissions intérieures, formation de maquis et armée secrète. Elle organise des « missions spéciales » contre ces derniers et y fait participer des agents français (informateurs, provocateurs, interprètes, etc.). Quand les maquis français deviennent de plus en plus nombreux, elle a recours, pour les déceler et les réduire, aux « *Sonderkommandos* » mobiles, formés de policiers, de militaires allogènes et d'agents français. Elle organisera même de véritables polices auxiliaires dites « Corps d'autoprotection français » (*Selbstschutz*) composés de Français collaborationnistes, pour maintenir l'ordre, protéger les voies ferrées et les installations allemandes, percer les maquis. La section IV dispose, entre autres services techniques, d'un instrument redoutable dans la radiogoniométrie mobile <sup>241</sup>. L'extension du maquis français a fait donner un développement inouï à cette section, en laquelle s'incarne l'instrument de répression par excellence de la Résistance française.

La section V impose sa collaboration à la police judiciaire française. Elle joue un rôle important dans la recherche et l'arrestation des

---

<sup>241</sup> On signale au cours de l'année 1944 de nombreux policiers en civil, munis de petits postes gonio avec écouteurs dans la coiffure.

suspects, des prisonniers de guerre évadés et des Allemands déserteurs. Elle est connue sous le nom de « *Zentralfahndungstelle* ».

La section VI (SR concurrent puis vainqueur de l'*ABWEHR*) se présente avec un personnel nombreux à Paris et réduit en province. Sa mission, précisée dans une conférence tenue à Paris en juillet 1943, devait avoir avant tout un caractère politique : recueillir tous éléments dont la connaissance est indispensable au gouvernement allemand pour déterminer [– 43 –] sa politique vis-à-vis de la France. Mission dont l'imprécision ouvre immédiatement à un personnel entreprenant un champ illimité d'attributions saisies une à une. Ce sont : les relations personnelles avec les sommités des éléments collaborationnistes ; l'investissement, par des informateurs, des préfets régionaux suspects de collusion avec le 2<sup>e</sup> bureau français ; le sondage de la mentalité et des tendances des divers milieux français. S'arrogeant les tâches de l'*ABWEHR*, elle lance en Afrique du Nord, plateforme des forces alliées, des agents de renseignements et des saboteurs <sup>242</sup>, recrute en Métropole des Allemands qui, après la guerre, se fixeront en France sous les plus divers camouflages, organise pour cette catégorie un réseau de transmission de courrier, entame des relations avec les consulats espagnols, la Phalange, les républicains ibériques vivant en France (300 000), avec le parti nationaliste basque. La section VI pénètre hardiment dans l'aire de l'action militaire et, par les dispositions qu'elle prend en vue du sabotage intérieur et des futurs franchissements de lignes qui s'imposeront en cas d'invasion de la France par les Alliés, elle empiète sans sourciller dans les tâches que sa voisine, la section IV, s'était appropriées.

Au 1<sup>er</sup> janvier 1944, la section VI, ramifiée en dix subdivisions sur le territoire français, voyait s'approcher l'heure où un dernier assaut contre l'*ABWEHR* déclinante, ferait d'elle, au sein du *RSHA*, le seul service de renseignements du *Reich* hitlérien <sup>243</sup>.

---

<sup>242</sup> La presque totalité de ces émissaires, déposés en AFN par parachutes ou venues par l'Espagne, est arrêtée par nos services de contre-espionnage et de surveillance du territoire au moment de leur arrivée.

<sup>243</sup> L'*Amt* VII, qui poursuit, sous la direction du Dr. Six des recherches ambitieuses, mais imprécises dans le domaine idéologique, n'avait plus qu'une existence théorique.

### – *L’ultime effort dans la tourmente*

Le triomphe du *RSHA* viendrait trop tardivement pour qu’on puisse en mesurer les effets. L’année 1944 est celle où l’armée allemande, bandée, mais impuissante, recule et subit des défaites sur tous les fronts. En juin, les armées alliées ont pris pied en France. En août, l’étau se dessine qui, du nord au sud et du sud au nord, va resserrer son étreinte sur les forces d’occupation. La Résistance française, visière relevée, apporte à cet effort le concours d’une action résolue, stimulée par quatre années d’humiliations et de révolte mal contenue.

L’appareil policier allemand, s’il a omis, dans ses visées ambitieuses, de consulter les sibylles, n’en pressent pas moins une phase critique où il devra jouer son va-tout. Et il faut bien reconnaître que, dans cette dramatique incertitude, la foi idéologique qui l’anime continue à déterminer ses actes. La bête traquée se défend farouchement, aggrave ses ripostes et se rue dans l’inhumain où déjà baignaient ses comportements.

Cette même foi, qui conduit les chefs à la négation des réalités, les crispe dans l’espoir d’un retour de fortune. L’esprit de prévision qu’ils [– 44 –] portaient avec tout Allemand de bonne race, leur a d’ailleurs fait préparer l’avenir en toute hypothèse. Ainsi l’*Amt VI* avait-il établi, dès 1943, pour le cas d’une libération de la France par les Alliés, un plan prévoyant la recherche du renseignement par trois « centrales » laissées à Marseille, à Vichy et à Paris. Elle n’avait garde d’enfreindre une solide tradition germanique, fût-elle celle du Grand État-Major.

Aussi quand, sous la pression des forces de libération conjuguées, la police allemande commence à se désarticuler et à évacuer ses sièges de commandement, la voit-on réagir avec la rudesse du fauve surpris. Alertée par le débarquement de Normandie et le grondement de la Résistance, elle accentue ses missions répressives, déploie ses détachements mobiles (*sonder Kommandos*) et tente de rallier à son action les polices auxiliaires (*Selbstschutz*). Enfin, en août, quand les forces alliées victorieuses exercent en tous sens une poussée irrésistible, obligeant les autorités d’occupation à couvrir le mouvement des armées en retraite, les corps de police sont en général les derniers à lâcher-prise. Ils se battent jusqu’au bout. Leur férocité atteint son point culminant.

Le *RSHA* à cette heure, abandonnait-il, avec une part précieuse de ses archives et une quantité moindre de ses bagages, toutes les espérances et tous les rêves de domination dont il était imprégné ? Et surtout les tâches dont il avait brigué et emporté l'investiture ? Les documents allemands saisis par les Alliés dans leur marche en avant répondent nettement : non.

Les formations du *RSHA*, avant de rompre, distribuaient aux agents et aux traîtres à leur solde, des consignes qui éclairent d'un jour cru la pensée du guerrier allemand regagnant provisoirement ses antres. Ces unités, tel le « *Sonder Kommando Hagenhorn* » recevaient des missions qui en disent long : maintenir le contact avec les anciens « collaborateurs », noyauter la Résistance, organiser les sabotages sur les arrières alliés, agir par la propagande sur les populations, démontrer la fragilité de la victoire alliée et le caractère éphémère de la libération française. Dans les derniers mois de 1944 et au début de 1945, de son PC transféré à Badenweiler (Bade), le *RSHA* prescrivait des investigations qui conduisaient leurs exécutants jusqu'en Afrique du Nord. Il n'hésitait pas à utiliser pour de telles fins des Français « repliés » en Wurtemberg et en Bade. S'arc-boutant sur ses principaux services cantonnés à Baden-Baden et Hornberg, il mettait froidement sur pied deux nouveaux organes : l'ORIF (organisation de la révolution intérieure), et l'OT (organisation technique), ce dernier formant pour le premier, dans la banlieue de Sigmaringen, des agents de renseignements (politique et militaire), des équipes de destruction, des agents de liaison et des équipes de radio destinés à se réimplanter, après une courte période d'instruction, en territoire français. Cette ténacité dans la poursuite d'un destin qui veut se réaliser au-delà d'une défaite, allait jusqu'à faire détacher à Milan, fin 1944, un *Sonder Kommando* qui devait opérer sur le sud de la France...

[– 45 –]

À vrai dire, le vent du désastre imprimait à ce moment aux services spéciaux, allemands, comme à l'armée, le sursaut qui soude les hommes d'une même patrie en extrême péril. Le *RSHA*, fait d'éléments divers divisés par l'ambition et rebelles à une fusion ordonnée par décret, avait, de surcroît, absorbé l'*ABWEHR*, dont il avait dû conserver les cadres restants, moins que sûrs. Cet assemblage hétéroclite, aux mains du tortueux Schellenberg, chef de l'*Amt VI* et du « *Mil. Amt* », allait-il frayer des voies neuves, distinctes de celles du *SD*, et plus

proches de la politique constante du parti militaire, dont la soumission au régime était, en définitive, conditionnée par les succès hitlériens ? La trahison larvée des maréchaux, si elle ne s'extériorisa pas, au bord du gouffre, par des « ragusades » caractérisées, constituait néanmoins à cet égard un objet de réflexion que ne doit pas avoir rejeté Schellenberg. Mais ce que nous avons su de l'attitude des formations de police dans les dernières journées de la bataille de France, témoigne que la flamme d'un patriotisme exacerbé brûlait le sang des missionnaires comme des sicaires.

### – *Efficacité de la fonction*

Il est quelque peu aventuré de vouloir mesurer, sur le plan de la guerre allemande, le degré d'efficacité de ces imposants services dont la fonction fut soumise à tant de vicissitudes.

On ne saurait perdre de vue que le bouleversement des institutions entrepris par le *Führer* à son avènement, a eu comme premier effet de dérégler les esprits. Des tâches dont le temps semblait avoir consacré le caractère immuable et invariable changeaient de sens. La notion du *Polizeistaat*, brutalement imposée à la masse, entraînait des réformes de structure, de mentalité surtout, qui ne pouvaient s'accomplir à un rythme rapide qu'au préjudice de la fonction, en ce qu'elle a de nécessaire et de permanent. La recherche du renseignement secret, la sécurité publique, la sécurité de guerre, toutes ces activités et tous ces instruments dont la stabilité favorise le fonctionnement régulier, avaient été soumis à de nouveaux tests qui les voulaient serviteurs d'un parti et non d'un État. En vertu de quoi, comme sous les Césars à l'avènement de l'un d'eux, une épuration conduite sans ménagement livrait les charges essentielles aux nouveaux proconsuls. Les appareils que nous avons nommés, protecteurs nés de la nation, ne supporteraient pas sans dommages de tels remaniements.

Encore cette action du Parti a-t-elle, nous l'avons vu, piétiné devant l'*ABWEHR*, défendue un temps par le Haut-Commandement (Keitel) et acceptée par Hitler lui-même jusqu'en 1942. Mais la suspicion qui l'atteignait, les mesures qui plus tard la frappèrent, et surtout les dispositions frondeuses de ses chefs à l'égard du régime ne pouvaient

laisser intactes ses facultés natives. À la lueur de ces observations de principe, et pour conclure, essayons de voir à quel point *ABWEHR* et police remplirent leurs missions.

[– 46 –]

a) L'*Abwehr*, héritière d'un long et prestigieux passé, avait abordé l'ère des redressements allemands avec des moyens reconstitués des cadres de valeur, et un réseau extérieur de nature à fortifier sa confiance. Elle avait cependant rencontré en France, terre de prédilection de ses entreprises, des organismes en défense, eux aussi familiers de l'action souterraine et rompus à la découverte. Le choc, aux approches de 1939, s'était soldé par un net échec de l'« avant-garde » allemande ; de 1933 à 1939, 470 arrestations opérées pour délit d'espionnage par les services de surveillance du territoire collaborant avec notre contre-espionnage. Conséquence : la « 5<sup>e</sup> colonne » allemande ne put agir sur les arrières français ni avant ni pendant la bataille.

La défaite française installe l'*ABWEHR* en zone occupée, où ses facilités d'opérations sont sans limites ; elles sont contrariées en zone libre par l'activité continue du SR et du CE français. Des plateformes conquises en Europe par les armées allemandes, il semblerait que l'*ABWEHR* doive prospecter aisément les objectifs que se propose Hitler. Ici, la défaillance apparaît, pour de nombreuses et parfois obscures raisons.

Tout d'abord l'« art personnel » de Hitler, peu communicatif de ses plans, prive l'amiral Canaris de leur connaissance préalable. Faute majeure imputable au Chef. Une hostilité imbue d'idéologie et d'esprit de secte assiège le centre moteur de l'*ABWEHR* et les avenues où il propage son impulsion : elle émane précisément du Parti détenteur du pouvoir et des services qui devraient seconder l'*ABWEHR*. Une préoccupation grandissante du personnel dirigeant de l'*ABWEHR* de se défendre contre cette violation des règles de solidarité, et un dessein de riposte qui lui fait rejoindre de bonne heure les conspirations tramées dans l'ombre par les adversaires de Hitler. Canaris, sans toutefois trahir à la lettre, « arrangera » et dénaturera pour ses fins le renseignement originel, et retiendra principalement, en l'amplifiant, celui qui tend à démontrer une impossible victoire hitlérienne. Position sans précédent. Bientôt, une extension démesurée des territoires au pouvoir

de la *WEHRMACHT*, qui multiplie, au milieu de populations maltraitées, les risques de trahison et de corruption, brouille dangereusement les pistes et retentit sur la tenue morale des hommes du renseignement. Grevée de tous ces germes de faiblesse, une machine à renseigner pourtant supérieurement montée, n'applique plus intégralement ses lois d'action fondamentales, elle ne participe pas durablement et efficacement à la réussite de la guerre.

Il serait absurde d'en conclure que l'*ABWEHR* de cette époque tourmentée fut partout au-dessous de sa tâche. Incrustée en quelque sorte par atavisme dans les pays objet des convoitises germaniques, en France comme en Eurasie, elle y a glané longtemps et patiemment les renseignements dont le *Reich* et son armée avaient besoin. Quand, à l'aube de la guerre, la vigilance des États menacés a bloqué sévèrement ses voies, en même temps qu'à l'intérieur les raisons précédemment indiquées commençaient à saper ses assises, le jeu normal de l'*ABWEHR* en a été influencé et compromis.

[– 47 –]

Dans un tel domaine, il ne faut pas demander à l'adversaire l'aveu de ses carences. Seules les observations faites par les services spéciaux aux prises avec l'*ABWEHR*, et celles que peu à peu de bons témoins livrent à l'histoire nous les révèlent. Dès aujourd'hui pourtant, on ne peut contester la réalité de graves défaillances. Elles appartiennent surtout à la période qui commence avec l'échec des plans hitlériens en Russie, plans que Canaris, bon connaisseur des pays asiatiques, avait trouvé extravagants. Le prolongement et la gravité des difficultés éprouvées sur le front de l'Est a fait mettre en cause, par l'entourage de Hitler, l'efficacité de l'*ABWEHR* dans la définition de la puissance soviétique. Son insuffisance ici n'est pas démontrée. Mais dès les premiers mois de 1942, l'*ABWEHR* ploie sous le poids de ses tâches, car les directions d'où montent les périls et qui la sollicitent se multiplient.

Déjà, elle n'est plus partout. Le flegme naturel de Canaris fléchit. Le chef de l'*ABWEHR* répond avec embarras aux sommations précises de l'*OKW*, qui ne voit plus clair dans le jeu de l'ennemi dont les forces s'organisent. Durement contenu en Russie, le *Führer* s'inquiète d'une circulation atlantique qui lui semble préluder à des transports et à des tentatives de débarquement. Canaris pris à partie cherche à masquer

son ignorance de la question et les lacunes de son service, en quête le concours d'organes gouvernementaux français qu'il croit disposés et à même de le renseigner <sup>244</sup>. Nous sommes en juillet 1942. Les accusations d'insuffisance se renouvellent au cours de l'été : Canaris se voit reprocher son ignorance des armements américains et son incapacité de mesurer le potentiel des forces alliées. Quant aux projets de débarquement, il ne les soupçonne point : il est en mission dans les pays scandinaves quand, le 8 novembre, les Anglo-Américains débarquent en Afrique du Nord. Il y a désormais de sérieuses failles dans l'activité des organes de recueil et dans l'horizon du Chef.

Le front russe, en 1943, « pompe » l'attention angoissée du Haut-Commandement et celle des services de renseignement. Canaris y répète ses séjours, cependant que s'accélèrent les préparatifs alliés dont son intuition personnelle ne suffit plus à mesurer l'ampleur. Ses adversaires aux aguets soulignent son impuissance à percer les orages qui montent à l'Occident, ils marquent bruyamment des points. Déjà, le *RSHA* a grignoté à son profit une part des missions de l'*ABWEHR*, et ce dualisme dans la recherche ne fait que contrarier celle-ci. L'offensive des Alliés sur les îles et sur la péninsule italiennes, mal observée dans ses prémices, fait perdre contenance à l'*OKW*. Fin 1943 et début de 1944, Canaris et les siens sont pratiquement déchus de leur fonction. Un service aussi délicat succomberait sous moins d'assauts et de banderilles.

---

<sup>244</sup> Il s'agit d'une réunion provoquée par Canaris, et à laquelle l'amiral Darlan et le général Bridoux, ministre de la Guerre, avaient envoyé leur chef de Cabinet. Canaris avait clairement posé la question d'une collaboration des « 2<sup>e</sup> bureaux » français et allemand. Le SR français l'avait appris. incidemment.

[– 48 –]

Incorporés au début de 1944 dans l'*Amt VI* du *RSHA*, les spécialistes du renseignement allaient-ils recouvrer, sous le fouet des événements, des facultés si éprouvées ? Quand le Temple croule, il est vain de vouloir relever les autels. Le *RSHA* s'est jeté à corps perdu dans la bagarre pour redonner vie et succès à la recherche. C'était trop tard. Il lui manquait une expérience et une maturité qui ne s'improvisent pas, un climat qui ne se recrée plus. Le *RSHA* a perpétué et aggravé les défaillances de l'*ABWEHR*. Le débarquement du 6 juin en Normandie a été pour lui une totale surprise : son attention se concentrait à ce moment sur le boulevard côtier qui court du Nord français aux rives de la Scandinavie ... On peut en dire autant du débarquement de Provence dont l'hypothèse avait à peine effleuré ses prévisions. Et l'on peut avancer sur la foi des documents connus et des déclarations reçues d'origine allemande, que l'*OKW* ne fut jamais exactement fixé sur l'importance des forces alliées jetées en France, ni sur l'ampleur de la Résistance française, laquelle, réprimée comme on sait, fut tenue longtemps pour sporadique et dépourvue de poids.

b) La police, apparition volcanique et bouclier du régime, joua-t-elle dans ses œuvres répressives un rôle utile à la défense du *Reich* et au maintien de ses conquêtes ? De tout ce que nous avons su et dit, il ne le semble point. Si, dans l'ordre intérieur, elle a été un instrument de contrainte adapté à la politique hitlérienne, si elle s'est rapidement imposée en Allemagne, sans d'ailleurs empêcher l'opposition de survivre et de se développer, on ne saurait prétendre qu'elle ait appliqué aux pays occupés le régime capable de les rassurer et de consolider ainsi les gains militaires.

La France, pour avoir vécu quatre années dans les filets d'une police acharnée à l'humilier, a déjà porté son jugement qui nous paraît sans appel. L'introduction en pays occupé de formes administratives sur lesquelles reposait l'édifice du nouveau *Reich*, ne pouvait conduire le bras séculier hitlérien, qu'à d'insupportables abus, dont le terme final devait être l'asservissement de la nation subjuguée, exsangue et dépouillée de ses dernières raisons d'espérance, des derniers signes de sa personnalité. Le chapitre des violences perpétrées en France par la *GESTAPO* et ses pareilles n'est pas définitivement écrit. Le bilan total

n'en est pas fait. Et chaque jour encore l'esprit du Français enfin libre évoque ces polices en armes qui surgissaient sur son chemin et l'enserraient comme une interminable chaîne.

Cette chaîne, d'où jaillissaient des injonctions tudesques inintelligibles à nos sens, a rempli son office de coercition. Mais en cela, elle a travaillé à contresens d'une occupation intelligente et avisée. On ne pouvait, il est vrai, attendre du vainqueur momentané l'établissement en France d'une « paix romaine ». Les préceptes du régime autant que les réflexes élémentaires de la race s'y opposaient. Le *SD*, animateur du *RSHA*, toutes ces polices conjointes qu'il avait rangées sous son sceptre n'ont vu [– 49 –] dans la France, vers le milieu de la guerre, qu'un pays rebelle aux formules totalitaires, qu'il s'agissait de mettre par la force dans l'orbite de la « nouvelle Europe ».

Il ne sert à rien de philosopher autour des dieux germains quand le dictateur qui les invoque dirige les destinées germaniques. L'appareil de domination qu'il pousse sur ses voies ne se rompt et ne se dissout que sous l'ouragan des grandes défaites. Le désastre allemand a libéré le territoire français du réseau le plus compact qu'une souveraineté policière ait jamais tissé sur une terre conquise. Le Français venait d'éprouver dans sa chair ce que pouvait être l'appareil de sécurité du *Reich* hitlérien. Il l'a enregistré comme un recul de l'humanité.

## Appendice

### *La propagande allemande et les Services spéciaux*

[Retour à la table des matières](#)

On a pu relever, dans l'étude qui précède, des missions de propagande incombant à certains organes tels que l'*Amt IV* et l'*Amt VI* du *RSHA*. Ces missions ont toujours fait partie de l'activité des services secrets allemands. Mais elles ne sont devenues apparentes qu'aux heures de crise et en temps de guerre. Chaque fois que la politique allemande du temps de paix a voulu sonder et influencer les dispositions de certains pays, ce fut le cas notamment avant et après 1870

sous l'impulsion de Bismarck, la propagande a pris plus d'ampleur et s'est publiquement manifestée. Elle était un acte politique.

La propagande inaugurée par Hitler, conçue de toutes pièces à des fins déterminées, intérieures et extérieures, a amené la création d'offices très développés qui devaient être les instruments de la « *Weltanschauung* » nationale-socialiste. Elle partait donc du concept idéologique hitlérien qui visait à remplacer l'art chrétien décadent par l'art national-socialiste <sup>245</sup>. La propagande étant un art, devait exprimer dans ses efforts et ses victoires l'âme du peuple allemand, remédier aux perversions et aux déviations intellectuelles, retrouver l'homme et la race dans leurs aspirations originelles.

En Allemagne, cette propagande a pris à tâche de diriger les courants d'esprit et l'attitude des intellectuels, qui ne pouvaient plus être désormais que les porte-parole dociles des idées nouvelles. À cet effet, le Parti avait créé de bonne heure, à Munich, le « *N. S. Propagandastaffeln* » (Direction de la propagande) ramifié en N. S. « *Kulturgemeinde* » (groupement des arts, musique, théâtre, film, beaux-arts, etc.). Des chambres souveraines, appelées « *Reichskulturkammern* » étaient obligatoirement consultées avant toute publication. Tout artiste devait s'y faire inscrire.

La France occupée a vu apparaître, dès 1940, des instituts issus de cette organisation. Les premiers avaient été installés à l'ancienne Ambassade de Pologne (Hôtel du Prince de Sagan) et à la Maison de la Chimie. La direction en incombait au Dr Epting. D'autres furent créés en zone sud, notamment à Marseille avec le Dr Werner Buckenkampf. L'ensemble de ces divers centres était soumis à un organe de contrôle (*Propagandastaffel*), installé [- 50 -] à l'Hôtel Claridge. Cet office délivrait aux artistes, comme les *Reichskulturkammern* dans le *Reich*, les cartes d'autorisation indispensables.

Quels liens unissaient ces organes aux services de police et de l'*ABWEHR* ?

Leurs membres n'appartenaient pas à ces services, mais leurs relations ne faisaient aucun doute. Il est établi qu'après avoir servi de couverture et de moyen de documentation à l'*ABWEHR* et au *SD*, les

---

<sup>245</sup> « *L'art d'un siècle national-socialiste ne peut être que national-socialiste* » (Hitler).

officiers de propagande, qui avaient donné dès août 1939 une grande extension aux missions culturelles de leurs représentants <sup>246</sup>, avaient servi de charpente à la propagande en France et constitué des cadres clandestins associés aux œuvres de l' *ABWEHR*. Les instituts fixés en France recrutèrent couramment des agents qu'ils répandaient dans nos milieux intellectuels, et dont les missions secrètes émanaient des services secrets allemands.

Au début de 1945, le Dr Grimm avait été chargé de regrouper en Bade les services centralisateurs de la propagande. À ce moment, les ultimes sursauts de la défense allemande faisaient de cette institution un véritable service secret de renseignements.

---

<sup>246</sup> Avant 1914, le Dr Hamann, de l'Université de Marburg, avait accompli une œuvre importante de documentation à laquelle puisaient assidûment les services secrets.

**Louis Rivet, « Le guetteur », chef du Service  
de Renseignement français de l'Armée de Terre.  
Quelques écrits.**

**SECONDE PARTIE**

## **Chapitre 6**

---

# **Général Louis Rivet DÉFENSE DU SR FRANÇAIS. UNE RÉPLIQUE**

Brochure, décembre 1951  
(source : Archives nationales. Série 72AJ/82/ I./ Pièce 4)

[Retour à la table des matières](#)

***Réplique à un chapitre du volume***  
***« D’Alger à Paris »***  
***de Monsieur Jacques SOUSTELLE***

Nous nous sommes séparés en Avril 1944 « *sans qu’un mot amer eût été échangé entre nous* ».

Je lis cette phrase à la page 359 de votre livre « *D’Alger à Paris* », qui bien tardivement me tombe sous la main. Elle réveille en moi des souvenirs que le temps, en son subtil labeur, menaçait de dissoudre. Grâce à vous, l’invraisemblable tableau ressurgit : le désordre organisé d’Alger, la suspicion qui souffletait une catégorie de Français restés en 1940 sur la brèche, la discorde impie qui nous divisait et qui allait marquer les lendemains du Pays.

Il est vrai que dans ce débat, nous nous sommes efforcés de demeurer courtois et dignes, l’offense personnelle n’effleura jamais nos propos. Mais l’amertume, si elle ne fut pas dans les mots, imprégnait les esprits. À ce point qu’aujourd’hui elle se répand tout naturellement dans le chapitre que vous consacrez à *la querelle des services spéciaux*. Ce chapitre me donne à penser qu’en l’an 1950, vous ne vous êtes encore évadé ni de vos partis-pris ni de vos erreurs de jadis.

Que vous prolongiez aujourd’hui le débat en vous instituant juge et partie, c’est un moyen commode d’écrire l’histoire à votre avantage. Le beau rôle est évidemment de votre côté, sans partage ; le vainqueur d’un tournoi a toujours raison. Mais dans la griserie persistante du succès, ne spéculez-vous pas un peu trop sur le silence des autres, ceux qui n’écrivent pas ? Et croyez-vous qu’il dépend d’un machiniste de baisser le rideau sur une scène, fût-elle truquée, où le spectateur n’a encore vu que des ombres ? Pour ma part, je crois que vous frustrez le Français, ce cartésien, qui attend des comptes et non des panégyriques. Souffrez qu’à son intention je revoie les comptes, puisque délibérément vous nous mettez en cause, mon ancien service et moi-même, à l’occasion d’un conflit d’autorité – et d’amour-propre, et d’orgueil – qui n’a point grandi, selon moi, les duumvirs dont vous vous occupez.

Soyons net : si votre rancune « nous » poursuit, c'est que nous avons refusé de courir avec vous, et derrière vous, votre aventure. Délégué d'un parti prédestiné, vous arriviez en 1943 à Alger avec des projets politiques. C'est sous l'angle d'une France préfabriquée (excusez ce terme) que vous deviez obligatoirement jauger et juger toute institution française encore debout, notamment la qualité du service des renseignements en place. C'est à la docilité ou à la rétivité de son accueil à vos suggestions, puis à vos injonctions que vous alliez mesurer le degré de contrainte à nous appliquer. Comme je comprends que notre attitude vous ait déçu, et que notre refus d'alors commande votre ressenti d'aujourd'hui.

Mais ne deviez-vous pas vous y attendre ? La preuve n'était-elle pas déjà faite que la mission d'un Service de renseignements national est inconciliable avec la politique de parti ? Aussi longtemps que le mot France aura un sens – permettez-moi de le réaffirmer – cette mission traduira une volonté de défense et une permanence d'objet clairement ressenties par l'instinct profond du Pays. Aux heures de grands malheurs nationaux, quand le Pays paralysé ne peut plus choisir ses chefs, l'investiture est acquise à ceux d'entre eux qui se battent, *hors de tout souci, de toute ambition d'ordre politique*. Ceux-là sont responsables du destin et des actes du SR, appareil de défense contre l'ennemi extérieur, et non instrument de domination intérieure reflétant les tendances et les besoins d'un État totalitaire.

C'est une opinion. Elle respire à l'excès, j'en conviens, l'humus de notre sol. Aussi donne-t-elle la nausée à certains qui cherchent ailleurs leur ivresse. Vous n'avez pas manqué de la discuter. Il vous était loisible de nier que le SR fût, à l'heure de compétitions troubles pour le pouvoir, une expression de cette pérennité du Pays, et que les plus authentiques représentants de celui-ci fussent les chefs militaires qui menaient la bataille. De nier ainsi qu'« *un seul but importait : la Victoire* ». Ce mot d'ordre, qui vous fit hausser les épaules, suffirait à absoudre de toutes ses erreurs celui qui le prononça. Mais il signifiait du même coup que le SR resterait à sa place, traditionnelle et efficace, aux côtés du Commandement français reconstitué en Afrique du Nord. Il ne la quitterait pas de son plein gré.

Excusez-moi d'allonger ces considérations liminaires. Je les crois nécessaires à la clarté et au bon entendement de ce que j'ai d'essentiel à vous dire.

Vous avez donc vu, je veux dire, aperçu, le SR à Alger. Votre optique l'a déformé à souhait ; il fallait justifier vos novations. Et vous aviez beau jeu : sa mine faisait peine à voir. Il n'avait plus cette fraîcheur de teint que vous lui aviez connue quand, un certain jour d'avant-guerre, vous étiez venu gentiment (j'aime ce mot) lui offrir vos services, acceptés, je crois m'en souvenir, avec reconnaissance. Minable, on l'eût été à moins. Il avait souffert de toutes sortes de manières que vous ne pouviez imaginer, que vous n'avez jamais cherché à savoir. Il portait la trace encore vive de tous les coups qu'il avait reçus et dont les plus meurtriers ne lui venaient pas de ses ennemis de toujours. Sa vêtue même témoignait d'un long abandon et prévenait contre lui. « *Nous faisons clochards* », disait mon adjoint du moment. Au milieu des visages replets de son nouvel entourage, cette apparition calamiteuse était une offense au bon goût – à votre luxe.

Ce qui s'était passé ? Vous le savez bien, mais vous préférez n'en point parler. Je le ferai pour vous, en quelques mots.

Sourd au bruit d'une grande défaite, il était resté dans les fourrés où il se battait quand la plaine se vidait de ses combattants. Les combattants révoltés contre un injuste sort disaient qu'ils rentreraient chez eux. Je les comprends. Mais le *guet* s'y refusait. Il disait, lui, que ce n'était pas fini, que c'était seulement un commencement. Il avait le front de prétendre que sa centurie à lui n'était pas battue, qu'elle était intacte, peut-être plus forte. Et surtout qu'il ne quitterait pas d'une semelle ses parapets d'où il voyait, pour en instruire l'armée qui reviendrait à pied d'œuvre, les fissures par où rentrerait notre victoire. Insensible aux lamentations des uns, il n'avait écouté que la colère des autres. Il était resté accroché au sol des ancêtres, à ses décombres, sachant bien qu'il n'y trouverait pas le confort et la sécurité de certains exils, mais sûr de demeurer ainsi une union de cœur avec ses frères asservis, et préparant avec eux les conditions d'un renversement de fortune.

Resté seul en lice, il ferait les premiers frais de cette résistance antérieure à la « Résistance », celle qui vint quand elle put, ou [– 3 –] quand elle sut. Cette résistance, qui a commencé avec la France et ne

finira qu'avec elle, subirait plus lard à Alger – paradoxe pour Candide – les sarcasmes et les injures de certains Français qui se disaient « libres ». Convenez avec moi que cette épithète sacrée a été trop souvent galvaudée.

La guerre souterraine avait donc continué. Mais elle avait rapidement, en dépit d'un art que vous appelez compétence (merci), agité la surface et irrité les mauvais bergers dont la pensée et les actes prenaient d'autres sentiers. Je ne vous apprends rien. Mais de cette discordance fondamentale avec le pouvoir, était née une deuxième guerre que le SR avait dû soutenir pour sauver l'autre. Vous l'avez ignorée, vous en étiez trop loin. Vous en avez connu une caricature à travers les rapports mal intentionnés et venimeux de petits-maîtres intéressés à vous circonvenir. Que n'avez-vous cherché à savoir ! La vérité fût peut-être venue assister à vos veilles, et vous n'eussiez point écrit des pages où votre bonne foi se débat contre les exigences d'un mythe à maintenir.

Je dis que votre récit, sous les apparences de l'exactitude, est inexact. J'ajouterai, sans la moindre intention de vous froisser, qu'il évoque un tableau volontairement mal observé, qu'il est tendancieux, comme un plaidoyer. (Un certain soir, j'ai remis de l'ordre dans mes notes, et j'ai abouti à un récit très différent du votre. Je le garde pour moi, comme une vieille panoplie.)

Nos positions me paraissent donc irrémédiablement séparées. On ne concevrait leur rapprochement que par votre ralliement à une thèse de vérité, sans autre allégeance et sans passion. Ce serait, j'en suis maintenant persuadé, vous demander l'impossible. La lecture du chapitre que vous consacrez au SR dissipe tout doute à cet égard. Un petit exemple avant d'aller plus loin (et dont les disgrâces m'ont toujours diverti, plus que celles d'autrui). Vous me décrivez « petit, le crâne bossué d'une grosse loupe ». Or je mesure 1 m 71 sous la toise, et mes familiers ont du mal à distinguer la « grosse » loupe qui, selon vous, rompt la régularité de mon crâne brachycéphale. Imaginez un instant que ma plume, devenue frivole, vous qualifie de *poussah*. Tout le monde se [- 4 -] gausserait, mais personne ne me prendrait au sérieux, le qualificatif étant visiblement excessif et contestable. Monsieur Soustelle, cela n'a l'air de rien, et pourtant cela éclaire tout votre système. Quand vous parlez du SR, votre parti-pris de le diminuer dans l'esprit de vos lecteurs, de mettre ses cadres au rang sans gran-

deur des Français qui n'ont rien compris aux nécessités de la guerre de Libération, pas plus qu'aux formules nouvelles qu'elle pouvait susciter, les jugements que vous portez au hasard d'une documentation incertaine, notoirement insuffisante, sur le comportement, les procédés de travail et le rendement de cet appareil dont la guerre est l'état continu, cette intention de dénigrement, dis-je, est peu digne de vous. Et ce ne sont ni les contradictions que je relève dans vos appréciations ni les éloges dont vous paraissez vouloir adoucir le tranchant de vos condamnations, qui feront accepter votre ouvrage comme un témoignage d'entière probité.

I. Je lis dans votre livre (page 284) : « *Le service des renseignements proprement dit était très faible. En quittant la zone sud au moment de l'occupation totale de la France, le Colonel Rivet n'avait pratiquement rien laissé derrière lui. Il ne disposait de rien qui fut comparable au plus rudimentaire de nos réseaux, etc...* »

C'est à se demander si vous savez bien de quoi vous parlez. Se représente-t-on le SR français plein de vie le 8 novembre 1942, et anéanti le 9 ? Comment avez-vous ignoré qu'en quittant la France, le Chef du SR restait maître de son appareil de recherches continental, qui demeurait en place et remplissait son office ? Que SR et CE restaient incrustés dans les rouages de la machine de guerre ennemie, en Russie comme en Europe Centrale, en France comme dans les principales zones d'opérations allemandes ? Vous a-t-il plu de penser que ses chefs étaient venus en Afrique se divertir sous les dattiers, comme jadis Annibal à Capoue ? Et ce, pendant que les leurs acceptaient de lutter et de saigner en France pour l'œuvre vitale du renseignement ? Voyons. Sommes-nous dans le *renseignement*, ou dans quelque autre forme d'« action », pour parler un certain jargon ?

Si nous parlons « renseignement » vous êtes impardonnable [– 5 –] de n'avoir pas appris, quand vous dirigiez ce qui s'est appelé la DGSS, 1°) que l'occupation partielle de la France après notre défaite de 1940, non seulement n'avait pas entamé nos moyens de recherche, mais les avait favorisés (~~le dernier de nos spécialistes vous dirait pourquoi~~) ; 2°) que cette recherche s'était poursuivie depuis Juin 1940 jusqu'à Novembre 42 avec le même succès que précédemment. L'armée allemande et les desseins de ses chefs que le SR avait pour

mission d'observer, étaient restés dans notre horizon. (~~Il vous est possible de trouver, là où elles existent, certaines études du 2<sup>ème</sup> Bureau qui n'étaient pas destinées à tout le monde, et qui sont le reflet des apports du SR. Lisez en particulier celles qui concernent la campagne de Russie, laquelle battait son plein au tournant de l'année 42~~) ; 3°) que les difficultés nées de la coupure géographique survenue en Novembre 1942, n'ont pas empêché les organes d'exécution de faire parvenir au service central d'Alger les résultats de leur travail. [~~À votre arrivée,~~] En Juin 1943, la soudure entre eux, secouée au début, était rétablie à souhait.

II. Vous opposez le rendement de vos « réseaux » à celui du SR. Vous êtes trop ambitieux. Nous les connaissions bien, ces réseaux. Vous avez, c'est certain, disposé de quelques bons éléments aptes à la recherche du renseignement. Qu'ils soient loués pour le travail qu'ils ont accompli en France. Sommairement formés, généralement improvisés, ils ont assumé des risques, couru des périls que nos agents chevronnés n'affrontaient pas à la légère. Mais vos « réseaux » n'étaient pas purs. J'entends par là – et je me réfère à votre propre aveu – que leurs missions étaient *diverses*, et qu'ils s'occupaient de trop de choses qui n'étaient pas seulement la force, les projets et le comportement de l'ennemi. Aussi négligez-vous – c'est naturel – d'aller au fond de la question. Vous ne pouviez évidemment prétendre que quelques courageux Français jetés sans préparation dans la bagarre France, étaient capables de fouiller la structure totale de l'armée allemande disséminée sur le continent, d'atteindre ses sources d'impulsion, ses États-Majors. C'est là un métier qui s'apprend, et qui demande une organisation dans le temps.

Vous savez bien aussi que les troupes d'occupation en France [– 6 –] ne constituaient qu'une faible fraction des disponibilités allemandes. Relever l'ordre de bataille allemand étalé sous les yeux des Français était, il faut bien le dire, et malgré les dangers de certaines formes d'investigation, un travail facile pour nos gens entraînés. Que la cause alliée ait tiré quelques bénéfices de votre participation à cette œuvre, tout le monde doit s'en réjouir. Ceux qui furent un jour « mordus » par le renseignement, qui en firent la passion et l'aliment de leur vie, éprouvent d'instinct pour les camarades venus fortuitement ou

délibérément peiner sur leurs chemins, un respect viril et la fraternité du cœur – qu’ils soient partis de Londres ou surgis du Cantal.

[L’exposition prend parfois une voie polémique.] Et vous me permettez de vous répéter à six ou sept ans de distance, que la place de tels hommes [les agents du SR] n’était pas dans un organisme hétéroclite qui les employait à tort et à travers. Et ici reparait le vice fondamental de cette étrange création (votre SR) où les besoins d’une politique (~~je ne la juge pas~~) faisaient confier à un même organe de renseignement, et souvent à un même homme, la mission de surveiller les opinions du préfet de Quimper-Corentin ou les vellétés du garde champêtre de La Ferté-Sous-Jouarre, et de donner, de surcroît, le dessin du dispositif allemand en France, la contexture de l’*ABWEHR* ou celle de la *GESTAPO*. [~~Convendez aujourd’hui qu’~~] En matière de SR, il n’est de pire hérésie ni de plus grande faute.

Pour les seules missions de renseignement *militaire*, il fallait un SR, instruit et rodé. Vous ne l’aviez pas et vous ne pouviez pas l’avoir. Mais il existait, et vous l’avez combattu ... Alors que votre premier devoir eût été de plaider, d’exiger une forme de « fusion » laissant intact l’édifice du SR et y intégrant les éléments de même nature que lui, quelle que soit leur provenance, aptes à la recherche du renseignement. Cet appareil homogène, recevant « *une impulsion étroitement limitée aux questions purement militaires du moment* », aurait, je vous en donne l’assurance, rempli parfaitement son office, qui était précisément *la découverte des secrets de l’ennemi*. Que vous vous soyez mépris sur cette fonction éminente, capitale à ce moment, c’est une déviation sur laquelle je ne m’attarderai pas autrement, la politique de parti restant pour moi incompréhensible quand le salut du Pays est en cause.

[– 7 –]

Je regrette de vous désobliger en retenant quelques perles un peu grosses qui feront sourire les bons connaisseurs du SR, ceux qui ont suivi pendant vingt ans son ascension et ses adaptations successives aux besoins de la guerre qui venait. Son esprit d’avant-garde et ses initiatives créatrices, si elles n’ont pas toujours emporté le consentement du Haut-Commandement, lui avaient fait reléguer depuis longtemps au magasin des accessoires ce que vous appelez « *structure périmée* » et « *méthodes désuètes* ». Ces expressions tirées d’un roman à

la Rebattet sont celles d'un ignorant ou d'un partisan. Je vous laisse le choix. Sachez seulement que nous ne vous avons pas attendu pour prendre dans ce domaine la tête des services similaires alliés. Et ceux-ci le savaient bien. Je vous conseille de les interroger, il n'est pas trop tard.

III. Le lecteur un peu curieux ne manquera pas de vous demander quelques précisions quand vous dites sans sourciller : « *La quantité et la valeur des informations proprement militaires recueillies par eux (ceux du SR) par exemple sur les unités allemandes en France, étaient peu de choses comparées au flot de renseignements détaillés et précis que fournissaient les réseaux* ».

C'est une révélation. Je ne savais point qu'en pareille matière la perfection fût dans le torrentiel. N'avez-vous pas laissé échapper un *lapsus calami* ? Et quand cette masse de renseignements aurait été véritablement canalisée par vos « *réseaux* », ne pensez-vous pas qu'une feuille de papier à cigarette placée dans une doublure de veston vous eût épargné un pareil dépouillement. Car vous avez certainement entendu dire que le propre des agents de tout bon SR, c'est de mettre – art élémentaire après tout – beaucoup de substance sous un faible volume. Soyons sérieux. Le SR que vous analysez à rebours de toute bienveillance ne vit jamais le renseignement couler à « *flots* » dans ses viviers. Mais il eut la bonne fortune, dispensée à qui le mérite, de connaître à la mâle heure le potentiel de guerre allemand, le nombre et la répartition des forces hitlériennes sur les fronts, leurs fluctuations, l'évolution de leurs matériels, les projets majeurs de leur chef. Et cela, qui n'était pas « *peu de chose* », était exactement ce qu'on pouvait exiger de lui. L'ordre de [- 8 -] bataille allemand en *France*, sans cesse tenu à jour, faisait partie de cette documentation que vous retrouveriez aisément si vous en preniez la peine.

IV. Mais je saisis mieux votre pensée quelques lignes plus loin. « *Le Commandant en Chef ignorait tout* », dites-vous, « *du mouvement clandestin, de l'armée secrète, de leur organisation, de leur armement... Rien ou presque rien n'avait été fait pour parachuter en France des agents, des armes, des émetteurs* ». Et voilà comment vous écrivez l'histoire !

Nul n'ignore que vous suiviez avec un intérêt tout particulier les *mouvements français en France*, que les aspects divers de l'armée secrète vous importaient, pas moins que les remous de l'opinion. Je crois savoir que cette préoccupation était devenue de bonne heure la raison d'être de vos « *services* », de votre « *action* ». Et ce n'est pas s'aventurer de dire que vos plans personnels voulaient celle-ci spectaculaire.

Si notre silence ou les besoins de votre cause vous ont fait ignorer ce que nous faisons, je le regrette pour vos lecteurs. Le *renseignement* n'est pas chose foraine, sa recherche ne s'exécute pas aux sons d'une grosse caisse. Nous l'avons recherché avec les moyens qui convenaient à ce but, ceux que vous avez pris à tâche de nous supprimer à Alger. Et ces moyens nous ont permis de rester reliés à nos sources, à nos agents, et de remplir intégralement notre mission.

N'excédez donc pas la liberté de raconter et ne nous prenez pas pour des enfants de chœur. Affirmer que nous laissions le Commandant en Chef dans l'ignorance des *mouvements armés* sur lesquels il pouvait s'appuyer quand viendrait l'heure d'un débarquement en France, c'est une hypothèse de votre esprit, et vous avez peut-être souhaité qu'elle fut exacte. Pourtant, je ne le pense pas. Car, ce que vous dites de nous à certaines pages montre que vous teniez le SR en plus haute estime. Mais puisque vous admettez notre compétence dans les activités de notre ressort, allez jusqu'au bout, et reconnaissez que nous savions en faire bon usage.

[– 9 –]

V. Je serai sincère avec vous, comme jadis. Je vous dirai donc que votre ignorance du « *SR classique* » m'afflige, Sa structure, l'agencement de ses cellules vous ont échappé, comme sa mission. La distinction que vous faites entre ses divers éléments, louant ici, reprochant là, en témoigne. Leur séparation topographique à Alger, où j'avais reconstitué un minuscule, mais suffisant organe de direction, à l'aide, il est vrai d'importantes succursales qui s'y trouvaient fixées, vous a abusé sur les liens qui les unissaient. Ce n'est pas le lieu ici de les définir. Je vous rappellerai seulement, parce que vous avez vu dans celle dispersion – salutaire pourtant – un dispositif favorable à vos entreprises de dissociation, que SR et CE, et autres organes de même

essence, reproduisaient l'image du service complet (5<sup>ème</sup> Bureau en temps de guerre) construit à Paris. Il dépendait d'un chef unique, pour cette raison simple que la mission de chacun d'eux s'imbriquait dans la mission générale : la surveillance des activités de l'ennemi. J'ajouterai, pour être complet, que L'Air n'eût jamais, mise à part une brève infidélité pendant l'occupation de la Zone Sud, son SR propre, et que le SR marine, indépendant à Paris et sous Vichy, s'intégra de bonne grâce (il est vrai que les hommes n'étaient pas les mêmes) dans le service à Alger. Ainsi s'était réalisé enfin le *SR unique* que j'avais toujours réclamé comme une nécessité d'intérêt national.

VI. Quand donc vous parlez d'une autonomie des éléments constitutifs du SR, vous vous méprenez. S'il en avait été ainsi, le SR conçu, comme je vous l'ai dit, n'eût pas été viable, il fût devenu inefficace. Je ne l'aurais point permis. En revanche, ces éléments jouissaient d'une large et indispensable initiative. De toutes les qualités qu'à bon escient les chefs successifs du SR, depuis 1871, exigèrent sans cesse de leurs subordonnés, l'esprit d'entreprise, *l'initiative*, fut le test qui présida à leur choix. Inutile de vous dire qu'ils n'eurent pas toujours l'approbation de leurs chefs, civils ou militaires. Mais ce ferment demeura et fit merveille. Nous lui devons soixante-dix ans de succès, la mise au point de méthodes souples et bien françaises, un essor des moyens en avance sur son temps et ajusté à la « *guerre de demain* » un développement spatial qui trouva le SR posté aux [- 10 -] points où la guerre menaçait. Ce résultat était dû en très grande partie à l'intelligence des sous-ordres, aux initiatives qu'ils avaient su prendre, à leur dynamisme, en un mot à leur « métier ». Leur chef dirigeait, avait rarement à pousser, mais souvent à freiner. Les efforts de tous, étroitement associés, convergeaient vers le but. C'est ce que vous auriez pu voir si une curiosité quelque peu technique vous y avait stimulé.

VII. Mais vous avez cru devoir contester l'unité de ce tout, et mettre en doute l'indissolubilité des liens qui en soudaient les parties. Partant de ce faux postulat, vous avez monté (ou laissé monter) une manœuvre de désagrégation visant à réduire une à une les cellules. Vous avez, par-dessus ma tête, sondé directement mes collaborateurs,

usant, pour les convaincre, d'arguments qui ne leur laissaient d'autre option que de se voir retirés du combat ou de s'intégrer, sous les ordres d'apprentis sorciers, dans une formation où régnaient l'incompétence, le désordre et les intrigues de clans, mais où ils pouvaient encore espérer – illusion ! – ressaisir une part de leur dignité personnelle et de leur action professionnelle. Je ne sais si vous avez perçu tout le dramatique de ce dilemme. Car Il ne s'agissait pas, je le répète, de choisir entre le Général de Gaulle et le Général Giraud – proposition absurde – mais entre une formule qui maintenait l'appareil de recherche et de sécurité français dans son efficacité et sur les objectifs en vue desquels il avait été construit, et une autre qui le livrait aux entreprises dissolvantes de la politique.

VIII. Ne notez donc pas trop vite que tel de mes subordonnés se mit aussitôt sous vos ordres. Du moins devriez-vous ajouter qu'à cette date (décembre 1943) les manœuvres du BCRA, poursuivies par la DGSS pour contraindre le SR avaient déjà jeté un trouble profond chez mes collaborateurs. Des décrets et des décisions avaient déjà été pris, sans consultation du Commandant en Chef et contre ses vues, qui nous signifiaient notre « *intégration dans l'ensemble* », c'est à dire dans un « *comité d'action* » où le SR devait abdiquer toute personnalité, perdre toute sécurité et toute vertu propre. Au milieu des négociations qui continuaient entre le Général de Gaulle et le [- 11 -] Général Giraud, vos représentants, abusant d'une autorité déléguée, pénétraient, non sans insolence, dans mes postes extérieurs, enjoignaient, sommaient – et s'installaient. La Direction du SR subissait quotidiennement des mises en demeure analogues, amenant entre nous ces tête-à-tête pénibles que vous évoquez. Les vieux routiers du SR que j'essayais de défendre n'y comprenaient plus rien, ils se demandaient ou voulait en venir la meute des assaillants si pressés de prendre leur place. Et autour de moi, tous ces rouages délicats qui nouent le moteur aux antennes étaient, par de telles interventions, entravés dans leur fonctionnement. Comment penser que vous persévèreriez dans une entreprise dont l'aboutissement final ne pouvait être, aux yeux du profane même, qu'une nette paralysie du SR au moment où son jeu normal sur l'échiquier de la guerre était plus que jamais indispensable au Commandement allié.

IX. Je devais donc défendre pied à pied les positions investies et mettre quelque plasticité à recevoir les chocs. Vichy m'y avait habitué. J'acceptai, faute de mieux, que mes officiers prissent contact avec les vôtres. Cette circonstance n'offrait-elle pas aux premiers une chance de démontrer aux seconds leur démente, leurs erreurs si vous voulez ? Chacun d'eux me rendit compte de ses entretiens avec vous ou vos représentants, et n'agît qu'en accord avec moi. Aucun d'eux ne se mit de sa propre décision sous vos ordres. Tout le monde jeta du lest dans l'espoir d'infléchir les routes dangereuses où vous vous engagiez. J'ai présidé à cet effort, et mon désir d'entente, vous l'avez reconnu, ne s'est pas démenti tout au long de mes rapports avec vous. Jusqu'au bout, mes instructions l'attestent, j'ai prescrit à mes officiers de s'abstenir des querelles de personnes ou de chapelles et de n'avoir qu'une pensée : Mission d'abord, France avant tout. Et vous savez quelle flamme les animait.

X. Dès lors, sied-il de vous prévaloir d'avoir obtenu leur adhésion aux directions de travail qu'il vous suffisait d'imposer au fur et à mesure de l'incorporation progressive, par voie d'autorité, de mes divers services dans l'organisme hybride que vous dirigiez ? Cette conquête n'avait plus de sens. L'absorption et non la [- 12 -] fusion commençait, ou se développait. Elle aurait raison, en quatre mois d'offensive, de la résistance du Chef de l'armée à l'attentat perpétré contre un service national dont il avait traditionnellement la garde.

L'assaut du contre-espionnage, ce grand et irremplaçable organe de notre sécurité, fut plus hésitant. Les initiés devinent pourquoi. Ce service ne présente pas de face nette, aisément saisissable. Il touche par certains côtés à l'action policière qu'il réclame ou inspire dans la répression des activités ennemies sur notre territoire. Mais le bras séculier subit les poussées sournoises et mouvantes de la politique, engendrant dans l'esprit des observateurs non prévenus, des confusions quant aux attributions de services pourtant distincts. La déformation initiale des vôtres les incitait à se défier du CE en même temps qu'à l'utiliser. Un siège prudent s'imposait. Expérience faite, vous rendez hommage à notre CE dans la personne de son chef, le Lt. Colonel Paillole. Je vous en loue. Tout le bien que vous pouvez dire de lui est au-dessous de ce qu'il faut en penser. Des chefs de cette classe se rencontrent exceptionnellement, et quand ou a la chance de les posséder, ou a

le devoir de les garder et de les pousser au sommet. Cette attitude n'a malheureusement pas été la vôtre. Guidé par des raisons que j'appellerai d'opportunité, vous l'avez conservé le temps d'accomplir sous le parapluie de son œuvre, les missions d'ordre politique qui vous étaient départies. Il a supporté courageusement une situation personnelle humiliée. Il a opiniâtement défendu les principes et les règles de travail sur lesquels se fonde l'action des services secrets, notamment celle du CE. Il a finalement été acculé à la démission. Je souhaiterais, pour le repos de votre conscience, que vous n'eussiez pas à mesurer ce que le Pays a perdu ce jour-là. Mais tout Français de bonne race jugera comme une mauvaise action, préjudiciable à notre défense, la succession des manœuvres par lesquelles il fut contraint de partir.

XI. En vérité, vous vous donnez beaucoup de mal pour expliquer votre comportement à l'égard du SR, et surtout pour étayer vos accusations contre la résistance qu'il y opposa. Tout [- 13 -] est pourtant si simple dans cette affaire !

Feignant d'ignorer que ce service a été construit à des fins militaires, le soupçonnant d'une couleur politique équivoque en dissonance avec la vôtre, estimant qu'en conséquence il faut le tenir en bride et l'assouplir à vos fins partisans, vous décidez de bonne heure de l'introduire dans un Comité d'action où il ne sera que ce que vous voudrez. Comme ni le Général Giraud ni le Chef du SR n'admettent cette violation des prérogatives qu'ils tiennent du Pays, de la tradition et du bon sens, ils essaient de vous faire comprendre votre erreur (refusant de croire tout d'abord à vos mauvais desseins). Puis ils se cabrent devant vos empiétements, parce que le sort de la France se joue, et qu'en un tel moment, un SR sain et fort doit se trouver, tout de même que l'aviation ou l'armée blindée, à sa place de combat. Vous ne voulez rien entendre. Vous vous bornez à vouloir forcer notre soumission, et vous vous irritez de notre résistance. Nous devenons rapidement « l'ennemi à abattre ».

Vous vous fâchez aussi à froid quand des Français, témoins de ce conflit, s'inquiètent et vous le disent. Vous l'avez noté d'une plume soupçonneuse dans votre livre (page 321 et suivantes) où vous trouvez « *frappant d'observer que les communistes de l'Assemblée consulta-*

*tive s'agitèrent à ce moment en faveur du commandant en chef* »... et « *n'avaient que des éloges pour les officiers compétents et sérieux du Général Giraud* ». Votre allusion a besoin d'être complétée :

Une sous-commission de l'armée de cette assemblée composée, si je ne me trompe, de : Henry d'Astier, Froment, Pourtalès, Médéric [Gilbert Védy], nous avait priés, vous et moi, à une réunion plénière pour tenter de nous mettre d'accord. J'y vins, tandis que vous vous retranchiez derrière je ne sais quelles [- 14 -] raisons gouvernementales pour n'y point paraître. C'est un fait qu'ils se montrèrent compréhensifs des arguments que j'exposai dans ma défense du SR. Je n'en fus pas autrement étonné, encore qu'il manquait à cette réunion notre plus éclairé et notre plus ardent défenseur, parti le matin même pour reprendre en main, à Paris, son réseau décapité, et mourir comme vous savez : c'était Médéric [Gilbert Védy]. Communiste ? C'est possible. Je le tiens, moi, pour un grand Français.

XII. La phobie ou l'attirance de l'« *espionnage* » fait commettre aux archontes eux-mêmes bien des bêtises, et le Général Giraud, vous y insistez, n'a pas échappé à ce travers. Il lui fallait son petit SR, ses agents à lui. Infantillage, qui malheureusement contrarie les organes responsables et peut conduire au pire. Il n'y avait pourtant pas, dans une telle humeur du Général Giraud, un danger pour la politique du Comité. Vous vous en doutez bien. Quant à ce vous appelez son « *obstruction incessante* » aux décisions de ce comité, sans doute voulez-vous parler de son refus de laisser désarticuler le SR. En ce cas, il n'avait que trop raison, Si, au contraire, vous entendez stigmatiser sa répugnance à réaliser une entente personnelle avec le Général de Gaulle, je vous accorde qu'il avait tort. Comme avait tort le Général de Gaulle de ne point proposer une base d'accord qui eut ménagé l'autorité ombrageuse du Commandant en Chef, dont le prestige n'était entamé ni dans l'armée ni dans le Pays. Cet accord eut découlé très vraisemblablement du geste de confiance qui aurait laissé le SR à la disposition de Giraud. Vous n'y auriez rien perdu, et la France y eut gagné. Mais ne déplacez pas les responsabilités : la querelle des services spéciaux, ce sont les services de Londres qui l'ont créée, et non point Giraud qui ne vous demandait rien, sinon votre aide dans l'exercice de son Commandement.

XIII. Vous ne devriez pas évoquer, sinon pour battre votre coulepe, les entraves d'ordre financier que vous avez opposées au libre essor de nos activités (page 328). Vous dites nous avoir attribué depuis décembre 1943 « *des sommes globales qu'ils (le SR) utilisaient hors de "mon contrôle"* ». Vous précisez ainsi qu'en ce domaine vous aviez des pouvoirs étendus.

Si vous vous étiez borné à satisfaire nos demandes, comme d'autres le firent avant vous, vous eussiez rempli honorablement votre rôle d'intendant. Mais vous n'y avez consenti que par bribes péniblement arrachées pour me mettre, au début de janvier 1944, dans l'impossibilité de savoir à qui je devais m'adresser pour me renflouer. Ainsi fus-je renvoyé d'une porte à l'autre sans pouvoir obtenir la manne nécessaire au ravitaillement de mes services, et surtout de mes antennes extérieures. En dépit de mes [- 15 -] réclamations et des efforts de Giraud, la crise devint vite aiguë : les postes aux prises avec l'ennemi ne peuvent guère attendre, ils meurent vite, et avec eux le renseignement. Était-ce là ce que vous vouliez ? Il demeure que vous inaugureriez une situation angoissante sur toute l'étendue du grand réseau SR, ancré par toutes ses fibres dans son œuvre de guerre. Elle se fit dramatique quand, pour triompher définitivement, vous supprimâtes au SR, tout crédit. Monsieur Soustelle, comme j'aurais aimé vous voir aujourd'hui regretter un tel acte, qu'en d'autres temps on eut qualifié d'attentat à la Défense Nationale !

N'ajoutez pas, comme pour vous défendre, que nous avions « *assez de réserves et de caisses noires* » pour passer le cap d'un mois et probablement de deux. Si vous avez eu un instant la naïvité de le penser, vous avez dû apprendre rapidement que ce n'était pas vrai. Je ne veux pas entrer dans les chiffres, encore que je pourrais aisément le faire. Si nous avons toujours géré avec économie et selon les meilleures traditions les faibles ressources mises à la disposition du SR, en France avant 1940, en Afrique du Nord à partir de novembre 1942, il n'est pas besoin d'être spécialement informé pour se rendre compte que cette méthode même, en pleine guerre, ne nous permettait pas de faire des « *réserves* » et de constituer des « *caisses noires* ». Si la pauvreté du SR français était devenue proverbiale, la probité de ses officiers n'était pas moins notoire. Je regrette seulement, avec les contribuables français que de telles vertus n'aient pas été celles de vos services.

XIV. Vous argumentez plus loin sur le fond du désaccord ; les services spéciaux appartenaient-ils au Commandant en chef ou à l'État ? À l'État, Monsieur Soustelle. Je préfère dire : à la Nation, que vous n'aviez point consultée pour entreprendre à votre gré une transformation de ses institutions les plus permanentes et les plus tutélaires.

C'est un fait contrôlable. Nos gouvernants avaient adopté depuis 1871, à l'égard du SR, une attitude qui convenait à l'esprit, aux goûts profonds et aux besoins du Pays qu'elle défendait [- 16 -] contre un glissement vers l'État policier. Le Pays sentait d'instinct que sa sécurité résidait en dernière analyse dans une armée faite de la chair de tous les siens, exposée hélas ! aux chutes que lui vaudraient ses propres négligences à lui. Il agréait à ses vœux qu'on ne parlât point de ce service un peu mystérieux, à coup sûr délicat, qui éclairait les voies par où pouvait s'insinuer la menace étrangère. Les gouvernements de la 3<sup>ème</sup> République, pourtant pointilleux à l'endroit du Haut-Commandement, avaient précisé la responsabilité de celui-ci en lui confiant, sous le contrôle incessant des Ministres de la Défense Nationale, le maniement de cet important organe de recherche. Aucun autre département se fut bien gardé de le revendiquer. Et le SR avait pris aux avancées la garde vigilante de la France. Et la France, en ses épreuves, n'avait eu qu'à se louer de cette sagesse. Elle eut un grave tort, aux approches de l'ouragan de 1940 : ce fut de ne pas imposer aux chefs mandatés par elle, l'impérieuse obligation de prendre pour point de départ de leurs déterminations essentielles, les preuves accumulées pendant 20 ans, par nos organes de recherche, des mortelles intentions allemandes.

XV. Le drame d'Alger procède par-dessus tout d'une profonde méconnaissance des notions élémentaires, invariables, dans lesquelles notre Pays puise la conception de sa défense. Vouloir substituer à une formule qui a fait ses preuves des structures barbares – souvent d'importation étrangère – où des soucis de politique intérieure, voire personnelle, s'associent pour les corrompre aux impératifs de défense nationale, où l'astuce et la « *combine* », et aussi l'ambition et la basse intrigue viennent altérer, sous prétexte de « *faire du neuf* » un métal bien français qui n'est efficace qu'à la condition d'être pur, vouloir

cette anomalie au cœur de la plus grave des crises, c'est sombrer dans l'utopie et se faire l'instrument des desseins ennemis. Ce que Giraud n'a pas supporté, c'est votre prétention à surveiller et à contrôler ses moindres actes en matière d'utilisation du SR. Un bon ministre ou un bon Directoire de défense nationale ne tombe pas dans une telle aberration. Il fait confiance au chef des armées, quitte à l'exécuter en cas de défaillance ou de grave dépassement de ses attributions. Cette formule de salut apparemment sommaire n'a pas la rigidité d'une cristallisation hercynienne.

[– 17 –]

Le gouvernement peut l'amender dans le cadre d'une défense nationale évoluant dans sa conception et dans ses formes. Mais elle offre le schéma d'une subordination qui laisse à l'autorité suprême la haute main sur le Chef des armées et sur les moyens essentiels dont le SR, instrument de sa connaissance, n'est pas le moindre.

XVI. « *Puisqu'on voulait jouer au poker ...* » dites-vous à l'occasion de vos épuisantes tentatives de nous courber. Je reconnais que vous étiez surmené, mais bien déterminé aussi à aller jusqu'au bout, au mépris des réalités les plus certaines du SR. Mais ce n'est pas une raison de laisser aujourd'hui votre plume s'égarer. Nous avions en ces temps autre chose à faire que de jouer au poker ou de bluffer. « *Il fallait en finir ... tout nouveau retard était criminel* ». Nous sommes bien d'accord. Mais accomplir ou empêcher ce crime qu'était la guerre au SR quand la guerre étrangère nous sollicitait (avec quelle urgence !) ne dépendait que de vous. Et les frontières que vous aviez élevées entre vous et nous ne nous permettaient pas de vous convaincre.

XVII. Je ne vous suivrai pas dans le récit que vous faites, *ex cathedra*, des tractations que vous meniez pour fléchir le Commandant en chef. Le débat personnel de Gaulle-Giraud ne m'intéresse ici que dans la mesure où la question des services spéciaux l'alimentait. Puisque vous invoquez la non-application par Giraud des décrets nous concernant, et puisque telle paraissait être la matière principale du conflit, vous m'obligez à dire que, pour en arriver au point où le Général de

Gaulle crut devoir prendre contre le Commandant en chef des décrets de contrainte, il fallait que son information dans ce domaine fût bien imparfaite. Elle était, pour des raisons que vous connaissez sans doute mieux que moi, inspirée d'une hostilité systématique dont on faisait chez vous libre étalage. Vos doctrinaires d'un SR tiré des lunes avaient sûrement autre chose en tête que la recherche de solutions accommodantes. Il fallait éliminer Giraud, et avec lui ces gêneurs qui n'avaient d'autre pavillon que celui de la France.

XVIII. Vous avez donc placé le Général de Gaulle dans [– 18 –] cette impasse où, toutes veilleuses éteintes par l'assemblage « introuvable » qui lui faisait cortège, le Président du Comité ne trouvait plus d'autre issue que celle que vous aviez ouverte. La pire des solutions. On en discutera longtemps encore sur le mail, entre braves gens de notre terroir qui n'ont rien compris à ce duel absurde survenu en pleine tragédie de la France. Mais justement le Pays est juge. Vous avez prétendu l'instruire de ce qui s'est passé. Votre témoignage pouvait être lumineux, il eût pu et dû confesser vos erreurs : votre souci de vous justifier et de vous distinguer de la piétaille gâte tout et escamote la vérité. Vous avez choisi de frayer les bas côtés de la guerre sainte, et de répéter, en 1950, que vous aviez raison contre ces deux manifestations de l'irréductible résistance française : un chef militaire qui ne voulait ni ne savait faire de la politique, un service de renseignements qui s'était toujours identifié avec le Pays et qui, au surplus, portait dans son blason une victoire continue.

Le SR, n'avait ni à être reconstitué ni à être fusionné dans le monstre de votre invention. Il était construit pour sa guerre : celle du renseignement. Il était notre seule institution militaire restée dans la tourmente. Il n'avait nullement besoin de vos soins, mais la France plus que jamais avait besoin de lui. N'en appelez pas à la raison d'État (il n'y avait pas d'État, il y avait une nation sous le joug) ni aux nécessités de la guerre de Libération (sophisme). Rien ne justifie, rien n'explique cet attentat, exécuté aveuglement par les maîtres de l'heure.

\*  
\*   \*

Le dérisoire chemine toujours peu ou prou dans le sillage de nos actes, grands ou passionnés. Fausse perle disposée sous nos pas par un démiurge facétieux, pour nous distraire des conjurations qui nous enserrant. Ainsi, avant que la conjuration ne vint nous perdre, le chef du SR fut-il prévenu qu'il mourrait avec deux étoiles sur la manche.

C'est vous – vous avez raison de rappeler – qui eûtes l'idée de ce suprême viatique. Ce souvenir me gêne. On est toujours gêné par des hommages inattendus et d'une intention incertaine.

[– 19 –]

Il est vrai, et je m'empressais de vous l'écrire aussitôt, que je considérais cette promotion comme en quelque sorte immédiatement réversible. Elle avait à mes yeux un caractère collectif, elle ne pouvait s'adresser qu'à la communauté des miens, et non seulement au guide malchanceux qui n'avait pu faire prévaloir sa cordée. Et pourtant, pourquoi vous céder – puisque le cœur s'en mêle – que ceci ne répara pas cela. N'ayant eu toute ma vie que la seule ambition de servir, n'ayant jamais brigué ni grades ni honneurs – non plus que dotations – m'étant trouvé un jour, par pur hasard je crois, placé à un poste de confiance qui eût pu être dévolu à meilleur que moi, j'ai, si j'ose dire, intégralement dévié : le galon et le hochet me sont apparus dans leur majestueuse vanité, au regard des émotions et des satisfactions morales que nous procure la lutte quotidienne contre les ennemis du Pays. Cette lutte, vous l'avez interrompue.

Je veux bien que vous ne m'ayiez pas vu partir de gaîté de cœur, que vous ayiez été sincère quand vous me proposiez de demeurer personnellement auprès de vous, que le Général de Gaulle n'ait eu que dessein pie en me désignant comme votre « *conseiller technique* ». Mais réfléchissez. Mon acception eût cautionné le méfait par quoi sombrait le SR dans une équipe engagée à faux et que vous ne pouviez plus ne pas *suivre* jusqu'au bout. Laissons. Vous m'avez, sans préméditation expresse je l'admets, retiré la suprême satisfaction de rentrer en France à *ma place*, à la pointe de nos armées, à la tête de ce magnifique service auquel, pendant 24 ans, j'avais donné le meilleur de moi-même. Mes collaborateurs immédiats n'ont pas été mieux traités : Ronin, pur chevalier des temps modernes, survivant de l'Escadron de Gironde, grand animateur du SR Air, choisi par Giraud pour « coiffer » ses services spéciaux », première victime des manœuvres des

vôtres ; Ducret de Villeneuve, technicien né du SR, aux « coups » fertiles, exilé en pleine bataille de France, dans un poste obscur d'AFN ; Daru, diplomate aux antennes exercées, habile à dégager nos voies extérieures et à nous ménager une audience étendue, temporairement sauvé de l'inaction par le Général Gatroux ; et d'autres, bouillants de jeunesse, précocement mûris au feu de nos brasiers, s'évadant à grand peine vers les champs de bataille ...

[– 20 –]

Ma demande de servir avec un grade modeste ou sans grade dans une unité du Front resta sans écho. Si, pourtant. Au bout d'un mois, une lettre signée d'un membre du cabinet présidentiel me faisait connaître que j'avais dépassé les « limites d'âge statutaires », ma demande ne pouvait être retenue. Et j'avais cru que servir son Pays nous détendait de vieillir ! Pauvreté et dérision des mots officiels ! À ce même moment, quelques vieillards séniles à l'échine branlante promenaient à Alger, sous des uniformes de musée, l'ombre sépulcrale des « glorieux fous ». Ils étaient rappelés au service ...

Écartées des voies victorieuses qu'elles avaient contribué à frayer, vos victimes désarmées ne vous inspiraient plus nulle crainte. Vous alliez enfin cueillir librement sur les traces des armées allemandes en déroute, les lauriers dont vous étiez avides et le pouvoir vers lequel s'essoufflaient vos convoitises. C'est un choix, qui peut être noble ou bien vil. Il nous restait, à nous, dans notre dénuement matériel et notre désarroi moral, le sentiment que nous étions dignes de nos familles éprouvées, des Français qui avaient suivi notre combat, d'une France éternelle qui se veut maîtresse de son destin.

Vous avez fait allusion, quelque part dans votre livre, à notre « *indiscutable patriotisme* ». Je n'ai jamais songé à analyser la qualité du mien, pas plus que je n'incline à peser le vôtre. Je crois seulement que nos patriotismes ne se ressemblent pas, et qu'à vouloir leur assigner une hiérarchie, vous risquez des mécomptes. Si l'on est patriote dans la mesure de ce qu'on donne au Pays, peut-être serez-vous tenté un jour de vous interroger sans complaisance. Cette confrontation – je l'ai éprouvé – incite à beaucoup d'humilité. Mais elle ne m'incita jamais à oublier l'épreuve que vos distractions ont infligée au SR et à ses hommes.

\*  
\* \*

Quand vous vint enfin l'idée de ne plus vous occuper d'eux, on fit derrière vous, avec quelque retard, le bilan du dommage.

[– 21 –]

La France informée, s'indigna de son énormité. Il allait falloir réparer, c'était moins facile que de détruire.

Monsieur Soustelle, pourquoi avez-vous quitté « *l'ordre des choses* » ? Votre intelligence eût dû vous retenir et vos dons s'employer ailleurs. Le SR n'était pas votre affaire.

*PARIS, Décembre 1951*

*Général RIVET  
du cadre de réserve*

**Louis Rivet, « Le guetteur », chef du Service  
de Renseignement français de l'Armée de Terre.  
Quelques écrits.**

**SECONDE PARTIE**

## **Chapitre 7**

---

**Général Louis Rivet  
« FICTION ET RÉALITÉ »**

(Source : Bulletin N° 33 de l'Association  
des anciens de la Défense nationale (AASSDN),  
in « Pages d'histoire et "Sacrée vérité" »  
<https://www.aassdn.org/xldb10332.htm>)

[Retour à la table des matières](#)

Général Louis Rivet

**FICTION ET RÉALITÉ** <sup>247</sup>

Rien n'est pernicieux aux hommes autant que l'habitude d'entendre émettre sans cesse, sur le mode léger, des idées et des traits sur les choses sérieuses. Ils finissent par les accepter pour leur divertissement parce que, trop souvent, leur ignorance de ces choses les rend incapables de prendre leur défense et de s'opposer à leur discrédit. Ainsi naissent et se propagent les idées fausses. Quand une institution a été par ce procédé compromise, il suffit pour mettre le comble à sa défaveur et pour passionner les esprits, d'un incident bénin ou malheureux, qui la cite devant l'opinion.

Les SERVICES SPÉCIAUX DE LA DÉFENSE NATIONALE ont eu récemment ce sort infortuné.

Rarement on a répandu sur un organe <sup>248</sup>, [<sup>249</sup> *et sur ceux qui le servent*] privé de moyens d'assurer sa propre défense et d'éclairer le sentiment public, une somme d'erreurs et de contrevérités aussi considérable. On incline irrésistiblement à soupçonner derrière ce déchaînement de curiosité et d'exigences, la persistance d'ennemis que leur défaite a laissés vivants et qui ne pardonnent pas aux Services Spéciaux de les avoir démasqués.

Il est temps de dire à ceux dont les discours ou la plume ont été stimulés par le souci de renseigner l'opinion – intention louable quand ils n'y mettent nulle perversité – à d'autres qui ont vu dans tout ce bruit une occasion de repaître leur curiosité, qu'ils font fausse route, et qu'ils ont, intentionnellement ou non, caricaturé ce Service.

La vérité qui domine, au-delà de la publicité dont ils n'ont que faire, c'est que les Services Spéciaux français, quels que soient les vocables dont on les ait revêtus, sont des Services de Défense Natio-

---

<sup>247</sup> Source : Bulletin N° 33 de l'Association des anciens de la Défense nationale (AASSDN), in « Pages d'histoire et "Sacree vérité" », consultable sur le site : <https://www.aassdn.org/xldb10332.htm>

<sup>248</sup> Idem.

<sup>249</sup> Idem.

nale, occupés à une tâche noble entre toutes, et préoccupés exclusivement de la bien remplir.

La vérité à invoquer par tous, avant toute critique à laquelle ils auraient légèreté de céder, c'est que les Services Spéciaux sont des organes secrets, non dans leur existence certes, mais dans leur organisation, dans leur structure et dans leur fonctionnement. Ils ont la mission extrêmement difficile et délicate de pénétrer les secrets de nos ennemis, et guetteur vigilant de la Patrie, ils sont chargés d'alerter nos hommes responsables sur les périls extérieurs qui la menacent. Un point c'est tout.

Les Services Spéciaux français ont des rivaux en tous pays, parce que chaque pays a des secrets à défendre et des secrets à rechercher. Ils se complaisent, comme les nôtres dans le silence et la discrétion. Ce qui n'a pas empêché notre opinion publique de les vouloir mettre sur la scène des grands événements internationaux et de conférer à leurs actes – supposés – une notoriété qui procède de déductions abusives et d'une propension au roman.

Laissons donc la fantaisie ou la mauvaise foi galoper dans les nuées où elles voudraient entraîner un public de lecteurs qui n'a pas perdu tout équilibre et qui a conservé le culte du vrai. Il nous semble opportun de l'en détourner par un exposé objectif, quoique mesuré, de la réalité d'une institution française, fière d'un brillant passé, et qui a devant elle un lourd avenir.

Il s'agit de jalonner quelque peu son histoire pour mieux se faire comprendre.

Deux caractéristiques donnent aux Services Spéciaux français leur physionomie :

– 1°) Ils ne doivent rien à l'imitation. Ils sont nés de besoins français. Ils portent l'empreinte exclusive de notre caractère national.

– 2°) Ils ont été longtemps incorporés au sein de l'État-Major du Chef Suprême de nos Armées, sous le contrôle du Gouvernement responsable <sup>250</sup>.

---

<sup>250</sup> *Nous n'entrerons pas ici dans la discussion des diverses conceptions qui ont limité l'esprit de certains réformateurs. Le rattachement des Services Spéciaux à un organe gouvernemental ou à un organe de Défense Nationale qui*

Ils sont ou Service de la Nation et non des Partis.

&

Si l'on considère que les empires de l'antiquité soutinrent des guerres comparables à nos guerres modernes par l'importance relative des armées mises en œuvre et des territoires impliqués dans leurs opérations, il apparaît de toute évidence que souverains et capitaines de ce temps eurent à déployer des moyens de renseignements correspondant à l'ampleur de leurs besoins.

Malheureusement, nous les connaissons mal. Les historiens les laissent dans l'ombre. Ils se perdent dans cette broussaille touffue que l'on trouve le plus souvent à l'origine des guerres, où l'on voit évoluer, côte à côte ou confondus, le négociateur officiel et l'émissaire douteux ; la ruse et la sommation.

Cette incursion dans un lointain passé si elle ne satisfait pas pleinement notre curiosité, montre néanmoins combien est antique et permanente la nécessité pour les sociétés humaines d'être informées autrement que par des procédés de bon voisinage et de bonne foi, des dispositions et des ressources de guerre des autres afin d'en prévenir les périls pour elles-mêmes.

Il convient en effet de distinguer cet instrument officiel d'information qui s'appelle la Diplomatie, des organes non avoués dont nous nous occupons.

Il est bien certain que nos Ambassadeurs et nos Légations jouent un rôle de premier ordre dans le soin d'éclairer notre Gouvernement sur la situation des pays qui l'intéressent.

Aucun pays ne saurait se satisfaire de l'aspect des choses livré à ces représentants officiels par le Gouvernement des pays auprès desquels ils sont accrédités. Pas plus qu'il ne saurait tenir pour irrévocables les promesses et les assurances qu'on lui prodigue par cette voie, surtout pendant les crises dont il sent pour lui la menace.

Il en résulte que pour faire la contre-épreuve de constatations officielles, un pays soucieux de parer à toute surprise ne saurait négliger

---

*en émane n'a qu'un intérêt accessoire à condition que certains principes essentiels soient sauvegardés.*

d'entrer, par des moyens qu'il doit être prêt à désavouer, dans les coulisses de l'édifice voisin.

Ces considérations nous ramènent au cœur de notre sujet. Les SERVICES SPÉCIAUX français se sont peu à peu construits au cours des âges à l'image des besoins de la France.

Ils ont reflété les étapes de notre Pays en marche vers son unité et sa grandeur, parmi les bonds et les chutes, les faiblesses de sa politique et les sursauts de son génie.

Ils ont été incertains et informés quand la France s'ignorait et que nos rois tâtonnaient ; ils ont pris leur personnalité quand la France a pris dans le monde son visage assuré.

Tirés du néant par quelques souverains avisés, ils sont devenus, après des siècles de recherches et de tentatives à la taille de la France contemporaine. Ils ont pris consistance et se sont « organisés ».

&

Les temps modernes du S.R., que nous comprenons mieux parce qu'ils portent l'empreinte d'une histoire présente à nos pensées, sont véritablement ceux où commencent de grandes compétitions européennes, avec l'intervention d'un jeune État perturbateur.

C'est FRÉDÉRIC II qui, le premier, rompt avec les procédés d'information en usage jusqu'à cette époque. Aux investigations limitées dans le temps, correspondant aux objectifs que se proposent les chefs d'armée et perdant leur raison d'être avec la fin de la campagne entreprise, il substitue un « système permanent de renseignements ».

Son procédé consiste à recruter, avec un soin et une habileté inconnus jusqu'alors des « agents » qu'il répand ou qu'il fixe systématiquement chez l'adversaire.

Ces « agents », parfaitement instruits de leur mission, sont sous sa direction « personnelle ».

Ils constituent une force – non la moindre – de cette redoutable armée prussienne qui inspire à l'Europe de si justes craintes. N'est-il pas significatif que l'apparition de ce système d'informations coïncide avec l'apparition d'un État à prétentions expansionnistes, façonné par un monarque qui a la réputation d'un capitaine génial ?

Nous sommes, ne l'oublions pas, à un moment de l'Histoire de l'Europe, et force nous est de constater que nous sommes à un moment, ou plus exactement, à l'origine d'un Service de renseignements organisé.

Nous ne devons plus nous étonner que le Service allemand ait pris sur les autres une avance et une supériorité que les Services Spéciaux étrangers se sont tardivement efforcés de lui disputer.

Et nous sommes au XVIII<sup>e</sup> siècle, celui de la Révolution française.

Comment l'exemple prussien a-t-il été suivi chez nous ? Il n'apparaît guère qu'une initiative française de la même portée ait été prise, dans la longue succession des guerres dont ce siècle fut rempli.

Seul au siècle précédent, le génie de TURENNE avait renouvelé dans sa campagne d'Alsace, et à l'appui de ses feintes, le procédé du faux renseignement qui induit l'adversaire en erreur et que, dans l'antiquité, des chefs de guerre avaient souvent employé.

Il fallut les audaces et les intuitions de nos jeunes chefs révolutionnaires pour susciter des tentatives neuves, dans le domaine du renseignement comme dans celui de la tactique.

CARNOT fut le premier à tenter une centralisation des renseignements au Ministère de la Guerre. Mais en dénotant ainsi son souci de mettre à la disposition de la « conduite de la guerre » les renseignements de toutes provenances, il semble qu'il ait eu une préoccupation moindre de la recherche, qui est le but primordial de tout Service centralisé.

Aussi cette improvisation ne lui procura-t-elle pas la vue lointaine des mesures militaires prises par ses adversaires, et il semble bien que l'absence du renseignement profond fut à l'origine de certains déboires éprouvés par les chefs de l'Armée Républicaine.

Le « Bureau de la partie secrète » – ainsi avait-on dénommé cet organe central – ne rechercha donc pas méthodiquement le renseignement sur l'ennemi.

Avec l'entrée en scène de BONAPARTE allait réapparaître la sûre et féconde méthode du grand FRÉDÉRIC.

L'homme qui allait bouleverser les procédés de guerre et imprimer dans tous les domaines de sa souveraineté la marque de son génie se

devait d'éclairer de lumières nouvelles les perspectives d'avenir des services secrets.

Le « renseignement préalable » sera incorporé à ses plans, il sera associé au secret et à la fausse nouvelle.

On pourrait s'étonner qu'en conformité avec ce souci majeur le plus grand capitaine de tous les temps n'ait pas eu à sa disposition un service de renseignement permanent, conçu pour les vastes desseins et les campagnes fameuses qui marquèrent sa fulgurante épopée.

On est surpris à distance, qu'il n'ait voulu se doter qu'après Austerlitz seulement, et sous une forme minuscule, d'un « Bureau de Renseignements » rattaché au Cabinet de sa Maison.

Cet organe modeste ne comprend en effet, en 1813, qu'un auditeur au Conseil d'État, un Capitaine polonais, un personnel subalterne et quelques « agents » fournis par le Duc de Rovigo, Ministre de Police.

Si nous ajoutons à cet organe un « Service Topographique » comprenant deux Officiers et chargé de transcrire sur les cartes de la région les renseignements qui composeront la « situation de l'ennemi », nous n'obtenons encore qu'un schéma bien imparfait du 2<sup>ème</sup> Bureau et du S.R. rencontrés aujourd'hui (avec des nuances dans l'organisation) dans toutes les Armées.

Il faut, pour expliquer cette apparente lacune, se rappeler certains traits qui caractérisent l'Empereur. S'il s'obstine dans l'action personnelle, c'est qu'il n'a pas, nous le savons, une très grande confiance dans les capacités de son entourage : sa prodigieuse activité supplée aux insuffisances de son État-Major, et il entend conserver en main les rouages essentiels de la direction de la guerre.

Ainsi verrons-nous l'Empereur, dont les occupations quotidiennes écraseraient d'autres épaules que les siennes, consacrer les instants nécessaires à ce commerce délicat et rebutant, que les spécialistes appellent le « maniement » d'un « agent ».

Il sut en tirer des avantages incomparables.

Les chroniqueurs qui se sont emparés de ces silhouettes furtives apparues dans les antichambres du palais impérial, et qui les ont restituées au public comme des « policiers » de l'Empereur, n'ont pas voulu voir le sérieux et la gravité de la chose.

Un Schulmeister, entre autres, étroitement associé aux projets de Napoléon, fut un agent de renseignements de grande classe dont il n'est pas excessif de dire qu'il lui assura par avance le gain de certaines batailles.

Il n'est point jusqu'à cette extraordinaire aptitude de l'Empereur à trouver sur le pays, et au cœur même de la bataille, des concours qui venaient lui révéler le point faible de l'ordre de bataille adverse, qui n'ait poussé dans ce domaine la supériorité du grand Chef de guerre.

De son esprit original et exigeant étaient nés des principes de recherche et d'emploi de « l'agent » qui, trop tôt oubliés ou négligés, allaient retrouver leur place éminente dans la doctrine actuelle des SERVICES SPÉCIAUX français.

Quand l'Armée devint l'armature permanente du Pays, et ses Chefs responsables de ses destins mis en cause, l'on vit bien que le Commandement ne se passerait plus, désormais d'une arme qui ne cesserait, en temps de paix, comme en temps de guerre, de chercher à pénétrer tous les aspects de la puissance de nos voisins et à se protéger contre leurs investigations secrètes.

Depuis 1872, les émissaires personnels chers à nos rois-soldats sont de loin dépassés.

Ceux de FRÉDÉRIC trouvés au cœur du pays ennemi, sont entrés dans un ordre nouveau où ils ne sont plus isolés, le Bureau topographique de NAPOLÉON n'est plus le minuscule 2<sup>ème</sup> Bureau en puissance, écrasé sous la personnalité volontaire et active de l'Empereur et lié à son propre destin.

Deux guerres mondiales en moins de 30 ans ont assis le SERVICE DES RENSEIGNEMENTS et de CONTRE-ESPIONNAGE dans l'enceinte permanente où se meuvent, autour du Chef des Armées, des Bureaux d'État-Major qui sont l'âme de la Direction de la guerre.

L'on conçoit que cette place de premier plan ne fut pas conquise – ou conférée – sans lutte, par une simple conjonction de circonstances.

On comprend à la lumière d'une longue histoire que le Chef désigné pour commander les Armées n'intégra pas sans difficultés et sans accidents au sein de son État-Major, une pièce maîtresse de son jeu,

dont les secrètes et salutaires actions avaient été très tôt mal comprises, déformées et romancées par une opinion publique curieuse jusqu'au soupçon.

La France n'est pas le pays d'élection d'un instrument secret, même quand il est exclusivement voué à son salut et à sa puissance.

L'espion, s'il n'est sujet de roman ou de film, est odieux à l'opinion, l'agent secret lui est suspect. Tout organisme présumé s'en servir est frappé de défaveur.

Survienne dans le pays, sous ce contrôle inquiet, un conflit d'opinion plus âpre, une crise de régime ou la perte d'une guerre, la montée de réprobations désigne d'instinct au ressentiment des uns et à la haine des autres, l'appareil caché dont on sait l'existence et qu'il faut contraindre aux aveux.

Et pourtant, n'a-t-il pas depuis longtemps tout avoué ?

Il faut, pour savoir, interroger ceux qui l'ont bien connu, dirigé ou employé. Il faut, autant qu'il se peut, avoir vécu avec lui, près des trépidations du cœur et du labeur de l'esprit. Il faut avoir été surpris par la pureté de son âme. Il faut l'avoir détesté un peu pour son culte exclusif du Pays et son sens maladif de l'Honneur.

Pour bien comprendre les SERVICES SPÉCIAUX, il faut en d'autres termes dénués de fard, avoir la conscience nette et cette condition limite le nombre de leurs zélateurs ...

**Fin**